



1907



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.º d'inventario *889 961*

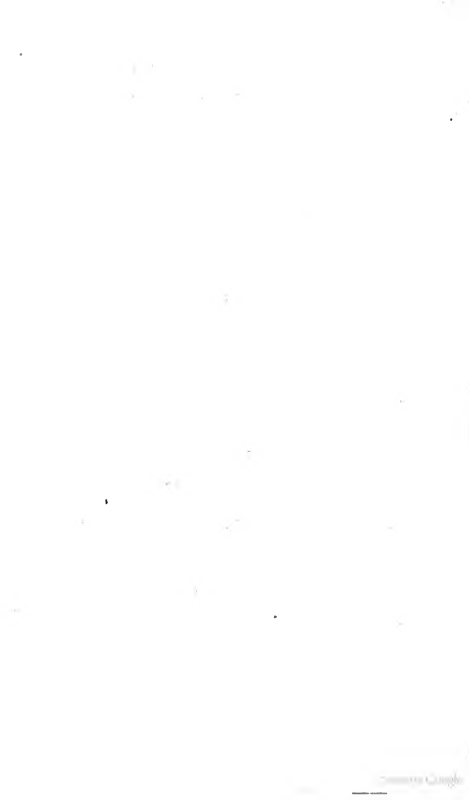
Sala *Grande*

L.º *12* Polchetto *3*

ord. *4 6*



11



XII. 36

Part II. 36



ÉTUDES
DIPLOMATIQUES
ET LITTÉRAIRES

A LA MÊME LIBRAIRIE.

Du même auteur :

- HISTOIRE DE LA CONQUÊTE DE NAPLES par Charles d'Anjou, frère de Saint-Louis. 4 vol. in-8°, nouvelle édition. 20 fr.
HISTOIRE DE LA CHUTE DES JÉSUITES au XVIII^e siècle (1750-1782), 3^e édition, in-18, Jésus. 3 fr. 50 c.
HISTOIRE DE LA ROYAUTE considérée dans ses origines jusqu'à la formation des principales monarchies de l'Europe. 2 gros vol. in-8°. 10 fr.

569546 SAN

ÉTUDES
DIPLOMATIQUES
ET LITTÉRAIRES

PAR

M. ALEXIS DE SAINT-PRIEST

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

TOME PREMIER

PARIS : AMYOT, RUE DE LA PAIX

১৮৮০

১৮৮০

১৮৮০

১৮৮০

**LE PARTAGE
DE LA POLOGNE**

EN 1772

« La Pologne était la Province où l'esprit polonais éclatait avec le plus d'ardeur. Les Polonais devenus Prussiens semblaient supporter plus impatiemment que les autres le joug étranger. D'abord la race allemande et la race slave, se rencontrant sur cette frontière de la Poméranie et du duché de Posen, avaient l'une pour l'autre une aversion instinctive, naturellement plus vive sur la limite où elles se touchaient. Indépendamment de cette aversion, suite ordinaire du voisinage, les Polonais n'oubliaient pas que les Prussiens avaient été, sous le grand Frédéric, les premiers auteurs du partage de la Pologne. . . . C'était par des empiètements successifs sur la Pologne que le grand Frédéric avait lié ensemble la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie. »

M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome VII, pages 261 et 262.

« Poki swiat swiatem
« Polak Niemcowi nie bedzie bratem. »

Tant que le monde sera monde, le Polonais et l'Allemand ne seront pas frères.

Proverbe polonais.

LE PARTAGE DE LA POLOGNE

EN 1772

TABLEAU DES NÉGOCIATIONS QUI ONT AMENÉ
LE PREMIER DÉMEMBREMENT

Le xviii^e siècle fut le siècle de la publicité. Éloge ou blâme, il le mérite à plus juste titre que l'époque où nous avons le bonheur de vivre. Alors, il est vrai, la publicité n'était pas garantie par des institutions politiques; elle ne s'autorisait pas de dispositions législatives; en revanche, elle s'appuyait sur les mœurs, sur l'habitude, sur le goût : forces plus vives, puissances moins reconnues, mais mieux obéies que la loi. Tout se faisait au grand jour. Si quelques hommes conspiraient contre l'ordre établi, cette conspiration ressemblait à celles des tragédies

classiques : elle se tramait dans un vestibule commun, par où tout le monde passe. Les conjurés eux-mêmes ont dévoilé les ressorts qu'ils avaient mis en mouvement, et grâce à la clarté parfaite, à la précision mathématique, caractère nouveau dont ils enrichirent un idiome déjà consacré par tant de merveilles, on peut suivre la marche de l'esprit humain au travers de ce limpide langage, comme on voit le travail des abeilles dans une ruche de cristal. Depuis la Régence jusqu'à la Révolution, le secret fut pour ainsi dire supprimé en France; seulement on lui abandonna la diplomatie, son asile naturel. Aussi, pour mieux se mettre en possession de l'unique abri qui lui restât, il y prit un développement jusqu'alors inconnu; il y devint l'âme de tant d'intrigues de cabinet et de cour, d'un tel luxe de police et de contre-police, qu'évidemment les âges précédents en étaient restés aux éléments de la science diplomatique.

C'est là ce qui établit une différence fondamentale entre la politique étrangère de Louis XV et la politique de Louis XIV. Sous le grand roi, la hauteur des desseins, la noblesse des formes, protestaient d'une manière permanente contre

le choix transitoire des moyens. Louis XIV traitait ses négociations comme ses amours, noblement, majestueusement. Il s'excusait par la dignité extérieure des rouages souterrains qu'il se croyait forcé de faire mouvoir quelquefois. Après lui, on mit de l'amour-propre à les employer ; on les multiplia par vanité ; la simplicité fut méprisée pour elle-même. On se complut dans les voies détournées comme dans les petits sentiers des nouveaux jardins à la mode. Sur ce point, l'indifférence publique pour la politique étrangère favorisa les gens du métier. Les ministres, les diplomates, purent se livrer entre eux, sans contrôle, à ce savant manège ; ils eurent le champ libre. Les affaires du dehors n'étaient pas, comme aujourd'hui, l'objet d'une préoccupation constante, passionnée ; elles n'éveillaient qu'une attention distraite. Paris, le Paris de Louis XV, était bien plus occupé d'une première représentation à la Comédie-Française que de la conclusion d'un traité de commerce ou de paix. Les nouvellistes étaient devenus le sujet de mille plaisanteries. Exclus de la bonne compagnie, ils se réfugiaient sous les marronniers des Tuileries et du Palais-Royal.

Il n'en avait pas été toujours ainsi. Voyez avec quelle chaleur M^{me} de Sévigné prend part non-seulement aux prouesses de Jean Sobieski, mais aux aventures de la cour de Danemark ! Rien de semblable dans les correspondances particulières du siècle suivant. Voltaire lui-même n'a rapporté qu'incidemment dans ses lettres, et presque toujours avec indifférence, les nouvelles purement politiques. Il ne s'en est informé, pendant sa longue vie, qu'à de rares intervalles, deux ou trois fois tout au plus, lorsqu'il lui a passé par la tête de se croire un homme d'État et de devenir une façon d'ambassadeur du roi son maître. Diderot et d'Alembert n'écrivent jamais un mot des affaires publiques ; M^{me} du Deffand n'en parle que sommée par Horace Walpole. Décidément le xviii^e siècle n'y avait aucun goût ; et les hommes qui en faisaient profession profitèrent de cette disposition des esprits pour agir sans responsabilité et sans contrôle. Ils ont d'autant plus facilement caché leur jeu que la galerie n'y regardait guère. C'est ce qu'on n'a pas assez remarqué.

Il en résulte que, s'il n'y a presque plus rien à apprendre de la vie intérieure du xviii^e siècle ;

presque tout est encore à découvrir et surtout à éclaircir dans ses relations internationales. Tous les jours, des documents nouveaux portent la lumière sur cette partie importante de notre histoire. Nous-même en avons déjà reproduit quelques-uns¹. Peut-être avons-nous aidé à mieux connaître des événements jusqu'alors mal expliqués et restés obscurs. C'est une étude semblable que nous essayons sur le PARTAGE DE LA POLOGNE, événement du premier ordre, méconnu et dénaturé aujourd'hui, parce qu'au lieu de le mettre dans son vrai jour, en tenant compte des circonstances qui l'ont nécessairement amené, on en a fait une arme à l'usage de nos luttes contemporaines. A force d'en abuser et de l'appliquer hors de propos, on l'a transporté de l'histoire dans la polémique et du récit dans la déclamation. Bien plus, il a subi une épreuve à laquelle résistent difficilement les faits les plus avérés. On lui a donné la plus décevante et la plus fausse de toutes les formes, celle d'un argument parlementaire. Nous essayerons de dire sur le partage de la Pologne la vérité tout entière, sans nous

¹ *Histoire de la chute des Jésuites*. Paris, Amyot, in-8°, 1844 ; et in-18, 1846.

dissimuler ce qu'il y a de téméraire, presque de sacrilège dans un tel projet. Parler sobrement des vaincus et des vainqueurs, se défendre avec le même soin du panégyrique et de l'anathème, écarter le dithyrambe et l'élégie comme des banalités vulgaires, réserver à chacun sa part et rendre justice à tout le monde, c'est avoir affaire à forte partie, c'est se jouer à une certaine qualité d'opinion qui, en réclamant la liberté illimitée, ne la laisse pas volontiers sur tous les sujets. Peu importe néanmoins : la vérité garde ses droits, et hors de l'Eglise, il n'y a pas de cas réservés.

Cependant nous protestons d'avance contre toute supposition d'une apologie rétrospective et paradoxale. Le démembrement de la Pologne fut un événement d'autant plus malheureux qu'il était inévitable. Nous ne chercherons pas la preuve de cette assertion dans les institutions mêmes de cette république royale, dans la liberté anarchique qui rendit toujours impossible l'établissement d'une liberté régulière et modérée ; c'est ce que personne n'ignore, et il n'est pas nécessaire de remonter si haut ; pour prouver que, malgré le patriotisme, la bravoure, vertus de ce peuple illustre, son heure était

irrévocablement sonnée. D'une part, il ne pouvait continuer à vivre qu'en subjuguant ses voisins, ce qui lui était matériellement impossible ; de l'autre, les puissances limitrophes où du moins l'une d'entre elles, la plus nouvelle et la moins étendue des trois, ne pouvait exister qu'à son détriment. Point d'alternative : stationnaire depuis plus d'un siècle, la Pologne devait reculer sa frontière ou y laisser pénétrer ses voisins. Toute autre appréciation de sa situation à cette époque est arbitraire et chimérique. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les conseils que lui a adressés l'un de ses meilleurs rois, Stanislas Lecziński, patriote éclairé et sincère. Il n'est pas moins illusoire de penser que la France pouvait prévenir le démembrement en imposant sa volonté à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse. On verra par des preuves authentiques combien il y a d'inexactitude à soutenir, ainsi qu'on l'a fait souvent sur un mot apocryphe de Louis XV, que le duc de Choiseul aurait empêché le partage : le contraire résulte des documents émanés de ce ministre. Sans sa disgrâce, qui sauva

sa gloire, il aurait été forcé de prendre le rôle qu'il eut le bonheur d'abandonner à son successeur, le duc d'Aiguillon ; mais grâce à l'habileté et au dévouement des amis de M. de Choiseul, l'opinion contraire a prévalu. Elle a prévalu à ce point que nous l'avons vue partagée par un homme d'État qui aurait dû connaître le secret des événements passés, mais qui, à la vérité, tenait une trop grande place dans son temps, pour songer beaucoup à ce qui n'était plus. Un jour, à la campagne, dans une de ces conversations familières où l'esprit de M. de Talleyrand se jouait avec tant d'éclat, on vint à parler de la Pologne : « Jamais, dit-il, le partage ne se serait fait de nos jours. — Et qui l'aurait empêché ? lui demanda quelqu'un. — La liberté de la presse, » répondit le prince.

Peut-être avait-il raison ; si la liberté de l'esprit existait sous Louis XV, c'était la liberté de la conversation et non celle de la presse, sans compter que, depuis la mort de M. le prince de Talleyrand, on a un peu émoussé cette arme à force de s'en servir. Cependant, même avec la liberté de la presse, on ne voit pas que les choses aient beaucoup changé pour la Pologne.

La France ne pouvait pas plus la sauver alors qu'elle n'aurait pu la rétablir aujourd'hui. C'est ce qui ressortira de l'exposé des faits. Aujourd'hui comme alors, les reproches amers et sanglants ne lui ont pas été épargnés. Elle les a trop facilement acceptés. La France se laisse toujours accuser par quiconque veut bien en prendre la peine ; comme un brave et insouciant chevalier, elle voit couler, en souriant le sang de ses blessures. Mais, dira-t-on, « ce n'est pas elle qui est en cause ; le déshonneur de la France de Louis XV ne saurait retomber sur nous ; cette France n'est pas la nôtre ; il y a dans la vie des peuples des périodes néfastes, des années climatiques où la nation s'efface et disparaît, où l'époque absorbe le pays. » N'admettons pas ces distinctions, ce serait trop de désintéressement et de hardiesse. Sans doute, l'éna devint la rançon de Rosbachi ; mais est-on toujours bien sûr de prendre de pareilles revanche ? Elles sont rares. Tout en flétrissant les noms coupables, n'étendons jamais cette flétrissure à l'époque qu'ils ont compromise ou souillée. Au surplus, si nos pères sont condamnés pour avoir laissé partager la Pologne, pour

quoi épargne-t-on ce reproche à l'Angleterre ? N'a-t-elle pas encouru la même responsabilité ? Sur quoi peut-elle se fonder pour y échapper légitimement ? Et pourtant , quel historien , quel publiciste anglais , a jamais déclaré que l'Angleterre s'était déshonorée en l'an de grâce 1772 ? Quels orateurs du parlement britannique ont porté à la tribune pendant dix-huit ans une accusation si injurieuse pour leurs ancêtres ? En ont-ils fait un lieu commun parlementaire dont le moindre inconvénient est de nuire à ceux même qu'on veut protéger, en les leurrant d'espérances que l'on sait irréalisables ? Encore si cela s'était borné à caresser sans péril des illusions sans conséquence , mais en a-t-il été ainsi ? Malheureux Polonais ! de quels rêves ne les a-t-on pas bercés ! Où ne les a-t-on pas conduits par ces dangereuses complaisances , par ce vain étalage de fastueuses et impuissantes sympathies ! Laissons ce triste côté de notre histoire contemporaine ; bornons-nous à constater un fait indubitable et généralement reconnu ; c'est qu'en France , depuis la révolution de février , la froideur pour la cause polonaise a succédé aux vives et chaudes sympathies. Il n'est pas difficile

d'en trouver et d'en expliquer le motif; nous nous abstiendrons de ce soin. Il nous suffira d'affirmer qu'entre une cause étrangère; quelle qu'elle soit, et la cause de l'ordre, qui n'est étrangère à personne, la France et l'Europe n'hésiteront jamais.

Ce revirement d'opinion si remarquable en France l'a été encore plus en Allemagne. Que n'avait-on pas dit des sentiments de l'Allemagne pour la Pologne! « Entre les Polonais et les Allemands, il y a fraternité, solidarité; les Allemands brûlent du désir de reconstituer la nationalité polonaise. » Voilà ce qu'on avait répété pendant dix-huit ans; et les premiers jours de la révolution de février semblaient avoir confirmé ces assertions. A Berlin, les portes des prisons s'étaient ouvertes aux Polonais captifs: d'accusés, ils étaient devenus triomphateurs; enlevés par mille bras, ils avaient été portés jusque sous les fenêtres de la demeure royale; mais bientôt quel changement! les cris de rage succèdent aux acclamations, les mains qui se pressaient dans une vive étreinte s'arment pour se déchirer, le sang coule par torrents, les héros des ovations démocratiques redeviennent prisonniers comme

auparavant, prisonniers cette fois non pas du roi, mais du peuple. Les espérances de la Pologne se brisent au pied de la tribune improvisée de Francfort ; la diète *exprime le ferme espoir que le gouvernement prussien garantira en toute circonstance la nationalité des Allemands établis dans le grand-duché de Posen*. Elle oppose une fin de non-recevoir sans réplique à tout projet de restauration de la nationalité polonaise, et, pour mieux fixer le texte de cette résolution, un des membres les plus distingués de cette assemblée dit en termes exprès que, *pour expier le démembrement de la Pologne, on n'ira jamais jusqu'à consentir à un démembrement de l'Allemagne*.

L'antagonisme historique de l'Allemagne et de la Pologne est en effet le mot de l'énigme, et l'Europe commence à le comprendre. Il n'y a rien de neuf, rien d'inattendu dans un pareil résultat ; ici le passé explique le présent. Pour en avoir l'intelligence, il ne faut s'en prendre ni à cette passion de l'unité que l'Allemagne vient d'embrasser avec un zèle de novice, ni aux der-

¹ Séances des 24 et 26 juillet 1848.

niers événements de Francfort et de Manheim : il faut remonter jusqu'à l'année 1772, et se demander quel fut le véritable auteur du partage de la Pologne? qu'est-ce qui l'a proposé le premier? à qui appartient cette idée? A tout le monde et à personne, s'il ne s'agit que de l'idée spéculative et abstraite; mais si on veut parler de l'application immédiate et pratique, elle appartient à une grande nation représentée par le plus grand de ses princes : à l'Allemagne représentée par Frédéric.

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is arranged in approximately 10 lines, though it is extremely faint and difficult to decipher. It appears to be a continuous paragraph of text.

CHAPITRE I^{er}.

La Pologne sur le point d'être partagée trois fois avant 1772. — Frédéric reprend le projet. — Il le propose à Pierre III. — Catherine se refuse au partage pour conserver sa prépondérance en Pologne. — Le parti français et le parti de la France. — Les Tories et les Whigs de la Pologne. — Clément Branicki. — Alexandre et Michel Czartoriski. — L'anarchie et la réforme. — Stanislas Poniatowski. — Les Russes appelés. — Traité entre Frédéric et Catherine.

On se figure d'ordinaire le partage de la Pologne comme un événement imprévu, un effet sans cause, un coup de tonnerre dans un ciel serein. Pour être très-accréditée, cette appréciation n'en est pas plus exacte. La Pologne n'a été morcelée, en 1772, qu'après avoir été sur le point de se voir démembrée trois fois en moins d'un siècle. S'il y eut quelque chose d'imprévu, ce fut le maintien de l'intégralité d'un État si souvent compromis et menacé.

En 1657, Charles-Gustave, roi de Suède, après avoir conquis la Pologne, en avait arrêté et

signé le démembrement, non pas avec une des grandes cours de l'Europe, avec quelque colosse de puissance et de fortune, mais avec un petit dynaste du Danube, un chef de partisans, un voevode, George Racocy, prétendu prince de Transylvanie. A la tête d'une troupe de Bulgares, ce Racocy osa réclamer sa part de la république. Elle dut alors son salut moins au sabre de sa Pospolite qu'à la défection de l'électeur de Brandebourg. L'aïeul du prince qui devait déchirer un jour la Pologne l'arracha au Transylvain et au Suédois. En 1667, une main plus noble encore, la main de Louis XIV, suspendit ses destinées. Par le traité de Vilna, les Russies rouge et blanche, ainsi qu'une partie de l'Ukraine, avaient été cédées au czar Alexis, le père et le précurseur de Pierre le Grand, lorsque Louis XIV fit avertir la cour de Varsovie que le général suédois Slippenbach était chargé par son souverain de proposer le partage du territoire polonais à l'empereur d'Allemagne et au margrave de Brandebourg. C'est dans ce moment solennel que Jean-Casimir Wasa, religieux de la société de Jésus, devenu roi de Pologne, prononça la prophétie célèbre qui annonçait à

la république qu'elle courait au démembrement par l'anarchie (A). La Pologne négligea cet avis. Dans l'expérience d'un politique, elle ne voulut voir que la pusillanimité d'un moine. Un siècle plus tard, un autre de ses rois lui prédit le même sort. Dès l'année 1749, Stanislas Letzinski s'exprimait ainsi : « Notre tour viendra, sans doute, nous serons la proie de quelque fameux conquérant; peut-être même les puissances voisines s'accorderont-elles à se partager nos États. Il est vrai qu'elles sont les mêmes que nos pères ont connues et qu'ils n'ont jamais appréhendées; mais ne savons-nous pas que tout est changé dans les nations? Elles ont maintenant... une plus grande ambition..., augmentée avec les moyens de la satisfaire. Sommes-nous en état de leur résister ? »

Le reste de l'Europe n'avait pas attendu l'imminence du péril pour le pressentir et pour le signaler. La pensée du partage était devenue générale. Non-seulement, depuis plus d'un siècle, les chancelleries de toutes les cours renfermaient dans leurs archives un grand nombre de mé-

¹ *Oeuvres du philosophe bienfaisant*, tome II, p. lxx.

nières, de déductions, de raisonnements destinés à prédire, à établir, à démontrer l'imminence du démembrement de la Pologne; non-seulement les correspondances diplomatiques du xvn^e au xvin^e siècle sont pleines de cette hypothèse; elle était devenue familière aux esprits les moins politiques, à La Fontaine lui-même, et assurément c'est tout dire. Voici ce que l'auteur du *Partage du Lion* écrivait à une nièce de M. de Turenne, mariée au prince de Bavière :

« Votre altesse sérénissime
« A, dit-on, pour moi quelque estime,
« Et veut que je lui mande en vers
« Les affaires de l'univers;
« J'entends les affaires de France.
« J'obéis et romps mon silence.
« L'intérêt et l'ambition
« Travaillent à l'élection
« Du monarque de la Pologne.
« On croit ici que la besogne
« Est avancée; et les esprits
« Font tantôt accorder le prix
« Au Lorrain, puis au Moscovite,
« Condé, Neubourg; car le mérite,
« De tous côtés fait embarras.
« Condé, je crois, n'en manque pas.

- « Ceux qui des affaires publiques
- « Parlent toujours en politiques,
- « Régplant ceci, jugeant cela
- « (Et je suis de ce nombre-là),

Il se vantait le bonhomme!...

- « Les raisonneurs, dis-je, prétendent
- « Qu'au Lorrain plusieurs princes tendent.
- « Quant à Moscow, nous l'excluons :
- « Voici sur quoi nous nous fondons :
- « Le schisme y règne, et puis son prince
- « Mettrait la Pologne en province¹.

Il y avait donc longtemps que la chute de la république était devenue inévitable. Un palliatif héroïque la retarda. En ranimant la gloire de la Pologne, Jean Sobieski lui rendit la vie. Aussi mauvais administrateur qu'illustre guerrier, Sobieski n'apporta aucun soulagement à ses maux intérieurs ; mais l'honneur est un baume qui conserve les nations malades. Le héros de Chotim et de Vienne appliqua ce topique à sa patrie. La voyant glorieuse, on la crut saine et

¹ Épître à Mauricette Febyronie de La Tour, princesse de Bavière. La Fontaine, édit. Lefèvre, tome VI, p. 86.

forte. Ses ennemis renoncèrent à leurs desseins, ou plutôt ils les ajournèrent, car ce ne fut qu'une suspension d'armes. Pour parler comme les Polonais, ce fut une trêve sous le bouclier.

On voit combien la pensée d'un démembrement était déjà vieille, et cependant le partage a étonné toute l'Europe, sans excepter les puissances qui l'ont accompli; il a frappé de surprise les hommes d'État les plus inaccessibles aux illusions et aux scrupules. Peut-être dirait-on que cette surprise était feinte, qu'elle a servi de masque au machiavélisme et à l'ambition; que les ministres, les rois, qui auraient dû prévenir et empêcher cet événement ont fait semblant de ne pas s'y être attendus pour cacher l'impéritie sous la stupeur; mais il n'en fut pas ainsi. Les documents les plus authentiques, les témoignages les plus intimes prouvent que leur étonnement a été sincère. A force de voir ajourner le partage, on avait fini par ne pas y croire. Toujours prédit, il n'avait jamais eu de commencement d'exécution. Quelque incident heureux était toujours intervenu à propos pour laisser cette idée dans la foule des spé-

culations oiseuses. Un grand homme à la fois politique et guerrier pouvait seul la réaliser. Le malheur de la Pologne voulut qu'il se trouvât précisément tel qu'il le fallait pour sa ruine. On le verra à la fois aventureux et patient, ardent et calme, plein de passion et de sang-froid, capable d'embrasser l'horizon le plus vaste et de se renfermer momentanément dans la sphère la plus étroite, visant de loin, agissant de près, marchant pas à pas et presque toujours par des chemins de traverse, pour se rapprocher du but, mais y touchant d'un seul bond. Tel était Frédéric, le véritable auteur du partage de la Pologne. La pensée n'en est pas née dans son puissant cerveau sans semence et sans germe; elle n'y a pas éclaté comme une illumination soudaine; seulement, de vague, qu'elle avait été jusqu'alors, c'est lui qui l'a rendue positive. Il a changé le rêve en réalité, la spéculation en fait, le projet en action. On le verra enfin mettre la volonté la plus infatigable, la plus tenace, la plus persévérante au service de son idée, l'échauffer, la mûrir par une préparation longue et savante, l'imposer à l'Europe, non avec une brusque violence, mais au moyen

de l'emploi successif et habilement ménagé de la flatterie et de l'intimidation; puis, lorsque tout est consommé, il saura en décliner la responsabilité et la rejeter tout entière sur ses collaborateurs avec un art d'autant plus profond que la hardiesse s'y cache sous la simplicité et la convoitise sous l'indifférence. Pour couronner une si audacieuse manœuvre, il n'hésitera pas à déclarer que « puisqu'il n'a jamais trompé personne, il trompera encore moins la postérité. » En effet, il les a traités avec une égalité parfaite : il s'est joué de la postérité comme de ses contemporains.

D'ailleurs, en dépit de son scepticisme et de sa philosophie, Frédéric portait aux Polonais les sentiments d'une hostilité héréditaire. Il n'avait pas oublié que la Pologne avait été la suzeraine de la Prusse. Lorsque le grand Électeur sauva la Pologne, en abandonnant le parti de la Suède, dont il commençait à redouter les progrès, devenus un danger pour l'indépendance de l'Allemagne, il fit bien sentir aux Polonais que leur intérêt n'avait eu aucune part à sa conduite, et qu'il n'avait combattu pour eux que par pitié. La Pologne avait imploré son

secours; mais l'Électeur, qui connaissait « les délibérations tumultueuses de cette république, incertaine dans ses résolutions, légère dans ses engagements, prête à faire la guerre sans en avoir préparé les moyens, épuisée par la rapine des grands et mal obéie par ses troupes, répondit qu'il ne pouvait pas se charger des malheurs qu'il appréhendait, ni sacrifier le bien de ses provinces pour sauver cette république, qui payerait ses services d'ingratitude¹. » C'est en ces termes que Frédéric nous transmet les paroles du plus illustre de ses ancêtres; et il les rapporte dans un esprit sur lequel on ne peut se méprendre. Avec quelle joie il adopte cette haine héréditaire! avec quelle anertume il l'exagère pour son propre compte! Rien ne l'adoucit, rien ne le désarme. L'antique gloire de la Pologne n'a point de prestige pour lui. Qu'il ne pense pas à la délivrance de Vienne, à l'Europe préservée de l'islamisme, rien de plus simple, il n'est pas assez bon chrétien pour cela; mais qu'il ne soit touché ni de la naïve valeur, ni de la grâce héroïque de cette nation bril-

¹ *Œuvres de Frédéric le Grand, Mémoires de Brandebourg, tome I^{er}, p. 56. Berlin, 1846, imprimerie royale.*

lante, voilà ce qui étonne dans un grand capitaine, qui se croit un grand poète. Frédéric a jugé la Pologne avec une rigueur outrageante et l'a condamnée sans appel. « Ce royaume, dit-il, est dans une anarchie perpétuelle ; les grandes familles sont toutes divisées d'intérêts ; les Polonais préfèrent leurs avantages au bien public, et ne se réunissent qu'en usant de la même dureté pour opprimer leurs sujets, qu'ils traitent moins en hommes qu'en bêtes de somme. Ils sont vains, hauts dans la fortune, rampants dans l'adversité, capables des plus grandes infamies pour amasser de l'argent, qu'ils jettent aussitôt par les fenêtres lorsqu'ils l'ont ; frivoles, sans jugement, capables de prendre et de quitter un parti sans raison, et de se précipiter, par l'inconséquence de leur conduite, dans les plus mauvaises affaires : ils ont des lois, mais personne ne les observe, faute de justice coercitive. » Dans ce tableau, où les ombres accumulées à dessein ne laissent de passage à aucun rayon de lumière ; dans ces accusations, disons mieux, dans ces invectives, qui ne reconnaît

¹ *Œuvres de Frédéric*, tome II ; *Histoire de mon temps*, p. 24.

une aversion native, une haine de nationalité et de race ?

Toutefois nous devons faire ici nos réserves. Trop souvent exclusive dans les moyens qu'elle emploie et qu'elle rejette tour à tour, la critique historique veut ramener aujourd'hui à la diversité des races toutes les guerres, toutes les rivalités de peuple à peuple. Ce principe a certainement sa valeur et son action, nous sommes loin de le méconnaître ; mais il n'est pas le seul, il n'est pas même le plus énergique des nombreux dissolvants qui divisent les familles humaines. Dans les masses, comme chez les individus, la plus indestructible des antipathies, c'est l'antipathie fraternelle ; de toutes les fictions mythologiques, celle des fils d'Œdipe est la plus vraie. La communauté d'origine jointe à l'opposition des mœurs, des coutumes, de la religion surtout, sépare les nationalités plus puissamment que l'antagonisme du sang et de la race. La Pologne et la Russie en offrent, pendant une longue suite de siècles, un exemple mémorable et décisif. Également issues de la race slave, rameaux nés sur le même tronc, elles ont toujours été séparées par les lois et sur-

tout par la foi qu'elles ont puisée, la Russie à Byzance, la Pologne à Rome; celle-ci entraînée dans le mouvement religieux de l'Occident, celle-là fixée dans l'immobilité orientale.

Ces dissemblances marquèrent les deux nations d'un caractère très-différent sous le rapport purement politique. La destinée des deux familles slaves suivit celle de l'Europe elle-même. Tant que l'Europe fut conduite par l'esprit féodal et chevaleresque, la Pologne conserva l'avantage. A la fin du xvi^e siècle et dans le cours du xvii^e, la chrétienté tout entière, l'Angleterre exceptée, tendait à la monarchie pure, absolue ou despotique, comme on voudra l'appeler. L'esprit de la Grande-Bretagne ne l'emporta qu'un peu plus tard, car le supplice de Charles I^{er} affaiblit la propagande représentative et en ajourna l'expansion. Partout, à l'exemple de la France triomphante et monarchique, les trônes se relevaient sur les débris de l'oligarchie féodale. Il n'y avait pas de si petit royaume dans le Nord, de si mince électorat en Allemagne qui n'eût sa Fronde vaincue et son Louis XIV éperonné. Le vent était à la monarchie; il poussa la Russie et arrêta la Pologne. Celle-ci se cantonna obstinément dans

les vieilles mœurs oligarchiques, qui ne répondaient plus à rien, placées à une égale distance de la France et de l'Angleterre, de la monarchie absolue et de la royauté constitutionnelle. Le régime politique de la Pologne n'était plus qu'un anachronisme. Aussi la terre russe et le sol polonais produisirent alors les fruits qui leur étaient propres : la Pologne enfanta Jean Sobieski, le dernier de ses chevaliers ; la Russie, Pierre le Grand, le premier de ses empereurs.

Ce fut alors que les Russes songèrent à reprendre d'anciennes contrées devenues polonaises, non par les conquêtes des Polonais, qui, en Volhynie, en Podolie, en Ukraine, sous le règne de Casimir le Grand, ne furent qu'éphémères et transitoires, mais par les conquêtes des Lithuaniens, race entièrement distincte de la grande famille slave, et à laquelle les derniers travaux de la science attribuent décidément une origine finnoise. Avant que les ducs de Lithuanie se fussent emparés de ces contrées au ^{xiv}^e siècle, la Russie, quoique dominée par les Tartares, était restée plus vaste que la Pologne. Non-seulement elle s'étendait au delà du Dnieper jus-

qu'à Kief et jusqu'à l'Ukraine, mais, avec la Volhynie, elle comprenait la Gallicie, gouvernée par des descendants de Rurik sous le nom de rois de Galitz. Ce fut cette vaillante et heureuse tribu lithuanienne qui, en passant du côté de la Pologne, fit pencher la balance en sa faveur. Ladislas Jagellon, le plus puissant de ses chefs, épousa, en 1386, l'héritière de ce royaume, Hedwige d'Anjou, princesse de Hongrie, issue du sang royal de France (B). Grâce à cette alliance, la république polonaise devint une puissance considérable et se soutint pendant tout le ^{xv}^e siècle et une partie du ^{xvi}^e. Ce fut l'ère des Jagellons : c'est l'âge d'or de la Pologne.

Au commencement du ^{xvii}^e siècle, sous la dynastie de Wasa, à la suite de l'anarchique apparition des faux Démétrius, la Russie se vit à la veille de se voir conquise par les Polonais et de recevoir un czar de leur main ; mais elle les repoussa par un grand élan national, par un mouvement unanime et libérateur qui devint le point de départ de sa prééminence dans le Nord. Le czar Alexis Michailovitch l'accomplit. Au milieu du ^{xvii}^e siècle, Alexis recouvra Kief, la Rome slave, la

ville aux coupôles byzantines, qui renferme un peuple de saints dans ses cryptes souterraines. Le retour de ces contrées à la Russie la remettait à la tête des races slaves et lui assurait la supériorité dans le Nord. Néanmoins elle ne put la faire prévaloir immédiatement. Pendant un intervalle, à la vérité assez court, ce fut la Suède qui prit la première place abandonnée par la Pologne. Plus tard, la Suède la laissa échapper à son tour. La Russie la prit et la tient.

Ni Charles XII après Narva, ni Pierre le Grand après Pultava, ne pensèrent à démembrer la Pologne. Tous les deux lui donnèrent un roi; mais ni Charles, ni Pierre ne lui enleva un seul village. Une telle politique était simple et naturelle. Que devait vouloir, en effet, la puissance prépondérante dans le Nord? C'était de dominer la république, de maintenir son anarchie pour l'empêcher de reprendre des forces, de lui imposer des armées et des rois, d'intervenir dans ses affaires intérieures, comme la Pologne elle-même, au temps de sa grandeur, était intervenue dans les troubles de ses voisins. La domination obtenue, à quoi bon le démembrement? Pourquoi partager avec d'autres ce qu'on peut garder seul?

Pourquoi éveiller la jalousie de l'Europe et n'obtenir qu'une part dans un tout dont on dispose ?

Un partage territorial amenait nécessairement un partage de domination, ce qui ne pouvait convenir ni à la Suède, lorsqu'elle avait la supériorité sur la Russie, ni à la Russie, victorieuse de la Suède ; mais la Russie avait un puissant moyen d'ingérence qui n'appartenait qu'à elle, et manquait à toutes les autres puissances limitrophes de la Pologne. Les coreligionnaires des Russes y étaient nombreux et depuis quelque temps opprimés. La Russie devenait leur recours naturel : c'était là sa force.

La Prusse, ancienne vassale de la république, se trouvait à son égard dans une situation bien différente. Géographiquement, l'Allemagne n'appartient point à la zone du Nord de l'Europe, quoiqu'elle s'efforce, depuis deux ans, de prouver le contraire en faisant au Danemark la guerre la plus injuste qui fut jamais. La Prusse, à cette époque, n'avait pas encore imaginé de dominer dans le Nord ; il ne lui restait qu'un parti à tirer de la Pologne : c'était de s'étendre, de s'agrandir en empiétant sur la république, de donner une forme plus régulière à sa propre circon-

scription, et de reculer sa frontière au moyen d'une importante augmentation de territoire. Il y avait là, pour la Prusse, une satisfaction d'ambition; d'amour-propre, et, il faut en convenir, une nécessité absolue. On s'en convaincra aisément en jetant les yeux sur la carte. Le roi de Prusse ne pouvait se rendre d'une de ses provinces dans l'autre, sans en demander la permission à ses voisins. Pour aller de Berlin à Königsberg, il lui fallait passer sous le canon de Dantzick. De plus, cette ville, alors polonaise, commande l'embouchure de la Vistule : c'était en grande partie la route de tout le commerce du Nord. Dantzick est situé dans la Poméranie, appelée plus communément *Prusse royale*, et, comme les mots dominent et amènent les choses, ce nom de Prusse royale devint une tentation pour le roi de Prusse. Il y succomba.

Le démembrement de la Pologne avait toujours été une des plus constantes, mais des plus secrètes pensées du grand Frédéric. Dans sa jeunesse, il n'en fut pas distrait, même par ses malheurs : quoique brouillé avec son père, il supplia Guillaume I^{er} de profiter de la mort d'Auguste II, en 1733, pour s'emparer de la

Prusse polonaise¹. Pendant la guerre de sept ans, dans sa correspondance secrète avec l'héritier du trône de Russie, il reproduisit sans relâche le projet du partage, et lorsque le grand-duc fut devenu empereur sous le nom de Pierre III, Frédéric allait profiter de l'admiration enthousiaste qu'il inspirait à ce prince, pour amener à un résultat décisif cette négociation qu'il avait reprise avec ardeur. Ce ne sont pas de simples conjectures, mais des faits certains appuyés sur des documents contemporains et authentiques², faits d'autant moins connus et d'autant plus di-

¹ « Une anecdote qui m'a été confiée par M. de Kaunitz, c'est que le roi de Prusse, n'étant que prince royal, avait sollicité vivement son père de profiter de la vacance du trône de Pologne lors de la mort d'Auguste II, pour s'emparer de la Prusse polonaise, et lui avait même remis à ce sujet un mémoire fort détaillé, où il prouvait d'un côté l'accroissement de puissance qui lui en reviendrait, de l'autre la facilité qu'il trouverait à faire cette conquête et à la conserver. » Le marquis du Châtelet, ambassadeur de France près la cour impériale, au duc de Praslin, ministre des affaires étrangères, Vienne, 13 novembre 1763.

² Notamment sur la correspondance officielle du baron de Breteuil, ministre plénipotentiaire de France sous le règne de Pierre III, avec M. de Praslin, « J'ai les yeux ouverts sur ce qui regarde la Pologne, et je suis d'opinion qu'il est intéressant de s'occuper de ce vaste et faible royaume; il doit être le côté ambitieux des monarques russe et prussien. Je ne doute pas qu'il n'entre dans leurs projets futurs de démembrer cette répu-

gnés de l'être que Frédéric, dans ses *Mémoires*, les a artificieusement négligés, et n'a pas cru devoir nous en donner la connaissance la plus légère.

Il semblait que les desseins de Pierre III dus-

blique à leur profit. » Breteuil à Praslin, Saint-Petersbourg, 18 juin 1762.

« Suivant toutes mes notions, les deux souverains (Pierre et Frédéric) n'ont point oublié dans leur retraite l'événement de la vacance du trône de Pologne, et ils se sont engagés à rassembler alors au plus tôt chacun vingt mille hommes pour déterminer l'élection du nouveau roi. L'on m'a dit qu'ils voulaient le prendre parmi les Piast; mais je n'en crois rien, quoiqu'à bien des égards cet arrangement pût leur être avantageux et faciliter peut-être leurs vues d'agrandissement aux dépens de la république. Au reste, cette idée vraie ou fautive, que je ne doute pas que l'on ne fasse connaître aux Polonais, pourrait leur déplaire. » Breteuil à Praslin, Varsovie, 14 juillet 1762.

« Nous apprenons, monsieur, que les vues du roi de Prusse et de son nouvel allié (Pierre III) ne se bornent pas seulement à forcer la cour de Vienne à la paix, mais qu'elles vont jusqu'à projeter un démembrement considérable de la Pologne. Les fréquents courriers que vous avez vu expédier à Constantinople pourraient bien avoir quelque rapport à ce plan, puisque ce serait détourner les yeux de la cour ottomane de dessus la Pologne que d'engager le sultan à porter ses armes contre la Hongrie. Je compte que vous n'aurez rien laissé ignorer à M. de Vergennes de ce qui sera parvenu à votre connaissance sur cet objet, et que vous aurez recommandé à votre secrétaire de suivre fidèlement cette correspondance après votre départ. Cette partie devient bien intéressante, et je sens que nous ne saurions y veiller avec trop de vigilance. » Praslin à Breteuil, Versailles, 28 juin 1762. — Archives des affaires étrangères.

sent disparaître avec lui. Toute l'Europe s'y attendait, et Frédéric plus que personne. A l'étonnement universel, il n'en fut pas ainsi. Dans la marche imprimée à son gouvernement comme dans le choix de ses alliances, Pierre III avait été guidé par un sentiment juste et droit. Naturellement humain et généreux, il avait opéré des réformes utiles à l'intérieur. Son intimité avec la Prusse n'eut d'autre tort que l'exagération et l'éclat. En général, il ne lui avait guère manqué que le sang-froid, le secret et la mesure, car il n'avait méconnu aucun des intérêts essentiels de son empire. De sa politique, il fallait écarter la forme et conserver le fond. Catherine n'hésita pas à le faire. Au lieu de reprendre les hostilités contre Frédéric, elle confirma la paix conclue avec ce prince et l'imposa à ses alliés malgré leurs plaintes et leurs reproches. Elle les laissa crier à la défection et conclut une paix nécessaire à ses peuples, fatigués d'une lutte stérile.

A peine arrivée au pouvoir suprême, Catherine II se plaça habilement sur la ligne imperceptible, mais mathématiquement exacte, qui sépare la timidité de la prudence, la résolution

de l'audace, le courage de la témérité. Elle s'y maintint toute sa vie. Rulhière, esprit ingénieux, mais peu pratique, d'ailleurs ennemi déclaré de Catherine, a bien mal saisi ce caractère singulier et neuf; lorsqu'il a prétendu qu'au commencement, l'impératrice s'était montrée *incertaine dans toutes ses vues* ! C'est le contraire qui est vrai; ce fut précisément dès lors qu'elle prépara tout son règne et qu'elle marqua pour ainsi dire d'avance les étapes de sa grandeur. Persuadée que la considération d'un gouvernement nouveau dépend de son début, Catherine II éleva sa fierté au niveau des périls de sa situation; et refusa de se soumettre aux conditions qu'avait acceptées Elisabeth pour faire reconnaître le titre de *majesté impériale*, jusqu'alors peu usité dans le protocole des chancelleries. Elle aimait mieux menacer de rompre toute correspondance avec les puissances étrangères, que de l'acheter à ce prix (C). Toutefois elle ne subordonnait pas toujours l'adresse à la hauteur; elle savait les concilier, n'oubliant rien, ni personne; pas même les philosophes. Elle chercha à gagner à sa cause l'opi-

nion publique, représentée alors par quelques lettrés français. A peine sur le trône, elle proposa à d'Alembert l'éducation de son fils, offrit à Diderot la ville de Riga pour l'impression de l'*Encyclopédie*, et se préoccupa surtout de l'approbation de Voltaire. « La czarine, écrivait M. de Breteuil à M. de Praslin, m'a fait demander si je connaissais M. de Voltaire, pour m'engager à rectifier ses idées sur le rôle qu'a joué la princesse Daschkof... » Tandis que Catherine II négligeait la cour de Vienne ou de Versailles, elle jetait les fondements de ses longues relations diplomatiques avec une cour plus redoutable, la cour de Ferney.

C'est qu'à cette époque, il y avait déjà deux Frances, bien différentes, bien dissemblables, qui vivaient côte à côte, qui se rapprochaient, se touchaient même, se mêlaient ensemble sans distinction de rang ni de fortune, mais qui, au fond, restaient distinctes, séparées, ennemies. Il y avait là deux pouvoirs en présence : le gouvernement et l'opinion : d'un côté la France officielle, de l'autre la France philosophique et littéraire ; l'une défailante, affaiblie, en pleine décadence, l'autre militante et triom-

phante; l'une vivant dans le passé, l'autre dans l'avenir; en un mot, l'une vieille et l'autre jeune.

La première de ces deux Frances, poursuivie par un malheur constant, battue sur terre et sur mer, dépossédée de ses colonies et de son commerce, s'était retranchée dans l'immobilité et dans la routine. Plus orgueilleuse que fière, elle se séquestrait du mouvement et du bruit qu'elle ne savait plus produire. Superstitieuse sans religion, sévère sans mœurs, elle vengeait avec rigueur, quelquefois avec barbarie, les croyances qu'elle-même avait perdues. Insensible aux blessures du sentiment national, elle mettait sa dignité dans l'indifférence et ne conservait plus du pouvoir que l'étiquette, les titres et les insignes.

La jeune France (il n'y a pas de siècle qui n'ait eu sa jeune France) veillait avec ses philosophes pendant que l'autre dormait avec son roi. Elle ne perdait ni une occasion, ni une pensée, ni un jour. Mobile, agissante, dévorée d'une ardeur incessante de prosélytisme, d'une soif inextinguible de popularité et d'influence, l'exerçant dans le pays et hors du pays, chez soi et

chez l'étranger, par ses livres, ses académies, ses théâtres, ses bureaux d'esprit, par les jeunes gens et par les femmes ; humble et fière au besoin, flattant pour mieux dominer, rampant même pour mieux gravir ; assidue auprès des grands qu'elle méprisait en secret, les pliant à ses desseins tout en ayant l'air de se mettre au service de leur amour-propre ; habile à faire son chemin en faisant sa cour ; commensale en apparence, reine en réalité.

Ainsi on voyait désunis et hostiles le gouvernement français et l'esprit français. Triste spectacle, que notre pays présente trop souvent ! Alors, comme toujours, ce dissentiment était la source unique, mais profonde, de notre affaiblissement politique. Qu'était, en effet, le règne de Louis XIV ? D'où venaient sa grandeur, son unité, son influence sur l'Europe ? De la réunion de toute la France dans un même faisceau. La France de l'Arenne et de Lyonne, la France diplomatique et guerrière était aussi la France théologique, philosophique, littéraire : la France de Bossuet, de Malebranche, de Molière. Elle tendait toutes ses forces réunies vers un but commun, et si les derniers jours du grand roi

n'ont pas répondu à de si heureuses prémices ; c'est qu'entre l'opinion et le gouvernement, entre l'esprit et l'action, ou comme on le dit aujourd'hui, entre le pays intellectuel et le pays matériel, s'opérait une scission encore latente, mais déjà active. Racine mourait dans la disgrâce, Fénelon vivait dans l'exil, et le xviii^e siècle avait remplacé le xvii^e. Après la mort de Louis XIV, plus on avança dans le règne de Louis XV, plus le divorce devint inévitable. Il y eut bien une trêve vers Fontenoy. Quelques favorites, qui voulaient se réhabiliter par les suffrages des gens de lettres, M^{me} de Châteauroux, M^{me} de Pompadour, un ministre peut-être M. d'Argenson (à ce nom il serait difficile d'en ajouter un autre), voulurent empêcher et prévenir la rupture. Voltaire fit des avances ; il devint courtisan, il parut à Fontainebleau, il sacrifia la tragédie philosophique à l'opéra-complimenteur, *Mérope* et *Sémiramis* cédèrent le pas à la *Princesse de Navarre*. Vains efforts ! tentatives inutiles ! Dans les deux camps, la haine était au fond. Elle en sortit et éclata. On vit un gouvernement se déclarer l'ennemi plus ou moins direct de tout ce qu'il y avait d'intelligent dans la nation ; on

le vit dédaigner Montesquieu, persécuter Voltaire et n'honorer que Buffon, comme pour le remercier du choix discret qu'il avait fait dans toute la nature animée. Mais ceux qu'on repoussait ainsi ne s'avouèrent pas vaineux; ils s'armèrent de toute leur puissance; ils savaient que la force résidait en eux. « Ce qui fait le grand mérite de la France, écrivait Voltaire irrité, ce qui fait son grand mérite, son unique supériorité, c'est un petit nombre de génies, sublimes ou aimables, qui font qu'on parle aujourd'hui français à Vienne, Stockholm et Moscou. Vos ministres, vos intendants, vos premiers commis, n'ont aucune part à cette gloire.... Je voudrais que les gens qui sont si fiers et si rogues sur leurs pailiers voyageassent un peu dans l'Europe, qu'ils entendissent ce que l'on dit d'eux, qu'ils vissent au moins les lettres que des princes éclairés écrivent sur leur conduite; ils rougiraient, et la France ne présenterait plus aux autres nations le spectacle inconcevable de l'atrocité fanatique qui règne d'un côté, et de la douceur, de la politesse, des grâces, de l'enjouement, de la philosophie indulgente qui règnent de l'autre, et tout cela dans une même ville, dans une ville

sur laquelle toute l'Europe n'a les yeux que parce que les beaux-arts y ont été cultivés ; car il est vrai que ce sont nos beaux-arts seuls qui engagent les Russes et les Sarmates à parler notre langue. Ces arts, autrefois si bien cultivés en France, font que les autres nations nous pardonnent nos féroçités et nos folies ! »

Alors il se passa quelque chose d'irréremédiable et de funeste ; il y eut un grand scandale et surtout un grand malheur. L'élite intellectuelle d'un pays renia, répudia ce pays ; elle fit plus encore, elle donna la patrie en spectacle aux nations étrangères ; elle porta cette force qu'elle se connaissait si bien dans les contrées les plus éloignées ; dans les cours les plus adverses. Les philosophes surent choisir leurs alliés avec plus de discernement que nos diplomates et nos ministres. Ils laissèrent ceux-ci s'épuiser dans de stérile alliances, tandis qu'eux-mêmes virent grossir tous les jours le nombre de leurs adeptes, et n'en acceptèrent aucun de compromettant ou d'inutile. Ils abandonnèrent les puissances décrépités et s'adressèrent aux puissances ambitieuses,

¹ Voltaire à M^{me} du Deffant. — A M. Chardon, maître des requêtes, 5 avril 1767.

énergiques, vivantes, enfin, introduites récemment sur le théâtre de l'Europe, brûlant de s'en emparer et surtout de s'y faire voir. Ils tournèrent le dos au midi et marchèrent droit au nord. De là une situation très-singulière. Dans le reste de l'Europe, comme en France, il se forma deux partis français qui se firent la guerre : l'un protégea les vieilles mœurs, les vieilles traditions, tout ce qui était usé, suranné, hors de service ; l'autre parti français, qui n'était point le parti du gouvernement de la France, conduisit gaiement la troupe aventureuse et légère des réformes, des innovations, des essais de toute espèce ; et, ce qu'il y eut de plus surprenant, c'est que le parti novateur prit pour chefs de file les princes, les souverains particulièrement hostiles au cabinet de Versailles : Frédéric, Catherine, qui, attaquant la France sur son terrain et avec ses propres armes, ne parlaient, n'écrivaient et ne pensaient qu'en français.

Ce contraste était surtout sensible en Pologne. De tous les pays de l'Europe, c'était celui où la France combattait le plus vivement contre elle-même. Les partis y étaient nombreux et variés.

Ils se composaient de nuances locales, individuelles. Hors un sentiment de liberté commun à la nation tout entière, on ne pouvait saisir aucune idée générale dans ces débats où les principes étaient beaucoup moins en jeu que les intérêts. Toutefois, en essayant de jeter une vue d'ensemble sur cette mêlée confuse, on finit par y reconnaître deux opinions bien distinctes et fortement tranchées : le parti des réformes et celui de l'anarchie. Le dernier prétendait exclusivement au titre de *patriotique*. C'est ainsi qu'il s'était qualifié lui-même et qu'on le trouve désigné, soit par sympathie, soit par habitude, dans les documents officiels de la diplomatie. Rulhière, historien, panégyriste de ce parti, ne le nomme jamais autrement. Bien différent des *toriers* sous les rapports les plus essentiels, il tenait en Pologne à peu près la place que ceux-ci occupent en Angleterre. Il ne laissait pas d'être considérable par le nombre et la dignité de ses représentants. Leurs intentions étaient nobles et sincères ; ils avaient certainement droit à l'estime publique. Ces hommes se distinguaient par un amour passionné des mœurs et des libertés nationales, par un vif attachement à la foi,

aux usages et même au costume des ancêtres. La religion des souvenirs, le culte du passé, s'étaient réfugiés dans le cœur de quelques magnats puissants, qui ne souffraient aucune altération dans les objets d'un respect traditionnel, et traitaient toute réforme, toute innovation comme un crime ; constance admirable dans un pays bien ordonné, funeste dans un gouvernement anarchique.

Un vieillard septuagénaire, le comte Clément Branicki, grand général ou hetman de la couronne, titre équivalent à celui de connétable, l'un des premiers personnages de la république par l'illustration de son nom et par l'éclat d'une opulence princière, se trouvait du triple droit de la naissance, de la richesse et de l'âge, le chef reconnu du parti patriotique. Branicki avait voyagé, il avait même passé de longues années en France ; mais les mœurs européennes l'avaient effleuré sans le pénétrer. Il menait une vie de souverain dans son château ou dans sa cour de Białystock, car c'est le nom que les magnats polonais donnaient, sans ridicule, à leurs résidences principales. Les Potocki à Tulczyn, les Czartoriski à Pulawi, d'autres encore, sur-

passaient beaucoup de petits souverains d'Allemagne en élégance et en richesse. Tous étaient vaincus par le vieux hetman : Białystock, construction noble et vaste, entourée de jardins, embellie de collections précieuses et rares, était surnommé, avec trop d'emphase peut-être, le *Versailles de la Pologne*. Le comte Branięski et sa jeune épouse, sœur de Poniatowski, nièce des princes Czartoriski, y exerçait l'antique hospitalité polonaise avec ce mélange de faste et de grâce qui en faisait le caractère distinctif. La vieille Pologne s'était réfugiée dans ce palais ; elle s'y conservait comme les débris des monuments anciens dans nos modernes musées. Des pages, des Cosaques, des heiduques, troupe guerrière et domestique, remplissaient nuit et jour les avenues et les salles ; partout retentissait le bruit des armes ; on sait qu'un Polonais ne quittait jamais son sabre. Au milieu de tout ce tumulte paraissait la noble châtelaine, entourée de dames et de demoiselles, amies, parentes ou commensales, dont quelques-unes, amphibies de familiarité et de servitude, étaient désignées dans les plus grandes maisons polonaises du nom singulier de *panna stolowa* (demoiselle-de-table), parce

que, nobles de nom et d'armes, elles s'asseyaient de droit à la table de leurs égaux, que la fortune seule avait faits leurs maîtres. Tel était en effet le principe constitutif de la Pologne. On en retrouvait la trace et l'image, même dans les châtimens corporels. Le *szlachtych*, pauvre gentilhomme au service du fastueux palatin et du castellan superbe, avait le droit de ne recevoir la bastonnade que sur un tapis de Turquie. Malheureusement, plusieurs des privilèges défendus avec tant de courage par l'aristocratie polonaise tenaient de ces traditions barbares. Les esprits éclairés, même dans la plus haute noblesse, en désiraient l'abolition ou l'amendement; et c'est là ce qui constituait un second parti, le *parti réformateur*. Ses adhérens étaient les *whigs* de la Pologne.

Là comme ailleurs, à côté des antiques coutumes, surgissaient de toutes parts des opinions nouvelles, une société moderne. Élevés par des précepteurs français, épris de notre théâtre et de nos poésies légères, initiés aux secrets les plus subtils de la conversation parisienne, quelques hommes, quelques jeunes gens surtout, s'abandonnaient avec transport aux conseils de la tole-

rance, aux promesses de la philosophie. Cette brillante aristocratie ne se contentait pas de la vie de château fort, dont la monotonie n'était plus relevée par les périls de la guerre. Aux repas prolongés sans mesure et terminés par l'ivresse, aux plaisirs de la haute justice exercée sur quelques misérables israélites, elle préférait l'étude et le spectacle des nouvelles mœurs, l'entretien des philosophes et la douce culture des lettres. Le besoin de mouvement, si naturel aux peuples slaves, les jetait sur les grandes routes; les Polonais y erraient comme leurs ancêtres. Ainsi l'instinct nomade, antérieur à la civilisation, contribuait alors à ses progrès. Dans ces courses entreprises d'un bout de l'Europe à l'autre ils puisaient le sentiment, le désir et l'espérance d'une réforme politique. Sans doute, ils l'embrassaient trop maivement, ils croyaient trop au retour de l'âge d'or; mais ils y croyaient avec une ardeur sincère et dévouée.

Il serait d'ailleurs injuste de supposer qu'ils poursuivaient seulement quelque honnête utopie. Un but plus pratique les attirait: ces magnâts, ces palatins, voulaient donner un peuple à leur

patrie, car il n'y avait pas de peuple en Pologne¹. L'aristocratie y constituait un état-major sans soldats. Très-peu nombreuse, la population n'était point solidaire des intérêts du patriciat. La petite noblesse, espèce de bourgeoisie, mais bourgeoisie sans commerce, sans industrie, sans indépendance à l'égard des grands, composait tout au plus la troupe de leurs gardes du corps. De cette étrange prétention d'une noblesse universelle, exempte du travail, dominée par le goût d'un luxe stérile, résultaient le mépris de la vie agricole, la concentration de tout le numéraire dans les mains des juifs, le manque d'un tiers état, l'impossibilité de le créer, et par conséquent l'absence d'un peuple. Lorsque ces braves Polonais, haute noblesse et *szlachta*, confondus dans une égalité républicaine, prenaient place aux

¹ Les corvains polonais eux-mêmes en sont convenus. » Tout le uraj, dit M. Lelewel, qui travaillait la Pologne résulta de l'intérêt des gouvernements et des fautes de la classe nobiliaire. Chacun se croyait indépendant, supportant avec impatience les moindres entraves apportées à sa liberté. . . De cette source découlaient des exemptions de charges publiques qu'on faisait retomber sur des classes privées de toute participation au gouvernement. De là l'asservissement complet des non-nobles, et quelquefois des jugements rigoureux portés contre eux. » *Revue du Nord*, tome I^{er}, p. 504.

festins avec une mine haute et fière ; lorsque, dans le palais de Bialistock, armés pour le combat, même au milieu des fêtes, Branjecki, Mokronowsky, Radziwill, discouraient sur les destins de la patrie au bruit des éperons sonores et des sabres traînant à terre ; ces réunions présidées par une femme charmante, ces vaillantes mains si cordialement pressées, ces accents patriotiques, le désordre même qui terminait parfois les assemblées, tout cela présentait un spectacle émouvant et dramatique. A entendre ces paroles toutes romaines, à voir ces héroïques visages, qui n'aurait garanti le salut de la Pologne ? qui n'aurait pensé que derrière ces magnats, en dehors de ces lambris dorés, de ces escaliers de marbre, un peuple entier n'attendait qu'un signal pour se lever et suivre ses chefs ? Mais, grand Dieu ! qui il en était loin ! Morné, hâve, rongé de plique, courbé sous la corvée, il ne s'agissait pas de lui, de ses souffrances, du joug intolérable que faisaient peser sur lui les juifs, ses vrais maîtres ; il n'était question ni de lui donner du pain ni de lui apprendre à lire. Sauver les privilèges de la noblesse, l'inamovibilité des grandes charges, rendre impraticable toute comptabi-

lité exacte dans le maniement des deniers publics, conserver surtout le *liberum veto*, ou, en d'autres termes, mettre un obstacle insurmontable à l'établissement d'un gouvernement régulier, voilà, pour le malheur de la Pologne, quels étaient alors les soucis du parti qui s'honorait exclusivement du titre de patriotique.

Le parti réformateur songea à guérir ces plaies. Il était conduit par les princes Czartoriski, maison illustre issue des grands-ducs de Lithuanie, ainsi que plusieurs grandes familles tant en Pologne qu'en Russie. Aussi nobles que leurs adversaires, les Czartoriski étaient encore plus riches, puisqu'ils pouvaient lever de leurs propres deniers une armée de cinq mille hommes. Ce qui les distinguait des autres magnats, c'est qu'au lieu de se mettre, comme la plupart d'entre eux, sous la dépendance d'intendants avides et fripons, ils administraient eux-mêmes leurs terres avec un ordre qui, sans rien retrancher à la magnificence, la rendait, au contraire, d'un usage plus facile et plus constant. Michel, grand chancelier de Lithuanie, son frère Auguste Alexandre, hommes remarquables tous deux par leurs talents et déjà avancés en âge, étaient les chefs de cette

famille. L'autre génération était composée du prince Adam, fils du prince Auguste et du fameux comte Stanislas Poniatowski, qui appartenait aux Czartoriski par sa mère, sœur des deux vieillards. Dans ces pensées de réforme, auxquelles le patriotisme et l'ambition avaient une part égale, ils étaient préoccupés non-seulement de la réforme économique, mais aussi de la réforme politique de leur pays. Leur esprit se sentait frappé des vices d'un gouvernement qui confondait la république avec la royauté, sans se laisser éteindre par l'unité, règle des monarchies, et sans être soutenu par l'esprit public, âme des gouvernements démocratiques. Pour remédier à cet état de choses, ils avaient puisé dans l'étude assidue de l'Angleterre l'idée de la monarchie constitutionnelle, qui alors conservait encore dans toute sa fleur une virginité perdue depuis, en d'autres contrées, dans un viol de sang et de boue.

Les Czartoriski méditaient donc une réforme précise, une révision scrupuleuse et détaillée de la constitution et de la législation polonaises. Cette révision devait porter sur cinq points principaux : abolition du *liberum veto* ; faculté

de rendre révocables, à la volonté du souverain, les dignités jusqu'alors inamovibles; faveurs à accorder aux étrangers; réforme des finances et refonte de la monnaie. La portion plus vague de ces plans, tout ce qui touchait à la philanthropie, à la tolérance, était surtout du domaine du jeune Poniatowski, l'ami de M^{me} Geoffrin, l'admirateur des philosophes. Stanislas savait par cœur les poèmes, les tragédies de Voltaire, et prêtait à ses vers, fort à la mode alors, bien négligés aujourd'hui, le charme d'un organe flatteur, d'un geste noble quoique trop théâtral. Si jamais un roi de hasard a essayé le trône sur le théâtre, c'est assurément celui-ci.

Ne semble-t-il pas que de tels hommes, la fleur de la Pologne, attirés vers nous par une éducation toute française, par le plus vif penchant pour nos goûts, nos plaisirs, nos usages, auraient dû former le noyau d'un parti attaché à la France? L'élite de la société polonaise n'aurait-elle pas dû puiser à Versailles des encouragements et des inspirations? Il arriva tout le contraire; c'était le *parti français*; mais ce n'était pas le *parti de la France*. Le ministère de Louis XV n'en prit point la

direction, uniquement en haine des lettrés et des philosophes. Ce fut la Russie qui se substitua à lui. On reproche à Voltaire de n'avoir pas fait cause commune avec le gouvernement de son pays ; mais ce n'est pas Voltaire qui a rompu avec Louis XV ; c'est Louis XV qui a rompu avec Voltaire. Le parti français devint alors le parti de la Russie. Attentive à s'emparer de ce qui est vivace, Catherine II protégea en Pologne le génie du progrès, qui était alors le génie de la France et ne lui laissa en Pologne que le patronage de l'anarchie, la garde noble d'un cadavre. Indépendamment de l'antagonisme entre l'administration et la littérature, des combinaisons d'alliance matrimoniale nous attachaient au parti soi-disant patriotique. Longtemps la maison de Bourbon avait été l'ennemie de la maison de Saxe, protégée alors par les Russes et opposée à Stanislas Leczinski, père de Marie, reine de France ; mais plus tard tout changea. Auguste III se brouilla avec les Russes, donna sa fille à M. le dauphin, et dès ce moment la cour de Versailles protégea en Pologne la maison de Saxe et le parti retrograde. L'alliance du parti reformateur avec la Russie devint la conséquence

de rendre révocables, à la volonté du souverain, les dignités jusqu'alors inamovibles; faveurs à accorder aux étrangers; réforme des finances et refonte de la monnaie. La portion plus vague de ces plans, tout ce qui touchait à la philanthropie, à la tolérance, était surtout du domaine du jeune Poniatowski, l'ami de M^{me} Geoffrin, l'admirateur des philosophes. Stanislas savait par cœur les poèmes, les tragédies de Voltaire; et prêtait à ses vers, fort à la mode alors, bien négligés aujourd'hui, le charme d'un organe flatteur, d'un geste noble quoique trop théâtral. Si jamais un roi de hasard a essayé le trône sur le théâtre, c'est assurément celui-ci.

Ne semble-t-il pas que de tels hommes, la fleur de la Pologne, attirés vers nous par une éducation toute française; par le plus vif penchant pour nos goûts, nos plaisirs, nos usages, auraient dû former le noyau d'un parti attaché à la France? L'élite de la société polonaise n'aurait-elle pas dû puiser à Versailles des encouragements et des inspirations? Il arriva tout le contraire; c'était le *parti français*, mais ce n'était pas le *parti de la France*. Le ministère de Louis XV n'en prit point la

direction, uniquement en haine des lettrés et des philosophes. Ce fut la Russie qui se substitua à lui. On reproche à Voltaire de n'avoir pas fait cause commune avec le gouvernement de son pays ; mais ce n'est pas Voltaire qui a rompu avec Louis XV ; c'est Louis XV qui a rompu avec Voltaire. Le parti français devint alors le parti de la Russie. Attentive à s'emparer de ce qui est vivace, Catherine II protégea en Pologne le génie du progrès, qui était alors le génie de la France et ne lui laissa en Pologne que le patronage de l'anarchie, la garde noble d'un cadavre. Indépendamment de l'antagonisme entre l'administration et la littérature, des combinaisons d'alliance matrimoniale nous attachaient au parti soi-disant patriotique. Longtemps la maison de Bourbon avait été l'ennemie de la maison de Saxe, protégée alors par les Russes et opposée à Stanislas Leczinski, père de Marie, reine de France ; mais plus tard tout changea. Auguste III se brouilla avec les Russes, donna sa fille à M. le dauphin, et dès ce moment la cour de Versailles protégea en Pologne la maison de Saxe et le parti retrograde. L'alliance du parti reformateur avec la Russie devint la conséquence

inévitables de ce revirement impolitique. Le parti des Czartoriski devint alors le parti russe. L'un des chefs de l'anarchie légale, le prince Charles Radziwill, que soutenait le roi Auguste III, attaqua les Czartoriski à main armée. Comme palatin de Vilna, il présidait le tribunal de cette ville, capitale de la Lithuanie. Un des innombrables abus de la constitution de Pologne abandonnait à la brigandage la formation des tribunaux de province. Après une lutte souvent sanglante la faction victorieuse formait ordinairement un tribunal qui livrait ses adversaires aux sévices et leur fortune à la dévastation. Les Czartoriski avaient d'abord joui en Lithuanie de ce privilège anarchique; ils en avaient profité pour ravager Nessviez, château du prince Radziwill, sous prétexte d'assurer le paiement de ses dettes; cela s'appelait en Pologne *faire une exécution*. Maintenant, Radziwill avait son tour; il prenait une cruelle revanche. Il faisait brûler ou séquestrer les châteaux, les fermes, les starosties de la famille rivale. Les Czartoriski auraient été en droit de s'en plaindre au roi; mais ce prince protégeait Radziwill. D'ailleurs, malade à Dresde, Auguste III ne s'occupait plus de la Pologne. Ce fut alors que les

Ezartoriski se tournèrent vers Catherine II. L'armée russe fut appelée par eux, et entra, à leur demande expresse, sur le territoire de la république.

Certes, il serait injuste de leur attribuer le premier exemple d'un appel aux forces étrangères; ce qu'ils firent alors, les diverses factions polonaises l'avaient fait cent fois avant eux; c'était devenu un usage, presque un droit. Depuis plus d'un siècle, à part la glorieuse exception du règne de Jean Sobieski, les étrangers entraient en Pologne, et n'y entraient qu'appelés. On se demande comment une nation si vaillante, si fière, si passionnément attachée à son pays qu'elle en porte l'image partout dans la prospérité et dans le malheur, dans le triomphe et dans l'exil; comment une nation dont la foi en elle-même va souvent jusqu'à la superstition, comment enfin la brave nation polonaise a pu faire un usage presque constant, une sorte de principe politique de ce qui n'a été chez les autres peuples qu'un accident fatal et rare dont la patrie n'a jamais cessé de porter le deuil? A cet égard, le souvenir de la gloire et des infortunes de la Pologne a pu seul la préserver d'un

blâme sévère ; encore ce souvenir n'a-t-il pas toujours arrêté les reproches de la postérité. Au lieu de nous y associer, nous aimons mieux chercher les causes de cette étrange politique, et peut-être trouverons-nous quelques circonstances atténuantes au rigoureux verdict de l'histoire. Si la nation polonaise n'a jamais placé le point d'honneur national dans la nécessité de se suffire à elle-même, c'est qu'elle s'était toujours crue spécialement destinée au maintien de l'équilibre européen, non par ses propres efforts, non par son habileté politique, mais uniquement par sa situation géographique et par son épée. Écueil des Ottomans, la Pologne a toujours pensé que c'était assez de l'intérêt des gouvernements de l'Europe pour ne jamais permettre qu'aucun de ces gouvernements attentât à son indépendance. Elle s'est reposée tranquillement sur ce qui lui semblait une garantie imprescriptible, et ne s'est attribué d'autre devoir que de préserver la chrétienté des attaques de l'islamisme. Noble devoir en effet, glorieuse destination, et que la Pologne a dignement remplie, presque jusqu'au dernier moment de son existence ; mais illusion bien décevante, surtout depuis que la Turquie

était parvenue à une décadence dont, au surplus, on ne s'est aperçu partout que très-tard, et à Varsovie pas plus tard qu'ailleurs. L'erreur de l'Europe occidentale sur les forces respectives de la Porte et de la Russie est la clef véritable des événements qui amenèrent le partage de 1772.

La Pologne s'étant donc mise à l'avant-garde de l'Europe contre les Turcs, il n'est pas très-extraordinaire qu'à charge de revanche elle ait cru pouvoir faire sans honte un appel aux armes étrangères. Elle retournait à l'Europe une lettre de crédit glorieusement acceptée jadis sous les murs de Vienne; seulement, elle ne s'était pas aperçue qu'à la longue ce titre avait perdu de sa valeur et n'était plus qu'une lettre morte.

A la vérité elle n'avait pas d'autre moyen de défense. Son état social, sa constitution, tout, jusqu'à sa configuration territoriale, la condamnait à une si dangereuse erreur. Ouverte de toutes parts, dépourvue de places fortes, n'ayant que de la cavalerie et point d'infanterie, elle ne pouvait se préserver d'un voisin que par le secours d'un autre. Faute d'un point d'appui qui lui fût propre, cette aristocratie agitée au milieu d'un peuple immobile, s'abandonnait à la chimé-

rique espérance d'un appui étranger. Les yeux attachés sans cesse sur les quatre points cardinaux, elle regardait au loin, dans l'espace, et ne voyait rien venir. Cette caste, qui se disait une nation, ne parvenait à le faire croire aux autres et à le croire elle-même, qu'en éblouissant amis et ennemis, par une bravoure incomparable sans doute, mais impuissante à sauver l'ordre social, parce qu'elle n'était qu'individuelle.

Dans cet état de choses, un déchirement devenait inévitable entre les Polonais et des voisins puissants et absolus, armés par la jalousie et l'ambition, et aussi par la nécessité, car ils avaient à se défendre à la fois des armées de la Pologne et de la contagion de son orageuse, mais séduisante liberté.

La crise, longtemps suspendue, éclata lors de la mort d'Auguste III, électeur de Saxe, roi de Pologne. Dès que la nouvelle en fut parvenue à Pétersbourg, Catherine II résolut d'exécuter sans hésitation et sans délai un plan conçu d'avance, et qui d'ailleurs était moins le fruit de sa pensée personnelle que le legs de Pierre le Grand. Elle se proposa le double dessein de donner un roi aux Polonais et de réhabiliter les dissidents. Pour

dominer la république, il suffisait de ces deux moyens, qui, semblables à de fortes tenailles, saisissaient la Pologne et la comprimaient par les deux extrémités. A de tels instruments, Cathérine n'avait nul besoin d'ajouter un projet de partage.

On donnait le nom de *dissidents* aux chrétiens non catholiques romains, qui se trouvaient en Pologne dans la position des catholiques en Angleterre ayant le bill d'émancipation. Les chrétiens du rit grec, ainsi que nous l'avons déjà dit, y étaient nombreux ; ils abondaient surtout dans le grand-duché de Lituanie. Au xvi^e siècle, le catholicisme ne s'était établi qu'avec beaucoup d'efforts, de peines et non sans violence, tant dans le grand-duché que dans les provinces limitrophes. La haute noblesse seule y était devenue nettement catholique et polonaise ; il n'en était pas ainsi des classes inférieures, à beaucoup près. Le compromis, plus politique encore que religieux, connu sous le nom de *l'Union* avait concilié la suprématie du saint-siège avec le maintien des formes du rit oriental, mais son succès n'avait été complet qu'au nord de la Lithuanie, dans le palatinat de Vilna. Le reste de

cette province, ainsi que la Podolie, la Volhynie et surtout l'Ukraine, y avaient opposé une résistance plus ou moins patente, plus ou moins longue, mais opiniâtre. On commença par ménager les dissidents; ce fut seulement sous la dynastie suédoise des Wasa qu'ils se virent exclus des emplois et que la profession publique de leur culte fut expressément défendue. Une telle interdiction faisait un étrange contraste avec la liberté dont jouissaient les juifs, devenus plus maîtres de la Pologne que les Polonais eux-mêmes. Jusqu'à l'avènement de l'incapable descendance de l'illustre Gustave Wasa, la Pologne avait été l'asile de la tolérance. Tandis que les querelles de religion changeaient l'Allemagne et la France en un vaste champ de carnage, toutes les religions, toutes les sectes avaient trouvé un port tranquille au sein de la république polonaise; toutes vivaient en paix sous les lois de Casimir le Grand et de ses successeurs. Sigismond-Auguste, le dernier des Jagellons, avait même déclaré les dissidents admissibles au sénat, aux charges de l'État, aux grâces de la cour, pourvu qu'ils fussent chrétiens et nobles; ce qui n'était pas une exclusion; tout le monde

est noble en Pologne. Henri III, encore teint du sang des huguenots, fut obligé de jurer ces statuts, promulgués en 1568 et 1569 dans les diètes de Grodno et de Lublin. Les Wasa eux-mêmes ne purent éluder ce serment, mais, sous cette dynastie fanatique, la persécution atteignit les dissidents : dès l'année 1621, ils furent exclus des diètes, privés de toutes les dignités publiques et du droit de recevoir des starosties, seule ressource de la noblesse pauvre dans un pays où la pauvreté et la noblesse sont également répandues.

Les Grecs, bien plus nombreux en Pologne que les protestants, s'adressèrent à Pierre I^{er}, qui, en 1772, exigea la nomination d'une commission mixte, moitié russe, moitié polonaise, pour l'examen des griefs de la noblesse dissidente en général. Après avoir vainement attendu une réponse, Pierre se disposait à aller la chercher à la tête d'une armée, lorsque la mort le prévint et prolongea de cinquante ans l'existence de la république. Catherine II reprit cette affaire juste au point où Pierre I^{er} l'avait laissée. Cependant, à son exemple, tout en ne perdant pas de vue la défense des dissidents ses coreligionnaires,

res, base de l'influence russe en Pologne, elle l'ajourna, pour réunir tous ses moyens d'action sur l'élection royale ; mais elle n'imita pas Pierre I^{er} dans la protection qu'il avait accordée à des candidats d'origine étrangère et de maison souveraine. Bien loin de soutenir, comme ce grand homme, un prince de Saxe, Catherine se détermina à employer les négociations et les armes pour renverser la dynastie saxonne, devenue presque héréditaire par le gouvernement prolongé et successif de deux générations de rois. L'opinion d'une grande partie de la Pologne secondait ses vues. A part quelques vieux courtisans, les Polonais étaient las de voir des princes allemands à la tête de leur patrie (D). C'était d'ailleurs un changement, et ce n'est pas le seul peuple pour qui le changement ne soit pas un moyen, mais un but. Ils voulaient un Piast après les Saxons, comme ils avaient voulu les Saxons après un Piast. Catherine n'avait pas attendu la mort d'Auguste III pour frapper la maison de Saxe d'incapacité et de déchéance. La Courlande lui en fournait l'occasion. Par le fait, la Pologne était déjà devenue une dépendance de la Russie. Pour plaire à l'impératrice Anne, qui

avait déterminé l'élection d'Auguste III, ce prince avait donné l'investiture de la Courlande au duc Biren ou Biron, ministre et favori de cette princesse. Lorsque le duc Biron fut relégué en Sibérie, le roi de Pologne obtint de l'impératrice Elisabeth la permission de faire souverain de Courlande son propre fils, le prince Charles de Saxe. Dès la première année de son règne, Catherine exigea le rétablissement de Biron au nom des lois de la Pologne. « Ce duc, disait-elle, était l'élu de la république ; c'est à la république de le rétablir dans ses droits. » Il fallut obéir. Rulhière a présenté cet épisode sous une forme pathétique : il a dépeint vivement la douleur d'un père forcé de chasser son fils. On croirait, en vérité, qu'il nous parle de Louis XIV. soulevé par les rois coalisés de détrôner Philippe V. Mais Auguste III avait brigué lui-même l'honneur d'investir Biron du duché de Courlande, mais c'est à la faveur de l'impératrice Elisabeth que le prince Charles avait dû sa couronne, et dans aucune de ces investitures contradictoires, Auguste III n'avait agi avec l'indépendance d'un roi. La Russie, dans ces deux circonstances, avait disposé du duché de Courlande à la de-

res, base de l'influence russe en Pologne, elle l'ajourna, pour réunir tous ses moyens d'action sur l'élection royale ; mais elle n'imita pas Pierre I^{er} dans la protection qu'il avait accordée à des candidats d'origine étrangère et de maison souveraine. Bien loin de soutenir, comme ce grand homme, un prince de Saxe, Catherine se détermina à employer les négociations et les armes pour renverser la dynastie saxonne, devenue presque héréditaire par le gouvernement prolongé et successif de deux générations de rois. L'opinion d'une grande partie de la Pologne secondait ses vues. A part quelques vieux courtisans, les Polonais étaient las de voir des princes allemands à la tête de leur patrie (D). C'était d'ailleurs un changement, et ce n'est pas le seul peuple pour qui le changement ne soit pas un moyen, mais un but. Ils voulaient un Piast après les Saxons, comme ils avaient voulu les Saxons après un Piast. Catherine n'avait pas attendu la mort d'Auguste III pour frapper la maison de Saxe d'incapacité et de déchéance. La Courlande lui en fournit l'occasion. Par le fait, la Pologne était déjà devenue une dépendance de la Russie. Pour plaire à l'impératrice Anne, qui

avait déterminé l'élection d'Auguste III, ce prince avait donné l'investiture de la Courlande au duc Biron ou Biron, ministre et favori de cette princesse. Lorsque le duc Biron fut relégué en Sibérie, le roi de Pologne obtint de l'impératrice Élisabeth la permission de faire souverain de Courlande son propre fils, le prince Charles de Saxe. Dès la première année de son règne, Catherine exigea le rétablissement de Biron au nom des lois de la Pologne. « Ce duc, disait-elle, était l'élu de la république; c'est à la république de le rétablir dans ses droits. » Il fallut obéir. Rulhière a présenté cet épisode sous une forme pathétique : il a dépeint vivement la douleur d'un père forcé de chasser son fils. On croirait, en vérité, qu'il nous parle de Louis XIV. soulevé par les rois coalisés de détrôner Philippe V. Mais Auguste III avait brigué lui-même l'honneur d'investir Biron du duché de Courlande, mais c'est à la faveur de l'impératrice Élisabeth que le prince Charles avait dû sa couronne, et dans aucune de ces investitures contradictoires, Auguste III n'avait agi avec l'indépendance d'un roi. La Russie, dans ces deux circonstances, avait disposé du duché de Courlande à la de-

mande expresse du roi de Pologne. C'est ce qui lui fut reproché avec une cruelle franchise, en pleine diète, par le prince Michel Czartoriski. Le sénat, à l'unanimité des voix, engagea le malheureux Auguste à se soumettre sans résistance et même à désarmer l'impératrice par d'humbles excuses. Le prince Charles de Saxe fut forcé de quitter Mittau et d'abandonner cette résidence à son rival, installé en sa présence par un commissaire russe. Malgré les liens du sang, les cours d'Autriche et de France ne firent aucune réclamation. Bien qu'assez triste, cette réserve n'aurait eu rien de répréhensible, si elle avait été dictée par la sagesse plus que par l'incurie. Il était déraisonnable de soutenir une dynastie devenue impopulaire, et qui jadis, dans un intérêt purement dynastique, avait proposé elle-même un démembrement de la Pologne. En

¹ Dans le temps que la mort surprit Auguste II (en 1733), il était occupé de vastes desseins : il pensait à rendre la souveraineté héréditaire en Pologne. Afin de parvenir à ce but, il avait imaginé le partage de cette monarchie, comme le moyen par lequel il croyait apaiser la jalousie des puissances voisines. Il avait besoin du roi (Frédéric-Guillaume I^{er}) dans l'exécution de ce projet, il lui demanda le maréchal de Grumblow afin de s'en ouvrir avec lui. Le roi de Pologne voulut le pénétrer, et celui-ci voulut également pénétrer le roi. Ils s'enivrèrent réciproquement.

outre, c'est sous les rois de la maison de Saxe qu'une effroyable corruption de mœurs s'y était introduite. Le divorce, jusqu'alors presque inconnu dans ce pays catholique, y était devenu, en dépit des lois de l'Eglise, une sorte de huitième sacrement; le mariage n'était plus qu'un bail à terme. A Varsovie, plus d'une femme de la cour rencontrait son premier mari, le présentait au second, quelquefois même au troisième, et ces trois maris vivaient ensemble dans un accord admirable; sous les yeux de leur épouse temporaire. Les procès, fléau endémique de la Pologne, s'y étaient élevés à des proportions fabuleuses; les juifs restaient les vrais possesseurs des biens-fonds de la noblesse. Enfin, depuis l'avènement d'Auguste II jusqu'à la mort d'Auguste III, les anciennes habitudes de luxe, de dettes, les abus et les dérangements de toute espèce s'étaient accrus sans mesure. La nation sentait cette lèpre et s'efforçait de la secouer. En

dans cette intention, ce qui causa la mort à Auguste et à Grimbekow une maladie dont il ne se releva jamais. : *Mémoires de Brandebourg, OEuvres de Frédéric, tome II, p. 163.* — Ces mœurs d'Auguste II ont inspiré à Frédéric un vers célèbre, le meilleur qu'il ait fait :

Quand Auguste buvait, la Pologne était ivre.

bonne politique, malgré ses liens de parenté, Louis XV ne devait pas se faire le champion de la maison de Saxe. Même en admettant qu'il se crût obligé de servir ses intérêts, il aurait dû comprendre que le sort de la Pologne s'ébauchait en Courlande. Il ne devait donc pas attendre la vacance du trône pour se déclarer en faveur de cette famille ou pour l'abandonner hautement; mais ni Vienne ni Versailles ne surent prendre un parti.

Au surplus, la pensée de donner un roi à la Pologne n'avait rien de nouveau pour aucune des grandes puissances. Elles y avaient mis la main, chacune à son tour, quelquefois inutilement, souvent avec succès; mais il n'y en avait pas une qui ne l'eût tenté. La France avait eu ses Valois et ses Conti; l'Autriche, Michel Koributh, escorté de l'archiduchesse Éléonore; la Suède, Stanislas Leczinski; la Russie, les deux Auguste. L'innovation ou plutôt la rénovation ne consistait que dans le choix d'un Polonais, à l'exclusion des prétendants étrangers issus de maison souveraine. Dans toute cette affaire, ce fut la seule résolution inébranlable et définitive prise par Catherine II. Il n'est point vrai, comme on le croit communément, que Poniatowski fût son

candidat unique ; il est encore moins vrai qu'un caprice romanesque l'ait exclusivement guidée dans ce choix. L'historien qui a surtout accrédité cette opinion l'a d'ailleurs réfutée lui-même. Rulhière nous apprend qu'un des deux jeunes princes Czartoriski avait été destiné au trône concurremment avec son cousin Stanislas-Auguste, mais soit désintéressement, soit indécision, soit modestie, il y avait formellement renoncé de lui-même. Un brillant palatin, le comte Oginski, vint aussi tenter l'aventure. Il joua de la harpe aux pieds de Catherine ; ce fut sans succès : l'impératrice n'aimait pas la musique. En tout cas, c'est lui supposer une préoccupation très-rétrospective : à l'époque de la vacance du trône de Pologne, le nom de Poniatowski ne répondait plus qu'à sa politique. Il est vrai qu'elle prit peu de soin de repousser une accusation dont l'excès même attestait sa toute-puissance ; Catherine fixa son choix sur Stanislas, non sous l'empire d'un souvenir déjà éteint, mais avec la certitude que le candidat ne changerait jamais son sceptre en épée. Si Poniatowski possédait à quelques égards ce qu'il faut pour arriver au trône, il manquait de tout ce qui fait qu'on sait s'y maintenir et s'y dé-

fendre. Personne n'était plus propre à être élu, gouverné, ou, s'il le fallait, détrôné.

Quoique fermement arrêté, un dessein si hardi ne pouvait se passer d'auxiliaire. Ce n'est pas en Autriche, ce n'est pas en France qu'on pouvait le trouver. Le retour de la Russie vers la Prusse lui avait aliéné les cours de Versailles et de Vienne, ou du moins il n'y avait plus entre ces cours et celle de Pétersbourg, que de froides relations et des apparences d'intimité, débris d'une ancienne alliance. Catherine ne pouvait donc compter que sur Frédéric. Encore toutes les difficultés n'étaient-elles pas aplanies entre eux ; les événements de Pologne pouvaient les faire rebaitre. Le roi de Prusse et l'impératrice de Russie étaient conduits par des vues très-différentes. L'objet permanent des deux couronnes allait se représenter dans toute sa force. Nous l'avons dit et nous devons le redire encore, parce que c'est là qu'est l'explication de ces graves événements : pour Catherine, il s'agissait uniquement de faire un roi et d'embrasser la défense des dissidents, afin de mieux dominer l'ensemble, la totalité de la république ; dans cette vue, elle devait non-seulement ne pas désirer, elle devait

craindre un partage de territoire qui devenait nécessairement un partage de domination. Frédéric, au contraire, n'avait d'autre intérêt que l'accroissement de la Prusse, ce qu'il ne pouvait obtenir que par un recul de sa frontière aux dépens de la Pologne, en d'autres termes un partage. Le secret de la négociation consistait dans une conciliation difficile entre deux intérêts très-différents. Le roi de Prusse ne prenait aucune part personnelle à l'élection d'un roi; il répugnait surtout à l'élévation du comte Poniatowski, il dédaignait ce jeune ambitieux, et voyait en lui un représentant trop direct, trop dépendant d'une cour étrangère, *un préfet de Catherine*. Peut-être aussi n'exagéra-t-il cette répugnance que pour donner de l'inquiétude à son alliée. En cédant sur ce point, il espérait obtenir le consentement de l'impératrice à un partage; il voulait l'amener à permettre que la Prusse prit Dantzick, éventualité à laquelle Catherine opposa alors, et même après le démembrement, une résistance longtemps invincible. Outre la difficulté de s'entendre sur ces bases, des questions de détail arrêtaient aussi la conclusion du traité. Le roi de Prusse ne consentait

à envoyer dix mille hommes en Pologne qu'à la condition expresse et formelle qu'ils fussent défrayés par la Russie. En retour d'une charge si onéreuse, l'impératrice exigeait qu'au lieu de les laisser sur la frontière, Frédéric ordonnât à ses généraux de pénétrer avec les Russes, en qualité d'auxiliaires, jusqu'au cœur de la Pologne. Le roi de Prusse ne voulait pas afficher la part qu'il prenait à l'élection; Catherine, au contraire, voulait qu'il y donnât un appui ostensible et public. Chacune des deux parties contractantes apportait son caractère particulier dans cette négociation; Catherine aimait la rapidité et l'éclat, Frédéric préférait des moyens plus cachés, qu'il estimait plus sûrs : elle, semblable au timbre sonore de l'horloge, lui, aux rouages intérieurs, âme secrète du mouvement. Ils finirent par s'accorder, et dès ce moment Frédéric, complaisant et facile, n'opposa plus aucun obstacle, aucune objection aux desseins de son alliée; il adopta tout ce qu'elle avait choisi, appuya tout ce qu'elle protégeait, condamna tout ce qu'elle voulait proscrire. Quelquefois cependant il se permettait quelques sarcasmes, il se livrait à des boutades passagères. Un jour, il

imagina par caprice la candidature du prince Henri ou du prince de Brunswick ; une autre fois, il affecta de voir avec peine la Gourlande, devenue province de l'empire de Russie, enlevée à la suzeraineté de la Pologne ; il poussa même l'artifice jusqu'à encourager secrètement les plaintes de plusieurs Polonais attachés au prince Charles de Saxe. Ce n'était là qu'une sorte de comédie politique propre à réveiller l'attention d'une amie trop disposée à la négligence : Catherine s'inquiétait, faisait parler, écrivait elle-même, et on démentait les faux bruits ; mais le temps pressait, il fallait conclure. La chance de voir la Russie

« H n'est plus question aujourd'hui de démembrement : soit que je doive ajouter foi à ce que disent les ministres russes, qu'ils n'ont jamais pensé à attaquer l'intégrité de la Pologne, soit que les dispositions unanimes que toutes les puissances ont manifestées en dernier lieu de s'opposer à un tel projet aient fait sentir le danger d'en poursuivre l'exécution, il paraît certain que la Russie n'entreprendra point de faire des conquêtes dans ce moment. J'ai discuté cette matière avec M. le vice-chancelier, et il est convenu qu'il était non-seulement de l'intérêt de cet empire de maintenir l'étendue des possessions de la Pologne, mais encore de ne jamais souffrir qu'aucune autre puissance s'agrandit à ses dépens. Ce ministre m'a fait mille protestations de la pureté des intentions de l'impératrice à cet égard ; il a ajouté qu'il était possible que le roi de Prusse eût des vues moins désintéressées, mais que je devais être certain que la Russie les combattrait, si elles venaient à éclore. » Berenger, chargé d'affaires, à Praslin, Saint-Petersbourg, 20 décembre 1763.

retourner à l'alliance autrichienne, adroitement présentée par Catherine, détermina Frédéric. Frappé de cette crainte, il ordonna au comte de Solms, son ambassadeur à Pétersbourg, de signer le traité avec le comte Paninn, ministre des affaires étrangères de Russie. Les deux alliés se garantirent mutuellement toutes leurs possessions en Europe contre qui que ce soit, en cas d'attaque ; l'impératrice et le roi s'engagèrent mutuellement à ne pas permettre à quelque puissance que ce fût de dépouiller la république de Pologne de son droit de libre élection ni de rendre le royaume héréditaire, ou d'y établir le pouvoir absolu. Les deux souverains promirent aussi de protéger les dissidents contre l'oppression de l'Église dominante. Enfin, par une convention secrète, signée le même jour, 31 mars (11 avril) 1764, ils s'engagèrent à faire en sorte que l'élection tombât sur un Piast.

On peut s'étonner du rôle secondaire que Frédéric sembla accepter dans ce traité d'alliance. Comment a-t-il pu s'y résigner, lui qui avait bravé l'Europe conjurée ? Aucun avantage n'est stipulé en faveur de la Prusse : elle ne paraît ici que comme l'humble satellite d'un astre prédo-

minant. Lorsqu'on examine de près le caractère de Frédéric et qu'on songe à la grandeur de son courage, une telle abnégation a, en effet, de quoi surprendre ; mais, arraché récemment aux suites d'une guerre désastreuse, échappé comme par miracle à la perte de sa capitale et à la ruine entière de ses États, Frédéric ne demanda plus rien à ses armes et voulut tenir tout de son génie. Il tendait plus directement à son but en flattant sa puissante alliée, qu'en essayant de la heurter. Sans perdre de vue un seul instant l'objet principal de son ambition, il ajournait la conquête pour l'assurer davantage, convaincu qu'il ne lui fallait que de la sagacité, de la patience et du temps ; que l'excès même de ses complaisances provoquerait, dans toutes les cours de l'Europe, une explosion jalouse, d'où sortirait enfin, par une conséquence nécessaire, non pas l'impossible salut de la république, mais son partage, son démembrement, sa ruine, c'est-à-dire la création définitive de la Prusse, cette fille de la Pologne, forcée, pour vivre, de mutiler sa mère.

Dès ce moment, l'alliance du roi de Prusse et de l'impératrice de Russie devint intime. Des démarches simultanées l'annoncèrent à la Polo-

gne et à l'Europe, Catherine publia un manifeste dans lequel elle déclara ne vouloir s'approprier, par un démembrement, aucune portion du territoire polonais. Certes, à en juger par l'événement, une telle déclaration semble dérisoire; mais si on a lu avec quelque attention ce qui précède, on a vu qu'elle répondait aux vues de la politique de l'impératrice; nous disons de sa politique, car il y aurait de la naïveté à lui supposer un autre mobile. Catherine ne pouvait assurément se faire aucun scrupule de la pensée d'un partage territorial, qui, loin d'être sans précédents, comme on l'a dit souvent et comme on le répète tous les jours, en avait déjà eu plusieurs dans le courant des deux derniers siècles. Nous ne parlerons pas du projet de démembrement des Provinces-Unies, arrêté dans l'année 1672 entre Louis XIV et Charles II, roi d'Angleterre, et des deux traités de 1698 et de 1700, qui stipulaient un démembrement, non-seulement de la monarchie espagnole, mais de l'Espagne elle-même, puisqu'elle y perdait la ligne de l'Èbre, donnée à la France. Ces projets restèrent sans exécution : l'un, parce qu'on ne partage pas un pays défendu par un Guillaume

d'Orange; l'autre, par des circonstances fortuites supérieurement exposées ailleurs, et que nous ne reproduirons pas ici; mais, si on veut un exemple de partages définitivement accomplis, sans parler du traité de Nimègue, qui, en 1678, donna à la France une portion des Pays-Bas espagnols, la Sicile, en 1713, ne fut-elle pas démembrée de cette même monarchie espagnole, et donnée par le traité d'Utrecht au duc de Savoie, qui, plus tard, en 1720, fut obligé de la céder à Charles VI d'Autriche, et de recevoir la Sardaigne en échange? En 1754, cet empereur ne fut-il pas contraint, à son tour, d'abandonner la Sicile avec le reste du royaume de Naples à l'infant d'Espagne, don Carlos de Bourbon, qui, lui-même, fit place à l'un de ses frères dans le duché de Parme et de Plaisance? La dynastie établie depuis un temps immémorial en Lorraine ne fut-elle pas transportée en Toscane sans aucun égard à sa nationalité, et ses États, après avoir passé par le gouvernement d'un roi détrôné de Pologne, ne furent-ils pas définitivement réunis à la monarchie française?

¹ M. Mignet, *Tableau des négociations relatives à la succession d'Espagne*. — Collection des documents sur l'Histoire de France.

Que de faits analogues ne trouve-t-on pas en remontant dans l'histoire? ces mêmes duchés de Plaisance et de Parme démembrés du Patrimoine de Saint-Pierre en faveur de la maison Farnèse, le duché de Ferrare incorporé à l'Eglise, et la maison d'Este réduite contre toute justice à la possession de Modène. Bref, depuis la Ligue de Cambray, il n'y a presque pas eu de transaction en Europe qui ne fût un traité ou un projet de partage; mais Frédéric et Catherine ne songeaient guère à ces exemples anciens ou modernes, dont ils n'avaient aucun besoin pour passer outre à l'élection résolue par l'impératrice de Russie, consentie par le roi de Prusse.

Toutefois, quoique bien déterminée à ne se laisser arrêter par aucun obstacle, Catherine ne négligea pas de mettre les formes de son côté. Par ses ordres, son ministre plénipotentiaire, le prince Galitzin, proposa officiellement à la cour de France, au sujet des affaires de Pologne, un concert diplomatique, *une entente cordiale*, comme nous le disons aujourd'hui, ou plutôt comme nous le disions hier. On va voir de quelle manière cette proposition fut reçue à Versailles.

CHAPITRE II.

Les ducs de Choiseul et de Praslin. — Indifférence de M. de Choiseul pour la Pologne. — Politique de Catherine. — Conversation de cette princesse avec M. de Breteuil. — Affaire de Courlande. — La cour de Vienne. — Affaiblissement de son alliance avec la cour de Versailles. — Marie-Thérèse, Joseph II et le prince Kaunitz. — Mort de M^{me} de Pompadour. — Décadence de la Porte ottomane. — Mort d'Auguste III, roi de Pologne. — Vacance du trône. — Note franco-autrichienne. — Députation polonaise à Petersbourg pour demander un roi. — Election de Stanislas-Auguste Poniatowski.

Le duc de Choiseul, surnommé par Catherine *le cocher de l'Europe*, menait alors à grand bruit et grand train la politique de la France. D'autant plus premier ministre qu'il n'en prenait pas le titre, il ne s'était réservé aucun département particulier, disposait de tous les portefeuilles, passant à son gré des affaires étrangères à la guerre, de la guerre à la marine, non par fantaisie ou par caprice, mais d'après les convenances et les nécessités du moment, comme un général qui, au milieu d'une bataille, se porte

tour à tour sur les points les plus exposés. Rempli de courage, sincèrement dévoué à son pays, il ne méritait aucun des reproches que lui fait le roi de Prusse, dont la haine implacable et constante fut assurément l'un des plus beaux titres de gloire du ministre français. Frédéric, dans ses artificieux *Mémoires*, a bien raison d'appeler Choiseul *l'homme le moins endurant qui fût né en France*; mais, lorsqu'il prétend qu'en sa qualité de Lorrain et de fils d'un ancien ambassadeur de la cour de Vienne à Paris, le duc se croyait encore *vassal de l'empereur et se sentait intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France*¹, le grand Frédéric se permet une calomnie indigne d'un ennemi loyal. Sans compter que M. de Choiseul possédait un revenu considérable en charges et en emplois, qu'il était indépendant par la grande fortune de sa femme, il l'était surtout par l'élévation de son caractère et par des sentiments patriotiques qui n'appartenaient pas à son siècle. A Versailles, il fit toujours l'effet d'un ministre de Louis XIV. égaré dans les petits appartements

¹ *Mémoires* de 1763, p. 20 et 21.

de Louis XV. Ce ne fut pas lui qui attacha la France au char de l'Autriche ; il ne prit aucune part personnelle à la conclusion du traité de Versailles, œuvre malheureuse de M^{me} de Pompadour ; bien mieux, il voulait qu'en s'alliant à Marie-Thérèse, Louis XV exigeât comme gage la cession préalable et immédiate des Pays-Bas autrichiens (le royaume actuel de Belgique). Ayant passé ensuite de l'ambassade de Vienne au ministère des affaires étrangères, M. de Choiseul, loin de s'abandonner éperdument à l'alliance autrichienne, la renferma dans de plus étroites limites. Il s'efforça de relever d'une longue déchéance la marine, presque détruite depuis le ministère du cardinal de Fleury, et, s'il ne put conjurer nos désastres maritimes, si, à toutes nos pertes dans l'Inde, il fut forcé d'ajouter lui-même celle du Canada, il confia du moins à l'avenir la réparation d'un passé dont il n'avait hérité qu'à regret. La France doit à son talent d'organisation cette brillante pléiade navale qui se résume si glorieusement dans le nom du grand Suffren.

Mais c'est au département de la guerre qu'il faut surtout apprécier le duc de Choiseul. Il ré-

veilla l'esprit militaire, assoupi depuis plus d'un demi-siècle, sauf l'éclair de Fontenoi. Aussi économe des deniers publics que prodigue de ses propres richesses, il épargna cent dix millions à l'État et prépara les soldats de la guerre d'Amérique, peut-être même ceux de Marengo. Il était donc Français et bien Français, quoi qu'en dise le roi de Prusse, qui n'était pas obligé de s'y connaître, et c'est un des ministres de l'ancienne monarchie dont la France, même républicaine, doit savoir honorer la mémoire. Ce n'est pas que M. de Choiseul fût un homme d'État complet et qu'il ait entièrement échappé à son temps. Il avait une imagination trop vive, une main trop prompte, une légèreté trop superbe. Avec beaucoup d'esprit, il se mettait trop souvent dans la nécessité d'avoir du génie. Comme tous les artistes en politique, il se préoccupait avec passion d'une seule affaire à la fois et négligeait facilement toutes les autres. Au lieu de les ramener à un centre, il les subordonnait d'une manière trop exclusive peut-être à l'épisode favori du moment. Depuis son entrée au ministère, le duc de Choiseul avait appliqué les forces de sa volonté et de son intelligence à la conclusion du

Pacte de famille. Unir étroitement l'Espagne et la France, donner à la maison de Bourbon, dans la personne de son chef, la conduite de toute l'Europe méridionale, c'était là sans doute une conception élevée et vraiment originale ; mais, malgré les succès du gouvernement de Charles III, la réforme de l'Espagne, plus superficielle que profonde, plus apparente que réelle, n'offrait peut-être pas un gage suffisant de durée, une base assez solide à un vaste système politique. Les événements postérieurs semblent le prouver. Cependant, comme la marine espagnole était encore très-imposante, et qu'après tout, il était impossible de prévoir le prince de la Paix et la bataille de Trafalgar, Choiseul pouvait se faire illusion. Il se la fit complètement. L'avènement de Catherine II et la mort d'Auguste III le trouvèrent absorbé par le Midi ; le tour du Nord n'était pas encore venu pour lui, et, lorsque la scène politique fut brusquement occupée par la Russie et la Pologne, Choiseul essaya de ne point y porter ses regards, attirés par le soleil de Madrid et de Naples.

D'ailleurs, au moment de cette crise septentrionale, il n'était point ministre des affaires

étrangères; depuis 1760, il ne s'était réservé que les négociations d'Italie et d'Espagne, abandonnant le reste au duc de Praslin, un de ses parents, homme d'un caractère apathique, entièrement dévoué aux volontés de son cousin et qui, plus occupé du théâtre que de la politique, recevait tantôt deux portefeuilles, tantôt la moitié d'un, se laissant transvaser d'un ministère à l'autre sans y prendre garde et sans demander pourquoi. Aussi malgré l'*Almanach Royal*, est-ce de M. de Choiseul et non de M. de Praslin qu'il faudra parler désormais.

Il semble qu'une sorte de sympathie née de quelques rapports d'esprit aurait pu s'établir entre l'impératrice Catherine et le duc de Choiseul. A la légèreté près, défaut qu'on ne saurait imputer à la première, leur caractère n'était pas sans analogie. Tous deux portaient avec aisance le fardeau du pouvoir, tous deux étaient intrépides; l'attrait d'un mutuel courage aurait dû les rapprocher. Il n'en fut pas ainsi. Choiseul ne sut pas comprendre Catherine; il ne devina point la destinée de cette femme extraordinaire. Par suite d'une prévention à laquelle il ne renonça jamais, le ministre français prédit au

gouvernement de la nouvelle impératrice une durée éphémère; puis, l'amour-propre blessé venant au secours d'une prophétie démentie par l'événement, il s'y obstina davantage et finit par ériger son erreur en système.

Dans les premiers jours de son règne, placée sous la menace d'un avenir incertain et des plus graves périls, Catherine demandait une force invincible aux difficultés mêmes de sa situation. Remplie d'une confiance illimitée en son étoile, elle déployait une sorte de gaieté exaltée et de coquetterie héroïque. Le baron de Breteuil résidait alors comme ministre de France à la cour de Russie. Au moment de partir pour Stockholm, où il venait d'être nommé ambassadeur, M. de Breteuil fut reçu par l'impératrice en audience de congé, non pas solennelle, mais particulière, sans étiquette, sans cérémonie; c'était à Moscou. Catherine l'accueillit avec un mélange de bienveillance et d'ironie. « Vous serez mon ennemi en Suède, lui dit-elle, vous le serez, j'en suis sûre. » L'ambassadeur se défendit avec une galanterie respectueuse; il assura que désormais l'Europe allait vivre en paix sous les auspices de Sa Majesté Impériale. « Vous croyez

donc, reprit Catherine, que l'Europe a maintenant les yeux fixés sur moi ? j'ai donc quelque considération dans les cabinets ? Je pense en effet que la Russie mérite attention. La paix faite, j'ai la plus belle armée du monde ; je ne manque pas d'argent, et j'en serai abondamment pourvue en peu d'années. J'aurais encore plus de goût pour la guerre que pour la paix, si je me laissais aller à mon penchant ; mais l'humanité, la justice et la raison me retiennent. J'espère toujours conserver la paix. Cependant il ne faudra pas me pousser, comme l'impératrice Elisabeth, pour entreprendre la guerre ; je la ferai quand elle me sera nécessaire, par raison, jamais par complaisance. » Catherine mit alors la conversation sur l'insuffisance de ses ministres ; « heureusement, dit-elle, des sujets plus jeunes me donnent la consolation de l'espérance, et moi, je ne crois rien négliger de tout ce qui peut plaire à ma nation. » Elle parla ensuite de l'empire ottoman. M. de Breteuil prit la liberté de lui faire observer que, dans le Levant, les soins de la France pouvaient quelquefois être utiles à la Russie. « Croyez-vous donc, répondit fièrement l'impératrice, avoir dans le divan plus de crédit

que moi ? » Le baron alléguait la vieille amitié fondée sur l'éloignement des deux pays ; il rappela les services que la France avait rendus à la Russie dans sa dernière paix avec la Porte. L'impératrice parut vouloir ignorer cette obligation. « La guerre, dit-elle, avait été brillante pour la Russie, la paix l'aurait été davantage si les Autrichiens s'étaient montrés de bonne foi ; mais ils nous plantèrent là. Pierre III le leur a bien rendu. Nous sommes quittes. » Elle s'arrêta, puis reprit après un moment de réflexion : « On ne pourra me juger que dans quelques années : il me faut au moins cinq ans pour rétablir l'ordre ; en attendant, je suis vis-à-vis tous les princes de l'Europe comme une coquette habile. » Elle prononça ces paroles avec beaucoup de gaieté ; Breteuil continua sur le même ton et protesta de la bonne foi de Louis XV avec ses alliés ; il soutint que jamais prince n'avait adopté une politique ni plus vraie ni plus simple. L'impératrice lui répondit que tels n'avaient pas toujours été les principes de la cour de Versailles ; puis d'un air de confiance : « Me promettez-vous de ne pas vous fâcher ? Je ne vais vous faire qu'une question. Nous cau-

sons sans conséquence et sans gêne. Cette noblesse, cette bonne foi dont vous me parlez est-elle une suite de la grandeur ou de la faiblesse? » M. de Breteuil répliqua avec un peu de vivacité et fit l'éloge du ministère Choiseul. « Si votre ministère est tel que vous me le dépeignez, reprit l'impératrice, la franchise de votre politique est une fausseté de plus. » En disant ces mots, elle sourit et quitta M. de Breteuil sans lui donner le temps de répondre¹.

On n'était pas encore très-accoutumé à rencontrer chez les princes cette verve de dialogue, ces improvisations aventureuses et piquantes dont Frédéric avait donné quelques exemples remarquables, mais récents. Jusqu'alors, les rois s'étaient bornés à parler par monosyllabes à des interlocuteurs inclinés dans la respectueuse attente d'un mot; l'entraînement d'une conversation abondante n'était pas encore entré dans les moyens d'action du pouvoir suprême. Le baron de Breteuil, le duc de Choiseul lui-même, furent déroutés par l'éloquence de la nouvelle impéra-

¹ Breteuil à Praslin, 12 mai 1763. — Archives des affaires étrangères.

trice de Russie. Ce type si neuf échappa à leur intelligence. Personne, au premier abord, ne sut rien comprendre à ce mélange d'énergie et de finesse, de prudence cachée et d'indiscrétion apparente, à tant de sérénité avec de tels soucis, à tant de grâce au milieu de commotions si vives. Tout cela était imprévu et dérangeait la vieille routine diplomatique. Les ambassadeurs, étonnés, éblouis, effarés, ne savaient plus comment tirer l'horoscope du nouveau règne. Leurs cours n'étaient pas moins surprises. On disait bien à Versailles : « La czarine a beaucoup d'esprit, » parce qu'en France on prend souvent le change sur le caractère, jamais sur l'esprit ; mais on croyait savoir « qu'au fond elle était timide et n'aspirait qu'au repos, qu'elle n'oserait rien entreprendre, qu'elle avait de l'intrigue sans aucune connaissance en matière d'État, qu'elle avait ce qu'il faut pour prendre une couronne, rien de ce qu'il faut pour la conserver. » On ajoutait « que son règne serait médiocre, qu'il ne durerait pas un an, » et on affirmait de la meilleure foi du monde que « les Russes, blessés de l'ambition de Catherine, ne lui pardonneraient pas

le despotisme qu'elle voulait exercer sur la Pologne !... »

De ces données si fausses, tranchons le mot, si absurdes, il résulta qu'on crut l'impératrice exposée à une chute certaine et immédiate. Le plus léger mécontentement, la moindre bouderie de quelque courtisan disgracié voyageant en France suffisait pour accréditer l'annonce d'une révolution nouvelle. Des misérables intrigants proposèrent à Choiseul de la fomenteur. Le duc avait l'âme trop noble pour tremper dans des trahisons ; mais il donna à l'humour ce qu'il ne pouvait accorder à la déloyauté. Lorsque le prince Galitzin vint lui proposer de la part de sa souveraine un concert diplomatique sur les affaires de Pologne, il rejeta cette offre avec une négligence dédaigneuse. Par ce refus, il abdiqua toute influence sur ces importantes négociations ; ayant refusé d'y participer, il renonçait au droit d'y intervenir désormais, il frappait d'avance ses conseils de stérilité, ses représentations d'impuissance. En s'isolant ainsi, la France se réduisait au rôle de simple témoin,

¹ Breteuil à Praslin.

et il ne lui restait plus qu'à enregistrer les derniers soupirs de la Pologne.

Sans doute, de la part de l'impératrice de Russie, l'offre d'un accord diplomatique n'était pas très-sérieuse, mais il fallait la prendre pour telle et ne pas répondre au vœu secret de cette princesse en la débarrassant de tout contrôle.

M. de Choiseul agit donc en cette occasion avec une légèreté, une imprévoyance excessives.

Tout en lui faisant ce juste reproche, on peut se demander cependant s'il avait autant de tort dans

le fond que dans la forme, et si la France pouvait porter un secours efficace à la Pologne. On

l'a dit, on le répète; mais, comme beaucoup de choses qu'on dit et qu'on répète, n'est-ce point

une erreur? Sur quoi le ministre français pouvait-il s'appuyer, dans cette moitié déjà avancée

du xviii^e siècle, pour sauvegarder les débris de l'indépendance polonaise? Est-ce sur l'opinion

publique? Par la nature du gouvernement qui régissait alors la France, l'opinion n'avait pas de

voix en dehors de la littérature; or, les gens de lettres n'étaient pas favorables à la Pologne. On

le voit à chaque ligne des pamphlets, des correspondances de Voltaire, de d'Alembert, de

En outre, la Pologne passait pour le pays de l'Europe le plus dévoué à la cour de Rome, le plus assidu aux corporations religieuses, le plus attaché à la théologie et à la philosophie, toutes choses qu'on mettait fort au-dessus de la liberté politique et auxquelles on sacrifiait alors de reste à son apparence. Il y avait là deux points de vue différents, même opposés. La Pologne, pour le maintien de son seul *quasi* n'avait aucun secours à espérer du parti philosophique qui lui était décidément hostile. Rousseau jeta depuis le poids de sa renommée dans la balance, mais l'intervention de Jean-Jacques dans les affaires intérieures de la nation polonaise est postérieure de près de dix ans à ce période de ses annales.

Fallait-il en appeler à l'opinion populaire, à ces sympathies qui se sont manifestées de nos jours avec tant d'éclat? Elle n'étaient pas encore nées. Malgré une bienveillance réciproque entre les deux peuples, on ne saurait raisonnablement les faire remonter au delà de l'Empire. Il y avait sans doute entre la Pologne et la France des affinités de service militaire; la haute noblesse

des deux pays s'était même alliée quelquefois par des mariages. Un prince français, des femmes françaises avaient porté la couronne des Jagellons ; et , par un heureux échange, la fille d'un roi de Pologne était assise sur le trône de Louis XV ; mais, sans compter qu'il ne pouvait y avoir aucun prestige, aucune popularité dans les noms du faible Henri de Valois, de l'indigne épouse de Jean Sobieski ou de la vertueuse et insignifiante Marie Leczinska, les relations des deux pays, bornées à l'aristocratie, n'étaient point descendues dans la bourgeoisie, bien moins encore dans le peuple, qui, en France, ne s'occupait pas de politique étrangère, et qui, en Pologne, n'existait pas.

Restaient donc le clergé et la cour ; mais le clergé français, en instance perpétuelle auprès du saint-siège, en lutte permanente avec les parlements, n'était occupé que de lui-même ; ses regards ne s'étendaient pas jusqu'à Cracovie ou à Gnesne, et d'ailleurs l'esprit passionnément ultramontain de l'Église polonaise touchait peu nos gallicans. La Pologne n'avait guère qu'un ami véritable en France, c'était le roi, c'était Louis XV. Il portait un intérêt réel à une nation,

dont il avait mêlé le sang avec le sien. Louis XV aimait dans les Polonais les demi-compatriotes de ses enfants. Ennemi au fond de l'âme de l'impératrice de Russie, surtout du roi de Prusse, il suivit les affaires de Pologne avec une sollicitude dont sa nonchalance ordinaire semblait le rendre peu capable. Incertain sur le parti à prendre, il chercha des lumières dans ses deux conseils, l'un ostensible, l'autre secret. Il commença par celui-ci. La présidence en était confiée au comte de Broglie, ancien ministre de France à Varsovie. Exilé tantôt à l'armée, tantôt dans ses terres, M. de Broglie, homme d'une haute capacité politique (L), oubliait alors la Pologne et ses magnats pour se consacrer tout entier à un plan de descente en Angleterre.

Louis XV s'adressa alors à M. de Choiseul. Il trouva son ministre froid et indifférent pour les affaires du Nord ; nous avons expliqué le motif de cette indifférence. Il y en avait encore un autre. Choiseul n'avait à cette époque aucun goût pour les Polonais ; il n'en parlait que d'une manière dédaigneuse et dénigrante ; il ne voulait pas se mêler de ce qu'il appelait leurs intrigues (F). Ses agents politiques s'efforçaient en

vain d'attirer son intérêt sur leur cause; le baron de Breteuil avait beau écrire au duc de Praslin : « Il est affreux de penser qu'une charge ou une terre donnée à l'un plutôt qu'à l'autre rend presque tous les Polonais également ennemis du bien général de leur pays et du salut de leur liberté. Je sens, monseigneur, tout ce qu'une pareille conduite a de *dégoûtant* pour les puissances qui s'intéressent à la conservation de cet État républicain ; mais plus je considère la Russie et l'ambition de celle qui la gouverne, plus je suis porté à penser qu'il est important d'avoir pitié de l'avenglement des Polonais et de chercher à donner du ressort à l'engourdissement intéressé des nobles. C'est un travail pénible et dispendieux, mais il est de la dignité de la France de ne les point abandonner. » Le chef du cabinet de Versailles ne se rendait point à ces remontrances. Au lieu d'y avoir égard, il fit présenter au conseil, par M. de Praslin, un mémoire officiel sur la question. Dans cette pièce méditée avec labeur et méthodiquement rédigée, le ministre commence par établir que, « dépourvue de toute utilité commerciale, la Pologne pouvait fonder uniquement sur des

rapports politiques l'espoir et la prétention d'un appui'.

« Il fallait donc examiner si la France avait un intérêt politique à intervenir dans ses affaires. La distance seule suffirait pour autoriser en tout temps une réponse négative. Le système actuellement en vigueur l'a dictée plus impérieusement encore. Quel est, depuis le traité de Versailles, le pivot de la politique française? L'Autriche. Ce qui fait contre-poids à cette puissance doit donc nous occuper exclusivement. Autrefois, cet équilibre était en Suède, maintenant en Prusse. L'affermissement de ce royaume ne peut pas nous faire ombrage. Il ne peut effrayer que la Russie; intérêt qui, n'étant pas le nôtre, ne pourrait nous toucher directement que par une de ces combinaisons qui séduisent, parce qu'elles ont l'air de la profondeur, subtilités tirées à la pointe de l'esprit, idées impraticables et excentriques. »

« C'est à tort, ajoute le ministre, qu'on imagine un démembrement de la Pologne. L'intérêt des puissances dont elle peut craindre l'ambition semble la garantir de ce danger. En effet, ce royaume étant également limitrophe de la maison d'Autriche, du roi de Prusse, de la Russie et de l'empire ottoman, ces quatre puissances, qui se regardent réciproquement avec des yeux de

¹ Expressions textuelles, ainsi que tout ce qui suit, dans le mémoire lu au conseil le 8 mai 1763. — Archives des affaires étrangères.

jalousie et de rivalité ; sont moins les ennemis de ce royaume que ses surveillants et ses défenseurs. Chacune d'elles a un intérêt direct et essentiel à le protéger, parce qu'elle aurait tout à craindre de celle qui ne serait agrandie à ses dépens. La France peut donc s'en reposer sur ces quatre puissances du soin de veiller à la conservation intégrale de la Pologne, et le démembrement de ce royaume ne doit probablement arriver que par des événements singuliers et après des guerres sanglantes auxquelles le roi peut se dispenser de prendre part. Au surplus, pour mettre tout au pis, et en supposant, contre toute vraisemblance, que ces quatre puissances s'arrangeraient pour partager la Pologne, ou que, par des circonstances extraordinaires, l'une d'elles s'emparerait de quelqu'une de ces provinces, il est encore très-douteux que cet événement pût intéresser la France. On semble craindre aujourd'hui que la Russie et le roi de Prusse ne s'entendent pour usurper sur la Pologne des districts qui sont à leur bienséance ; ce démembrement serait également contraire aux intérêts de la maison d'Autriche et de la Porte ottomane, et l'on doit s'en rapporter à leur vigilance ; mais, s'il arrivait qu'une indifférence mal entendue de leur part les empêchât d'y mettre obstacle, il ne paraît pas que la France dût s'en alarmer. Le concert établi récemment entre le roi de Prusse et la Russie, pour leur agrandissement respectif, ne peut être de longue durée. Cet agrandissement, même en les rendant plus voisins, les rendrait aussi plus

redoutables l'un à l'autre; il sèmerait la jalousie entre eux; la jalousie dégénère bientôt en inimitié, et ces deux puissances formeraient elles-mêmes la balance du pouvoir dans cette partie de l'Europe. Au reste, cette idée du démembrement de la Pologne serait susceptible d'une infinité de modifications et de combinaisons dont le détail mènerait trop loin. C'est un champ vaste qui peut occuper les spéculateurs oisifs, et dans lequel les politiques sages ne doivent pas risquer de s'égarer. Il faut s'en tenir au simple, au vrai et au vraisemblable, et l'on croit avoir suffisamment prouvé que les révolutions de la Pologne sont indifférentes à la France, et qu'il n'en peut jamais résulter pour elle qu'un avantage ou un préjudice très-éloigné, en se livrant même aux suppositions les plus vraisemblables. L'on se croit donc en droit de conclure qu'il n'existe aucun rapport direct entre la France et la Pologne, et que, s'il peut y avoir un intérêt direct entre ces deux monarchies, il est si détourné, si obscur, si incertain, et dépend d'un concours de circonstances si extraordinaires et si éloignées qu'il ne serait pas sage de s'en occuper de préférence à d'autres objets réels et présents, qui méritent toute l'attention du roi et de son ministère, et qui exigent des dépenses vraiment utiles et même indispensables pour la propre conservation de la monarchie française. L'on ne doit pas dissimuler à ce sujet que, si Sa Majesté se déterminait à porter un candidat quelconque sur le trône de Pologne, elle ne doit pas espérer d'y

réussir, à moins d'y sacrifier des sommes considérables; les moyens politiques n'étant d'aucun effet s'ils ne sont soutenus par ceux de la finance. Les dépenses ne se bornent pas à la seule élection. Nous avons l'expérience qu'un roi de Pologne élu légitimement n'est pas sûr de rester sur le trône s'il n'est puissamment secouru, et qu'il est encore plus facile de déterminer son élection que de la soutenir; en sorte qu'il est à craindre de compromettre en vain la dignité du roi et ses finances dans une occasion où, en employant même les plus grands moyens, le succès est pour le moins très-incertain. D'ailleurs, on ne pourrait pas répondre qu'un objet indifférent pour le royaume ne vint à exciter de nouveaux troubles en Europe, et ne rallumât le feu d'une guerre générale qu'on a eu bien de la peine à éteindre, et dont il paraît essentiel d'éviter le renouvellement. »

Telle était alors la politique du gouvernement français à l'égard de la Pologne. Elle a été réprouvée par l'opinion et par l'histoire; mais l'histoire et l'opinion sont-elles toujours équitables, et ne peut-on pas en appeler quelquefois de leurs décisions? Ce qui est digne de blâme dans cette politique, ce que rien ne peut excuser, c'est le manque de franchise.

Le cabinet de Versailles ne pouvait se faire illusion sur la possibilité d'un partage de la Po-

sons sans conséquence et sans gêne. Cette noblesse, cette bonne foi dont vous me parlez est-elle une suite de la grandeur ou de la faiblesse? » M. de Breteuil répliqua avec un peu de vivacité et fit l'éloge du ministère Choiseul. « Si votre ministère est tel que vous me le dépeignez, reprit l'impératrice, la franchise de votre politique est une fausseté de plus. » En disant ces mots, elle sourit et quitta M. de Breteuil sans lui donner le temps de répondre¹.

On n'était pas encore très-accoutumé à rencontrer chez les princes cette verve de dialogue, ces improvisations aventureuses et piquantes dont Frédéric avait donné quelques exemples remarquables, mais récents. Jusqu'alors, les rois s'étaient bornés à parler par monosyllabes à des interlocuteurs inclinés dans la respectueuse attente d'un mot; l'entraînement d'une conversation abondante n'était pas encore entré dans les moyens d'action du pouvoir suprême. Le baron de Breteuil, le duc de Choiseul lui-même, furent déroutés par l'éloquence de la nouvelle impéra-

¹ Breteuil à Praslin, 12 mai 1763: — Archives des affaires étrangères.

trice de Russie. Ce type si neuf échappa à leur intelligence. Personne, au premier abord, ne sut rien comprendre à ce mélange d'énergie et de finesse, de prudence cachée et d'indiscrétion apparente, à tant de sérénité avec de tels soucis, à tant de grâce au milieu de commotions si vives. Tout cela était imprévu et dérangeait la vieille routine diplomatique. Les ambassadeurs, étonnés, éblouis, effarés, ne savaient plus comment tirer l'horoscope du nouveau règne. Leurs cours n'étaient pas moins surprises. On disait bien à Versailles : « La czarine a beaucoup d'esprit, » parce qu'en France on prend souvent le change sur le caractère, jamais sur l'esprit ; mais on croyait savoir « qu'au fond elle était timide et n'aspirait qu'au repos, qu'elle n'oserait rien entreprendre, qu'elle avait de l'intrigue sans aucune connaissance en matière d'État, qu'elle avait ce qu'il faut pour prendre une couronne, rien de ce qu'il faut pour la conserver. » On ajoutait « que son règne serait médiocre, qu'il ne durerait pas un an, » et on affirmait de la meilleure foi du monde que « les Russes, blessés de l'ambition de Catherine, ne lui pardonneraient pas

le despotisme qu'elle voulait exercer sur la Pologne !... »

De ces données si fausses, tranchons le mot, si absurdes, il résulta qu'on crut l'impératrice exposée à une chute certaine et immédiate. Le plus léger mécontentement, la moindre bouderie de quelque courtisan disgracié voyageant en France suffisait pour accréditer l'annonce d'une révolution nouvelle. De misérables intrigants proposèrent à Choiseul de la fomentér. Le duc avait l'âme trop noble pour tremper dans des trahisons ; mais il donna à l'humour ce qu'il ne pouvait accorder à la déloyauté. Lorsque le prince Galitzin vint lui proposer de la part de sa souveraine un concert diplomatique sur les affaires de Pologne, il rejeta cette offre avec une négligence dédaignée. Par ce refus, il abdiqua toute influence sur ces importantes négociations ; ayant refusé d'y participer, il renonçait au droit d'y intervenir désormais, il frappait d'avance ses conseils de stérilité, ses représentations d'impuissance. En s'isolant ainsi, la France se réduisait au rôle de simple témoin,

¹ Breteuil à Praslin.

et il ne lui restait plus qu'à enregistrer les derniers soupirs de la Pologne.

Sans doute, de la part de l'impératrice de Russie, l'offre d'un accord diplomatique n'était pas très-sérieuse, mais il fallait la prendre pour telle et ne pas répondre au vœu secret de cette princesse en la débarrassant de tout contrôle.

M. de Choiseul agit donc en cette occasion avec une légèreté, une imprévoyance excessives.

Tout en lui faisant ce juste reproche, on peut se demander cependant s'il avait autant de tort dans

le fond que dans la forme, et si la France pouvait porter un secours efficace à la Pologne. On

l'a dit, on le répète; mais, comme beaucoup de choses qu'on dit et qu'on répète, n'est-ce point

une erreur? Sur quoi le ministre français pouvait-il s'appuyer, dans cette moitié déjà avancée

du xviii^e siècle, pour sauvegarder les débris de l'indépendance polonaise? Est-ce sur l'opinion

publique? Par la nature du gouvernement qui régissait alors la France, l'opinion n'avait pas de

voix en dehors de la littérature; or, les gens de lettres n'étaient pas favorables à la Pologne. On

le voit à chaque ligne des pamphlets, des correspondances de Voltaire, de D'Alembert, de

Diderot, la Pologne passait pour le pays de l'Europe le plus dévoué à la cour de Rome, le plus assujéti aux corporations religieuses, le plus hostile à la tolérance et à la philosophie, toutes choses qu'on mettait fort au-dessus de la liberté politique, et auxquelles on sacrifiait alors cette liberté, comme on sacrifie maintenant tout le reste à son apparence. Il y avait là deux points de vue différents, même opposés. La Pologne, pour le maintien de son *statu quo*, n'avait aucun secours à espérer du parti philosophique qui lui était décidément hostile. Rousseau jeta depuis le poids de sa renommée dans la balance, mais l'intervention de Jean-Jacques dans les affaires intérieures de la nation polonaise est postérieure de près de dix ans à ce période de ses annales.

Fallait-il en appeler à l'opinion populaire, à ces sympathies qui se sont manifestées de nos jours avec tant d'éclat ? Elle n'étaient pas encore nées. Malgré une bienveillance réciproque entre les deux peuples, on ne saurait raisonnablement les faire remonter au delà de l'Empire. Il y avait sans doute entre la Pologne et la France des affinités de service militaire ; la haute noblesse

des deux pays s'était même alliée quelquefois par des mariages. Un prince français, des femmes françaises avaient porté la couronne des Jagellons ; et, par un heureux échange, la fille d'un roi de Pologne était assise sur le trône de Louis XV ; mais, sans compter qu'il ne pouvait y avoir aucun prestige, aucune popularité dans les noms du faible Henri de Valois, de l'indigne épouse de Jean Sobieski ou de la vertueuse et insignifiante Marie Leczinska, les relations des deux pays, bornées à l'aristocratie, n'étaient point descendues dans la bourgeoisie, bien moins encore dans le peuple, qui, en France, ne s'occupait pas de politique étrangère, et qui, en Pologne, n'existait pas.

Restaient donc le clergé et la cour ; mais le clergé français, en instance perpétuelle auprès du saint-siège, en lutte permanente avec les parlements, n'était occupé que de lui-même ; ses regards ne s'étendaient pas jusqu'à Cracovie ou à Gnesne, et d'ailleurs l'esprit passionnément ultramontain de l'Église polonaise touchait peu nos gallicans. La Pologne n'avait guère qu'un ami véritable en France, c'était le roi, c'était Louis XV. Il portait un intérêt réel à une nation,

dont il avait mêlé le sang avec le sien. Louis XV aimait dans les Polonais les demi-compatriotes de ses enfants. Ennemi au fond de l'âme de l'impératrice de Russie, surtout du roi de Prusse, il suivit les affaires de Pologne avec une sollicitude dont sa nonchalance ordinaire semblait le rendre peu capable. Incertain sur le parti à prendre, il chercha des lumières dans ses deux conseils, l'un ostensible, l'autre secret. Il commença par celui-ci. La présidence en était confiée au comte de Broglie, ancien ministre de France à Varsovie. Exilé tantôt à l'armée, tantôt dans ses terres, M. de Broglie, homme d'une haute capacité politique (E), oubliait alors la Pologne et ses magnats pour se consacrer tout entier à un plan de descente en Angleterre.

Louis XV s'adressa alors à M. de Choiseul. Il trouva son ministre froid et indifférent pour les affaires du Nord; nous avons expliqué le motif de cette indifférence. Il y en avait encore un autre. Choiseul n'avait à cette époque aucun goût pour les Polonais; il n'en parlait que d'une manière dédaigneuse et dénigrante; il ne voulait pas se mêler de ce qu'il appelait leurs intrigues (F). Ses agents politiques s'efforçaient en

vain d'attirer son intérêt sur leur cause; le baron de Breteuil avait beau écrire au duc de Praslin; « Il est affreux de penser qu'une charge ou une terre donnée à l'un plutôt qu'à l'autre rend presque tous les Polonais également ennemis du bien général de leur pays et du salut de leur liberté. Je sens, monseigneur, tout ce qu'une pareille conduite a de *dégoûtant* pour les puissances qui s'intéressent à la conservation de cet État républicain; mais plus je considère la Russie et l'ambition de celle qui la gouverne, plus je suis porté à penser qu'il est important d'avoir pitié de l'aveuglement des Polonais et de chercher à donner du ressort à l'engourdissement intéressé des nobles. C'est un travail pénible et dispendieux, mais il est de la dignité de la France de ne les point abandonner. » Le chef du cabinet de Versailles ne se rendait point à ces remontrances. Au lieu d'y avoir égard, il fit présenter au conseil, par M. de Praslin, un mémoire officiel sur la question. Dans cette pièce méditée avec labeur et méthodiquement rédigée, le ministre commence par établir que, « dépourvue de toute utilité commerciale, la Pologne pouvait fonder uniquement sur des

rapports politiques l'espoir et la prétention d'un appui'..»

« Il fallait donc examiner si la France avait un intérêt politique à intervenir dans ses affaires. La distance seule suffirait pour autoriser en tout temps une réponse négative. Le système actuellement en vigueur l'a dictée plus impérieusement encore. Quel est, depuis le traité de Versailles, le pivot de la politique française? L'Autriche. Ce qui fait contre-poids à cette puissance doit donc nous occuper exclusivement. Autrefois, cet équilibre était en Suède, maintenant en Prusse. L'affermissement de ce royaume ne peut pas nous faire ombrage. Il ne peut effrayer que la Russie; intérêt qui, n'étant pas le nôtre, ne pourrait nous toucher directement que par une de ces combinaisons qui séduisent, parce qu'elles ont l'air de la profondeur, subtilités tirées à la pointe de l'esprit, idées impraticables et excentriques. »

« C'est à tort, ajoute le ministre, qu'on imagine un démembrement de la Pologne. L'intérêt des puissances dont elle peut craindre l'ambition semble la garantir de ce danger. En effet, ce royaume étant également limitrophe de la maison d'Autriche, du roi de Prusse, de la Russie et de l'empire ottoman, ces quatre puissances, qui se regardent réciproquement avec des yeux de

¹ Expressions textuelles, ainsi que tout ce qui suit, dans le mémoire lu au conseil le 8 mai 1763. — Archives des affaires étrangères.

jalousie et de rivalité ; sont moins les ennemis de ce royaume que ses surveillants et ses défenseurs. Chacune d'elles a un intérêt direct et essentiel à le protéger, parce qu'elle aurait tout à craindre de celle qui se serait agrandie à ses dépens. La France peut donc s'en reposer sur ces quatre puissances du soin de veiller à la conservation intégrale de la Pologne, et le démembrement de ce royaume ne doit probablement arriver que par des événements singuliers et après des guerres sanglantes auxquelles le roi peut se dispenser de prendre part. Au surplus, pour mettre tout au pis, et en supposant, contre toute vraisemblance, que ces quatre puissances s'arrangeraient pour partager la Pologne, ou que, par des circonstances extraordinaires, l'une d'elles s'emparerait de quelqu'une de ces provinces, il est encore très-douteux que cet événement pût intéresser la France. On semble craindre aujourd'hui que la Russie et le roi de Prusse ne s'entendent pour usurper sur la Pologne des districts qui sont à leur bienséance ; ce démembrement serait également contraire aux intérêts de la maison d'Autriche et de la Porte ottomane, et l'on doit s'en rapporter à leur vigilance ; mais, s'il arrivait qu'une indifférence mal entendue de leur part les empêchât d'y mettre obstacle, il ne paraît pas que la France dût s'en alarmer. Le concert établi récemment entre le roi de Prusse et la Russie, pour leur agrandissement respectif, ne peut être de longue durée. Cet agrandissement, même en les rendant plus voisins, les rendrait aussi plus

redoutables l'un à l'autre; il sèmerait la jalousie entre eux; la jalousie dégénère bientôt en inimitié, et ces deux puissances formeraient elles-mêmes la balance du pouvoir dans cette partie de l'Europe. Au reste, cette idée du démembrement de la Pologne serait susceptible d'une infinité de modifications et de combinaisons dont le détail mènerait trop loin. C'est un champ vaste qui peut occuper les spéculateurs oisifs, et dans lequel les politiques sages ne doivent pas risquer de s'égarer. Il faut s'en tenir au simple, au vrai et au vraisemblable, et l'on croit avoir suffisamment prouvé que les révolutions de la Pologne sont indifférentes à la France, et qu'il n'en peut jamais résulter pour elle qu'un avantage ou un préjudice très-éloigné, en se livrant même aux suppositions les plus vraisemblables. L'on se croit donc en droit de conclure qu'il n'existe aucun rapport direct entre la France et la Pologne, et que, s'il peut y avoir un intérêt direct entre ces deux monarchies, il est si détourné, si obscur, si incertain, et dépend d'un concours de circonstances si extraordinaires et si éloignées qu'il ne serait pas sage de s'en occuper de préférence à d'autres objets réels et présents, qui méritent toute l'attention du roi et de son ministère, et qui exigent des dépenses vraiment utiles et même indispensables pour la propre conservation de la monarchie française. L'on ne doit pas dissimuler à ce sujet que, si Sa Majesté se déterminait à porer un candidat quelconque sur le trône de Pologne, elle ne doit pas espérer d'y

réussir, à moins d'y sacrifier des sommes considérables; les moyens politiques n'étant d'aucun effet s'ils ne sont soutenus par ceux de la finance. Les dépenses ne se bornent pas à la seule élection. Nous avons l'expérience qu'un roi de Pologne élu légitimement n'est pas sûr de rester sur le trône s'il n'est puissamment secouru, et qu'il est encore plus facile de déterminer son élection que de la soutenir; en sorte qu'il est à craindre de compromettre en vain la dignité du roi et ses finances dans une occasion où, en employant même les plus grands moyens, le succès est pour le moins très-incertain. D'ailleurs, on ne pourrait pas répondre qu'un objet indifférent pour le royaume ne vint à exciter de nouveaux troubles en Europe, et ne rallumât le feu d'une guerre générale qu'on a eu bien de la peine à éteindre, et dont il paraît essentiel d'éviter le renouvellement. »

Telle était alors la politique du gouvernement français à l'égard de la Pologne. Elle a été réprouvée par l'opinion et par l'histoire; mais l'histoire et l'opinion sont-elles toujours équitables, et ne peut-on pas en appeler quelquefois de leurs décisions? Ce qui est digne de blâme dans cette politique, ce que rien ne peut excuser, c'est le manque de franchise.

Le cabinet de Versailles ne pouvait se faire illusion sur la possibilité d'un partage de la Po-

logne. Nous avons vu que cet événement était pressenti depuis un siècle, et il ne fallait qu'une perspicacité médiocre pour le croire plus rapproché que jamais. L'imprévoyance à cet égard ne pouvait être que volontaire ; c'était fermer les yeux à l'évidence. Le danger reconnu, il fallait donner aux Polonais un conseil utile, au risque de choquer leurs préjugés et de blesser leur amour-propre. Au lieu de les encourager à la défense de leurs vieilles lois si viciennes et si inapplicables dans la situation où l'Europe se trouvait alors, il fallait les engager à entreprendre eux-mêmes avec courage et résolution la réforme de leur antique anarchie. Il fallait ensuite ne pas s'obstiner à soutenir des candidatures étrangères, notamment celle de la maison de Saxe, odieuse à la majorité de la nation. La France n'y était tenue par aucune obligation. Il ne s'agissait pas de conserver à la dynastie saxonne un trône héréditaire ; non-seulement elle n'avait rien à prétendre après la mort d'Auguste III, mais ses prétentions n'avaient plus de représentants. L'électeur de Saxe venait de mourir quelques mois après son père, ne laissant qu'un enfant en bas âge et deux frères : Charles,

duc de Courlande, Xavier, comte de Lusace, qui n'avaient aucune chance, et que la cour de Versailles recommandait très-mollement. Il n'y avait pas même d'accord entre le roi et son ministre sur les exclusions. D'un côté, Louis XV soutenait la maison de Saxe par amitié pour sa belle-fille; de l'autre le duc de Choiseul, ennemi de M. le dauphin, paralysait en secret l'effet de ces démarches, et réprimandait vivement un de ses agents qui avait cru faire sa cour en se déclarant Saxon à toute outrance.

Loin de servir les Polonais, cette politique ambiguë et timide doublait les ressources de leurs adversaires. Elle leur prêtait une grande force morale par le seul effet d'un contraste si frappant entre l'incertitude des uns et la résolution des autres. Il n'y avait pour la France qu'un seul moyen de combattre efficacement sur ce terrain les forces réunies de la Prusse et de la Russie : c'était de prendre leur drapeau, de déclarer comme elles la nécessité d'écarter les étrangers et de couronner un Piast, avec la réserve toutefois de n'indiquer aucun candidat en particulier, de laisser le champ libre à la nation entière, ce qui produisait la concurrence, et

rendait bien difficile la restriction de la candidature à un petit nombre d'individus, surtout à un seul.

Il fallait aussi (et on le pouvait) attacher à cette élection la destruction de l'anarchie sarmate. Quelle meilleure occasion pour réformer la constitution, pour assurer l'hérédité du trône, pour détruire le *liberum veto*, pour amener le vote des lois à la pluralité des suffrages? Les circonstances étaient d'autant plus favorables que le parti Czartoriski désirait, fomentait toutes ces améliorations. En mettant les choses au pis, s'il n'y avait eu aucun moyen d'éluder le choix de Poniatowski, Stanislas aurait tenu sa couronne de l'Europe, qui aurait pu à son tour lui faire des conditions. Lui-même l'espéra un moment; il fit des ouvertures à un agent français, mais furtivement, comme un écolier qui se dérobe à l'œil du pédagogue. Ses propositions furent repoussées par le cabinet de Versailles. Personne en France n'avait compris la situation, personne, excepté Louis XV. Avec ce tact admirable dont le ciel l'avait inutilement doué, il dit, non pas à ses ministres, mais à ses agents secrets: «Aucun prince étranger ne réussira cette

fois ; il faut se rejeter sur les Piast¹. » En effet, il n'y avait pas autre chose à faire, et c'est pour cela qu'on ne le fit point.

Que la France, encore toute meurtrie de la guerre de sept ans, n'ait point soulevé le monde entier pour courir au secours de la Pologne ; qu'elle n'ait point versé pour cette cause étrangère le reste de ses trésors et de son sang ; qu'elle ne se soit pas prêtée en aveugle aux illusions du grand-général Branicki, aux plans chimériques de Mokranowski, qu'elle ait accueilli leurs messages avec défiance et froideur, qu'elle n'ait trouvé, à cette levée de boucliers ni opportunité ni apparence de succès ; qu'elle n'ait pas ajouté foi aux quarante mille hommes promis par les patriotes ; qu'elle ait été encore moins persuadée de la force d'une armée composée au hasard de gentilhommes campagnards, de Cosaques domestiques, de vagabonds, d'aventuriers, horde sauvage, sans artillerie, presque sans armes, incapable de vaincre une armée nombreuse, aguerrie et disciplinée ; que la France n'ait pas fait dès lors ces promesses décevantes dont elle a été

¹ Louis XV au comte de Broglie. — Correspondance secrète
Archives des affaires étrangères.

depuis si prodigue, triste échange entre la faiblesse imprévoyante qui les donne et la faiblesse crédule qui les accepte ; on lui en a fait à tort un reproche et presque un crime. Le ministère français était parfaitement dans son droit, je dirai plus, dans son devoir, en écartant ces chimériques espérances et même en refusant des subsides, c'est-à-dire l'argent de la France, pour atteindre un but impossible ; il avait raison de réprouver le rôle d'agresseur pris imprudemment par le parti qui se disait seul patriotique. Commencer les hostilités, lever des troupes, former des confédérations, c'était fournir un motif ou du moins un prétexte aux mouvements des armées russes. Catherine II avait posé en ces termes le principe de sa conduite publique : « Je ne gênerai point les suffrages des Polonais ; en leur conseillant un Piast, je suis dans mon droit ; toujours les puissances étrangères ont recommandé leurs amis au choix de la Pologne, à moins qu'il n'arrive quelque *dislocation* (c'est-à-dire une guerre civile) ; alors, comme voisine, j'ai le droit d'intervenir¹. » Il fallait éviter avant

¹ Conversation du comte Panin avec M. Berenger. — Archives des affaires étrangères.

tout de donner un prétexte à cette intervention et suivre l'exemple de l'Angleterre, qui se conduisit dans cette occasion avec toute la franchise qu'on aurait pu nous souhaiter. Également épuisée par la guerre et occupée, comme nous, du soin légitime de sonder et de bander ses plaies, l'Angleterre refusa hautement tout secours à la Pologne.

Une conduite droite et franche aurait seule été digne de la France, et, nous pouvons le dire sans crainte d'un démenti, on l'aurait attendue d'elle plus aisément encore que du cabinet anglais; mais elle était alors entravée par ce qui faisait sa faiblesse depuis longtemps, par cette funeste alliance autrichienne, qui ne lui laissait jamais la liberté de ses mouvements. Il y a plus, le cabinet de Vienne s'éloignait alors, en secret du cabinet de Versailles; il essayait, à l'insu de son allié, une négociation séparée à Saint-Petersbourg. Versailles prétendait ne rien faire en Pologne, Vienne pas davantage; mais Vienne, qui n'avait pas même une apparence de parti à Varsovie, voulait hériter du parti français en rejetant sur Versailles tous les torts de leur commune inaction; aussi les ministres de Marie-

Thérèse ne cessait-ils de demander à ceux de Louis XV une direction, un conseil, et les ministres de Louis XV répondaient à leur tour : « Commencez, nous suivrons. » Alors les envoyés impériaux à Varsovie appelaient les chefs du parti patriotique et leur disaient d'un air affligé : « Ce n'est pas notre faute, mais que faire sans la cour de France?... Elle seule entrave tout... Nous n'y pouvons rien. »

Ce qu'il y avait de faux, de louche, de misérablement captieux dans cette politique, avait pour principe le manque réciproque de sincérité dans l'alliance de la France et de l'Autriche. L'amitié avait dicté les expressions du traité de Versailles ; la défiance et la haine en interprétaient l'esprit.

L'Autriche ne songeait qu'à exploiter notre impuissance ; elle ne s'était attachée à la France que pour l'assoupir dans une froide étreinte. Rien de ce qui pouvait rétablir la prépondérance du nom français n'entraît dans les desseins du cabinet de Vienne. Quoique plus fortement intéressée qu'aucune autre puissance à l'intégralité de la Pologne, l'Autriche, dont les plaintes auraient dû précéder celles de tous les

cabinets, ne fit pas un mouvement pour venir au secours de la république. Ce n'était pas ignorance ; l'œil perçant du prince Kannitz, chef du cabinet autrichien, avait pénétré l'avenir ; Kannitz avait aperçu le partage de la Pologne dans une perspective peut-être éloignée, mais certaine. Il ne conçut pas spontanément le projet de s'y associer, mais il ne voulut renoncer à aucune chance dans un moment où éclataient deux grands faits : l'élection d'un roi des Romains et la mort de la marquise de Pompadour. Par l'un, la Prusse se rendait nécessaire ; par l'autre, la France devenait suspecte.

M^{me} de Pompadour languissait, atteinte d'une maladie incurable, sérieux événement, objet de crainte et d'espérance pour l'Europe, et surtout pour la cour de Vienne. A peine la favorite avait-elle rendu le dernier soupir, qu'on l'oublia à Versailles ; mais il n'en fut pas ainsi dans les cours étrangères. M^{me} de Pompadour pouvait emporter au tombeau tout un système politique. Sa perte devint la crainte de Vienne, l'espérance de Berlin. Frédéric s'en réjouit ; la mort d'une femme lui portait toujours bonheur. Marie-Thérèse, au contraire, en fut profondé-

ment affligée. Pendant la maladie de la marquise, le prince Kaunitz s'était informé avec anxiété de ses progrès. Selon que les nouvelles apportées par le chargé d'affaires de France paraissaient inquiétantes ou favorables, le front du ministre autrichien se couvrait d'un sombre nuage ou reprenait sa sérénité. L'auguste Marie-Thérèse elle-même daigna s'écrier, en apprenant qu'on n'avait plus d'espoir de conserver M^{me} de Pompadour : « Voilà une perte bien grande pour le roi et pour la France ! » M. Gérard (c'était le nom du chargé d'affaires) fut prié très-instamment de transmettre à sa cour l'expression d'une si glorieuse sympathie, et le ministre des affaires étrangères, renvoyant dans sa réponse, en manière d'écho, le mot de l'impératrice-reine, dit à son tour : « Il est certain que c'est une très-grande perte pour le roi ! »

La cour de France eut beau protester qu'aucun changement ne serait opéré dans le système de ses alliances : Kaunitz prit ses précautions et se tourna vers le roi de Prusse. Déjà Marie-Thérèse avait préparé un rapprochement entre

¹ Gérard à Praslin. — Praslin à Gérard, août 1764. — Archives des affaires étrangères.

les cours de Berlin et de Vienne ; un échange de prisonniers avait motivé une correspondance officielle. De part et d'autre les deux cours s'étaient félicitées de leur nouvelle amitié, dont l'élection de l'archiduc Joseph en qualité de roi des Romains devint bientôt le commentaire et le sceau. Ce prince fut désigné empereur d'Allemagne et le devint peu de temps après sous le nom de Joseph II.

Peut-être est-ce à la mort de M^{me} de Pompadour qu'il faut reporter le partage de la Pologne. Ce ne serait pas une des moindres singularités de l'histoire. Quoi qu'il en soit, depuis la coïncidence de cet événement avec l'élévation de l'archiduc Joseph au trône impérial, l'alliance de la France et de l'Autriche se détendit visiblement ; cette puissance n'eut plus pour son alliée que défiance et jalousie secrète. L'empereur haïssait la France ; Kaunitz, vieux ministre, mais nouveau courtisan, ne songea plus qu'à servir cette aversion.

Il y avait dans le caractère du chancelier autrichien un bizarre mélange d'énergie, d'indécision et d'irritabilité. Violent tant qu'il ne s'agissait pas de prendre un parti, Kaunitz bravait les

dangers éloignés et capitulait à leur approche. Dès la mort du roi de Pologne, il avait présenté une réconciliation entre les cours de Versailles et de Berlin; pour la prévenir, il avait semé entre elles de sourdes défiances. A Versailles il faisait planer sur Frédéric le soupçon d'un projet de partage; à Berlin il accusait la France de l'avoir soupçonné; mais ce n'était pas là sa préoccupation principale. Peu sûr de la France, dégoûté d'une alliance dont il n'avait plus à tirer d'autre parti que de rejeter sur nous les bévues et les torts d'une politique flottante, il ne songeait qu'aux moyens de renouer avec la Russie. Sans doute les projets de Catherine lui causaient une vive impatience; après sept ans de lutte, l'Autriche désirait le repos. Irrité contre les Russes, Kaunitz avait accordé quelque chose à la vivacité d'un premier mouvement: il avait encouragé les prétentions de l'électeur Christian de Saxe au trône de Pologne. Plusieurs régiments autrichiens s'étaient même approchés de la frontière de ce royaume; mais à la mort de l'électeur, le ministre se repentit et se retira d'une arène si dangereuse. Il engagea fortement Marie-Thérèse à rester neutre, surtout, en vue

d'un rapprochement possible avec la Russie. Il ne voulut point que cette puissance lui reprochât jamais d'avoir excité les Ottomans contre elle. Ainsi ; tout en nouant à Constantinople des intrigues mystérieuses, l'internonce reçut l'ordre de se séparer avec un scrupule affecté de nos négociations publiques, et, il faut le dire, trop publiques. Ce n'était pas seulement infidélité à l'alliance française, c'était aussi crainte secrète ; le ministère autrichien avait peur de ramener les Turcs en Europe. Certes, il les savait passés à jamais, ces jours où, maître de la Hongrie, l'Osmânli s'élançait de Butte pour tomber sur l'aigle impériale ; l'étendard du prophète était rentré dans son étui de satin ; jamais le muezzin ne proclamerait l'heure de la prière à deux cents pas de Saint-Étienne ; on ne verrait plus les chameaux et les éléphants des caravanes paître tranquillement les vertes pelouses de *la Favorito* ; Kara-Mustapha était bien mort, Sobieski aussi ; Kaunitz n'ignorait pas que l'héritier des Césars n'aurait plus à choisir entre la honte de la fuite et le fardeau de la reconnaissance ; mais enfin ces temps n'étaient pas très-éloignés : deux générations s'étaient à peine écoulées depuis l'inva-

sion turque, et l'impression en était restée profondément populaire. Ainsi, du haut des minarets de Stamboul, le croissant projetait encore une ombre magique. Affaibli par la distance, le prestige n'était pas entièrement dissipé. Dans l'ignorance de ce marasme incurable qui minait l'ancien colosse, l'Europe prenait sa décrépitude pour une vieillesse encore vigoureuse ; sa mortelle léthargie pour un léger sommeil ; mais cette illusion n'était point partagée à Constantinople ; seule, la cour ottomane connaissait le mal dont elle était atteinte. Le Commandeur des croyants laissait tomber un morne regard sur ses anciens drapeaux ; sur les vieilles dépouilles de la Hongrie et de l'Autriche ; il contemplait avec l'indifférence du fatalisme ses forteresses démantelées ; ses arsenaux remplis de toute sorte d'armes hors d'usage ; il se voyait sans artillerie ; sans marine ; pressé entre la nécessité de secouer le joug pesant des janissaires et l'impossibilité de les détruire, surtout de les remplacer ; et, cachant au plus profond de sa conscience l'aveu de sa faiblesse, plus prudent que ses prétendus amis qui le poussaient à des démonstrations dangereuses, il faisait consister

sa sagesse dans le silence et son orgueil dans l'inaction.

Pousser les Turcs contre la Russie, c'était apprendre ses forces à cette puissance; considération qui n'aurait pas dû échapper à nos hommes d'État. Mal informés, ils s'efforcèrent d'arracher au Grand Seigneur une protestation contre l'entrée des troupes de Catherine en Pologne. Leurs tentatives furent repoussées par la situation générale de la Porte et surtout par le caractère du souverain qui la gouvernait alors. Captif pendant vingt-sept ans après la déposition de son père Achmet, le sultan Mustafa avait contracté dans la solitude une disposition d'esprit grave, mélancolique et timide. Il était ennemi du luxe et poussait l'épargne jusqu'à l'avarice. Le sultan plongé dans une vie méditative et mystique, ne se montrait au peuple que pour se rendre à la mosquée; il avait supprimé tous les jeux publics, même le *djérid*, plaisir militaire et national. Le sien était de contempler les astres; tantôt pour y chercher sa destinée, tantôt pour connaître leur nature, l'ordre de leur marche et la mesure de leur distance; quelquefois même il s'enfermait dans le réduit le plus secret du sérail pour

étudier l'anatomie humaine, curiosité sévèrement interdite aux vrais croyants. Ainsi, par son éducation superstitieuse, Mustafa se rapprochait du vulgaire des musulmans ; mais, par sa modération de caractère et d'esprit, il s'élevait au-dessus de sa nation.

Il y avait alors parmi les Osmanlis un personnage plus singulier que le sultan et ses vizirs, qui se succédaient sans cesse sans laisser de trace : c'était Krim-Guéray, le kan des Tartares, qu'a trop vanté Rulhière. Recherché, courtisé par le roi de Prusse, Krim-Guéray rompit plus tard avec Frédéric, et obtint les bonnes grâces de la cour de France par son zèle pour la Pologne, son aversion pour la Russie, surtout par le charlatanisme de ses promesses et l'étalage de son génie civilisateur. Au milieu de ses mouzas, étendu sur un canapé, la pipe à la bouche et un chapelet à la main, Krim-Guéray se faisait traduire par le baron de Tott, agent français accrédité auprès de lui, quelques comédies de Molière : le *Tartuffe* et *Pour l'éclat*. Il passait à Paris pour un Tartare lettré et galant, mi-partie d'Usbeck et d'Orosmane, une espèce de Turc-talon rouge. Les gens de lettres s'en engouèrent, par

conséquent les grands seigneurs et les femmes. Il promit de chasser les Russes de la Pologne : cru sur parole, il reçut beaucoup d'argent pour cela, et, comme de raison, ne fit rien. Pour s'épargner une dépense inutile, il fallait savoir qu'un kán de Crimée, même philosophe, n'est qu'un esclave de la Porte, qui ne peut se mettre en campagne que par ses ordres, et qu'une paire de bottes jetée à sa tête devient le signal de sa chute. Krim-Guéray fut soumis trois fois dans sa vie à cette singulière étiquette : déposé quand le sultan voulait la paix, rappelé lorsqu'il se décidait à la guerre.

Les diplomates français, russes et prussiens assiégeaient le divan. « Gardez-vous bien, disait le ministre de Frédéric au reis-effendi, gardez-vous de favoriser un prince de la maison de Saxe : vous savez qu'elle est l'ennemie de mon maître et que l'Autriche la protège. Si le Saxon parvenait à établir l'hérédité du trône de Pologne, s'il faisait d'un pays divisé une puissance respectable, il s'unirait avec la cour impériale pour accabler mon souverain, et la Prusse ne pourrait plus vous servir de barrière contre l'ambition autrichienne. » La Russie appuyait les

arguments de la Prusse par des largesses ; haute avec les puissances de l'Europe, elle réservait aux Ottomans le langage séduisant de la confiance, et l'une et l'autre s'entendaient pour conjurer la Porte de se méfier de Versailles. Aussi, lorsque, par l'ordre du duc de Choiseul, l'ambassadeur de France Vergennes demandait des conférences sur les affaires de la Pologne, il éprouvait de longs délais, même des refus. S'il basardaient des notes et des mémoires, on y répondait d'une manière évasive ; on communiquait ces documents aux ministres de Catherine et de Frédéric. Quand M. de Vergennes essayait de fixer l'attention de Mustafa sur les démarches des Russes en Pologne ; distrait et rêveur, les yeux attachés sur les étoiles, Mustafa faisait demander à Louis XV des livres d'astrologie, *persuadé que le roi de France avait les meilleurs devins qu'il y eût au monde*. Pour satisfaire Sa Hautesse, nos bibliothécaires compulsaient les rêveries de Nostradamus et du comte de Gabalis. A l'aide de la nécromancie, Vergennes se flattait d'intéresser le sultan aux destinées de la Pologne ; mais ce miracle était au-dessus de son art, et Mustafa ne répondait qu'en sup-

pliant l'ambassadeur de lui procurer, dans le plus grand secret, une figure de cire de grandeur naturelle, offrant tout l'intérieur du corps humain. Enfin M. de Vergennes mit un terme à des instances d'autant plus infructueuses, qu'il réclamait en vain l'appui de l'internonce impérial : celui-ci n'avait jamais d'instructions.

Cependant, à force de soins, d'insistance, l'ambassadeur de France finit par obtenir du divan l'admission en audience particulière d'un colonel polonais, envoyé de la part du grand-général de la couronne. Ici la Pologne oublia pour la première fois que sa glorieuse vocation était de faire un rempart de son corps à l'Europe contre l'islamisme. L'émissaire polonais portait au vizir une lettre du comte Branicki, grand-général de Pologne, qui exposait avec force l'état de son parti ; il représentait à la Porte l'intérêt pressant qui devait l'engager à *secourir les vrais Polonais, et à arrêter les Moscovites*. Cet envoyé fut reçu avec gravité, mais sans enthousiasme, et repartit emportant une réponse qui contenait un refus positif enveloppé dans les formes énigmatiques du style oriental.

Les ministres ottomans ajoutaient verbale-

ment à ces pièces officielles que de tout temps, et de notoriété publique, des troupes russes étaient entrées en Pologne; que, loin de s'y opposer, l'amie de la Sublime Porte, la sérénissime république les avait même souvent accueillies à titre d'hospitalité, et que leur présence à la diète d'élection n'avait rien d'insolite, puisque les deux derniers rois saxons avaient été élus par l'influence avouée de la Russie, et qu'enfin le traité de Carlovitz n'imposait aucune intervention de ce genre à Sa Hauteesse. « Que nous fait la Pologne? disaient les ministres tures. Pourquoi l'Excelse Porte de Félicité s'occuperait-elle de ses affaires? — *Allah kerim!* Dieu est grand. »

Il est temps de quitter le théâtre de la diplomatie européenne et asiatique, si faiblement disposées à soutenir la Pologne, et de voir ce qui se passait dans l'intérieur de ce royaume. Après la publication des *universaux* (lettres de convocation); les élections nationales s'étaient ouvertes dans les *diétines* (collèges électoraux). La tenue de ces comices avait toujours été sanglante; mais, à cette époque de sa décadence, la Pologne n'avait ni entièrement conservé, ni définitivement abdiqué ses abus séculaires. L'anarchie, jouis-

sant toujours d'une existence légale, ne vivait plus que dans une sorte d'atmosphère moyenne. De belliqueuse, elle était devenue intrigante et tracassière; on ne combattait plus aux diétines, on s'y battait; le champ clos était remplacé par le pugilat emprunté aux *hustings* de l'Angleterre. Conquête trop facile! l'esprit public d'une grande nation vraiment libre s'inocule moins aisément que la grossièreté de ses usages. Les palatins, les castellans, jouaient alors à la guerre civile, mesquinement réduite à des compétitions de starosties, à des jalousies d'emplois, tout au plus à des haines héréditaires entre quelques familles qui se trouvaient réciproquement trop puissantes. Ce n'étaient qu'excursions inopinées dans tel château, dans telle bourgade qu'on mettait au pillage. Le farouche Radziwill, dont Rullière a tracé un portrait plus digne du mélodrame que de l'histoire, courait le pays en rançonnant les premiers vassaux. Un jour, il entra dans le palais de l'évêque de Vilna, son ennemi, le chassa de son siège, et lui promit de le tuer à la première occasion, se vantant d'avoir deux cent mille ducats prêts pour son absolution à Rome. Un évêque plus belli-

queux vint attaquer à main armée le président de la diétine de Posen, lui contesta son droit, s'y substitua lui-même, et les deux rivaux, chacun de son côté, se mirent à choisir arbitrairement des nonces dans le palatinat de Cujavie. Pendant la grand'messe, la noblesse, assiégée dans l'église par une troupe de deux cents hommes, fit une sortie, tua seize des assiégeants, et dispersa le reste. Partout, dans les deux factions, des scènes violentes se succédèrent sans relâche; de toutes parts surgirent de doubles élections. Les Russes, échelonnés sur la frontière, regardaient et attendaient l'arme au bras. Ils n'attendirent pas longtemps. On se hâta de leur offrir un sujet d'intervention.

Par des traités antérieurs, les empereurs de Russie, protecteurs de la dynastie saxonne, avaient acquis le droit de former et de faire garder par leurs propres troupes des magasins militaires dans quelques villes limitrophes de l'empire. Les négociateurs polonais avaient ainsi fourni aux Russes un moyen officiel et public d'expliquer et de justifier tous leurs mouvements. Aussi, lorsqu'à la fin de l'année 1763, le primat essaya des remontrances contre leur en-

trée en Lithuanie, la légation russe ne répondit jamais que par ces mots : « Il faut bien veiller sur les magasins. » Le plus considérable était établi à Graudentz, dans la Prusse polonaise ; dans cette même ville se tenait la principale diétine qui, par une des innombrables anomalies de la constitution, pouvait à elle seule nommer un nombre illimité de nonces. Il en résultait inévitablement un encombrement prodigieux ; sur un étroit espace, des différens partis qui se disputaient à main armée le droit d'envoyer le plus de députés possible à la diète générale. Avec un peu de prudence dans le parti patriotique et un peu de patriotisme dans le parti réformateur, on aurait évité ce conflit. Les Russes mirent beaucoup de soin à ne point paraître agresseurs ; le général chargé de la garde des magasins se retira ostensiblement aux environs de la ville, pour bien marquer qu'il l'abandonnait à la liberté des élections, quand tout à coup, contre la lettre des lois, mais dans l'esprit d'un long usage, des troupes polonaises entrent précipitamment à Graudentz ; dragons, hussards, hulans, tant de la couronne que des particuliers, se jettent les uns sur les autres ; les

sabres sont tirés, les fusils partent, et le général russe rentre dans la ville, toujours pour défendre les magasins.

La diétine fut rompue. On se dispersa; des manifestes, des comptes rendus, des pamphlets parurent, accusant, ceux-ci les Czartoriski, ceux-là les Radziwill et le grand-général; d'autres les Russes. Pour comble de désordre, une déclaration publique de la France et de l'Autriche tomba au milieu des deux camps; ralluma les passions avec une nouvelle fureur, et ne laissa plus aux partis ni l'espoir, ni le désir, ni la possibilité d'une réconciliation.

La note française était conçue en ces termes :

« La vacance du trône étant l'événement le plus important qui puisse arriver dans un royaume électif, Sa Majesté, ne voulant pas qu'il puisse y avoir le moindre doute sur la pureté de ses intentions, et ne craignant pas de mettre au grand jour ses vrais sentiments, a cru devoir les manifester par une déclaration formelle et authentique.

« Le roi déclare donc de la manière la plus précise et la plus solennelle qu'il ne considère dans cette occasion que les avantages de la république, qu'il ne forme d'autre vœu et n'a d'autre désir que de voir la nation

polonaise maintenue dans tous ses droits, dans toutes ses possessions, dans toutes ses libertés, et spécialement dans la plus précieuse de ses prérogatives, celle de se donner un roi par une élection libre et un choix volontaire; qu'animé de ces sentiments et d'un véritable intérêt pour une nation ancienne alliée de sa couronne, il remplira à son égard tout ce que peuvent exiger de lui la justice, les traités et les nœuds mutuels de l'amitié; qu'enfin il l'assistera par tous les moyens qui seront en son pouvoir, si contre toute attente elle était troublée dans l'exercice de ses droits légitimes, et qu'elle peut compter sur ses secours et les requérir en toute assurance, si les privilèges de la nation polonaise étaient violés. Mais Sa Majesté a lieu de croire qu'un pareil cas ne saurait exister, puisque les puissances voisines ont également déclaré de la manière la plus solennelle qu'elles étaient constamment résolues de maintenir la république dans son état actuel, ses lois, ses libertés, ainsi que dans ses possessions, et qu'elles ne souffriraient pas qu'elle éprouvât aucun préjudice de la part de qui que ce soit, et que ses libertés fussent gênées par les cours étrangères. Des déclarations si précises, si uniformes et si équitables annoncent clairement à la nation polonaise qu'elle peut user de ses droits dans toute son étendue, et qu'elle n'a pas à craindre de voir ses libertés et son territoire violés par l'introduction d'aucune troupe étrangère. A l'égard des différents candidats qui peuvent aspirer au trône de

Pologne, Sa Majesté n'en recommande et n'en indique aucun ; elle est encore plus éloignée de donner des exclusions, puisque ce serait agir contre ses principes et attenter à la liberté des Polonais ; même elle s'abstiendra de donner des conseils sur une matière aussi délicate, étant bien persuadée que la république est trop éclairée sur ses vrais intérêts pour ne pas préférer le candidat qui sera le plus digne et le plus en état de la gouverner avec justice et avec éclat. La Pologne compte de grands hommes parmi les rois. Piast ; plusieurs maisons souveraines lui en ont fourni d'aussi célèbres par leurs actions qu'illustres par leur naissance ; c'est à la nation elle-même de déterminer son choix en consultant sa propre convenance, sans égard à des influences étrangères. Sa Majesté déclare qu'elle reconnaîtra pour roi de Pologne et pour allié de sa couronne, que même elle soutiendra et protégera quiconque sera élu par le choix libre de la nation, et conformément aux lois et aux constitutions du pays. »

Le ministère français avait cru habile de concerter une pièce officielle de telle sorte qu'elle pût présenter à la fois une déclaration de neutralité et une vaine promesse d'assistance. Un manifeste autrichien accompagna celui de la France. Kaunitz, il faut le dire, avait d'abord rejeté cette combinaison. Pressé par le

cabinet de Versailles, il finit par associer sa souveraine à la démarche de Louis XV ; mais , plus adroite ou plus humaine, Marie-Thérèse ne parla point de secours.

Si le duc de Choiseul avait calculé l'effet de son manifeste sur des gens toujours portés à l'espérance , même sous le coup des événements les mieux faits pour l'anéantir, il ne l'aurait point hasardé avec une légèreté qui lui était trop habituelle. L'effet en fut immense. Lorsque ce projectile éclata au milieu de la diète de Gracodetz , des cris de joie et de fureur s'élevèrent à la fois dans toute la Pologne. Tous les partis, toutes les passions s'emparèrent à l'envi de la déclaration française. Branicki, Radziwill, se dirent sauvés et proclamèrent d'avance leur triomphe, garanti, à les en croire, par toutes les forces de la France et de l'Autriche. Poniatowski, les Czartoriski , demandèrent l'entrée immédiate des Russes à Varsovie. Le grand-général y courut ; les Russes l'y suivirent ; il y entra par une porte, les Russes par une autre ; eux , en bon ordre , au nombre de dix mille ; lui , à la tête d'une troupe confuse de Cosaques et de haiduques ; de Hongrois et de Tartares stipendiés. Avant

de combattre, les deux partis ennemis entrèrent en pourparlers comme les héros d'Homère. On se demanda, d'une part, pourquoi le grand-général violait les lois qui lui défendaient de quitter la frontière et de conduire des troupes dans le lieu où siège la diète; de l'autre, pourquoi une armée étrangère assiégeait la capitale du royaume? Tout le monde récriminait, personne n'agissait; partout s'élevaient des appels à la légalité; des protestations contre la violation du sol. Le primat lui-même, quoique instrument des Czartoriski, fut obligé d'en demander compte aux envoyés de Catherine II. Elle en avait deux (le comte Kayserling et le prince Repnin), comme Louis XV en avait trois (le marquis de Paulmy-d'Argenson, ambassadeur; M. Hennin, résident; le général Monet, consul; les deux derniers affiliés à la correspondance secrète). Les agents français se dénonçaient, tandis que les agents russes s'entendaient et s'entraidaient. Ceux-ci répondirent au primat par des lieux communs, alléguant la nécessité où se trouve tout propriétaire de préserver sa maison de l'incendie du voisinage et terminèrent la conférence par ces mots devenus sacramentels :

Il faut garder les magasins. Alors chacun des deux partis prit la plume et fit porter aux grandes puissances des réclamations et des plaintes auxquelles on répondit par un silence glacial. Seul, Frédéric, enveloppant un bon conseil sous des formes blessantes, exhorta le grand-général à s'entendre le plus tôt possible avec les Czartoriski, c'est-à-dire avec la Russie; et ne témoigna qu'un faible intérêt au prince Radziwill.

« La situation embarrassante dans laquelle vous vous trouvez, écrivit-il à ce magnat, me fait de la peine, et je souhaiterais que vous n'eussiez aucun reproche à vous faire à cet égard; mais les démarches auxquelles vous vous êtes porté ne pouvaient qu'entraîner les suites dont vous vous plaignez aujourd'hui, et qu'une conduite plus modérée vous aurait fait éviter. Il est dangereux de faire les premiers pas, qui, dans des circonstances pareilles à celles où le royaume de Pologne se trouve aujourd'hui, peuvent donner lieu aux plus grands inconvénients. Le parti que vous avez pris de rassembler vos troupes et de les faire agir à Graudentz et dans plusieurs endroits contre vos propres concitoyens doit naturellement être regardé comme la première cause des troubles actuels de la république et de tout ce qui vous arrive personnellement à vous-même. Il est difficile de

concilier les extrémités auxquelles vous venez de vous porter encore tout nouvellement avec les devoirs d'un citoyen envers sa patrie et avec les sentiments pacifiques contenus dans votre lettre. Dans ces circonstances, vous sentirez de vous-même que je ne saurais m'ingérer dans des affaires que vous vous êtes attirées, et qui sont d'ailleurs du nombre de celles dont ma qualité de voisin et d'ami de la république ne me permet pas de prendre connaissance. Il ne me reste, par conséquent, qu'à vous rappeler de nouveau les conseils que je vous ai déjà donnés dans ma précédente, et sur ce, je prie Dieu, etc. »

Rulhière, si confus dans la disposition de son sujet, si partial et quelquefois si peu conséquent avec lui-même dans l'appréciation politique des faits, a reproduit avec éclat le spectacle singulier que présentait Varsovie. Il a peint en coloriste ce mélange d'armes de toutes formes, d'habits de tous les pays : les Turcs, les Tartares, les Allemands, les Russes, remplissant les rues ; les hôtels des ambassadeurs changés en parcs d'artillerie. Il a retracé avec un égal talent, mais non sans quelques inexactitudes de détail, le jour de l'ouverture de la diète de convocation,

¹ Archives des affaires étrangères.

où les avenues du sénat ; les portes , les vestibules , les tribunes , l'enceinte même , se remplirent de soldats étrangers appelés par les Czartoriski , tandis qu'un vieillard vénérable , le comte Malachowski , montait au siège où il devait présider l'assemblée avec le titre de maréchal de la diète. Elle devait s'ouvrir à un signe de son bâton de commandement. Le signal ne fut pas donné. Le maréchal resta immobile ; le général Mokranowski , nonce (député) , se leva pour déclarer la diète illégale et rompue. A ces mots , les sabres sortirent du fourreau ; une multitude furieuse se jeta sur Mokranowski ; à peine les Czartoriski , ses ennemis , purent-ils lui sauver la vie en le couvrant de leurs corps. Ce fut la dernière passe d'armes de la chevaleresque anarchie polonaise. Certes , elle mourut alors noblement , mais enfin elle mourut.

Les vieux princes Czartoriski contribuèrent à la détruire ; ils s'efforcèrent de remplacer la rouille du moyen âge par une législation plus raisonnable et plus digne d'un siècle éclairé ; c'est là leur honneur. La fuite du parti opposé les avait rendus maîtres du terrain en fait et même en

droit. Conformément aux lois fondamentales de la république, l'absence d'un certain nombre de sénateurs, la présence même des troupes étrangères et surtout le *veto* suspensif n'invalidaient que les diètes d'élection et n'apportaient aucune illégalité dans celles de convocation. Ce jour-là, sur soixante-dix sénateurs qui siégeaient dans l'enceinte, la majorité était de trente-huit, nombre bien supérieur à la diète de convocation qui, dans l'inter règne de Henri de Valois à Étienne Bathory, n'était composée que de sept sénateurs et d'une vingtaine de nonces, sans que ses actes fussent réputés illégaux. Le *veto* de Mokranowski n'était pas légal ; ce droit ne pouvait être exercé que dans les diètes d'élection, jamais dans celles de convocation ; de plus, il n'y avait aucun moyen légitime d'invalider cette assemblée, puisque le primat l'avait convoquée. L'absence de quelques magnats ou sénateurs, la présence même des troupes étrangères ne lui ôtait rien de sa légalité.

Le grand-général parti, il n'y eut pas un instant perdu ; la diète se conduisit avec habileté et résolution ; les abus les plus criants disparurent en six semaines. Sans doute, l'esprit

de parti guida l'esprit de réforme; en dépouillant Branicki, Radziwill et leurs amis des prérogatives de leurs charges, la rivalité n'était pas moins écoutée que la justice; mais enfin les idées de saine administration prévalurent pour la première fois : les grands-généraux de la couronne cessèrent de cumuler les attributions de connétable, d'architrésorier et de grand juge; ils ne disposèrent plus sans contrôle du sang du peuple et des deniers du pays; on décida que des conseils, des commissions permanentes surveilleraient désormais l'emploi de la fortune publique, que les grandes charges et les places seraient distribuées plus également; que le pouvoir exécutif et judiciaire, armé à deux tranchants, ne serait plus confié au même bras; on promit d'assurer le payement des troupes, de répartir l'impôt entre les propriétaires des biens de donation royale, et, ce qui est plus hardi, de l'étendre aux juifs. La tyrannie israélite reçut un frein, le servage un adoucissement; mais cette réforme fut loin d'être complète. Les Czar-toriski rencontrèrent d'invincibles obstacles dans les préjugés polonais opposés aux améliorations les plus justes, les plus simples et au fond, les

plus élémentaires. Le croirait-on? des péages établis à l'entrée des provinces, une sorte de douane, faible obstacle au débordement de la contrebande, quelques taxes sur des objets de nécessité, d'autres sur le luxe, les rentrées dont la perception constitue dans tous les pays une des sources principales de la fortune et de la sécurité générales, l'assiette d'un impôt à peu près régulier, révoltèrent toute la nation, qui ne voulut jamais y consentir. Les difficultés devinrent encore plus insurmontables lorsque les réformateurs essayèrent d'abolir le *liberum veto* et de substituer dans le vote des lois la majorité, ou, comme on le disait alors, la pluralité à l'unanimité absolue. Ici, la tentative essuya une double résistance; il fallut s'arrêter non-seulement devant les préjugés nationaux, mais devant l'intervention étrangère.

Enfin, après avoir envoyé une députation à Pétersbourg pour remercier l'impératrice de son appui et pour lui demander de nouvelles troupes, la diète se confédéra, c'est-à-dire qu'elle se mit à l'abri d'une dissolution, se déclarant en permanence jusqu'à la nomination d'un roi. Elle avait eu soin auparavant de proscrire le grand-

général comte Branicki et le prince Radziwill; Tous deux avaient quitté Varsovie immédiatement après la rupture de l'assemblée. A la tête d'une nombreuse noblesse, ils avaient repris les armes : le comte dans la grande Pologne, le prince en Lithuanie. Le sort les avait d'abord favorisés. La princesse Radziwill suivit son mari, et combattit à ses côtés. Tous les deux remportèrent un avantage sur les Russes à Slonim; mais, fuyant devant des forces supérieures, Radziwill se jeta sur la frontière de Moldavie. Il demanda un asile aux Turcs, qui ne lui accordèrent que la voûte du ciel et l'eau des citernes. Cet aventureux Radziwill pensa mourir de dénuement et de faim.

Branicki fut plus heureux : accompagné de quelques amis, il se retira dans le comté de Zips, palatinat polonais, enclavé dans la Hongrie, comme pour servir d'appât à l'ambition autrichienne. Il y reçut un ennemi français : c'était un homme de robe, qui ne lui apportait pas d'argent, mais en revanche le traitait d'altesse et lui promettait le collier de la Toison-d'Or de la part de l'Espagne, à la recommandation de la France. Le grand-général était très-vain; il aimait les

compliments et les colliers ; néanmoins il espérait mieux. Le gouvernement français, las et découragé, jugeait les affaires des patriotes « entièrement désespérées, » et déclarait qu'il « ne leur restait plus qu'à se soumettre en faisant le meilleur accommodement possible. » Ses trois agents, l'ambassadeur, le résident et le consul, restaient toujours à Varsovie, aigris, divisés, abandonnés par leur cabinet et trompés par l'envoyé autrichien. En butte aux reproches de tous les partis, ils demandaient en vain des instructions nouvelles ; le ministère les renvoyait à la *déclaration*. Ils avaient beau objecter que cette pièce aggravait leur embarras, M. de Praslin ne leur répondait pas ou revenait sur son manifeste, en cherchant à l'atténuer par une interprétation captieuse. « C'est à la nation polonaise, disait-il, que nous avons promis des secours, et non à quelques magnats. » Dans cet état de choses, Choiseul résolut de sacrifier ses délégués. Réduits à la plus cruelle incertitude, livrés à leur propre responsabilité, M. de Paulmy et M. Hennin renoncèrent à attendre de nouvelles instructions ; trop confiants dans quelques expressions

ambiguës du ministère français¹, ils demandèrent à Poniatowski une conférence secrète. Dans un mémoire anonyme, ils lui promirent imprudemment la reconnaissance de sa royauté future par les cours alliées, à la seule condition d'un accommodement avec les palatins exilés. Poniatowski demanda le mémoire, le garda, ne prit pas la peine d'y répondre, et l'envoya à Vienne. Sur les plaintes véhémentes de cette cour, le ministère français accabla l'ambassadeur de reproches; le désavoua hautement

¹ « Vous ferez toujours très-bien de cultiver M. de Poniatowski. Les principes que nous manifestons ne sauroient manquer de vous servir pour gagner sa confiance, puisqu'il y verra la promesse d'être reconnu et soutenu même par le Roi, s'il peut obtenir le trône sans employer de moyens violents. Cependant je ne vous cache pas que notre déclaration a pour objet d'enconrager le parti qui lui est opposé. » — Praslin à Hennin, Versailles, 27 février 1764.

« J'ai cherché à parler à M. Poniatowski qui sembloit m'éviter. Au premier mot que je lui ai dit, il m'a interrompu par ces paroles : « Tenez, mon ami, depuis votre déclaration, il n'y a plus « moyen de parler avec vous autres. Je vois que votre cour reprend « son ancien système. Le grand-général a la force en main; il « veut nous écraser; nous allons au plus pressé, arrive ce qui « pourra. » Le prince Adam Czartoriski m'a dit à peu près la même chose, ajoutant : « Esclavage pour esclavage, celui des Russes « est moins à craindre que celui du grand-général. » En tout, j'ai remarqué que le ton de sa famille est beaucoup plus fier depuis la marche des Russes. » — Hennin à Praslin, Varsovie, 1^{er} août 1764. Archives des affaires étrangères.

et lui ordonna de déclarer au primat que la France ne reconnaissait plus *la république divisée*.

Les Czartoriski sentirent que le moment était venu de discréditer entièrement la France en Pologne. Pour empêcher la nomination de quelque agent du premier ordre ou le maintien du résident, dont la présence gênait leurs desseins, ils organisèrent un affront au caractère de l'ambassadeur. M. de Paulmy ne prêtait que trop à une entreprise de ce genre. Quoiqu'il eût été un moment ministre des affaires étrangères et qu'il possédât une des plus belles bibliothèques de l'Europe, il n'en connaissait pas mieux pour cela, ni les affaires ni les hommes. Accablé de dettes, toujours amoureux des plus belles femmes de la cour de Pologne, qui se moquaient ouvertement de lui, subjugué par le parti saxon, il n'avait rien de ce qu'il fallait pour faire respecter à Varsovie sa nation ni sa personne. Il fut aisé aux Czartoriski de se jouer d'un pareil représentant de la France. M. de Paulmy s'était donc rendu en cérémonie chez le primat, prince archevêque de Gnesne, accompagné du résident. Il y avait trouvé un grand nombre de

personnes, entre autres le prince Czartoriski, palatin de Russie. Le primat, sous prétexte d'incommodité, ne voulut pas s'asseoir et demanda à l'ambassadeur s'il avait quelque chose à lui déclarer. L'ambassadeur lui dit à voix basse qu'il venait lui faire part des derniers ordres qu'il avait reçus de sa cour : « Sa Majesté Très-Chrétienne étant instruite de tout ce qui s'était passé en Pologne, lui avait commandé de faire une visite au prince primat. » Ici M. de Paulmy tira l'original de sa dépêche et lut : « Que la république étant désunie et la ville de Varsovie livrée aux troupes étrangères, l'ambassadeur du roi ne saurait rester plus longtemps à leur merci ; qu'en conséquence le roi lui avait ordonné de se retirer jusqu'à ce que le calme et le bon ordre fussent rétablis en Pologne. » Il ajouta : « Je désire que ce soit bientôt ; Sa Majesté ne cessant de prendre une part sincère à la liberté et à la tranquillité de la république ; comme elle l'a prouvé par ses déclarations. »

Le primat lui dit avec hauteur : « Vous ne reconnaissez donc pas la république ? » L'ambassadeur répéta : « Je reconnais la républi-

que divisée et la ville de Varsovie livrée à des troupes étrangères ; j'ai ordre de me retirer et je me retire. » Alors M. Hennin fit observer au primat qu'il répondait à ce que l'ambassadeur ne lui disait pas. Le primat reprit alors, en adressant la parole à l'ambassadeur et en regardant fixement le résident : « Puisque vous ne reconnaissez pas la république, vous tous et les ministres de France pouvez l'aller chercher où il vous plaira. » Le prince Czartoriski, se mêla de la conversation, comme pour apaiser le débat, mais, au fond, pour l'irriter davantage : « Il faut espérer, dit-il, que lorsque le roi de France sera mieux informé... » Mais l'ambassadeur l'interrompant : « Le roi est bien informé et j'exécute ses ordres. » Alors le primat, après avoir redit : « Si vous ne reconnaissez pas que nous sommes la république, allez la chercher où vous voudrez, » ajouta : « Adieu, monsieur le marquis. — Adieu, monsieur l'archevêque, » répliqua M. de Paulmy, dont on méconnaissait ainsi le caractère public. Après avoir prononcé ces mots, il se retira sans que personne le reconduisit. La garde avait reçu ordre de ne pas lui rendre à sa sortie les honneurs d'usage qu'il avait reçus

en entrant¹. Une si incroyable violation de l'étiquette ne pouvait se pardonner; Louis XV fit revenir son ambassadeur; mais il en résultait que la cour de Versailles laissait le champ tout à fait libre aux cabinets de Berlin et de Pétersbourg. C'était en quelque sorte l'abdication de la France à Varsovie. Quoi qu'il en soit, l'ambassadeur fut rappelé; le résident et le consul le furent également. Pour ces derniers il n'y avait pas même de prétexte. Étrangers à tout caractère représentatif, ils ne pouvaient être atteints dans leur sphère secondaire par l'impertinence calculée du primat. Il est évident que, bien loin d'avoir été contrarié au fond de l'âme par cet incident ridicule, le ministère de Louis XV saisissait avec joie la première occasion de ne plus intervenir dans les affaires de la Pologne.

La cour de Vienne, toujours jalouse, crut le moment venu d'y acquérir une influence personnelle. Malgré les instances de la France, elle ne se hâta point de rappeler son ambassadeur, le comte de Mercy-Argenteau. Resté à Varsovie, après le départ de M. de Paulmy,

¹ Correspondance secrète. — Archives des affaires étrangères.

M. de Mercy essaya de nouer quelques intrigues avec les vainqueurs ; mais il leur était suspect : il ne réussit point et revint à son tour. Dans des lettres écrites , disait-on , à l'insu du prince Kaunitz , quoique probablement émanées de sa chancellerie , l'impératrice Marie-Thérèse , assurait le comte Poniatowski de sa protection par des émissaires secrets , et donnait pour preuve de sa bienveillance le rappel de M. de Mercy ; ce qui ne l'empêchait pas d'envoyer au comte Branicki d'autres émissaires avec des compliments et des promesses.

Ce malheureux parti patriotique savait si peu le véritable état des choses , qu'il s'adressa au roi de Prusse. Frédéric le reçut l'ironie dans les yeux et le sarcasme à la bouche. Cependant , pour mieux démontrer aux Polonais l'impuissance des cours de Versailles et de Vienne , pour leur faire comprendre qu'il était auprès de Catherine le seul protecteur efficace de la Pologne , il offrit un asile dans ses États au prince Radziwill et aux patriotes les plus compromis. La fausse générosité de Frédéric releva les espérances des Polonais , mais ce fut pour bien peu de temps. L'aveuglement le plus com-

plet, la foi la plus tenace, la plus obstinée, durent enfin tomber à la vue du cordon de l'Aigle-Noir envoyé au comte Poniatowski par le roi de Prusse et surtout devant la publication d'un traité conclu entre ce prince et l'impératrice de Russie.

Dès ce moment, l'avènement de Stanislas ne fut plus douteux. Il y avait bien quelques répulsions assez vives jusque dans la famille Czartoriska. Les chefs de cette maison se jugeaient plus dignes du trône que leur neveu par le mérite et surtout par la naissance ; mais ils sentaient combien la résistance était inutile. « Eh quoi ! disait au prince Auguste la princesse Lubomirska, née comtesse Krasinska, palatine de Lublin, croyez-vous qu'un coup de fortune si extraordinaire puisse réussir sans bouleverser le pays ? — N'en doutez pas, répondit Czartoriski : je crains les troubles plus que personne ; je crains pour mes biens, pour mes châteaux, je mourrais de chagrin de les voir ravagés ; mais le moyen de prévenir les troubles, c'est de se soumettre à la volonté de la Russie, et je crois que la plupart des seigneurs du pays penseront comme moi, bien qu'au fond nous soyons tous

lâchés, moi le premier, de nous voir soumis à un aussi jeune homme d'une naissance inférieure à la nôtre. Le *Stolnick*¹ a beau être mon neveu, je pense au fond du cœur, sur cet article, comme les Potocki, les Radziwill, les Sapieha et tant d'autres; mais qu'y faire? Nous ne pouvons prévenir le désordre qu'en nous soumettant. Je répète que s'il y a du bruit, il sera court et léger. Quelques gens crieront à la diète prochaine de convocation, mais ils ne seront pas soutenus. Vos princes de Saxe n'auront point d'appui. Le Turc est trop difficile à émouvoir, les cours de Vienne et de Versailles craignent de recommencer la guerre; nous avons de bonnes preuves que la dernière, quoi qu'en ait dit son ambassadeur, prend très-peu d'intérêt à ce qui arrivera ici. Les autres puissances en prennent encore moins ou sont trop éloignées; ainsi, tout se terminera aisément, et dans un an vous viendrez demander au *Stolnick* une starostie pour votre mari². »

¹ Stanislas Pohiatowski était *Stolnick Litowski*, c'est-à-dire pameier du grand-duché de Lithuanie, une des charges de la couronne.

² Paulmy à Praslin. — Archives des affaires étrangères.

Malgré la résistance de quelques magnats, l'heure du nouveau règne était arrivée. La Pologne allait revoir encore les rites sacrés, les symboles vénérables qui accompagnaient depuis des siècles l'élection de ses rois ; mais, si les formes en furent maintenues, l'antique esprit n'était plus là pour les ranimer. Elles brillèrent un moment comme des cadavres qui, longtemps déposés sous les voûtes d'un caveau, reparaissent au grand jour et étalent aux yeux étonnés des générations nouvelles l'apparence de la vie et le costume d'un autre âge ; au plus léger souffle de l'air extérieur, tout se dissout, tout tombe en poussière.

La vieille Pologne fut exhumée pour cette exposition d'un moment. C'était bien elle, c'était bien là son allure oligarchique et guerrière ; c'est bien là le champ de Vola ; l'enceinte est toujours tracée à trois lieues de la capitale ; les courtines du Szopa, dressées dans toute leur pompe asiatique, s'ouvrent au primat, aux ministres, aux sénateurs ; l'ordre équestre accourt à cheval, le vent joue dans ses bannières ; le soleil dans ses armes ; dans ses joyaux ; dans les couleurs chatoyantes des dolmans et des aigret-

tes ; on entend toujours des clameurs , des hourras , le cliquetis traditionnel des sabres , mais le sang ne coule plus comme au bon temps ; un ordre parfait règne dans l'assemblée , entretenu par mille baïonnettes russes , invisibles , quoique présentes et soigneusement échelonnées autour de Varsovie . Les palatines , les starostines , les castellanes , ne parcourent plus les rangs pour animer à la lutte des époux , des amants , des frères . . . Tranquilles , inoccupées , elles se promènent au milieu du champ d'élection , ainsi qu'en une joyeuse kermesse ; elles le traversent en riant , tandis que le vieux primat , blotti sous un palanquin chinois , arrête les plus gracieuses et leur demande à qui leurs belles mains décerneraient la couronne . Une seule cérémonie fut plus sincère , plus vraie que jamais : les diplomates étrangers parurent dans la diète , et proposèrent leurs candidats , simple formule , qui , pour quelques-uns d'entre eux du moins , prenait en cette circonstance un grand air de vérité . Le vieil ambassadeur de Russie , le comte Kaysersling alors mourant , fit remettre un discours écrit ; il recommandait Poniatowski ; il fut obéi . « Nous voulons le *Stolnick Litowski* , s'écriait-

on de toutes parts ; il sera notre roi !... » Il le fut à l'unanimité. Le comte Poniatowski devint STANISLAS-AUGUSTE. Varsovie le reçut avec joie , et , malgré la présence des étrangers , ce choix obtint l'approbation publique. On y voyait une trêve avec les Russes ; c'était la nécessité du moment. A cette époque aucun parti , pas même celui de l'opposition , ne traita l'élection d'illégale.

Stanislas débuta par affecter une grande modération ; il refusa un trop brillant accueil , des fêtes trop somptueuses ; mais la municipalité de Varsovie le contraignit à les accepter. En un mot , ce ne furent alors qu'effusions d'amour , témoignages de dévouement de la bourgeoisie des villes , de la haute et petite noblesse. Les magnats exilés rentrèrent tous , à la faveur d'une amnistie. Seul , l'intrépide Radziwill la dédaigna et s'exila. En revanche , le comte Branicki l'accepta. Il reconnut le nouveau roi ; il lui fit sa soumission par écrit. Toutefois , il s'abstint de paraître à la cour de son heureux beau-frère ; il se retira noblement dans son château de Bialistock , chargé d'années , léger d'idées politiques , et , quoique déjà octogénaire , jeune

encore par la crédulité, l'espérance et l'illusion.

Ainsi commença le règne de Stanislas-Auguste. L'enthousiasme qu'il inspira d'abord, comme tout ce qui est nouveau, ne fut pas éternel. Il dura cependant près d'une année, terme bien long pour les Français du Nord!...

CHAPITRE III.

Règne de Stanislas-Auguste. — Dissentiment des cours de Versailles et de Vienne. — Affaire de San Remo. — Frédéric avertit Catherine. — Confédération de Radom. — Reprinn. — Confédération de Bar. — Serment des confédérés. — Mission du chevalier de Taubes près des confédérés. — Guerre entre les Russes et les Turcs. — M. de Vergennes. — Les cours de Versailles et de Vienne, à l'insu l'une de l'autre, se rapprochent du roi de Prusse.

Parmi les calamités sans nombre qui poursuivent l'espèce humaine, ce qu'il y a de plus fatal et de plus triste, c'est d'avoir été le dernier représentant d'un ordre de choses ancien et respecté, d'être le dernier roi d'une glorieuse monarchie ou le dernier doge d'une république illustre, de dater de son nom le dernier jour de sa dynastie ou de sa ville, et d'en conduire éternellement les funérailles à travers l'histoire. Encore reste-t-il un dédommagement à ces grandes victimes du sort : la dignité de leur malheur protège leur mémoire et la rend sacrée ; mais,

à part l'exception toujours si rare du génie, lorsqu'un homme monte sur le faite et en tombe presque au même moment, lorsqu'il assiste à la destruction de l'établissement politique fondé par lui ou pour lui, toujours ses contemporains, souvent la postérité elle-même, le jugent avec une impitoyable rigueur. On ne veut plus voir que ses fautes; on lui impute les ruines qui l'ont écrasé; on ne songe pas que son élévation et sa chute avaient eu un principe commun dans l'insurmontable mobilité de son pays et de son temps.

Tôt ou tard cette destinée devait atteindre Stanislas-Auguste, le dernier roi de Pologne. Il ne pouvait pas l'éviter; et dès les premiers jours de son règne, malgré les joies de l'avènement, des symptômes menaçants et sinistres apparurent de toutes parts. En effet, sa situation était plus que difficile; à la longue, elle devait devenir impraticable. Manifestement porté au trône par la volonté d'une puissance étrangère, il espéra concilier l'obéissance d'un vassal, suite inévitable de l'origine de son pouvoir, avec l'indépendance d'un monarque vraiment maître de sa couronne. Stanislas voulait

bien être un vice-roi à la condition de paraître un roi. Il suffisait d'un instant de réflexion pour apprécier ce qu'avait d'insoluble ce problème que nous avons vu reproduit de nos jours dans la famille du Charlemagne moderne, également sans succès.

Au surplus, on ne doit pas juger Poniatowski sur les diatribes de ses ennemis ou sur les panegyriques de ses admirateurs; car il en eut, et c'est l'amitié qui les lui donna. Poniatowski mérita des amis par la douceur de ses mœurs, par l'agrément de son commerce familial; mais, quoique les personnes admises dans sa société intime en aient conservé un souvenir reconnaissant, pour rendre une entière justice à un particulier aimable, devenu un souverain médiocre, il faut se placer entre les exagérations haineuses de M. de Rulhière et les exagérations bienveillantes de M. Dupont de Nemours¹. Une chose vraiment honorable pour lui, c'est son désir d'attacher son nom à d'utiles réformes, surtout dans l'éducation publique. Stanislas se le pro-

¹ *Discussion à la tête de l'Histoire de l'anarchie de Pologne, par Rulhière, tome I^{er}, et Mémoires de l'Académie des Inscriptions, séance du 24 août 1840.*

posa réellement. Il n'était pas insensible au désir de rendre sa patrie heureuse, de l'initier à la civilisation et de la façonner au joug salutaire de la loi. Par malheur, il y avait dans ces grands desseins plus d'émotion que de volonté. Sans être incapable ni d'intentions honnêtes ni même de quelque adresse, il se laissait aller, avant tout, à beaucoup d'hésitation, de petitesse et de peur.

Les Czartoriski avaient plus de fermeté, plus de courage. Nulle préoccupation accessoire, nulle minutie ne les détournait de leur but; ils ne s'égarèrent point, comme leur neveu, dans l'étalage de goûts militaires, bien moins encore dans le déploiement plus frivole d'un luxe théâtral. Ils ne citaient guère les législateurs de l'antiquité, n'entremêlaient pas avec la langue des affaires quelques lambeaux de tragédies françaises, et ne se montraient pas en public, comme Stanislas, revêtus de ce costume sans époque et sans patrie où le casque s'allie à la perruque poudrée, la cuirasse aux bas de soie, amalgame hétérogène et fantasque qu'on retrouve encore dans les statues des deux derniers siècles, et qu'alors on nommait très-sérieusement *un habit à la romaine*. Ce fut ainsi que

Stanislas-Auguste parut à son couronnement. Il portait aussi quelquefois le costume espagnol, qui convenait admirablement à sa taille élevée et à sa noble figure ; mais tous ces travestissements de bal masqué étonnaient et blessaient tous les regards, dans un pays où le vêtement national est plein d'originalité et de caractère.

A la fois audacieux et timide, Poniatowski se proposa un double objet. Il résolut de fixer l'hérédité du trône dans sa famille, de créer une dynastie, pour entrer définitivement dans le collège des rois par une alliance matrimoniale avec la maison d'Autriche. On voit que les grands et les petits hommes ont quelquefois les mêmes pensées, et qu'elles peuvent les mener également à leur perte. L'exécution d'un tel plan était douteuse. Les yeux fixés sur Pétersbourg, Poniatowski ne touchait qu'en tremblant à ce sceptre qu'il voulait héréditaire et qu'il ne sentait pas même viager. Il soupirait pour la main d'une archiduchesse, mais il soupirait tout bas, pénétré de la crainte que le moindre souffle de

* M^{me} Lebrun l'a peint dans ce costume. Elle a fait du roi de Pologne la copie idéalisée du comte Almaviva.

sa voix ne retentît dans le palais lointain d'où la foudre pouvait partir. Cependant il ne négligeait rien pour se concilier la cour de Vienne. En vue d'événements graves et peu éloignés, la maison d'Autriche cherchait alors à se créer un parti en Pologne. Elle avait ramassé avec un soin curieux et persévérant, les débris du vieux parti français pour en former le noyau d'une faction impériale. Avant l'élection, de mystérieux messages promettaient à la cause de Stanislas un intérêt qu'on se gardait bien de lui montrer ouvertement. Que Poniatowski échoué, rien ne paraît, et, s'il le faut, tout est désavoué; qu'il réussisse, le temps de Michel Koributh peut encore naître, et l'archiduchesse Éléonore se retrouvera dans la nombreuse famille de Marie-Thérèse.

Comme cette négociation n'a pas eu de suites, elle a été niée; le cabinet autrichien lui-même a accredité le bruit d'un piège tendu à l'amour-propre crédule de Stanislas. D'après l'opinion généralement reçue, la fierté de la maison d'Autriche n'aurait jamais souffert une telle mésalliance. Il est bien certain qu'en cette conjoncture, la mésalliance n'aurait été justifiée.

ni par la nécessité ni par la victoire. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que l'hérédité du trône formellement établie dans la dynastie nouvelle était la condition absolue du mariage. C'était aussi le vœu de Poniatowski et désormais le but de tous ses efforts.

La reconnaissance officielle du nouveau roi par les magnats polonais et par les cours du Nord avait été prompte ; celle des puissances du Midi se fit attendre. Vienne et Versailles ne se hâtèrent pas de suivre l'exemple de Pétersbourg, de Berlin et de Londres ; ou plutôt Vienne y était disposée, mais Versailles l'arrêtait encore. Le cabinet autrichien pressait vainement la France de se déclarer. La résistance du ministère français venait enfin de trouver un point d'appui à Constantinople. Les Turcs, si longtemps indifférents aux destinées de la Pologne, s'étaient irrités du choix de Stanislas-Auguste ; ils craignaient son mariage avec Catherine, dont on avait faussement répandu le bruit. En vain elle avait pris soin de le faire démentir ; elle n'avait pu calmer les défiances de la Porte, qui avait donné une exclusion tardive à Poniatowski, quelques jours avant son avènement, et, depuis qu'il était

roi, ne songeait plus qu'à le détroner. Fidèle à ses instructions, l'ambassadeur de France fomentait ces inquiétudes. Par une inconséquence trop ordinaire à la diplomatie, tandis que M. de Vergennes excitait les Turcs, au risque de se compromettre, Louis XV, pour plaire à l'Autriche, reconnaissait le roi de Pologne. Comme pour donner un démenti public à l'ambassadeur, un officier français, le marquis de Conflans, entrait à Varsovie et complétait Stanislas-Auguste en le traitant de Majesté, titre refusé jusqu'alors par la France aux souverains électifs. Pour distinguer la république de son chef on avait proposé à Louis XV d'envoyer un ambassadeur non pas au roi de Pologne, mais à la diète, comme l'avait fait Louis XIV, sous le règne de Sobieski; mais les exemples de Louis XIV n'étaient pas faits pour son successeur. A la vérité le primat fut sacrifié, il s'humilia devant le roi de France, et, à la mode des faibles, il fit pénitence pour tout le monde.

La cour de Vienne avait imposé au duc de Choiseul la reconnaissance de cette royauté nouvelle; elle avait porté dans ses démarches une vivacité étrangère à ses habitudes, expliquée

par ses vues secrètes. En cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, la cour de Vienne exploitait l'alliance uniquement dans le sens de ses intérêts ; mais le duc de Choiseul commençait à trouver le joug pesant, et le prince Kaunitz, qui s'en était aperçu, s'en irritait au fond de l'âme. Quoiqu'il fût le promoteur du traité de Versailles, jamais M. de Kaunitz ne voulut y voir un contrat synallagmatique. Humilier la France, la fatiguer d'exigences sans réciprocité, de plaintes sans motifs, d'accusations sans preuves ; n'admettre aucune de ses réclamations, fussent-elles équitables ; lui faire un mystère de tout et lui arracher impérieusement les confidences les plus intimes ; lui demander ses plans et ne l'instruire que des choses faites ; vouloir lui imposer le rôle honteux de satellite, d'alguázil, et lui refuser même les services d'ami ; pousser la *prepotenza* à ce point que non-seulement toute dissidence lui serait reprochée comme une déloyauté, mais qu'il lui serait imputé à crime de s'en être aperçu ; se livrer à une vive jalousie des richesses, de l'industrie, des arts de la France, à un éloignement vindicatif, à un sentiment d'orgueil blessé par

la légèreté quelquefois impertinente des Français de cette époque : tel fut le levain qui, depuis le traité de 1756, surnagea constamment dans les relations de Vienne et de Versailles.

Un désaccord entre les deux cours existait depuis longtemps au fond, mais l'impératrice Marie-Thérèse l'avait empêché d'éclater par la douceur de son sexe et la modération de son caractère. Joseph II l'envenima. A l'ancienne rivalité de la maison d'Autriche avec la France, il joignit la haine de la maison de Lorraine, haine plus ardente que la première, parce qu'elle venait de plus près et qu'elle tombait de moins haut. Joseph II avait toujours rêvé au profit de la monarchie autrichienne cette unité de l'Allemagne que la révolution essaye aujourd'hui dans un intérêt tout différent. Voulant la fonder sur l'humiliation et même sur l'anéantissement des cours secondaires, il craignit que la France ne se mît en travers d'un projet si opposé à la liberté de l'Europe et surtout à sa propre sécurité. Aussi Joseph, dès son avènement au trône impérial, témoigna un dégoût extrême pour les liens qui attachaient les Habsbourg aux Bourbons. Il ne garda même aucune mesure dans l'expression

de ses sentiments, et, soit flatterie du prince Kaunitz, soit sympathie de ce ministre pour une opinion qu'il partageait en secret, Joseph se persuada que la France l'aiderait sans murmure et sans pudeur à opprimer le corps germanique. Il n'exceptait pas de ses sarcasmes le titre qu'il avait tant convoité, le titre pompeux de César romain. En parlant aux ministres étrangers, il affectait de n'estimer de sa position que la puissance héréditaire d'un archiduc d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême. Toutefois il ne feignait de dédaigner la couronne impériale que pour avoir un prétexte d'en étendre la prérogative. Il se moquait des vieux abus, mais il n'y renonça jamais pour son compte. Loin de là, il rechercha, il ressuscita des formules oblitérées. S'armant de ces antiques oracles contre l'indépendance des princes de l'Empire, il exhuma les prétentions les plus surannées, les plus exorbitantes, et, pour les faire reparaître sur les débris du traité de Westphalie, il imprima une activité presque fébrile à la chancellerie aulique, vénérable, mais paresseuse machine.

L'ancienne pratique d'épier en silence les

événements fut oubliée. Au lieu de les attendre avec patience, on les provoqua avec précipitation. Ce ne fut pas sans une surprise mêlée d'effroi que les princes d'Allemagne, bercés jusqu'alors dans un doux loisir, virent tomber de Vienne une profusion d'ordres, de réscrets, qui tous rendaient l'empereur non pas le chef, mais le maître de l'Empire. Joseph II avait devancé son siècle : on voit qu'il tendait dès lors, comme nous l'avons dit, à l'unité de l'Allemagne, sans la vouloir dogmatiquement, il est vrai ; en 1767, on n'en savait pas tant. Mais l'instinct du jeune César l'avait bien servi, et il avait deviné ce qu'on n'a professé que beaucoup plus tard, avec le succès que nous voyons.

Dans cette vue, Joseph II jugea prudent de faire un essai non sur le territoire germanique, mais en Italie. La petite ville de San Remo, située dans cette partie des Alpes maritimes qu'on appelle la *Rivière du Ponent*, était disputée depuis des siècles, malgré son peu d'importance, par la république de Gênes et par le Saint-Empire ; bien décidée toutefois à rester italienne dans le présent, comme elle avait été guelfe dans le passé. Appuyés sur de vieux di-

plômes, les empereurs d'Allemagne l'avaient toujours réclamée; mais San Remo produisait sans relâche d'autres titres et refusait de se reconnaître fief impérial. Elle avait eu constamment recours aux rois de France, qui, pendant six cents ans, lui avaient accordé leur protection. Enfin, par le traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XV s'était rendu garant de son indépendance. Joseph II résolut de l'attaquer; il s'en fit un point d'honneur. Il y porta toute l'impatience, toute l'ardeur d'un jeune souverain dans les premières jouissances du pouvoir suprême. Sans avoir été ni consulté ni averti, le gouvernement français apprit qu'un arrêt du conseil aulique avait formellement déclaré San Remo fief de l'Empire. A cette violation de ses droits, la république de Gênes se tourna vers la France, dont elle réclama la garantie. Le duc de Choiseul, au lieu d'éluder l'affaire, approuva les Gênois, les soutint, traita d'abus les prétentions autrichiennes, et signifia au prince Kaunitz que les droits de Gênes sur San Remo seraient soutenus par les armes.

Ce parti était vigoureux. A en juger superficiellement, l'objet ne le méritait guère; il ne s'agissait que d'une ville de pêcheurs cachée

dans des bois d'orangers et de palmiers, au bord de la mer. Mais M. de Choiseul avait raison : d'une tentative de suzeraineté sur San Remo à des prétentions sur Gênes, il n'y avait pas loin. Permettre que l'Autriche dominât Gênes en possédant Milan, c'était lui donner l'Italie. Elle y manquait d'un grand port ; ne pouvant pas encore songer à Venise, elle aurait été suffisamment dédommée par la possession de la république génoise. Cela était d'autant plus grave que Joseph II réclamait un prétendu droit de suzeraineté sur l'infant duc de Parme, prince de la maison de Bourbon, sous prétexte que Plaisance était aussi un fief impérial. D'ailleurs, il s'agissait de prouver à l'Europe que la France n'était point la complaisante de l'Autriche. M. de Choiseul fut assez fier pour le sentir, assez courageux pour ne pas le dissimuler. Il s'adressa directement à M. de Kaunitz : il se plaignit du jeune empereur, de son peu de considération pour un aïeul roi de France¹, et, dans cet écrit tout entier de sa main, il traça avec fermeté le droit et le devoir d'une grande puis-

¹ Louis XV était le grand-père maternel d'Élisabeth de Bourbon-Parme, épouse de Joseph II.

sance ; son droit au respect des forts, son devoir de protéger les faibles.

Dans le conseil aulique, la consternation fut égale à la surprise ; on ne s'attendait pas à tant d'audace : c'était une révolte, une conjuration ; il s'agissait d'en prévenir les suites. On comprit qu'en parlant de la sorte, le roi de France et son ministre venaient de céder à l'entraînement de l'opinion. Malgré leur peu de goût pour les affaires politiques à cette époque, les Français se sentirent indignés de tant de sacrifices à l'alliance autrichienne. Nos ambassadeurs, chargés par état de la soutenir, ne pouvaient se soustraire eux-mêmes à ce souffle contagieux. Ainsi qu'il arrive souvent dans les traités négociés par les cabinets en contradiction avec l'esprit public, le mécontentement perce, se fait jour et maîtrise le gouvernement lui-même.

L'alliance autrichienne inspirait alors des sentiments de répulsion à toute la France, M. de Kaunitz le savait bien ; mais l'Autriche en avait encore besoin. Il sentit que, pour ne pas la laisser échapper, il fallait plier et céder à l'orage. Ce parti fut adopté ; les rôles furent aussitôt partagés : à l'empereur le silence, au ministre

les raisonnements politiques, à l'impératrice la plainte affectueuse et tendre. « Je suis mécontente, monsieur l'ambassadeur, dit Marie-Thérèse à M. de Durfort, depuis duc de Civrac, successeur de M. du Châtelet; je suis vraiment affligée. La lettre de M. de Choiseul au prince Kaunitz est bien dure. Personnellement je n'ai pas à m'en plaindre, bien au contraire, mais elle est remplie de soupçons qui font injure à l'empereur. Le duc de Choiseul veut-il gâter son propre ouvrage? Cette affaire de San Remo doit-elle troubler notre alliance? » Kaunitz se plaignit à son tour dans des termes moins affectueux, mais avec une tristesse qu'il voulait rendre majestueuse; puis, mêlant à ce langage sérieux une légèreté soi-disant française qu'il jugeait devoir plaire au brillant ministre de Louis XV, il se railla des petites affaires, persifla les petits alliés, conseilla de « donner des coups de bâton aux Génois pour en finir » et promit « que désormais l'empereur serait plus coquet pour une aussi belle maîtresse que la France ».

Choiseul ne se laissa séduire ni par une élo-

¹ Archives des affaires étrangères.

quence sophistique ni par des grâces un peu lourdes : il s'obstina à protéger ses *petits alliés* opprimés par de grandes puissances, et, au lieu de leur *donner des coups de bâton*, il les couvrit de la glorieuse égide de la France. Cette expression de *coquetterie* blessa Louis XV et son ministre ; le duc s'en expliqua avec noblesse et répondit au chancelier autrichien :

« Ce n'est pas de la coquetterie que le roi demande à l'empereur, mais de la justice et de la confiance. On apprécie souvent très-faussement le cœur des souverains à qui l'on a affaire, tout comme l'on apprécie leurs forces. Ces calculs sont contraires à l'amitié : on ne les détruit pas par de la coquetterie, mais par des preuves de sentiments réels. Pardonnez, mon prince, la longueur de mes réflexions, la matière en vaut la peine. Le roi a cru que l'empereur avait traité trop légèrement ses bons offices. Sa Majesté a senti quelque chose de pire dans cette légèreté, elle en a été blessée. Il ne s'agit point de San Remo, il s'agit du procédé ; il est impossible d'excuser entre deux cours amies, unies par leurs intérêts et leurs liens, un procédé qui devient offensant vis-à-vis de toute l'Europe pour le roi, et marque le peu de considération que l'on a à Vienne pour la France. Voilà comment l'affaire a été vue ici, et je pense, si j'ose dire mon avis, que ce qu'il y a de

mieux, soit pour la suite, soit pour le passé, est de l'ensevelir dans le plus profond oubli. Il vaudrait mieux, selon moi, que la France perdît deux provinces que d'essuyer un manque de considération. »

Un si noble langage produisit l'effet infailible de toute parole ferme appuyée sur le bon droit : Kaunitz baissa de ton. Il sentit en outre, que l'ancienne amitié avait besoin d'être réchauffée par un rapprochement plus intime. L'introduction d'une archiduchesse dans la maison royale de France pouvait seule, dans ce moment, neutraliser les boutades patriotiques du ministre français, ou plus tard les punir par sa chute.

On ne songea donc à Vienne qu'à multiplier les liens de famille avec tous les princes de la maison de Bourbon. Ce fut alors que la duchesse Caroline épousa le roi de Naples, l'archiduchesse Amélie le duc de Parme, et qu'on proposa Marie-Antoinette au roi Louis XV pour M. le dauphin, son petit-fils. Tous les historiens nous montrent, dans le duc de Choiseul, l'auteur de ce mariage ; on prétend qu'il en a ardemment poursuivi la conclusion dans son intérêt personnel, en vue d'un appui pour son cré-

dit chancelant. Il n'en est rien. Le roi et son premier ministre ne briguerent point l'union de Marie-Antoinette avec l'héritier de la couronne. Ils ne voulaient point donner une nouvelle force à l'alliance autrichienne, dont les liens n'étaient plus que des chaînes. La politique de M. de Choiseul, nous allons le voir, avait pris une autre direction ; mais l'empressement de la cour de Vienne fut extrême : ses desirs devinrent si pressants, ses démarches si publiques, qu'un refus aurait été l'équivalent d'une rupture.

Ce mariage, au surplus, ne fut qu'un palliatif ; l'alliance était frappée au cœur. Personne ne le savait mieux que Frédéric. Pour mieux élargir la plaie, il résolut d'exciter la jalousie réciproque des deux cours en faisant des ouvertures à chacune d'elles. Ces propositions étaient destinées en apparence, à rester secrètes, mais lui-même, par de sourdes manœuvres, prit le soin de les ébruiter en tout lieu sans les avouer nulle part. Son but n'était pas seulement de brouiller les cabinets de Versailles et de Vienne, afin d'opérer un rapprochement entre la Prusse et l'Autriche ; il voulait encore que la crainte de cette alliance inquiétât Catherine et la forçât

de concentrer toute son activité sur la Pologne, dont elle avait été détournée par d'autres travaux. La gloire de donner un code à son empire la préoccupait alors ; elle avait conçu un projet encore plus vaste ; mais un peu chimérique. Sous le nom d'*alliance du Nord*, elle voulait réunir toute cette zone de l'Europe dans une ligué semblable au pacte que le duc de Choiseul avait formé au Midi. Peu importait à Frédéric que Catherine ceignît le laurier de législatrice et se fit l'émule de Justinien ; mais il lui importait beaucoup qu'elle ne devînt pas le chef avoué de toute l'Europe septentrionale. Il en conçut une vive jalousie, et, tant pour rompre ce dessein que pour renouer le fil abandonné des affaires de Pologne, il se hâta de reporter sur ce pays l'attention de son alliée, trop distraite à son gré par des pensées plus fécondes et plus brillantes.

Pleins de confiance dans le calme trompeur où ils vivaient depuis le couronnement de Stanislas-Auguste, les Czartoriski avaient repris leur travail de réforme, et, malgré les avertissements des agents diplomatiques des cours de Pétersbourg et de Berlin, ils n'avaient pas renoncé

à l'abolition de la loi d'unanimité et du *liberum veto* ; mais, quoiqu'ils fussent assez éclairés pour comprendre ce qu'il y avait d'illogique et d'injuste dans la situation des dissidents exclus, dès la diète d'élection en 1764, du sénat, des charges, des emplois, enfin du droit commun ; quoiqu'ils eussent tenté de leur prêter quelque appui, ils avaient cédé à la clameur publique, fortement prononcée dans la diète de couronnement contre tous ceux qui ne professaient pas la religion catholique romaine. S'il y avait eu alors dans la nation polonaise l'esprit politique dont elle a toujours été dépourvue, les réformateurs d'une législation vicieuse, mais locale, auraient compris que, pour se concilier l'Europe et pour ôter tout prétexte à l'ingérence étrangère, il fallait satisfaire aux grands principes de justice naturelle, que violait l'oppression des dissidents. Le droit de tout homme à l'exercice de son culte et à la liberté de sa conscience n'avait pas encore été généralement reconnu. La législation des nations les plus éclairées était, sous ce rapport, defectueuse et incomplète : l'Angleterre, par exemple, qui, avec la Russie, la Prusse, le Danemark et la Suède, appuyait en Pologne l'émancipation des non-ca-

tholiques, l'Angleterre était certes bien loin de prêcher d'exemple; mais la théorie avait déjà avancé partout l'application, et la liberté religieuse, toujours repoussée de la politique, était déjà hautement annoncée par la philosophie sous le nom provisoire de *tolérance*.

Rendre hommage à cette doctrine sacrée qui allait devenir la loi du monde, c'était mettre la raison de son côté, c'était enrôler sous les drapeaux de la Pologne tout ce qui tenait une plume, cette épée du xviii^e siècle. Les Polonais rétrogradèrent jusqu'au xiii^e. Au lieu d'étendre le cercle où les dissidents étaient renfermés, ils les y resserrèrent avec une nouvelle rigueur. On leur ôta même les droits qu'ils avaient partagés jusqu'alors avec le reste de la noblesse, car il ne s'agissait dans tout cela que de la noblesse. On les déclara désormais incapables de posséder des starosties, et, pour justifier ce fanatisme encore plus impolitique qu'injuste, on argumenta sur la lettre de vieux diplômes, tous obscurs, tous contradictoires, tous susceptibles de révision; une diète pouvant faire rapporter de droit les décisions des diètes précédentes. Une telle conduite répugnait surtout au sentiment général du

monde civilisé. Les conséquences en étaient faciles à prévoir.

Frédéric, qui guettait tous les mouvements de la Pologne, comprit qu'il était nécessaire d'agir promptement pour la rendre à son antique anarchie et se hâta d'avertir Catherine (c'est lui-même qui nous l'apprend¹) ; mais, quoique l'abolition du *liberum veto* lui semblât le vrai danger du moment, il conseilla de ne pas s'y opposer immédiatement et de commencer l'attaque en exigeant d'un commun accord une satisfaction immédiate et complète en faveur des dissidents. Pour donner l'exemple, il se fit présenter une supplique par les principaux protestants de la Prusse polonaise. Alors de l'aveu du royal auteur, la cour de Pétersbourg entra dans toutes ses vues.

Cette cour était représentée à Varsovie par le prince Repninn, brave militaire, passionnément dévoué à sa souveraine et à son pays, mais violent, audacieux, toujours porté à la menace et à l'injure, même cruel par emportement ; caractère singulier, mêlé de bien et de mal, que

¹ Œuvres de Frédéric le Grand, tome VI, p. 14.

Rulhière a développé avec une verve entraînante. Malgré ses ardentes préventions contre Repninn, Rulhière n'a pu se dissimuler que *ce barbare, ce Tartare*, comme il l'appelle, s'autorisait non-seulement des armes étrangères mais d'un parti indigène. Par un mélange inconcevable de séduction et d'autorité, il réunissait autour de lui l'élite de la jeunesse polonaise, qui le défendait auprès de l'impératrice contre les plaintes adressées à Pétersbourg par les *vieux* (c'est ainsi qu'on nommait les Czartoriski). Repninn était l'homme à la mode dans la société de Varsovie.

Au milieu des fêtes, des bals, des plaisirs sans cesse renaissants, car jamais Varsovie ne fut si brillant, si animé, les beautés les plus célèbres de la Pologne acceptaient les hommages du galant ambassadeur de Russie et c'est précisément dans les rangs ennemis qu'il conquiert ses succès les plus flatteurs.

Au fait, il y avait là non une guerre étrangère, mais une guerre civile. Deux ans auparavant, les Czartoriski et Stanislas-Auguste avaient demandé l'appui des Russés; maintenant il n'y avait de changé que le parti qui invoquait leur secours. Ils n'étaient plus appelés par les Czar-

toriski, mais par leurs rivaux. En voulant réformer les lois, surtout en refusant à Catherine une alliance offensive et défensive, les premiers avaient encouru son inimitié. Dès que la faction qui se vantait du titre de patriotique eut appris la disgrâce de ses adversaires, elle courut à Pétersbourg et invoqua la protection qu'elle leur avait tant reprochée. Podoski, ancien partisan de la maison de Saxe, mit sous les auspices de la Russie une confédération nouvelle : le comte Braniçki y adhéra. Les confédérés voulurent placer à leur tête ce Nestor de la république de Pologne ; mais un ordre de Catherine leur donna un chef et leur enjoignit d'élire pour leur maréchal (président) ce même Charles Radziwill, déclaré moins de deux ans auparavant, l'ennemi de cette souveraine. On la supplia de renverser le roi qu'elle avait couronné. Elle ne promit point de retirer son bras de Stanislas-Auguste, mais l'espérance tint lieu de réalité ; et comme l'anarchie polonaise était réglementée par une législation très-positive qui contenait des formules pour tous les cas, et que le désordre y était soigneusement prévu, les patriotes signèrent la confédération à Ra-

dom, sous la clause : *Salvis salvandis*. Ainsi le parti patriotique, qui avait si violemment attaqué Catherine II dans ses manifestes et dans ses *universaux*, se vantait maintenant du patronage de cette princesse. A peine constituée, la confédération de Radom fut entourée d'un cordon de troupes : quarante mille Russes, appelés par les Polonais, pénétrèrent dans l'intérieur de la république et servirent d'escorte au prince Radziwill. Ce palatin, revêtu d'habits magnifiques, couvert d'or et de pierreries, entouré de deux mille gentilshommes et suivi d'un peuple immense, rentra en triomphateur dans Varsovie, sous la protection des drapeaux étrangers qui naguère l'en avaient chassé.

Dès ce moment, la capitale de la Pologne ne présente plus qu'une arène confuse où la violence combat la violence ; la diète devient une horrible mêlée ; les Czartoriski succombent ; ils sont forcés de signer le rétablissement du *liberum veto* et de tout le code anarchique dont ils avaient voulu affranchir leur patrie ; mais rien n'est fini. Les dissidents réclament à grands cris le droit commun ; les évêques, tout-puissants dans l'assemblée, déclarent que c'est la ruine de la

religion elle-même. Le roi éperdu frappe à toutes les portes ; il est repoussé de toutes parts ; il met sa couronne aux pieds de tous les partis : au clergé , il dit qu'il veut mourir pour la foi catholique ; aux dissidents , il parle philosophie moderne ; à Radziwill , vieilles lois et vieille Pologne : personne ne l'écoute ; tous demandent sa déchéance. Dans une séance solennelle , il s'évanouit sur son trône. Mais voilà que , sous la menace de Repninn et des Polonais du parti russe , les dissidents sont appelés au partage de tous les droits civils ; la loi qui les réhabilite est garantie par l'impératrice. Le clergé romain en appelle au saint-siège et prêche la croisade. Repninn fait arrêter deux évêques ; ils partent pour le camp russe , et de là pour la Sibérie. Rome s'indigne et lance ses foudres ; Ferney applaudit à la *tolérance* ; la Pologne est en feu ; et Frédéric , qui a allumé l'incendie , se tient à l'écart , regarde et attend.

Alors Choiseul se lève irrité. Ce n'est pas l'intérêt de la Pologne qui provoque sa colère , c'est cette Ligue du Nord que Catherine poursuit avec une infatigable persévérance , malgré le mauvais vouloir de la Prusse et la froideur de

l'Angleterre. Choiseul y voit une injure personnelle, une insulte à son amour-propre d'auteur. Il a fait le Pacte du Midi; Catherine lui oppose le Pacte du Nord; c'est un défi. Choiseul l'accepte; il saisit le portefeuille des affaires étrangères, qu'il reprend à Praslin, relégué sur l'arrière-plan, au ministère de la marine; puis, oubliant tout le reste, il ne pense qu'à écraser Catherine en lui jetant les Turcs sur les bras. Lui, si indifférent naguère au sort des Polonais, il ne songe plus qu'à eux; c'est en Pologne qu'il va atteindre la Russie.

Mais, avant de porter les premiers coups, Choiseul voulut savoir ce qu'il pouvait attendre de la cour de Vienne; il essaya de l'associer à ses desseins et ne put y réussir. Pour cacher les traces d'un rapprochement secret avec le roi de Prusse, Kaunitz affecta une crainte extrême de ce prince; il insista sur le danger qu'il y aurait à le faire sortir de son inaction, et feignit d'appréhender que le Frédéric ne déclarât la guerre à l'Autriche, si elle prêtait appui aux Polonais contre les dissidents. Kaunitz accordait bien à Choiseul qu'il y avait quelque chose à redire à la manière un peu vive dont l'impératrice de Rus-

sie traitait la république, mais il ajoutait qu'à sa place « tout le monde en aurait fait autant ». Enfin, pressé par son bouillant confrère, le froid ministre autrichien lui ôta tout espoir de coopération, en professant la plus grande indifférence pour ce qui se passait à Varsovie.

M. de Choiseul fut bien convaincu qu'il n'avait rien à attendre de M. de Kaunitz, et encore moins de l'empereur Joseph, dans la campagne qu'il méditait contre Catherine II. Son irritation s'en accrut; il s'y abandonna sans réserve et sans mesure. Rien de plus étrange, de plus insolite, de moins conforme aux usages de la diplomatie que le ton des dépêches émises du duc de Choiseul à cette époque. Quand bien même les minutes conservées au dépôt des affaires étrangères ne seraient pas pour la plupart écrites ou annotées de sa main, il serait difficile de ne pas y reconnaître sa verve, son éloquence, mais, il faut le dire aussi, l'inconséquence et la légèreté de son humeur. Il s'y livre à toute sa haine pour Catherine dans un langage qui tient des philippiques les plus viru-

¹ Durfort à Choiseul. Vienne, 25 novembre 1767. — Archives des affaires étrangères.

lentes. Un antagonisme politique ne suffit pas pour expliquer une telle animosité ; son excès laisse supposer quelque ressentiment personnel. Pour le comprendre, il ne suffit pas de remonter à des tracasseries d'étiquette de cour. Une amie de Stanislas-Auguste, qui s'était rendue à Varsovie en qualité d'ambassadrice de la philosophie, M^{me} Geoffrin, donne l'explication de la haine vouée par Choiseul à Poniatowski ; elle l'attribue à une anecdote de famille. Lors de la nomination du roi de Pologne au cardinalat, l'évêque de Noyon (Bröglie) avait été préféré à l'archevêque de Cambrai (Choiseul). D'après la version de M^{me} Geoffrin, le ministre n'avait pu pardonner une telle préférence ; mais cette présidente d'un bureau d'esprit, qui se croyait femme politique, pouvait seule se payer d'une explication aussi frivole¹.

Enfin, quels que fussent ses motifs, Choiseul montra un singulier mélange d'aversion active contre la Russie et d'amitié paresseuse pour les Polonais. A peine écrivait-il à Durand et à Gérard, ses agents, et, quand il daignait s'y ré-

¹ Correspondance secrète de Louis XV.

soudre, il ne leur parlait que de jésuites. Sa mobilité l'entraînait autant que sa colère. Pendant qu'il prodiguait l'injure à son ennemie dans ses dépêches et qu'il y compromettait la sagacité de l'homme d'État plus encore que le bon goût de l'homme du monde en refusant à Catherine la capacité la plus ordinaire, l'admiration le ramenait à la vérité et lui faisait reconnaître, quoiqu'à regret, la grandeur à travers la haine. « Le véritable objet de l'impératrice de Russie, écrivit-il un jour, est de soutenir par la force sa considération extérieure pour maintenir l'intérieur; d'acquérir la renommée d'une grande et forte princesse et de dominer sur toutes les puissances du Nord. Ce projet, qui est grand et l'on peut dire glorieux, est presque exécuté¹. » Catherine, de son côté, rendait justice aux talents de Choiseul qu'elle appréciait avec beaucoup de sang-froid. Malgré cette équité réciproque, l'aversion l'emporta de part et d'autre. Pour dénoncer les hostilités à l'impératrice de Russie, sans lui déclarer la guerre en forme, ce qui n'entrait pas dans les intentions de Louis XV, le

¹ Choiseul à Rossignol, chargé d'affaires de France en Russie. Versailles, 4^{re} juillet 1767. — Archives des affaires étrangères.

duc de Choiseul profita de la mort de M. de Bausset, ministre de France à Pétersbourg. Afin de ne pas lui donner de successeur, il imagina d'entamer une rupture politique par une critique grammaticale.

L'Académie française, ou du moins quelques uns des membres de cette compagnie, amis particuliers de M. de Choiseul, déclarèrent que l'expression *majesté impériale* n'était pas conforme au génie de la langue; que les rois de France, prenant le titre de majesté sans y ajouter aucune épithète, ne pouvaient accorder ce surcroît de qualification à aucune tête couronnée. Catherine, peu curieuse de philologie, se tint à l'étiquette adoptée jusqu'alors. Il en résulta que les deux cours ne s'envoyèrent plus de ministres plénipotentiaires¹, et ne se firent plus part des événements qui les regardaient personnellement, tels que naissances, mariages.

¹ A cause des difficultés d'étiquette, amenées dès le commencement de son règne par le refus des reversales, il n'y eut jamais d'ambassadeur de France à la cour de Catherine II. C'est à tort qu'on attribue généralement ce titre à M. de Ségur. Comme tous ses prédécesseurs auprès de Catherine, il ne fut aussi que ministre plénipotentiaire. Sous Elisabeth, il y avait eu des ambassadeurs : MML de L'Hôpital, de La Chétardie, d'autres encore.

A Pétersbourg et à Paris, il n'y eut alors que des charges d'affaires.

Le plan du duc de Choiseul était de dénoncer à la Porte, comme une infraction au traité de Karlowitz, l'entretien permanent d'une armée russe sur le territoire polonais, d'en faire demander le rappel à Catherine II, et, en blessant la fierté de cette princesse, d'amener une guerre dont la conséquence serait la ruine de la puissance russe. M. de Choiseul ne doutait pas de la supériorité des forces de la Turquie sur celles de la Russie; ce fut là son erreur radicale. Pour lui, la défaite de Catherine était le but; la liberté de la Pologne n'était que le moyen. C'est dans le sens d'un mouvement simultané des Polonais et des Turcs qu'il écrivit à tous les membres de la diplomatie française et principalement à M. de Vergennes, ambassadeur de Louis XV près de la Porte ottomane. M. de Choiseul dut s'applaudir d'autant plus de la nouvelle secousse imprimée à la politique européenne, que les événements intérieurs de la Pologne semblèrent d'abord justifier ses prévisions et favoriser ses projets.

Une confédération générale qu'il avait mise

au nombre de ses instruments, les plus puissants, éclata très-peu de temps après la diète qui avait rétabli les anciennes lois et fait admettre les dissidents au partage de tous les privilèges de la noblesse, sous la garantie de l'impératrice de Russie. Le 29 février 1768, quelques gentilshommes assez obscurs se confédérèrent dans une petite ville de Podolie nommée Bar. Un vieux *szlachtych*, du nom de Pulawsky, accompagné de ses quatre fils, leva l'étendard, et réunit autour de lui beaucoup de petite noblesse. L'insurrection était l'ouvrage de cette classe; les magnats y adhérèrent plus tard; le peuple, selon l'usage en Pologne, laissa faire sans se mêler de rien. Cette insurrection était toute catholique, ainsi que le serment des confédérés en fait foi :

« Je jure devant Dieu, la sainte Trinité, la sainte Vierge, et tous les saints patrons du royaume de Pologne, et vous, saint-père de Rome, chef de l'Eglise de Jésus-Christ, que je ne trahirai point le secret qui m'a été confié pour la conjuration et la défense de la religion catholique romaine; que je ne découvrirai pas non plus les personnes, l'endroit et le rendez-vous de notre réunion concertée, devant qui que ce soit, même

devant le plus intime ami, soit du beau sexe, soit des hommes, jusqu'au terme fixé; que je n'abandonnerai pas la religion catholique romaine, mais que je la défendrai de mon corps et de mon épée, au risque de ma vie, jusqu'à ce qu'elle soit entièrement fondée et rétablie dans ma patrie. Je m'engage, par ce serment, à ce qu'aucun confesseur ne puisse me remettre ma transgression.

« Chacun sera obligé de défendre la religion catholique romaine au prix de sa vie. On ne fera aucune violence, soit aux catholiques, soit aux juifs, et on ne le fera ni par soi-même ni par des gens subordonnés. Chacun obéira religieusement au commandement du chef, exécutera ses ordres au risque de sa vie, et se soumettra à la sentence prononcée par lui. Défense rigoureuse qu'il y ait aucune femme au camp.

« Le premier drapeau de la conjuration portera le crucifix; le second, Notre-Dame. Sur tous ces drapeaux, mais principalement sur le premier, seront représentés des cadavres tombés les uns sur les autres, avec cette légende : *Les ennemis de la religion ne nous les enlèveront point.* La parole générale ou devise sera *Jésus et Marie.* On n'aura aucune correspondance ni intelligence avec les ennemis de la religion, ni avec les catholiques qui nous seront contraires. Chaque cavalier conjuré aura deux chevaux, une paire de pistolets et un sabre, avec un valet armé. Il portera la croix au côté gauche.

« Chaque drapeau de cavaliers sera composé de cent chevaux et n'aura qu'un officier.

« Notre solde sera Dieu et la sainte providence; cependant quiconque sera en état de soulager et de secourir son compagnon sera obligé de le faire.

« Les gros fourrages et provisions seront distribués au quartier général.

« Le choix du commandant-général dépendra de l'affection et de la confiance de tous les confédérés; les autres officiers tireront au sort, outre ceux qui, avec leurs drapeaux, viendront se ranger sous ceux de Jésus-Christ, lesquels cependant seront obligés de prêter serment et fidélité au commandant-général.

« Aucun luthérien, calviniste, grec désuni ni juif baptisé ne sera admis à la présente conjuration. De plus, on ne confiera le secret à personne, ni à sa mère; ni à sa sœur, ni à sa femme, bref, à qui que ce soit.

« Chacun des conjurés animera et engagera à cette conjuration les autres amis et bons catholiques.

« Que chacun des conjurés ait soin de vivre sans reproche de sa conscience, en demandant pardon à Dieu de tous ses péchés; qu'il évite toute occasion de rechute qui attirerait la malédiction du ciel sur les confédérés. À cet effet, on commencera et on finira ses prières par implorer la bénédiction sur toutes nos actions.

« En cas qu'un des confédérés transgresse malicieu-

sement les susdits articles ou fasse quelque trahison, il sera puni de mort sans délai.

« Le sceau des conjurés sera le crucifix dans la poitrine d'un aigle, tenant des deux côtés une épée dans ses serres, avec cette légende : *Fuincre ou mourir*¹. »

Certes, il y a dans ce serment un caractère dont il faut reconnaître la grandeur : il reporte les esprits en plein moyen âge, et respire l'enthousiasme des croisades. Mais, à l'époque où il fut prononcé, il y avait là un germe de mort pour la confédération : c'était un anachronisme évident. En effet, devant qui ces fils des croisés parlaient-ils ainsi ? Non-seulement devant les fils de Voltaire, mais devant Voltaire lui-même ! Aussi dès ce moment furent-ils traités de fanatiques dans l'Europe entière, et, grâce aux pamphlets expédiés de Ferney avec une profusion intarissable, leur entreprise passa pour ce qu'il y avait alors de plus triste au monde, elle passa pour ridicule. Elle ne l'était pourtant pas autant que le prétendaient les philosophes et le roi de Prusse, qui comparait les confédérés à des

¹ Copie textuelle. — Archives des affaires étrangères.

*guépès*¹, et faisait des vers contre eux. Leur nombre se grossissait d'une foule de petites confédérations particulières qui vinrent se réunir à celle de Bar. Les comtes Potocki, Paç, Krasinski, Myaczinski et d'autres principaux membres de la noblesse y avaient formellement adhéré : ils remportèrent des avantages partiels sur les troupes russes et sur la contre-fédération récemment formée à Varsovie sous les auspices du prince Repninn ; mais bientôt la discorde se mit entre les chefs, et on se ressentit de cette absence de science militaire qui, chez les Polonais, a toujours accompagné la plus admirable bravoure.

En outre, par l'habitude funeste et invétérée de recourir aux puissances étrangères, les Polonais confiaient le salut de la patrie à leurs négociations plus encore qu'à leur épée. Potocki et Paç s'étaient rendus à Constantinople ; Krasinski, évêque de Kaminiék, était parti pour Versailles. « Il venait, disait-il, jeter la Pologne dans les bras de la France. » C'était toujours la

¹ Cet essaim de guépès, dispersé d'un côté, reparaisait aussitôt d'un autre. » *Mémoires de 1763. Oeuvres de Frédéric*, t. VI, p. 22.

même méthode que par le passé ; il ne s'agissait pas de rendre la Pologne indépendante, mais d'y substituer une protection à une autre. Krasinski promettait la déchéance de Poniatowski et l'acceptation d'un roi donné par la France, dont la dynastie serait à l'unanimité proclamée héréditaire. Choiseul accueillit l'évêque de Kaminiék avec empressement ; il lui fit les protestations les plus chaudes en faveur des confédérés de Bar, s'engagea à leur fournir des secours d'argent et à leur envoyer un plénipotentiaire. Nous avons le compte rendu de cet agent diplomatique. Son récit donne une idée très-nette de la situation où il trouva la Pologne au moment où il y fut envoyé.

Il se nommait le chevalier de Taulès ; c'était un homme d'esprit, mais d'un esprit tout voltairien ; il l'avait puisé à la source, ayant été résident de France à Genève. Taulès avait passé sa vie à Ferney, très-bien accueilli par le patriarche¹. Voilà l'homme que M. de Choiseul envoyait à des gens qui ne juraient que par la

¹ « M. Henin est fort fâché de la retraite de M. le duc de Praslin. M. de Taulès, qui a aussi beaucoup d'esprit, ne me paraît fâché de rien. » Voltaire à M^{me} d'Argental, 18 avril 1766.

sainte Vierge. Il en résulta un malentendu inévitable ; mais vraiment original. Cet agent a fait le journal de sa mission ; malgré l'incorrection de son style , il faut le laisser parler lui-même. Le faux XVIII^e siècle , qu'on nous fabrique aujourd'hui dans les romans et dans les vaudevilles , ne vaudra jamais trois lignes du véritable.

« Après avoir traversé toute la Hongrie, écrit le chevalier de Taulès, j'entrai en Pologne le 8 du mois de mai 1768. Dès ce moment, j'oubliai tout pour m'occuper des confédérés. Je croyais d'abord trouver des gens qui m'informeraient de ce qui pouvait les intéresser, mais les premiers soins que je me donnai ne me procurèrent aucun éclaircissement. Il y avait lieu de me flatter que je serais plus heureux à Bolechoff. Cette ville appartient au comte Potocki, grand échanson de Lithuanie, le même qui, depuis mon départ de Paris, s'était joint à la confédération, et dont le nom était fait pour donner de grandes espérances à son parti. Je fus trompé dans mon attente ; son commissaire et son intendant ignoraient dans quels lieux il pouvait être, et ne savaient rien de l'état de ses affaires.

« De Bolechoff, je fus à Kaluska ; j'y trouvai trente confédérés qu'on y avait envoyés pour lever quelque contribution. Celui qui les commandait, quoique de l'armée de M. Potocki, ne fut pas en état de me dire où

étaient ce général et cette armée. Il était lui-même très-embarrassé sur le chemin qu'il lui conviendrait de prendre lorsqu'il serait obligé de se retirer...

« Je passai ensuite à Stanislaoff. J'y vis des gens de M. le comte Potocki. Ils n'étaient pas plus instruits que les plus indifférents. Ils savaient en général que leur maître avait marché du côté de Sniatin après la déroute de Podhaïzé, mais ils doutaient qu'il eût pu s'y arrêter. Une ignorance aussi extraordinaire provient de la difficulté qu'il y a de communiquer entre les lieux les plus proches, et de la précipitation avec laquelle les confédérés se retirent devant les Moscovites. Ils ne fuient pas, ils volent, et se rendent en quelque sorte invisibles...

« Après Stanislaoff, on trouve Horodenka, ville située sur les limites mêmes de la Moldavie. Elle n'est qu'à trente-cinq lieues de Bar, le siège principal de la confédération. Cependant je n'avais pu savoir encore où je devais aller chercher les confédérés; personne n'avait été en état de me donner quelque lumière à cet égard. Toutes les communications étaient interceptées. M. Krassinski et M. Potocki se cachaient pour ainsi dire à tout le monde, et une égale obscurité couvrait leurs opérations et leur conduite. »

Enfin M. de Taules apprit que le comte Potocki, vivement poursuivi par les Russes, avait demandé au pacha de Chotin la permission de

passer par la Moldavie ; mais, une grave indisposition ayant forcé ce magnat de s'arrêter, il campait avec son armée devant cette même ville de Chotim, lorsque l'agent secret de la France se rendit auprès de lui par les forêts impénétrables de la Bukowine. Il arriva à Otak, où il trouva plusieurs Polonais de toutes les classes de la société, qui s'y étaient réfugiés, et ne fut pas moins frappé de l'ignorance profonde où ils étaient de la véritable situation de leur pays.

« Une foule de Polonais, poursuit M. de Taulès, entouraient ma voiture en m'accablant de questions impertinentes, car ces bonnes gens s'imaginaient que toutes les puissances avaient suspendu leurs plus chers intérêts pour ne s'occuper que de la Pologne, et qu'il n'était question dans toute l'Europe que de leurs affaires.

« Une petite hutte valaque, couverte d'un chaume pourri et consistant dans une chambre malpropre, était tout le logement du comte Potocki. Sa femme, qui l'avait suivi dans ses malheureuses expéditions, ne pouvait trouver d'issue pour passer dans ses terres, et n'était pas logée plus convenablement que lui.

« Mon début était embarrassant, ou, pour mieux dire, je n'avais pas la liberté de choisir. Si j'avais voulu faire quelque mystère à M. Potocki sur ma mission, il s'en serait aperçu ; cela lui aurait fait naître des soup-

cours; j'aurais passé dans son esprit pour un aventurier; on m'aurait renvoyé avec honte, et peut-être arrêté. Les confédérés, qui portent la défiance à l'excès, ne souffrent point parmi eux d'observateurs. J'aurais été le premier étranger qui se serait présenté sous ce titre; ils ne veulent pas qu'on connaisse leur faiblesse; ils ne voient que des traîtres, que des espions dans tous ceux qui ne sont pas de leur parti.

« Après avoir remercié le comte de la liberté dont j'espérais lui être redevable, je lui dis que le roi, ne pouvant être informé plus exactement de l'état de la confédération de Bar, avait jugé à propos de m'y envoyer; que la première loi qui m'était prescrite était de tenir ma mission secrète, qu'il ne m'était permis de m'en ouvrir qu'avec les chefs de la confédération, mais que, malgré cette condition dictée par la prudence, les confédérés ne devaient voir dans cette première démarche qu'un effet de la bienveillance du roi; que Sa Majesté, remplie d'estime pour les dignes citoyens qui avaient eu le courage de prendre les premiers la défense de leur patrie opprimée, désirait qu'on lui fournît les moyens de leur faire voir par une assistance utile que son affection, dont des raisons particulières avaient suspendu pendant quelque temps les témoignages, était toujours la même pour la république. J'ajoutai que j'étais adressé à M. le comte Krasinski, maréchal de la confédération, et que je ne pouvais me dispenser de me conformer littéralement à mes ordres,

quoique persuadé que si, avant mon départ de France, on eût su qu'un seigneur tel que lui avait embrassé le même parti, je lui aurais été adressé par une attention qui était due à sa haute naissance et au rang qu'il tenait en Pologne. Mais mon devoir étant d'aller trouver M. le comte Krasinski, quelque part qu'il pût être, je priai M. le comte Potocki de vouloir bien me faciliter les moyens de me rendre auprès de lui.

« Le comte Potocki, couché sur un mauvais grabat dans cette hutte où je l'ai représenté, se trouvait dans un état digne de compassion. Quoiqu'il l'attribuât aux suites d'une maladie qu'il avait essuyée depuis son expédition, il était aisé de voir qu'il succombait sous le poids de son infortune. Une fièvre ardente le consumait; il respirait à peine; il ne parlait que par propos entrecoupés et interrompus. La conversation ne put donc être longue, et ce qu'il me dit se réduisit aux lignes suivantes.

« J'entendis d'abord tous ces grands mots que les confédérés répétaient actuellement par habitude, c'est-à-dire que « libérés de toute vue d'intérêts, ils n'avaient « pris les armes que pour la défense de la foi, des lois « et de la liberté; que Dieu répandrait sans doute sa bénédiction sur une cause juste qui regardait sa gloire. » Il ajouta que « les puissances intéressées à empêcher « l'oppression des Polonais ne les abandonneraient pas; « qu'ils étaient encore en état de résister aux Moscovites, mais qu'ils succomberaient enfin, s'ils étaient

« livrés à leurs propres forces. » Il me parla des troupes de la confédération de Bar, et il m'assura que si le public se trompait en faisant l'armée de trente-six mille hommes, elle était au moins de vingt mille.

« J'étais arrivé chez lui à dix heures du soir, je n'avais rien vu, et j'étais impatient de voir son armée. Je me levai, dans ce dessein, dès la pointe du jour; les troupes étaient déjà en mouvement pour se mettre en marche. M. le comte Potocki, se soutenant à peine, ne tarda pas lui-même à paraître; je tâchai de tout observer, et quoique le bruit public lui donnât trois à quatre mille hommes, j'oserais assurer qu'il n'en avait pas plus de cinq cents.

« J'arrivai le 3 juin à Baline, quartier général des confédérés. A mesure que j'approchais de la ville, mon étonnement augmentait; je ne pouvais concevoir pour quoi je ne voyais rien de ce qui annonce un camp et une armée. Tout était tranquille aux environs. Je m'adressai aux premiers paysans que je rencontrai, pour savoir où était logé M. le comte Krasinski. Aucun d'eux ne put me répondre.

« Le comte Krasinski étant alors à une lieue de Baline avec l'armée, je fus l'y trouver, escorté par quatre hommes à cheval que l'on me donna pour m'accompagner.

« Il me fut impossible de savoir la vraie force des confédérés. M. Krasinski me répondit qu'il l'ignorait, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il disait la vérité.

Il fut question des Moscovites. M. Krasinski en parla avec tant de mépris, avec une si grande sécurité, que son air et son ton ne firent que confirmer la bonne opinion qu'on m'avait donnée de son courage. Il assurait que les Moscovites craignaient les confédérés. « Ils ne viendront pas, me dit-il, mais, s'ils viennent, ils seront battus. — Si vous devez les battre, lui répondis-je, il ne faut pas les laisser venir, il faut aller au-devant d'eux et les attaquer. Ne leur donnez pas le temps de devenir plus forts que vous. »

Je ne fus pas longtemps à m'apercevoir que la confédération était perdue, et qu'il ne lui restait plus de ressource; mais il était dangereux d'irriter les confédérés en les quittant brusquement. Je feignis de ne pas voir ce qu'ils voulaient me cacher, et je résolus d'attendre, sans chercher à m'engager davantage avec eux; je ne sentais que trop qu'ils viendraient à moi, mais j'étais déterminé à leur tout refuser. Les raisons qu'ils m'auraient fournies eux-mêmes suffiraient pour
 autre des refu

si
 ont concerté avec les autres ma-
 tion, vint à moi en effet, et
 ps. que nous parlâssions un peu
 les Je dis c'était ce que je
 temps.
 par me ce que je pourrais
 et si je rais quelque chose.
 que sans leur étaient con-

nues, qu'ils y avaient vu que l'intention du roi était de les secourir par quelque somme d'argent, et de les mettre en état, par ce moyen, d'attendre l'effet de ressorts plus puissants qu'on se proposait de faire jouer en leur faveur; mais qu'il savait aussi que, pour lui remettre cet argent, il m'avait été recommandé d'observer si ce secours pourrait les aider dans leurs projets et dans leurs affaires. « Jugez donc vous-même, « monsieur, présentement, voyez si vous m'avez mis « en état de remplir cette condition conformément aux « ordres du roi. Je n'ai encore aucune connaissance de « vos forces; on m'a souvent parlé de camp, d'armée, « d'artillerie, et je n'ai pu encore obtenir qu'on me fit « voir ce camp, cette artillerie et cette armée. J'ignore « tous vos plans; les dispositions que vous faites me sont « totalement inconnues. En marchant toujours, on ne dit « jamais où l'on va; je ne sais quels sont vos projets, vos « craintes, vos espérances. Ne manquerais-je donc pas « essentiellement à mon devoir, si, malgré l'ignorance « absolue où vous me laissez, je vous remettais la somme « dont je suis chargé, lorsqu'il m'est prescrit de m'assurer auparavant si elle peut vous aider dans vos « projets et avancer vos affaires! Dans l'impuissance « où vous m'avez mis de rien faire pour vous, ma « mission se réduit à ce que vous désirez de la France. « Si vous daignez me confier vos idées, je les enverrai « aussitôt à ma cour, qui ne manquera pas de me donner promptement des ordres en conséquence. »

« M. Krasinski, sans répliquer, me dit qu'il me remettrait un mémoire sur ce sujet, et me donna, quelques moments après un chiffon de papier.... Après l'avoir lu, je dis à M. Krasinski que son mémoire était trop général, et qu'il ne m'apprenait rien de la situation des confédérés, mais que je l'enverrais à ma cour.

« Alors il me demanda de nouveau si je ne voulais donc pas leur donner les lettres de crédit dont j'étais chargé, et il employa toute la petite adresse dont il est capable pour me les arracher : flatterie, espérances, menaces, injures, rien ne fut épargné....

« Après avoir été environ trois heures à parler avec M. Krasinski de choses indifférentes ou à ne rien dire, sans que je pusse l'engager à faire la réponse qu'il m'avait promise, il me proposa tout d'un coup d'aller à l'église. Étonné de sa dévotion et de son indifférence dans un temps qu'il aurait dû donner au soin de ses affaires, je lui dis : « Vous savez, monsieur, que je veux
« partir ce soir pour Mohilow, d'où je me propose
« d'envoyer un courrier en France; de grâce, expé-
« diez-moi, ne négligez pas ces affaires; elles sont assez
« importantes; laissez là l'église : travailler pour une
« cause qui intéresse la gloire de Dieu, c'est le prier et
« l'adorer. »

« Je m'en défendis en vain; il m'entraîna malgré moi. Il n'y avait qu'un moment que nous étions dans l'église, lorsqu'il me dit brusquement que, « puisque je
« ne leur donnais pas d'argent, il n'avait rien à me ré-

« pondre, que je n'avais même plus besoin de rester
« parmi eux, si je leur étais inutile; que ma présence
« n'inspirait que de l'ombrage aux troupes qui me pre-
« naient pour un espion des Moscovites. » Je lui répliquai
froidement que « l'opinion de la populace m'était in-
« différente, qu'il me suffisait d'être connu des chefs,
« et que d'ailleurs je ne demandais pas mieux que d'a-
« voir la liberté de partir. »

« Un instant après, profitant d'un sermon polonais
qu'un moine allait prononcer, je sortis, et je remontai
au château. J'ordonnai en entrant qu'on mît les che-
vaux à la voiture. Je fus ensuite chez le comte Potocki;
et, en l'abordant, je lui dis que je venais prendre
congé de lui. Instruit de ce qui s'était passé avec
M. Krasinski, il m'approuva. Il me pria, si je partais,
de ne pas le compromettre, c'est-à-dire de le ménager.
Il me confirma que son dessein était de s'en retourner en
Moldavie, et ajouta qu'en séjournant quelque temps
chez les Tartares Lipski, où se trouvait déjà M^{me} la
comtesse Potocka, il espérait en obtenir un corps
de trois mille hommes. Ce projet était une chimère,
car tous les Tartares Lipski établis en Moldavie for-
meraient à peine ce nombre: »

« M. Krasinski revint; il me demanda si j'étais fâ-
ché contre lui. Je lui répondis que « j'en ne saurais
« l'être, mais que, m'apercevant qu'il ne me convenait
« plus de rester parmi eux, je désirais partir sur-le-
« champ. » Il était presque nuit; il me fallait un passe-

port ; il prit le prétexte de ma sûreté pour me dire que je partirais le lendemain.

« J'aurais mieux aimé sortir de Sinkofzé dans le moment. Ces messieurs jugeaient si mal des affaires, qu'ils croyaient que les Russes les laisseraient tranquilles. Je croyais évidemment le contraire, et je ne le leur cachai pas. Plein de l'humeur que me causait cette mauvaise conduite, j'allai me coucher. J'étais profondément endormi, vers onze heures du soir, lorsque je fus éveillé en sursaut par le bruit confus de la foule qui se précipitait en tumulte chez les maréchaux dont je partageais la chambre. On n'entendit que les mots : *Moscali, Moscali!* (les Moscovites!) La voix altérée des Polonais portait tous les caractères de la frayeur. On me cria dans le même moment de me lever, parce qu'il fallait partir sur-le-champ. Jamais je n'avais été témoin de tant de désordre, de confusion et de terreur. Tous les feux étaient éteints, de crainte qu'ils ne servissent à guider les Moscovites, qui étaient à un quart de lieue de nous. Les chariots, dont la cour était pleine, ainsi que les chevaux pêle-mêle, ne pouvaient plus être reconnus par leurs maîtres dans l'obscurité. J'entrai chez M. le comte Potocki ; je le trouvai levé, mais avec une voix presque éteinte, et ayant l'air d'un agonisant. Sa santé était le thermomètre de notre situation. Il était occupé à trier quelques papiers qu'il déchirait. Je pris alors mon parti. Mes lettres de change m'étaient inutiles, puisque j'étais déterminé à n'en point faire usage ;

mes chiffres pouvaient exposer la correspondance de la cour; l'esprit de mes instructions m'était présent : je profitai d'un fourqui était resté embrasé pour tout brûler. Les papiers furent dans un instant consumés. Je savais que si quelqu'un parmi nous était prisonnier, ou s'il y avait quelqu'un de massacré, ce serait moi infailliblement; mais, dès ce moment, je fus tranquille : le secret du roi était en sûreté¹.

La situation des confédérés n'est-elle pas peinte avec vérité dans ces fragments d'un journal écrit sans art, mais non sans finesse? N'y voit-on pas, comme dans un miroir, l'ignorance politique, l'incurable désordre, l'incapacité en matière de stratégie qui rendent stérile jusqu'à la bravoure même? En revanche, n'y trouve-t-on pas aussi cette patience invincible, cette foi imperturbable qui fait supporter tous les maux pour une espérance, cette abnégation sans bornes qui porte à rejeter tous les biens pour une illusion? Ici, à Chotim, sur la frontière de la Turquie, une comtesse Potocka, l'une des plus grandes dames de la Pologne, passe sans se plaindre des palais de Varsovie ou de Tulczyn sous le sauvage abri d'une hutte valaque. A Slo-

¹ Archives des affaires étrangères.

nim ; le prince Radziwill combat entre sa femme et sa sœur. Celle-ci aperçoit dans la mêlée un jeune homme d'une admirable beauté qui se battait comme un lion ; ce n'était qu'un simple gentilhomme nommé Morawsky. Au sortir du combat, la belle Radziwill lui donne sa main et ses richesses. Ce charme romanesque, mélange de grâce et d'énergie, n'appartient qu'aux femmes polonaises, et, s'il est vrai que leur influence politique ait contribué au malheur de leur pays, il était difficile de le faire tomber dans un piège plus attrayant.

La couleur exclusivement catholique donnée à la confédération de Bar devait amener un antagonisme inévitable dans une contrée sillonnée de sectes ennemies et diverses. On avait voulu une guerre de religion, on l'obtint dans toute son antique horreur. Désignés à la vindicte publique, les dissidents s'armèrent à leur tour. La réponse des Grecs non unis aux manifestes des confédérés ne se fit pas longtemps attendre. En Volhynie, en Podolie, dans le palatinat de Kiovie, on voyait marcher prêtres contre prêtres, la croix grecque contre la croix latine. Les paysans ukrainiens massacraient leurs sei-

gneurs, tandis que ceux de la grande Pologne criaient : « Mort aux schismatiques ! »

La déchéance de Stanislas-Auguste fut décidée par les chefs les plus influents, et pourtant, pendant tout son règne, ce moment fut le seul où Poniatowski montra une apparence de royauté. Pressé par Repnin de marcher contre les confédérés, il s'y refusa absolument, garda la neutralité, opposant à toutes les menaces, l'inertie, cette force invincible des âmes faibles. S'ils avaient eu l'ombre d'une idée de gouvernement, si le démon de l'anarchie ne s'était pas attaché tout entier à sa proie, au lieu de proscrire Poniatowski, les confédérés se seraient joints à lui et l'auraient encouragé dans sa résistance. Peut-être la Pologne pouvait-elle fixer ainsi ses destinées ; mais ce bonheur ne lui était pas réservé. Ce n'est ni à Bar ni même à Varsovie, c'est à Constantinople qu'était renfermé le secret de son avenir ; c'est là du moins que M. de Choiseul l'avait placé.

L'année 1767 s'était passée tout entière en efforts impuissants. M. de Vergennes, pour éveiller la jalousie des Turcs contre la Russie, s'était vainement efforcé d'appeler leur attention sur la

passer par la Moldavie ; mais, une grave indisposition ayant forcé ce magnat de s'arrêter, il campait avec son armée devant cette même ville de Chotim, lorsque l'agent secret de la France se rendit auprès de lui par les forêts impénétrables de la Bukowine. Il arriva à Otak, où il trouva plusieurs Polonais de toutes les classes de la société, qui s'y étaient réfugiés, et ne fut pas moins frappé de l'ignorance profonde où ils étaient de la véritable situation de leur pays.

« Une foule de Polonais, poursuit M. de Taulès, entouraient ma voiture en m'accablant de questions impertinentes, car ces bonnes gens s'imaginaient que toutes les puissances avaient suspendu leurs plus chers intérêts pour ne s'occuper que de la Pologne, et qu'il n'était question dans toute l'Europe que de leurs affaires.

« Une petite hutte valaque, couverte d'un chaume pourri et consistant dans une chambre malpropre, était tout le logement du comte Potocki. Sa femme, qui l'avait suivi dans ses malheureuses expéditions, ne pouvait trouver d'issue pour passer dans ses terres, et n'était pas logée plus convenablement que lui.

« Mon début était embarrassant, on, pour mieux dire, je n'avais pas la liberté de choisir. Si j'avais voulu faire quelque mystère à M. Potocki sur ma mission, il s'en serait aperçu ; cela lui aurait fait naître des soup-

cons; j'aurais passé dans son esprit pour un aventurier; on m'aurait renvoyé avec honte, et peut-être arrêté. Les confédérés, qui portent la défiance à l'excès, ne souffrent point parmi eux d'observateurs. J'aurais été le premier étranger qui se serait présenté sous ce titre; ils ne veulent pas qu'on connaisse leur faiblesse; ils ne voient que des traîtres, que des espions dans tous ceux qui ne sont pas de leur parti.

« Après avoir remercié le comte de la liberté dont j'espérais lui être redevable, je lui dis que le roi, ne pouvant être informé plus exactement de l'état de la confédération de Bar, avait jugé à propos de m'y envoyer; que la première loi qui m'était prescrite était de tenir ma mission secrète, qu'il ne m'était permis de m'en ouvrir qu'avec les chefs de la confédération, mais que, malgré cette condition dictée par la prudence, les confédérés ne devaient voir dans cette première démarche qu'un effet de la bienveillance du roi; que Sa Majesté, remplie d'estime pour les dignes citoyens qui avaient eu le courage de prendre les premiers la défense de leur patrie opprimée, désirait qu'on lui fournît les moyens de leur faire voir par une assistance utile que son affection, dont des raisons particulières avaient suspendu pendant quelque temps les témoignages, était toujours la même pour la république. J'ajoutai que j'étais adressé à M. le comte Krasinski, maréchal de la confédération, et que je ne pouvais me dispenser de me conformer littéralement à mes ordres,

quoique persuadé que si, avant mon départ de France, on eût su qu'un seigneur tel que lui avait embrassé le même parti, je lui aurais été adressé par une attention qui était due à sa haute naissance et au rang qu'il tenait en Pologne. Mais mon devoir étant d'aller trouver M. le comte Krasinski, quelque part qu'il pût être, je priai M. le comte Potocki de vouloir bien me faciliter les moyens de me rendre auprès de lui.

« Le comte Potocki, couché sur un mauvais grabat dans cette hutte où je l'ai représenté, se trouvait dans un état digne de compassion. Quoiqu'il l'attribuât aux suites d'une maladie qu'il avait essuyée depuis son expédition, il était aisé de voir qu'il succombait sous le poids de son infortune. Une fièvre ardente le consumait; il respirait à peine; il ne parlait que par propos entrecoupés et interrompus. La conversation ne put donc être longue, et ce qu'il me dit se réduisit aux lignes suivantes.

« J'entendis d'abord tous ces grands mots que les confédérés répétaient actuellement par habitude, c'est-à-dire que « libérés de toute vue d'intérêts, ils n'avaient pris les armes que pour la défense de la foi, des lois et de la liberté; que Dieu répandrait sans doute sa bénédiction sur une cause juste qui regardait sa gloire. » Il ajouta que « les puissances intéressées à empêcher l'oppression des Polonais ne les abandonneraient pas; qu'ils étaient encore en état de résister aux Moscovites, mais qu'ils succomberaient enfin, s'ils étaient

« livrés à leurs propres forces. » Il me parla des troupes de la confédération de Bar, et il m'assura que si le public se trompait en faisant l'armée de trente-six mille hommes, elle était au moins de vingt mille.

« J'étais arrivé chez lui à dix heures du soir, je n'avais rien vu, et j'étais impatient de voir son armée. Je me levai, dans ce dessein, dès la pointe du jour; les troupes étaient déjà en mouvement pour se mettre en marche. M. le comte Potocki, se soutenant à peine, ne tarda pas lui-même à paraître; je tâchai de tout observer, et quoique le bruit public lui donnât trois à quatre mille hommes, j'oserais assurer qu'il n'en avait pas plus de cinq cents.

« J'arrivai le 3 juin à Baline, quartier général des confédérés. A mesure que j'approchais de la ville, mon étonnement augmentait; je ne pouvais concevoir pour quoi je ne voyais rien de ce qui annonce un camp et une armée. Tout était tranquille aux environs. Je m'adressai aux premiers paysans que je rencontrai, pour savoir où était logé M. le comte Krasinski. Aucun d'eux ne put me répondre.

« Le comte Krasinski étant alors à une lieue de Baline avec l'armée, je fus l'y trouver, escorté par quatre hommes à cheval que l'on me donna pour m'accompagner.

« Il me fut impossible de savoir la vraie force des confédérés. M. Krasinski me répondit qu'il l'ignorait, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il disait la vérité.

Il fut question des Moscovites. M. Krasinski en parla avec tant de mépris, avec une si grande sécurité, que son air et son ton ne firent que confirmer la bonne opinion qu'on m'avait donnée de son courage. Il assurait que les Moscovites craignaient les confédérés. « Ils ne viendront pas, me dit-il, mais, s'ils viennent, ils seront battus. — Si vous devez les battre, lui répondis-je, il ne faut pas les laisser venir, il faut aller au-devant d'eux et les attaquer. Ne leur donnez pas le temps de devenir plus forts que vous. »

« Je ne fus pas longtemps à m'apercevoir que la confédération était perdue, et qu'il ne lui restait plus de ressource; mais il était dangereux d'irriter les confédérés en les quittant brusquement. Je feignis de ne pas voir ce qu'ils voulaient me cacher, et je résolus d'attendre, sans chercher à m'engager davantage avec eux; je ne sentais que trop qu'ils viendraient à moi, mais j'étais déterminé à leur tout refuser. Les raisons qu'ils m'auraient fournies eux-mêmes suffiraient pour autoriser mes refus.

« M. Krasinski, s'étant concerté avec les autres maréchaux de la confédération, vint à moi en effet, et me dit qu'il était temps que nous parlâssions un peu sérieusement ensemble. Je lui dis que c'était ce que je désirais depuis longtemps.

« Il commença par me demander ce que je pourrais faire pour eux, et si je leur donnerais quelque chose. Je lui répondis que mes instructions leur étaient con-

nues, qu'ils y avaient vu que l'intention du roi était de les secourir par quelque somme d'argent, et de les mettre en état, par ce moyen, d'attendre l'effet de ressorts plus puissants qu'on se proposait de faire jouer en leur faveur; mais qu'il savait aussi que, pour lui remettre cet argent, il m'avait été recommandé d'observer si ce secours pourrait les aider dans leurs projets et dans leurs affaires. « Jugez donc vous-même, « monsieur, présentement, voyez si vous m'avez mis « en état de remplir cette condition conformément aux « ordres du roi. Je n'ai encore aucune connaissance de « vos forces; on m'a souvent parlé de camp, d'armée, « d'artillerie, et je n'ai pu encore obtenir qu'on me fit « voir ce camp, cette artillerie et cette armée. J'ignore « tous vos plans; les dispositions que vous faites me sont « totalement inconnues. En marchant toujours, on ne dit « jamais où l'on va; je ne sais quels sont vos projets, vos « craintes, vos espérances. Ne manquerais-je donc pas « essentiellement à mon devoir, si, malgré l'ignorance « absolue où vous me laissez, je vous remettais la somme « dont je suis chargé, lorsqu'il m'est prescrit de m'assurer auparavant si elle peut vous aider dans vos « projets et avancer vos affaires! Dans l'impuissance « où vous m'avez mis de rien faire pour vous, ma « mission se réduit à ce que vous désirez de la France. « Si vous daignez me confier vos idées, je les enverrai « aussitôt à ma cour, qui ne manquera pas de me donner « promptement des ordres en conséquence. »

« M. Krasinski, sans répliquer, me dit qu'il me remettrait un mémoire sur ce sujet, et me donna, quelques moments après un chiffon de papier.... Après l'avoir lu, je dis à M. Krasinski que son mémoire était trop général, et qu'il ne m'apprenait rien de la situation des confédérés, mais que je l'enverrais à ma cour.

« Alors il me demanda de nouveau si je ne voulais donc pas leur donner les lettres de crédit dont j'étais chargé, et il employa toute la petite adresse dont il est capable pour me les arracher : flatterie, espérances, menaces, injures, rien ne fut épargné....

« Après avoir été environ trois heures à parler avec M. Krasinski de choses indifférentes ou à ne rien dire, sans que je pusse l'engager à faire la réponse qu'il m'avait promise, il me proposa tout d'un coup d'aller à l'église. Étonné de sa dévotion et de son indifférence dans un temps qu'il aurait dû donner au soin de ses affaires, je lui dis : « Vous savez, monsieur, que je veux
« partir ce soir pour Mohilow, d'où je me propose
« d'envoyer un courrier en France; de grâce, expé-
« diez-moi, ne négligez pas ces affaires; elles sont assez
« importantes; laissez là l'église : travailler pour une
« cause qui intéresse la gloire de Dieu, c'est le prier et
« l'adorer. »...

« Je m'en défendis en vain; il m'entraîna malgré moi. Il n'y avait qu'un moment que nous étions dans l'église, lorsqu'il me dit brusquement que, « puisque je
« ne leur donnais pas d'argent, il n'avait rien à me ré-

« pendre, que je n'avais même plus besoin de rester
« parmi eux, si je leur étais inutile; que ma présence
« n'inspirait que de l'ombrage aux troupes qui me pre-
« naient pour un espion des Moscovites. » Je lui répliquai
froidement que « l'opinion de la populace m'était in-
« différente, qu'il me suffisait d'être connu des chefs,
« et que d'ailleurs je ne demandais pas mieux que d'a-
« voir la liberté de partir. »

« Un instant après, profitant d'un sermon polonais
qu'un moine allait prononcer, je sortis, et je remontai
au château. J'ordonnai en entrant qu'on mît les che-
vaux à la voiture. Je fus ensuite chez le comte Potocki,
et, en l'abordant, je lui dis que je venais prendre
congé de lui. Instruit de ce qui s'était passé avec
M. Krasinski, il m'approuva. Il me pria, si je partais,
de ne pas le compromettre, c'est-à-dire de le ménager.
Il me confirma que son dessein était de s'en retourner en
Moldavie, et ajouta qu'en séjournant quelque temps
chez les Tartares Lipski, où se trouvait déjà M^{me} la
comtesse Potocka, il espérait en obtenir un corps
de trois mille hommes. Ce projet était une chimère,
car tous les Tartares Lipski établis en Moldavie for-
meraient à peine ce nombre.

« M. Krasinski revint; il me demanda si j'étais fâ-
ché contre lui. Je lui répondis que « je ne saurais
« l'être, mais que, m'apercevant qu'il ne me convenait
« plus de rester parmi eux, je désirais partir sur-le-
« champ. » Il était presque nuit; il me fallait un passe-

port; il prit le prétexte de ma sûreté pour me dire que je partirais le lendemain.

« J'aurais mieux aimé sortir de Sinkofzé dans le moment. Ces messieurs jugeaient si mal des affaires, qu'ils croyaient que les Russes les laisseraient tranquilles. Je croyais évidemment le contraire, et je ne le leur cachai pas. Plein de l'humeur que me causait cette mauvaise conduite, j'allai me coucher. J'étais profondément endormi, vers onze heures du soir, lorsque je fus éveillé en sursaut par le bruit confus de la foule qui se précipitait en tumulte chez les maréchaux dont je partageais la chambre. On n'entendit que les mots : *Moscali, Moscali!* (les Moscovites!) La voix altérée des Polonais portait tous les caractères de la frayeur. On me cria dans le même moment de me lever, parce qu'il fallait partir sur-le-champ. Jamais je n'avais été témoin de tant de désordre, de confusion et de terreur. Tous les feux étaient éteints, de crainte qu'ils ne servissent à guider les Moscovites, qui étaient à un quart de lieue de nous. Les chariots, dont la cour était pleine, ainsi que les chevaux pêle-mêle, ne pouvaient plus être reconnus par leurs maîtres dans l'obscurité. J'entrai chez M. le comte Potocki; je le trouvai levé, mais avec une voix presque éteinte, et ayant l'air d'un agonisant. Sa santé était le thermomètre de notre situation. Il était occupé à trier quelques papiers qu'il déchirait. Je pris alors mon parti. Mes lettres de change m'étaient inutiles, puisque j'étais déterminé à n'en point faire usage ;

mes chiffres pouvaient exposer la correspondance de la cour; l'esprit de mes instructions m'était présent : je profitai d'un four qui était resté embrasé pour tout brûler. Les papiers furent dans un instant consumés. Je savais que si quelqu'un parmi nous était prisonnier, ou s'il y avait quelqu'un de massacré, ce serait moi infailliblement; mais, dès ce moment, je fus tranquille : le secret du roi était en sûreté¹.

La situation des confédérés n'est-elle pas peinte avec vérité dans ces fragments d'un journal écrit sans art, mais non sans finesse? N'y voit-on pas, comme dans un miroir, l'ignorance politique, l'incurable désordre, l'incapacité en matière de stratégie qui rendent stérile jusqu'à la bravoure même? En revanche, n'y trouve-t-on pas aussi cette patience invincible, cette foi imperturbable qui fait supporter tous les maux pour une espérance, cette abnégation sans bornes qui porte à rejeter tous les biens pour une illusion? Ici, à Chotim, sur la frontière de la Turquie, une comtesse Potocka, l'une des plus grandes dames de la Pologne, passe sans se plaindre des palais de Varsovie ou de Tulczyn sous le sauvage abri d'une hutte valaque. A Slo-

¹ Archives des affaires étrangères.

nim ; le prince Radziwill combat entre sa femme et sa sœur. Celle-ci aperçoit dans la mêlée un jeune homme d'une admirable beauté qui se battait comme un lion ; ce n'était qu'un simple gentilhomme nommé Morawsky. Au sortir du combat, la belle Radziwill lui donne sa main et ses richesses. Ce charme romanesque, mélange de grâce et d'énergie, n'appartient qu'aux femmes polonaises, et, s'il est vrai que leur influence politique ait contribué au malheur de leur pays, il était difficile de le faire tomber dans un piège plus attrayant.

La couleur exclusivement catholique donnée à la confédération de Bar devait amener un antagonisme inévitable dans une contrée sillonnée de sectes ennemies et diverses. On avait voulu une guerre de religion, on l'obtint dans toute son antique horreur. Désignés à la vindicte publique, les dissidents s'armèrent à leur tour. La réponse des Grecs non unis aux manifestes des confédérés ne se fit pas longtemps attendre. En Volhynie, en Podolie, dans le palatinat de Kiovie, on voyait marcher prêtres contre prêtres, la croix grecque contre la croix latine. Les paysans ukrainiens massacraient leurs sei-

gneurs, tandis que ceux de la grande Pologne criaient : « Mort aux schismatiques ! »

La déchéance de Stanislas-Auguste fut décidée par les chefs les plus influents, et pourtant, pendant tout son règne, ce moment fut le seul où Poniatowski montra une apparence de royauté. Pressé par Repnin de marcher contre les confédérés, il s'y refusa absolument, garda la neutralité, opposant à toutes les menaces, l'inertie, cette force invincible des âmes faibles. S'ils avaient eu l'ombre d'une idée de gouvernement, si le démon de l'anarchie ne s'était pas attaché tout entier à sa proie, au lieu de proscrire Poniatowski, les confédérés se seraient joints à lui et l'auraient encouragé dans sa résistance. Peut-être la Pologne pouvait-elle fixer ainsi ses destinées ; mais ce bonheur ne lui était pas réservé. Ce n'est ni à Bar ni même à Varsovie, c'est à Constantinople qu'était renfermé le secret de son avenir ; c'est là du moins que M. de Choiseul l'avait placé.

L'année 1767 s'était passée tout entière en efforts impuissants. M. de Vergennes, pour éveiller la jalousie des Turcs contre la Russie, s'était vainement efforcé d'appeler leur attention sur la

Ligue du Nord ; cet intérêt leur semblait trop étranger à ceux de la Porte ottomane. Vainement, pour les frapper par une crainte plus rapprochée, il leur montrait le Gurgistan soulevé ; des émissaires parcourant la Servie, le Monténéro, le Péloponèse ; toutes les sympathies de la nationalité slave et du rite oriental secrètement attirées vers un peuple coreligionnaire. Ni la révolte des Géorgiens, ni les mouvements des Monténégrins, ni les sourdes agitations de la Grèce, ni les discordes de la Pologne, ne purent arracher les Turcs à leur apathie, ou plutôt au juste sentiment de leur impuissance. On ne parvint pas même à obtenir d'eux qu'ils fissent porter des commissaires pour assister à la délimitation des frontières polonaise et russe. Irrité de cette indifférence, M. de Choiseul avait fortement recommandé, à M. de Vergennes de représenter à la Porte, « l'abîme de malheur et de mépris » où elle courait risque de se plonger par cette conduite. L'ambassadeur trouvait la commission un peu délicate ; il savait que les Turcs n'ont pas beaucoup de goût pour des peintures d'une crudité si peu ménagée, et qu'ils n'aiment pas à se regarder dans un pareil miroir.

M. de Vergennes prit la liberté de représenter au ministre que cette voie ne laissait pas d'être *inusitée* et pourrait indisposer le divan. Il doutait d'ailleurs qu'un sujet quelconque du sultan, vrai croyant ou *giaour*, pût s'exposer à lui dévoiler le discrédit et l'abaissement de sa couronne. Le grand vizir lui-même y risquerait quelque chose de plus que sa place. « Les Turcs, « écrivait l'ambassadeur, quoique excessive-
« ment faibles sont peut-être encore plus vains.
« Ils trouvent bon que nous les éclairions sur
« ce qui doit les intéresser au dehors, ce qu'ils
« peuvent paraître ignorer sans être dans la
« nécessité d'en rougir, mais ils ne pardonne-
« raient pas à un ministre étranger de se mon-
« trer trop clairvoyant et trop sincère sur les
« vices de leur administration. Je vous assure,
« Monseigneur, que le droit des gens ne me
« servirait pas de rempart contre leur brutalité,
« si je poussais la confiance jusqu'à m'expli-
« quer aussi clairement sur la décadence de leur
« considération en Europe. »

Ces observations étaient raisonnables, mais

¹ Vergennes à Choiseul, 30 juillet 1775.

elles l'étaient beaucoup trop pour l'impatience du duc de Clouiseul. Un moment cependant, il crut avoir secoué la paresse ottomane. Un faux bruit s'était répandu, que les Russes, à la suite d'un combat contre les confédérés de Bar, avaient pris Kaminiék, ancien boulevard de la Pologne, depuis longtemps sans défense. Avec ses bastions, ses machicoulis, ses ponts-levis, et toute sa décoration féodale, Kaminiék n'était plus qu'un squelette de forteresse; mais elle conservait encore le prestige du nom et la magie des souvenirs. La Porte demanda des explications sur le maintien permanent des troupes russes en Pologne; elle exigea brusquement leur rappel dans quinze jours, la liberté des magnats prisonniers et la pácification de la république. Une telle énergie était trop vive pour avoir d'autre durée que celle des alarmes du pacha de Chotin, dont le pachalik est limitrophe de la Pologne. Les confédérés l'avaient averti du dessein des Russes; il avait transmis leur avis au divan, mais l'inquiétude de la Porte ne tarda pas à se calmer devant des explications à la fois amicales et évasives. L'impératrice promit de retirer ses troupes après

la conclusion de l'affaire des dissidents et se désista de toute entreprise sur Kaminiek. Satisfait de cette assurance, Mustafa était retombé dans son sommeil. Pressé, poussé, harcelé par le duc de Choiseul, M. de Vergennes voulut se mettre au diapason de sa pétulance. Il essaya d'entraîner le Turc à déclarer la guerre. Sur l'objection toute religieuse que jamais les Osmanlis ne la déclaraient les premiers, M. de Vergennes proposa finement de la faire sans la déclarer. En voici le moyen : « Les steppes entre le Bog et le Dnieper sont habitées par des Tatars Nogais ; il y a sur le Danube et aux environs une foule de hordes, de tribus vagabondes qui vivent de rapines et de déprédations. A un signe de la Porte, tous ces brigands, tous ces barbares sortiront en émigrations innombrables ; ils prêteront la main aux confédérés polonais, et au pis aller, en cas de malheur, la Porte en sera quitte pour désavouer tous ces gens-là. »

L'intelligence simple des musulmans n'est pas très-accessible aux capitulations de conscience. Vergennes ne réussit pas à les convaincre. D'autant plus animé qu'il parlait contre sa propre conviction, il harcelait de ses argu-

mients belliqueux un reis-effendi dévoué aux Russes, mais surtout à la résignation et à la peur. Plus l'ambassadeur français s'échauffait d'une ardeur factice, plus le ministre ottoman redoublait de flegme et d'insouciance. Vergennes lui disait : « La Russie s'est rendue maîtresse de la diète; elle a voulu rétablir le veto. — Eh bien ! tant mieux, répondait le reis-effendi, elle s'est prise à son propre piège; si ses desseins sont pernicioeux, elle s'est créé un obstacle dans la restauration des anciennes lois de la république. — Mais elle détruit les prérogatives de la noblesse polonaise, elle fait admettre les dissidents au partage du pouvoir. — Ce fait seul prouve sa modération, sa justice, son complet désintéressement; le joug de Rome était trop pesant pour la Pologne et l'admission des dissidents n'amènera aucun changement dans un pays dont le chef et la majorité professent la religion romaine. — Et les intrigues de la czarine dans la Montagne Noire, et cet émissaire qui vient d'y être saisi ? — Oui, je sais qu'un imposteur y a pris le nom de Pierre III; quoi de plus simple que l'impératrice cherche à démasquer cet aventurier et que, pour obtenir son châti-

ment, elle menace les Monténégrins de leur retirer ses libéralités et de leur refuser son appui? — Et que dira votre excellence du prétendu traité de 1686, que la Russie a gardé quatre-vingt-deux-ans dans ses archives sans oser le produire ? » Ici le reis-effendi ne disait plus rien ; il n'était pas assez savant pour cela. »

Ce silence mettait Vergennes au désespoir ; il succombait sous la lutte et demandait grâce ; Choiseul, poussé à bout, agitait, ou si ce mot nécessaire nous est permis, tracassait l'Orient. Ses émissaires étaient partout : Tott en Crimée, Taulès en Pologne ; des officiers soudoyés par lui, défendaient Cracovie contre les Russes ; enfin il engagea les Polonais à s'adresser aux Turcs : l'évêque de Kaminiék écrivit au vizir pour implorer le Grand Seigneur en faveur des libertés républicaines. Étrange relation d'un prélat catholique avec un sectateur de Mahomet, source intarissable de plaisanteries pour les philosophes, qui ne cessaient de représenter d'une manière burlesque l'alliance du nonce et du mufti !

¹ Vergennes à Choiseul, Constantinople, 14 avril 1768. — Archives des affaires étrangères.

Il faut convenir que la Pologne était bien changée depuis le siège de Vienne ! De son côté, la confédération envoya un message à la Sublime Porte. Le style en était oriental par l'emphase ; mais non par la dignité. Le vizir répondit à l'évêque avec bonté ; en revanche il fit un accueil glacé aux députés de la confédération de Bar. Découragé par tous ces obstacles ; arrêté peut-être par Louis XV lui-même et par le parti du duc d'Aiguillon qui déjà minait son crédit, M. de Choiseul voulut revenir sur ses pas. Il s'effraya de sa propre audace ; au moment de voir ses plans réalisés, par la démarche des Polonais à Constantinople, il recula devant l'image des hordes turques se jetant sur une portion de l'Europe chrétienne ; à l'instigation d'un ministre du roi très-chrétien. Il sentit toutes les objections que pouvait soulever un si étrange résultat, et recommanda instamment à M. de Vergennes de concilier une déclaration de guerre avec le respect et l'inviolabilité du territoire polonais ; mettant le comble, par cet ordre contradictoire, à l'embarras de l'ambassadeur.

Choiseul s'était enfin aperçu qu'il faisait fausse route ; mais il ne lui restait plus le temps d'opérer

sa retraite. Le hasard amena naturellement ce que n'avaient pu produire deux années de négociations longues et infructueuses. Dans une de ces escarmouches si fréquentes sur les limites de la Turquie et de la Pologne, une troupe de Cosaques poursuivit les confédérés au delà de la frontière jusqu'à une petite ville appelée Doubassar, située au delà de Balta, près de Bender. Même dans la chaleur du combat et de la poursuite, ils massacrèrent quelques musulmans. A la nouvelle de l'affaire de Balta, un cri de vengeance s'éleva sur le Bosphore; l'irritation fut générale, et l'enthousiasme devint populaire parmi les vrais croyants : on voyait des enfants traîner de gros mousquets par les rues de Stamboul. M. de Vergennes crut enfin toucher au terme de ses desirs; il se hâta de s'adresser au divan dans une note dont la véhémence contre un État avec lequel la France n'était pas en guerre semblerait aujourd'hui bien étrange. La Porte résista quelque temps encore aux provocations du duc de Choiseul. Elle céda à la fin, et la guerre éclata; guerre terrible qui pouvait s'étendre sur le monde entier et ramener les pavillons musulmans au pied de

quelque capitale chrétienne. Un matin, les habitants de Constantinople apprirent, en s'éveillant, que le grand vizir était déposé; que M. Obreskof, résident de Russie, venait d'être enfermé aux Sept-Tours, et que par conséquent, la guerre était déclarée. Dans ce même moment, l'ambassadeur de France recevait la nouvelle de sa destitution et de son remplacement par M. de Saint-Priest.

Le nouveau grand vizir, très-ennemi des Russes, était un gendre du sultan. Il encouragea l'insurrection polonaise, et signa avec la confédération de Podolie un traité cruellement onéreux pour des gens qui, vivant au jour le jour, n'ayant ni administration ni comptabilité régulière, s'engagèrent à nourrir une armée de deux-cent mille Turcs. Cette fatale alliance, blâmée par tout ce qu'il y avait d'hommes un peu raisonnables parmi les confédérés, ne tarda pas à porter ses fruits. Au seul bruit d'une déclaration de guerre, les confédérations partielles surgirent de toutes parts. Radziwill,

¹ L'évêque Krasinski écrit à Potocki : « Attirer les Turcs pour se défaire des Russes, c'est mettre le feu à la maison pour se débarrasser des souris. »

que Repnin ne daignait plus retenir à Varsovie, s'enferma dans sa forteresse héréditaire de Niesviz avec une troupe de femmes et de jeunes Lithuaniens. Assiégé dans son asile, il fut bientôt obligé de faire une sortie et de livrer bataille. Quatre mille Polonais furent défaits par six cents Russes. Ainsi les soldats de Radziwill ne servirent qu'à recruter l'armée ennemie. Lui-même, échappant une seconde fois à la vengeance de ceux qu'il avait combattus, servis, abandonnés tour à tour, s'enfuit à Teschen, en Silésie, où l'évêque de Kaminiak avait imprudemment placé sous le patronage prussien, les débris de la confédération de Bar, désormais dissoute. C'est au moment où les Turcs se prononçaient pour la confédération qu'elle ne pouvait plus rien en faveur de ses nouveaux et redoutables alliés.

Le duc de Choiseul avait cru surprendre Catherine par la déclaration si brusque de la Porte ottomane ; mais l'impératrice de Russie y était préparée ; on en trouve la preuve dans sa correspondance avec Voltaire¹. Toutefois, en prévoyant

¹. « Je ne sais si Mustafa a de l'esprit, mais j'ai lieu de croire qu'il a dit : *Mahomet, ferme les yeux*. . . . Si le succès de cette guerre se déclare pour nous, j'aurai beaucoup d'obligation à mes.

la guerre, elle désirait la paix. Décidée à ne jamais céder sur quelques points essentiels, elle n'épargna rien pour prévenir la résolution de la Porte; cependant, lorsque cette puissance eut formellement demandé l'évacuation de la Pologne et le rappel immédiat de l'armée russe, Cathérine refusa avec fierté, et, sans attendre la déclaration de guerre, commença les hostilités.

La cour de Vienne avait été vivement contrariée de l'insistance du duc de Choiseul. Pour tempérer son ardeur, et surtout pour lui ôter tout espoir de se voir soutenu par Marie-Thérèse, Kaunitz avait toujours nié la possibilité de mettre les Turcs en mouvement. Les diplomates autrichiens, notamment le prince Lobkowitz, ministre à Pétersbourg, jetaient un blâme public sur les manœuvres secrètes du ministre français. Dès les premiers soulèvements des confédérés, la cour de Vienne s'était montrée contraire à sa politique. En vain les délégués des patriotes avaient essayé de pénétrer jusqu'au prince Kaunitz. La guerre commencée, il vit bien qu'en cas de succès, Choiseul ne lui pardonnerait pas envieux; ils n'auraient procuré une gloire à laquelle je ne pensais pas, » Pétersbourg, 7 décembre 1768.

cette froideur, et Choiseul, de son côté, sentit que Kaunitz lui pardonnerait encore moins ses propres torts. Dans cette disposition réciproque, les deux ministres, à l'insu l'un de l'autre, se rapprochèrent du roi de Prusse, Frédéric n'en fut pas surpris : il les attendait.

CHAPITRE IV.

Frédéric propose formellement à Catherine le partage de la Pologne. — Catherine s'y refuse, — Frédéric se tourne du côté de l'Autriche. — Entrevues de Frédéric avec Joseph II à Neiss et à Neustadt. — Victoires de Catherine sur les Turcs. — Chûte du duc de Choiseul.

Choiseul avait forcé Catherine à la victoire. Dès l'ouverture de la campagne, la fortune des armes s'était déclarée pour elle. Le roi de Prusse essaya de l'arrêter par une négociation captieuse. Tandis que les généraux russes entraient en vainqueurs dans la Moldavie et dans la Valachie, Frédéric, pour suspendre leur marche et mettre un terme à leurs succès, entama avec l'impératrice une négociation dont il nous rend compte lui-même :

« Il y avait, dit-il, deux partis à prendre : ou d'arrêter la Russie dans ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard : il avait

envoyé à Pétersbourg un projet politique, qu'il attribuait à un comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Klosterzeven entre les Hanovriens, commandés par le duc de Cumberland et campés à Stade, et les Français sous les ordres du duc de Richelieu. *Ce projet contenait une esquisse d'un partage à faire de quelques provinces de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'objet d'utilité de ce partage consistait en ce que la Russie, par ce partage, pourrait continuer tranquillement sa guerre avec les Turcs sans appréhender d'être arrêtée dans ses entreprises par une diversion que l'impératrice-reine était à portée de lui faire en envoyant un corps de ses troupes vers le Dniester, ce qui aurait coupé les armées russes de la Pologne, d'où elles tiraient la plus grande partie de leurs subsistances ; mais les grands succès des Russes, tant dans la Moldavie que dans la Valachie, et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avaient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du comte de Lynar¹. »*

L'auteur du partage s'est révélé.

Catherine laissa les propositions de M. de

¹ La partie du texte imprimée ici en italique vient de paraître tout récemment pour la première fois. Elle a été entièrement omise

Lynar sans réponse et écarta l'offre du démembrement de la Pologne qui lui était faite formellement au nom du roi de Prusse. Qu'avait-elle besoin, en effet, de gagner en influence par une invasion violente, ce qu'elle avait acquis par le rétablissement des anciennes lois ? D'ailleurs, Frédéric n'avait pas été bien franc avec elle ; Catherine s'en souvenait. Pressé de décliner la responsabilité des derniers événements de Varsovie, qu'il s'efforçait de laisser tout entière à son alliée, le roi de Prusse avait refusé de joindre sa garantie à celle que l'impératrice de Russie venait d'imposer aux Polonais. Elle avait même obtenu avec beaucoup de difficulté que le roi consentit à déclarer par un acte officiel le maintien de l'alliance russo-prussienne. Frédéric ne négligea rien pour atténuer ses démarches publiques par des insinuations secrètes. Visant à conserver les honneurs de la modération

dans l'édition de 1808, mais loyalement rétablie dans la nouvelle édition des *Œuvres de Frédéric le Grand*, qui se publie par l'ordre de son arrière-neveu le roi Frédéric-Guillaume IV, à l'imprimerie royale de Berlin. Rien n'est si remarquable, rien n'est même plus décisif que cette omission tardive et cette restauration calculée du vrai texte. L'une et l'autre dispense de tout commentaire. *Œuvres du grand Frédéric*, tome VI, p. 27, édit. 1846-1847, publiée en deux formats in-4° avec des portraits, des plans, etc., et in-8°.

et du désintéressement, l'illustre auteur de *l'Anti-Machiavel* affecte de blâmer ce qu'il appelait *l'enthousiasme* auquel on s'était abandonné de part et d'autre. Son seul désir est « que tout cela puisse s'ajuster doucement en modérant les prétentions des uns et en portant les autres à se relâcher sur quelque chose. » D'ailleurs, à l'en croire, il ne prend qu'un intérêt des plus médiocres à toutes ces tracasseries : « L'impératrice de Russie décidera cette querelle avec la république de Pologne comme elle pourra. Les dissensions polonaises et les négociations italiennes sont à peu près de la même espèce ; il faut vivre longtemps et avoir une patience angélique pour en voir la fin. » C'est par ces paroles et d'autres semblables qu'il essaya de se disculper des événements dont lui-même avait pris l'initiative ; car c'est lui, on ne l'a pas oublié, qui, de son propre aveu, *avertit* Catherine du danger de la réforme provoquée par les Czartoriski, et réveilla les plaintes des dissidents en se faisant adresser une supplique au nom des principaux protestants de Pologne. A son

indignation toute polonaise, toute républicaine, on croirait reconnaître non pas un prince étranger, instigateur des violences qu'il déplore, mais un de ces magnats qui en ont été victimes.

On comprend ce qu'une telle duplicité avait dû jeter de froideur et de méfiance dans le commerce des deux souverains alliés. C'est alors que le roi de Prusse se rapprocha de la cour de Vienne dans des intentions sérieuses, et de la cour de Versailles seulement afin de masquer son jeu. Au reste, même pendant la guerre, il avait toujours conservé des intelligences en France. Après la rupture la plus violente, après les outrages mutuels les plus impardonnables et au fond les moins pardonnés, il n'avait cessé de correspondre avec Voltaire. Tout en se moquant des prétentions diplomatiques du philosophe, Frédéric en avait profité pour nouer des intrigues à Versailles, tantôt par sa sœur la margrave de Baireuth, tantôt par le cardinal de Tencin ou le maréchal de Richelieu ; mais sa métromanie avait nui à sa politique. Tant que vécut M^{me} de Pompadour, le ressentiment de cette favorite, si cruellement outragée par le roi-poète, ren-

dit tout rapprochement impossible. Malgré la paix d'Hubertsbourg, qui avait fait poser les armes aux puissances belligérantes, les rapports diplomatiques ne s'étaient pas renoués entre la France et la Prusse. Il n'y avait pas d'agent français à Berlin ni d'envoyé prussien à Paris. Sans rien changer à cette situation officielle depuis la mort de la marquise, sans faire d'avances compromettantes, Frédéric n'en marcha que plus sûrement à son but. Après quelques années de démarches tour à tour progressives et rétrogrades, au moyen de rapports secrets, de voyages de philosophes tels qu'Helvétius (G), ou de princesses allemandes éprises de la France, de sa littérature, de son encyclopédie; malgré la sourde opposition de la cour de Vienne, les rapports entre la Prusse et la France furent rétablis. On nomma des ministres plénipotentiaires. M. de Goltz partit pour Versailles; M. de Guines pour Berlin. C'était un piège; le duc de Choiseul croyait l'avoir tendu; ce fut lui qui y tomba.

Il avait cru se rendre arbitre entre la Prusse et l'Autriche en relâchant les liens qui l'attachaient exclusivement à cette dernière. Cette

combinaison aurait été bonne en d'autres temps ; elle était même excellente pour l'avenir, mais Choiseul y sacrifiait le présent. Comme tous les esprits d'un jet aventureux et d'une portée rapide, il franchissait les intermédiaires et dépassait le but. Sitôt que l'Autriche se sentit abandonnée par son alliée, ce fut elle qui se rapprocha de la Prusse. C'est précisément ce que voulait Frédéric ; aussi, dès que l'envoyé de France fut arrivé à sa cour, satisfait de l'y avoir attiré et de l'avoir compromis aux yeux de l'Autriche, il lui supposa des torts, le traita devant tout le corps diplomatique avec une négligence affectée, poussant enfin les procédés à un tel degré de hauteur et d'inconsidération, qu'il fallut mettre immédiatement un terme à des relations à peine commencées. Au bout de quelques mois, M. de Guines retourna à Versailles ; et M. de Goltz à Berlin.

Le roi de Prusse avait accompli tout ce qu'il s'était proposé. Il avait prouvé à la Russie et à l'Autriche qu'il ne dépendait ni de l'une ni de l'autre, qu'il n'était pas isolé, qu'il pouvait nouer, à son gré, des amitiés nouvelles ; puis, après avoir fait cette démonstration, il rompait les relations

qu'il venait de former avec la France, et les sacrifiait à l'Autriche pour la rendre complice de ses desseins sur la Pologne. A peine l'envoyé de Louis XV avait-il quitté la cour de Frédéric, que ce prince proposa une entrevue à Joseph II. Eut-elle lieu secrètement sur les frontières de Bohême? Marie-Thérèse parvint-elle à l'empêcher? C'est un mystère historique d'une médiocre importance. Le germe jeté alors ne tarda pas à fructifier. Seulement Frédéric comprit qu'il ne suffisait pas d'avoir le jeune empereur pour soi; qu'il fallait surtout conquérir le vieux ministre. D'un œil d'aigle, il avait pénétré le cœur de Joseph; il y avait trouvé une ambition démesurée et facile à séduire. Marie-Thérèse, comme toutes les mères pieuses et vigilantes, avait voulu préserver son fils d'un contact si dangereux. Craignant qu'il ne rencontrât celui qu'elle appelait un contempteur de Dieu et des hommes, elle avait empêché une première entrevue. Il ne restait plus qu'un moyen d'endormir cette mère si vigilante; c'était de flatter Kaunitz. Jusqu'alors, Frédéric s'était moqué des manies et des ridicules de ce politique éminent, mais vaniteux et bizarre.

Les railleries du grand homme avaient mis M. de Kaunitz au désespoir. « Le roi de Prusse, avait-il dit souvent avec amertume, est le seul homme qui me refuse l'estime qui m'est due. » Le roi de Prusse ne refusa plus cette estime si désirée ; il supprima les sarcasmes et y substitua les compliments. Dès lors il n'y eut plus d'obstacle entre le roi et l'empereur. Sans éclater au dehors, une révolution complète s'opéra dans l'intérieur de la cour de Vienne. Marie-Thérèse aimait la paix, Joseph était ambitieux. Kaunitz se trouva dans la position d'un intendant économe près d'un fils de famille mineur et prodigue. Plus d'une fois, pour éprouver son crédit, il essaya de donner sa démission ; mais ces retraites, jamais acceptées, le raffermissaient au pouvoir. Bref, par un mélange d'adresse et de roideur, il se remit en équilibre, et devint en même temps le confident de la mère et le complaisant du fils.

Il se garda bien de heurter un jeune prince entêté, présomptueux, et réussit d'autant mieux à le conduire, qu'il eut toujours l'air de le suivre. Joseph se proposa le même manège ; chacun crut avoir gagné l'autre. D'ailleurs, la

politique de Joseph II ne répugnait pas absolument à M. de Kaunitz. Nous le répétons, il aimait la paix ; il la maintenait, dans la crainte de l'ascendant du maréchal Lasey et du parti militaire ; mais son désir d'accroître la puissance de la maison d'Autriche l'emportait sur tout autre sentiment et défiait tous ses scrupules. Son patriotisme était une passion. Qui pourrait lui en faire un crime ?

Bientôt il fut impossible de douter de la connivence de M. de Kaunitz avec l'empereur ; ils avaient un égal désir de se rapprocher du roi de Prusse. Pour s'en convaincre, il suffisait de voir avec quel soin, tout en lançant encore de temps en temps, par une vieille habitude, des épithètes désobligeantes contre Frédéric, Kaunitz justifiait les démarches les plus équivoques de ce prince, le disculpait de tout projet d'envahissement, et se faisait son avocat, même auprès de la cour de Versailles. Marie-Thérèse parut négligée par son ministre ; on crut partout à une espèce de gouvernement occulte entre le chancelier et l'empereur, à l'insu de l'impératrice-reine ; on s'aperçut plus tard qu'il n'y avait rien de réel dans cette discorde fastueuse. Pour jouer une

pièce nouvelle, il avait bien fallu faire une nouvelle distribution de rôles.

Alors, il fut décidé entre l'empereur et le roi que la médiation de la Prusse et de l'Autriche serait proposée et, s'il le fallait, imposée à Catherine II. Ce n'était encore, sous un autre titre, que la pacification portée par le comte Lynar et rejetée par l'impératrice de Russie. Maintenant l'offre cachait une menace; un refus pouvait amener la guerre. En dédaignant de prendre sa part des dépouilles de la Pologne, Catherine risquait de s'attirer les armes combinées des deux puissances allemandes. Il n'y avait rien de plus agréable à Joseph qu'une telle éventualité. C'était un appât que le vieux roi présentait à un jeune monarque, avide d'affaires parce qu'il y était novice; jaloux surtout d'exercer, dès le début de son règne, une grande influence en Orient. Il lui demanda une entrevue, et cette fois il l'obtint.

Elle eut lieu à Neiss; c'est là, c'est dans cette Silésie si regrettée, que Joseph vit pour la première fois le vieil adversaire, le vainqueur de sa maison. Tout ce que l'esprit, la grâce, le désir de plaire, peuvent avoir de plus séduisant, fut mis en usage pour effacer une impression pénible. Fas-

ciner le jeune empereur, le conquérir par toutes les marques de respect, de déférence, qu'il était possible d'accorder sans bassesse à l'héritier des Césars ; mêler avec art la subordination officielle d'un électeur à la douce autorité d'un vieillard et au juste ascendant d'un grand homme ; applaudir aux idées de l'empereur comme philosophe, à ses prétentions comme guerrier, à ses plans comme administrateur ; feindre de croire à une franchise qui, à force de vouloir paraître naturelle, se démentait à chaque syllabe, à chaque mouvement des lèvres et des yeux ; paraître dupe d'une simplicité trahissant l'orgueil ; placer enfin, de bonne grâce, un héros au niveau d'un jeune homme que son rang seul empêchait d'être un inconnu : telle fut la magie dont Frédéric environna Joseph.

L'empereur répondit à ces avances avec une cordialité extérieure et une ruse prématurée. Sans émotion apparente à la vue de son héritage occupé par un rival, il protesta qu'il n'y avait plus de Silésie pour l'Autriche ; mais il subordonna sa volonté à celle de sa mère, réserve que Frédéric trouva adroite et qui l'était en effet, puisqu'en donnant les assurances les plus fortes de sympathie, Joseph ne s'engageait à rien de

définitif et laissait le champ libre aux chances de l'avenir. Un seul point fut réglé dès lors comme base principale et préalable d'une nouvelle politique. L'alliance française fut entièrement sacrifiée par l'empereur. Il promit la neutralité la plus absolue dans toute discussion entre l'Angleterre et la France. On déclara d'un commun accord ; que la violence du ministre qui gouvernait ce royaume , la perturbation dans laquelle M. de Choiseul précipitait l'Europe , lui avaient aliéné entièrement les deux grandes puissances germaniques. La cour de Versailles fut donc exclue de tous les arrangements futurs ; la promesse d'une correspondance particulière entre les deux monarques , à l'insu du gouvernement de Louis XV , cimentâ leur accord. Dans cette première entrevue , il fut question d'un démembrement de la Pologne : des témoignages contemporains et immédiats le certifient ; mais aucun plan ne fut arrêté et aucun ne pouvait l'être avant le retour de Joseph II à Vienne. Il n'avait paru à Neiss que pour sonder et préparer le terrain.

A peine était-il rentré dans sa capitale , que Marie-Thérèse fit appeler l'ambassadeur de France et lui parla en ces termes : « Le roi de

Prusse n'a pas osé dire un mot contre l'alliance, il a respecté ma façon de penser. » Quel sentiment dictait ce langage à Marie-Thérèse ? Ignorait-elle que l'alliance française fût sacrifiée ? Croyons-le pour l'honneur de sa mémoire.

Dès ce moment, l'Autriche, qui n'avait encore pris aucune part ostensible aux affaires de Pologne, s'en mêla ouvertement. D'abord, afin de se concilier les confédérés, loin d'en parler avec dédain et légèreté, comme on l'avait fait jusqu'alors à la cour de Vienne, Marie-Thérèse afficha le plus vif intérêt pour leur cause ; elle dit qu'ils étaient les défenseurs de la religion catholique, et que l'honneur s'était réfugié sous leurs tentes. Une si haute approbation ne pouvait que les encourager à se jeter dans les bras de l'Autriche. On fit plus : pour maîtriser le conseil général des confédérés et l'annuler au besoin, la *généralité* (c'est ainsi qu'on appelait ce conseil) fut invitée à s'établir en Hongrie. C'était la reconnaître. Aussi, dès que le bruit de cette invitation se fut répandu parmi les Polonais, ils en poussèrent des cris de joie ; ils s'imaginèrent qu'ils étaient publiquement soutenus par la cour de Vienne et se crurent sauvés. La généralité

quitta Biala pour Éperières. Joseph II vint y voir les chefs de la confédération, les assura de sa protection et leur recommanda surtout de ne pas se laisser prendre aux promesses de la France.

Frédéric, de son côté, ne perdit pas de temps. Jusqu'alors, il s'était borné à intimider les magnats de la Prusse polonaise pour les empêcher de se joindre aux confédérés. Les laissant dans l'incertitude de ses desseins, il s'était contenté de faire battre la campagne par ses troupes sur la frontière et avait donné à ces excursions partielles un motif exclusivement fiscal. Les confédérés n'osaient pas approcher de plus de quatre milles des limites gardées par les soldats prussiens; la noblesse de la Prusse polonaise, cantonnée dans ses châteaux, ne se permettait ni une opinion ni un mouvement. *Le magistrat* (municipalité) de Dantzick, sommé par les patriotes de se joindre aux confédérés, s'y refusa positivement. Rien n'était comparable à l'état de gêne et d'anxiété dans lequel Frédéric avait tenu jusqu'alors la partie de la Pologne limitrophe de ses États. Dans ce moment, il hasarda quelque chose de plus. Comme pour accoutumer l'opinion à la prise de possession de

Dantziek, il y fit entrer mille hommes, puis il les retira précipitamment et désavoua le général qui les commandait. Ensuite, le grand encombrement de troupes dans l'intérieur du pays ayant amené une contagion, Frédéric déclara que c'était la peste, et établit un cordon de troupes sur la frontière. C'est à cette date qu'il faut rapporter la première métamorphose des cordons sanitaires en armées d'observation. Frédéric fut l'auteur primitif de cet expédient si souvent employé depuis. Thiébault raconte qu'à cette nouvelle, Berlin se crut pestiférée : la ville entière se munit de vinaigre des quatre voleurs.

Tout s'était passé jusqu'alors entre Joseph et Frédéric : le prince Kaunitz n'avait point assisté aux conférences de Neiss ; mais la position du chancelier était trop prépondérante et l'influence de l'empereur trop nouvelle, trop dépendante de sa mère et de Kaunitz, pour que celui-ci restât étranger à la négociation au moment même où elle allait devenir vraiment importante. C'est à lui qu'il appartenait désormais de la conduire : il le voulait, Marie-Thérèse l'exigea, l'empereur y consentit. On l'a vu plus haut, c'était une tactique. Kaunitz accompagna

Joseph dans la seconde entrevue concertée entre lui et le roi de Prusse ; ils se rencontrèrent au camp de Neustadt, en Moravie. Le jeune César s'y effaça comme Télémaque devant Mentor, abandonna à son ministre toute la partie politique, affectant de se réserver le détail militaire. Frédéric y reprit avec une application nouvelle, son système de séduction et de déférence ; mais, soit mécontentement secret de ce rôle subordonné, soit impossibilité de vaincre ses habitudes de blâme et d'ironie ; soit que l'enthousiasme juvénile de Joseph II, dégagé des premiers effets de la surprise, eût le temps de se refroidir dans l'intervalle, le roi frappa plus fort que juste et ne toucha pas le but. Ses respects parurent affectés, presque insultants. En tenant l'étrier de l'empereur, Frédéric semblait indiquer par l'observation de cette étiquette séculaire, bien moins le point de départ des marquis de Brandebourg que l'intervalle immense qui les en éloignait à jamais. Il fit avec trop d'emphase l'éloge des généraux qu'il avait battus. Joseph se sentit plus gêné que flatté ; Frédéric perdit de son prestige à ses yeux. En effet, la conversation du roi devint trop peu

mesurée, trop abondante. Quoique passablement philosophe, Joseph fut surpris et choqué de la légèreté de son interlocuteur sur des sujets sacrés. Il en avait été averti sans doute; mais peut-être avait-il compté au fond de l'âme sur une réserve commandée par la majesté impériale. Dans cette entrevue, les défauts des deux alliés restèrent trop longtemps en présence; l'éloignement qu'ils ressentirent plus tard l'un pour l'autre commença à poindre dès lors. C'est directement avec le prince Kaunitz que traita le roi de Prusse. Dans une première conférence, ces deux hommes, qui s'étaient fait tant de mal, mais qui ne s'étaient jamais vus, s'observèrent sans se laisser entamer. Chacun prétendit garder ses avantages, se renvoyant le soin de proposer des mesures qui leur causeraient à tous deux un embarras secret. Ils commencèrent par des banalités diplomatiques : amour de la paix, maintien de l'équilibre européen, modération réciproque. Pour se mettre mutuellement à plus haut prix, chacun fit valoir ses alliances : celui-ci la France, l'autre la Russie. Ensuite, on fit bon marché de l'une et de l'autre, et dès ce premier entretien, il fut décidé que

L'ambition de Catherine II devait être réprimée ; surtout qu'il était nécessaire de se défier de la cour de Versailles. On se promit de l'amuser, de l'endormir, de ne lui faire savoir rien d'important, et de se communiquer fraternellement tout ce qui pourrait venir de cette source suspecte. Ces préliminaires consentis, il n'était pas nécessaire de s'entendre sur le reste. Enfin, il fut question de tout, excepté du véritable sujet de la conférence. Frédéric fit comme Agamemnon : il ne parla point de la victime. Le nom de la Pologne ne fut prononcé ni par lui ni par Kaunitz.

Tout à coup un séraskier arrive de Constantinople ; il apporte la nouvelle de la destruction de la flotte ottomane par la flotte russe dans les eaux de Tchesmé, et demande avec instance, de la part du sultan éperdu, la médiation de la Prusse. Ainsi s'accomplissaient, bien au delà de ses espérances, les calculs du grand et rusé Frédéric. C'est à la face de ses anciens ennemis qu'il était proclamé l'arbitre de l'Europe et de l'Asie. Au lieu de se livrer à un élan de fastueux orgueil dont n'aurait pu se défendre telle âme encore plus haute, mais moins simple et moins

profonde, il profita de sa position avec une habileté rare. Il offrit sur-le-champ à l'empereur de partager avec lui les honneurs de la médiation ; se faisant fort du consentement de la Porte à cette adjonction inattendue. Ainsi c'est la maison de Brandebourg qui, dans une occasion d'une solennité sans égale, patronait la maison d'Autriche. Kaunitz en rougit, il affecta l'indifférence et sembla hésiter à accepter l'offre de Frédéric ; il accepta pourtant, et voici le plan de conduite qu'ils adoptèrent d'un commun accord.

Les victoires de Catherine avaient frappé ses ennemis de stupeur, ses alliés d'étonnement. La Moldavie et la Valachie envahies dans une première campagne ; la flotte russe, dont à peine on soupçonnait l'existence, partie de la Baltique et arrivée dans la Méditerranée avant qu'on eût appris son départ ; cent cinquante mille Turcs battus par trente mille Russes¹ sur les bords du Kaghoul ; la flotte ottomane dispersée dans les airs sur les côtes de l'Asie Mineure, voilà ce qui

¹ Turcs : infanterie, 50 000 ; cavalerie, 100 000. — Russes : infanterie (53 bataillons de 350 à 500 hommes), 23 610 ; cavalerie (47 escadrons) 3500 ; cosaques, 2890.

donnait à Catherine le droit de tout demander et de beaucoup obtenir. « Il faut donc lui trouver une compensation aux provinces danubiennes que l'Autriche ne veut pas laisser entre ses mains. Cette compensation ne peut être qu'en Pologne; c'est là, non ailleurs, qu'elle doit la chercher. En prenant des parts égales à la sienne, les deux autres puissances rétabliront l'équilibre. Si Catherine résiste encore à cette offre, comme elle l'a fait jusqu'à présent, elle peut s'attendre à une guerre probable contre l'Autriche et la Prusse réunies, et doit compter sur une opposition certaine à tous ses projets en Orient. » Cela dit, les deux futurs copartageants se séparèrent, et le prince Kaunitz alla se reposer dans sa villa d'*Austerlitz*, où il assura M. Durand, notre chargé d'affaires, qui était venu lui faire sa cour, que, « sans le séraskier porteur de la demande de médiation, il n'aurait pas été question d'affaires à Neustadt. » Puis il fit à cet agent français une foule de fausses confidences¹, pour mieux tromper M. de Choiseul, qui pour-

¹ C'est sur ces fausses confidences de M. de Kaunitz à M. Durand que M. Ferrand a échafaudé toute son histoire *des trois démembrements de la Pologne*.

tant ne se trompait pas. Frédéric envoya donc ses propositions à Catherine. Il lui conseilla pour la troisième fois, un accommodement aux dépens des Polonais.

Pour la troisième fois aussi l'impératrice répondit « qu'elle ne prétendait à aucune extension de territoire en Pologne, mais qu'injustement attaquée par les Turcs, qui sous le vain prétexte de l'accident de Balta lui avaient déclaré la guerre, elle ne voulait pas en faire les frais; que c'était aux Turcs à les payer en lui abandonnant, avec les deux Cabardies et Azof, ancienne possession de Pierre I^{er}, une île dans l'archipel grec pour y former un entrepôt commercial; en stipulant la libre navigation de la mer Noire et l'indépendance des Tartares. Quant à la Moldavie et à la Valachie, elles formeraient des principautés indépendantes sous le protectorat de la Russie. » Ni Joseph ni Frédéric n'acceptèrent ces conditions. Ils nièrent la possibilité de ces sacrifices pour la Porte ottomane, et insistèrent encore sur une indemnité en Pologne. Catherine déclara qu'elle continuerait la guerre. Alors Frédéric eut recours à des moyens plus efficaces que les dépêches des ambassadeurs et des mi-

nistres. Au lieu d'un diplomate de profession, il envoya à Pétersbourg son propre frère, le compagnon de ses travaux ; l'illustre prince Henri. En attendant le résultat de cette démarche, Joseph II, d'accord avec le roi de Prusse, fit filer des troupes pour s'emparer de Zips, district polonais enclavé dans la Hongrie.

L'écho des canons de Catherine ; le son des cloches des églises de Pétersbourg qui annonçaient de continuels *Te Deum*, retentirent jusque dans Versailles. A ce bruit triomphal, les ennemis de M. de Choiseul élevèrent la voix, et irritèrent le ministre au lieu de l'abattre. La fièvre d'activité qui le dévorait circula plus ardente dans ses veines. Par un bizarre effet de la colère, il ne perdit rien de sa perspicacité, mais il ne voulut point en faire usage. Rien dans la conduite ambiguë des cours de Vienne et de Berlin ne lui avait échappé ; il avait saisi d'un coup d'œil ce que leurs réunions et leurs pourparlers recélaient d'hostile pour la France. D'avance, il avait tout prévu, tout deviné : ses dépêches sont remplies d'inductions précises. Mais, dès que l'événement pressenti se fut rapproché, dès qu'il eut passé des conjectures

dans les faits, Choiseul s'efforça de ne plus y croire; il se roidit contre son propre jugement, il eut recours à des illusions qu'il n'avait pas, et s'efforça de devenir sa propre dupe. Tant qu'il n'y eut aucun rapport ostensible entre Joseph et Frédéric, tant que ce dernier se tint éloigné des frontières de la Prusse polonaise, Choiseul découvrait, indiquait aux agents diplomatiques placés sous ses ordres, les manœuvres des deux cours pour se rapprocher. Il signalait, il dénonçait les appétits secrets de Frédéric et ses projets de partage; mais, lorsque l'événement l'eut justifié complètement, lorsqu'à Neiss, à Neustadt, les nouveaux alliés délibérèrent sur la Pologne, lorsque les envoyés de France à Berlin, à Varsovie, à Pétersbourg, à Constantinople, confirmèrent les prévisions du ministre, et lui en fournirent les preuves justificatives dans leurs dépêches; furieux d'avoir eu raison, il gourmanda leur prévoyance, la traita de prématurée, d'intempestive, presque de visionnaire. Lui qui avait vu le danger de si loin, il ne voulut plus le reconnaître dès qu'il put le toucher au doigt.

« Sans doute, dit-il, l'empereur et le roi de Prusse se sont vus, mais ils n'ont point parlé de

la Pologne. M. de Kaunitz a protesté de son attachement à l'alliance; Frédéric a lancé ses troupes dans la Prusse polonaise, mais c'est uniquement pour arracher une contribution aux habitants de Dantzick. On dit que les Russes ont remporté des victoires; c'est un faux bruit. On prétend que les confédérations se disloquent et se rompent de toutes parts; il n'en est rien : elles vont chasser les Russes et balayer la Pologne. » On pourrait croire que M. de Choiseul s'était fait illusion sur la faiblesse de la confédération de Bar. Bien loin de là, il l'avait connue et constatée lui-même; mais il s'était fait un plan, il l'avait établi sur des données fausses, il s'était trompé, cruellement trompé sur les forces respectives des Ottomans et des Russes; son imagination s'était trop échauffée sur la Ligue du Nord; il n'avait pas vu qu'il était inutile de soulever l'Europe contre cette ligue, parce que

« Dans les instructions de M. de Chateaufort, il faut y faire mention (*sic*) et lui donner ordre de dire à l'évêque de Kamimiek qu'il y aurait de l'absurdité à faire fond sur la confédération de Bar, qui est conduite pitoyablement, et qui finira par faire plus de mal que de bien aux affaires. » Note autographe de M. de Choiseul sur le déchiffrement d'une dépêche de M. Gérault, datée de Varsovie le 28 décembre 1768 et reçue le 29 janvier 1769.

l'Angleterre et la Prusse n'y accéderaient jamais, ce qui suffisait pour la frapper d'impuissance. Il avait combattu avec acharnement une ombre, une chimère. L'espoir de se rendre arbitre entre la Prusse et l'Autriche lui avait également échappé ; il n'était pas parvenu à les diviser sur les questions d'Allemagne, parce qu'elles s'étaient réunies sur celles de Pologne. Son système, si vivement mis en train, si ardemment poursuivi pendant tant d'années, s'affaissait sous ses yeux, se fondait entre ses mains. Choiseul le voyait disparaître avec d'autant plus de regret, qu'il y allait de son existence ministérielle. Dans cette situation, il ne songea plus qu'à s'étourdir sur les suites. Quelle que fût sa conviction intérieure, il imposa silence à cette voix secrète. Marcher, marcher toujours devant lui, sans regarder ni en avant, ni en arrière, ni à côté, voilà désormais toute la politique du duc de Choiseul. Lancé dans l'espace, il se sentait le besoin irrésistible de courir, fût-ce pour tomber au fond d'un abîme. Ses projets n'étaient plus des combinaisons, c'étaient des passions ; sa haine pour Catherine II n'était plus qu'une fureur aveugle ; son sourd ressentiment contre le prince Kaunitz

une plaie intime et profonde. Tout, jusqu'à son intérêt tardif pour les Polonais, prit le caractère d'une effervescence malade. Il ne songea plus à s'informer de la vérité, il se refusa à l'évidence ; servi par sa légèreté naturelle, il changea facilement ses craintes en sarcasmes et ses colères en mépris. Néanmoins, voulant pousser sa chance jusqu'au bout, il ne renonça à aucune de ses entreprises. Il fit plus, il les exagéra, il les força, il les chargea outre mesure, comme une arme qu'on bourre, au risque de la faire éclater. Plus sa perte approchait, plus son enthousiasme devenait excessif.

Le seul moyen de salut qui lui restât, c'était d'obtenir pour les Polonais un accommodement honorable, sous la garantie de la France et des autres puissances signataires du traité d'Oliva. Au lieu de cela, que fit le duc ? Il alla chercher et trouva... qui l'aurait pensé ? ... une tête encore plus chaude que la sienne ! C'était Dumouriez, plus tard célèbre général républicain, alors simple aventurier monarchique, rempli de bravoure et d'esprit. M. de Choiseul le fit venir ; il lui parla beaucoup, lui donna un peu d'argent, et lui commanda de

courir au plus vite en Pologne pour exciter les patriotes en leur promettant six mille ducats par mois. Il approuva la déchéance de Stanislas-Auguste, prononcée malgré l'opposition de l'évêque de Kaminiek et des magnats les plus politiques, les plus sensés parmi les confédérés. Il renvoya un émissaire secret du roi de Pologne, et imagina de remplacer Poniatowski par le duc Albert de Saxe-Teschen, mari de l'archiduchesse Marie-Christine et beau-frère de Marie-Antoinette, alors dauphine. Choiseul espérait regagner ainsi les bonnes grâces de Marie-Thérèse, dont l'appui lui devenait plus nécessaire que jamais contre les intrigues du duc d'Aiguillon et de M^{me} du Barry. Ce calcul fut encore déjourné. « J'aime trop ma fille Christine, dit l'impératrice-reine, pour l'envoyer dans un tel pays. » Elle avait pourtant songé un moment à donner une de ses filles à Poniatowski lui-même ; maintenant la sollicitude maternelle servait de voile aux engagements formels pris à Neustadt, à l'insu de la France. Joseph et Frédéric y étaient convenus de maintenir Stanislas-Auguste sur son trône précaire et chancelant.

Dans le premier moment, M. de Choiseul put

s'applaudir de l'envoi de Dumouriez, accompagné d'ingénieurs et d'officiers au nombre de soixante. La confédération parut se ranimer; ce fut son moment le plus brillant. Zarembo occupait le duché de Posen; Puławski, la partie la plus méridionale de la grande Pologne. Joseph Miaczynski, vainqueur à Sieniawa et à Mislénice, s'était rendu maître des deux Gallicies, de la majeure partie de la petite Pologne; par la prise du poste fortifié de Landskorona, il avait assuré ses communications avec la Silésie autrichienne et menaçait Cracovie. Un chef de Cosaques polonais, Sawa Kalinski, poussa même une reconnaissance jusque dans les faubourgs de Varsovie; mais tous ces succès furent éphémères. Dumouriez avait trouvé les confédérés divisés, livrés au jeu, aux femmes, occupés de leurs plaisirs ou de leurs querelles, demandant avec ardeur les subsides de la France, et (à quelques exceptions) les appliquant à toutes les recherches, à toutes les folies d'un luxe effréné¹. Par un contraste bizarre, les

¹ « Le tout formait 46 à 47 000 hommes sous huit ou dix chefs indépendants, sans accord, se méfiant les uns des autres, quelquefois se battant entre eux ou au moins se débauchant leurs

mœurs d'une société en décadence s'alliaient aux excès d'une superstition digne du moyen âge. A Czenstochowa, lieu célèbre, moitié forteresse, moitié monastère, situé près de Cracovie, au milieu des forêts et au pied des montagnes, les confédérés jurèrent la mort de Stanislas-Auguste. Ils firent bénir leurs sabres et leurs poignards par des moines, devant une madone miraculeuse. En d'autres temps, cet appareil aurait provoqué de sauvages sympathies, mais en plein XVIII^e siècle, il ne produisit qu'un effet de surprise et de dégoût.

Dans cet intervalle, le duc de Choiseul succomba sous les efforts redoublés de ses ennemis. Sa disgrâce fut un triomphe ; sa chute couvrit sa renommée obscurcie et compromise dans les derniers temps de son ministère, par de grandes fautes politiques qui avaient amené ou du moins hâté le partage de la Pologne. Plus

troupes mutuellement. Cette cavalerie, toute composée de nobles égaux entre eux, sans discipline, sans obéissance, mal armée, mal montée, bien loin de pouvoir résister aux troupes réglées des Russes, était même bien inférieure aux Cosaques irréguliers. Pas une place, pas une pièce d'artillerie, pas un seul homme d'infanterie. » *Mémoires de Dumouriez* (collection des *Mémoires sur la révolution*), tome I, p. 171.

tard, on fait dire à Louis XV : *Ah ! si Choiseul était encore ici !* Ce mot est incompréhensible ; il ne peut avoir été prononcé. Le roi savait trop bien ce qui en était. L'embarras dans lequel les entreprises aventureuses de M. de Choiseul l'avaient jeté contribuèrent au renvoi de ce ministre, assurément autant que les intrigues de M^{me} du Barry et du duc d'Aiguillon ; mais le public ne vit que ces lâches et viles manœuvres. On crut, on voulut croire au prétendu regret de Louis XV ; on s'accorda pour voir dans le ministre tombé, non la victime d'un système politique, mais celle d'une révolution de sérail. On oublia ses erreurs et ses fautes, qui d'ailleurs étaient alors peu connues, pour ne lui tenir compte que de ses vertus patriotiques. Ce fut justice, car ce ministre aimait vraiment la France ; il savait ce que pèse son nom ; il sentait vivement le bonheur, le plaisir, l'honneur insigne de la servir et de lui plaire. Ce qui honorera toujours le duc de Choiseul, c'est qu'au xviii^e siècle, il fut du petit nombre de ceux qui n'avaient pas encore perdu le sentiment et l'intelligence de ce mot divin : Patrie !

CHAPITRE V.

Voyage du prince Henri à Pétersbourg. — Détails et réfutation. — Le duc d'Aiguillon successeur du duc de Choiseul. — D'Aiguillon pressent le partage de la Pologne. — Il envoie le prince Louis de Rohan ambassadeur à Vienne. — Intrigues politiques. — Le démembrement est décidé. — Envoi de Dumouriez en Pologne. — Défaite des confédérés. — M. de Rohan avertit en vain M. d'Aiguillon. — Correspondance de Voltaire avec le roi de Prusse. — Dissimulation de Frédéric. — Le partage est consommé.

Ainsi tout était convenu entre les cours de Vienne et de Berlin. Si le démembrement de la Pologne n'avait dépendu que de ces deux puissances, il était fait ; mais il restait encore à obtenir l'adhésion la plus importante, celle du cabinet de Pétersbourg. Le lecteur se rappelle que, pour ne pas l'exposer aux éventualités et aux longueurs d'une négociation ordinaire, Frédéric avait employé le prince Henri, son frère, auprès de Catherine II.

Ce voyage avait encore un autre objet, moins immédiat, mais aussi précieux pour lui. Le

prince Henri n'était pas seulement chargé de séduire l'esprit de l'impératrice, il était destiné à tromper l'opinion publique. Après avoir porté pendant tout son règne le projet du partage de la Pologne, Frédéric songea à en secouer le fardeau, dès qu'il fut sûr de réaliser enfin la pensée de toute sa vie. Il feignit de ne l'avoir jamais conçue, et prit le parti d'en repousser la responsabilité. Pour accomplir son nouveau dessein, ce fut son frère qu'il choisit. Lui-même a eu soin d'exposer son système; c'est sur sa propre apologie que nous pouvons le juger. Le tissu en est captieux, il serait aisé de se laisser prendre à cette trame; mais, grâce aux inadvertances et aux contradictions inséparables de l'homme, même lorsqu'il surveille ses paroles, les assertions de Frédéric, quoique très-calculées, peuvent mettre sur la trace de la vérité qu'il a déguisée avec un soin minutieux et jaloux.

Selon le récit du royal historien, l'Autriche, irritée des prétentions de la Russie en Orient, était sur le point de lui déclarer la guerre; les intentions hostiles de la cour de Vienne n'étaient combattues que par la Prusse. Pour calmer l'irritation de Catherine et pour prévenir

une conflagration générale, Frédéric, si enclin à la paix comme personne ne l'ignore, avait envoyé à Pétersbourg un prince de son sang, le premier homme de son royaume après lui. Bien loin de proposer le partage de la Pologne, le prince Henri n'en avait pas même prononcé le nom, lorsqu'on apprit tout à coup à Pétersbourg que les Autrichiens venaient de s'emparer du district de Zips, enclavé dans la Hongrie, mais appartenant à la république.

« Une démarche aussi hardie étonna la cour de Russie, et ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui se fit dans la suite entre les trois puissances. La principale raison était celle d'éviter une guerre générale près d'éclorre; il fallait, outre cela, entretenir la balance des pouvoirs entre de si proches voisins, et, comme la cour de Vienne donnait suffisamment à connaître qu'elle voulait profiter des troubles présents pour s'agrandir, le roi ne pouvait se dispenser de suivre son exemple. L'impératrice de Russie, irritée de ce que d'autres troupes que les siennes osaient faire la loi en Pologne, dit au prince Henri que, si la cour de Vienne voulait démembrer la Pologne, les autres voisins de ce royaume étaient en droit d'en faire autant. Cette ouverture se fit à propos, car, après avoir tout examiné, c'était l'unique voie qui restât d'éviter de nouveaux

troubles et de contenter tout le monde. La Russie pouvait s'indemniser de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs, et, au lieu de la Valachie et de la Moldavie, qu'elle ne pouvait posséder qu'après avoir remporté autant de victoires sur les Autrichiens que sur les musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de la Pologne à sa bienséance¹. »

A s'en tenir au récit du roi de Prusse, il ne fit que suivre l'Autriche et la Russie ; c'est Marie-Thérèse qui, la première, envahit le territoire polonais, et, sur cet exemple, ce fut Catherine qui proposa le démembrement. D'où il résulte que Frédéric est parfaitement innocent de tout ce qui s'est passé, et qu'il s'est borné à suivre docilement les deux impératrices, ses alliées ; mais il a oublié :

Que lui-même, du vivant de Guillaume I^{er}, avait supplié son père de s'emparer de la Prusse polonaise ;

Que le partage, arrêté entre lui et Pierre III, fut ajourné seulement par suite de la révolution de 1762 ;

Que, dans les négociations qui précédèrent

¹ *Mémoires de 1763.*

l'entrevue de Neustadt, il avait renouvelé les mêmes propositions, éludées par Catherine ;

Que son projet de pacification, porté à Pétersbourg par le comte Lynar, contenait formellement un projet de partage, et qu'il en est convenu lui-même dans ses *Mémoires* ; bien que ses premiers éditeurs aient supprimé cet aveu, loyalement rétabli depuis.

Ici, les preuves sont positives ; elles seraient suffisantes. Celles qu'on peut tirer des conférences de Neustadt n'ont pas le même caractère d'évidence. Personne n'a assisté aux entretiens particuliers de l'empereur, du roi et du prince Kaunitz ; aucun écho n'en aurait révélé les secrets, si le *scribendi cacoëthes* du métromane n'avait pas trahi la dissimulation du politique ; mais, malgré les précautions de Frédéric, et surtout à cause de ces précautions, qu'y a-t-il de plus clair que ses aveux ?

« Il y avait deux partis à prendre : ou arrêter l'impératrice de Russie dans le cours de ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer d'en tirer parti.

« Le roi jugea qu'en y faisant intervenir la cour de Vienne et en y joignant sa médiation, on pourrait ré-

tablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions *acceptables* des deux parts¹. »

Tous ces mots captieux, toutes ces expressions variées avec art : *médiation*, *conditions acceptables*, n'ont pas de sens si elles ne sont pas synonymes de *partage*. Le partage de la Pologne pouvait seul réunir dans un intérêt commun les trois puissances divisées entre elles sur toutes les autres questions. D'ailleurs, à défaut de ces preuves si convaincantes, on serait amené à la découverte de la vérité par le désaccord qu'on trouve dans le récit des deux frères, car nous avons aussi la version du prince Henri. Nous la devons à un témoignage irrécusable, celui du comte de Ségur, qui l'a consignée dans ses *Mémoires*. M. de Ségur s'entretenait avec le prince prussien du partage, en l'attribuant, selon la version généralement accréditée, à Catherine II.

« Ah ! pour le partage de la Pologne, répliqua le prince, l'impératrice n'en a pas l'honneur, car je puis dire qu'il est mon ouvrage. J'avais été faire un voyage

¹ *Mémoires* de 1763.

à Pétersbourg; à mon retour, je dis au roi mon frère
« Ne seriez-vous pas bien étonné et bien content si je vous
« faisais tout à coup possesseur d'une grande partie de
« la Pologne? — Surpris, oui, répondit mon frère,
« mais content, point du tout, car il me faudrait, pour
« faire cette conquête et pour la garder, soutenir encore
« une guerre terrible contre la Russie, contre l'Autriche
« et peut-être contre la France. J'ai risqué une fois cette
« grande lutte qui a failli me perdre. Tenons-nous-en là:
« nous avons assez de gloire; nous sommes vieux, et il
« nous faut du repos. » Alors, pour dissiper ses craintes,
je lui racontai que, m'entretenant un jour avec Catherine II, comme elle me parlait de l'esprit turbulent des
Polonais, de leur anarchie, de leurs factions, qui tôt ou
tard, feraient de leur pays un théâtre de guerre, où
les puissances qui les entourent seraient inévitablement
entraînées, je conçus et lui présentai l'idée d'un partage
auquel l'Autriche devrait naturellement consentir sans
peine, puisqu'il l'agrandirait.

« Ce projet frappa vivement l'impératrice. « C'est un
« trait de lumière, dit-elle, et si le roi votre frère adopte
« ce projet, étant d'accord tous deux, nous n'avons rien
« à craindre, ou nous saurons sans peine la forcer à le
« souffrir. — Ainsi, ajoutai-je, sire, vous voyez qu'un
« tel agrandissement ne dépend plus que de votre vo-
« lonté. » Mon frère m'embrassa, me remercia, entra
promptement en négociation avec Catherine et la cour
de Vienne. L'empereur hésita, sonda les dispositions de

la France; mais, voyant que la faiblesse du cabinet de Louis XV ne lui laissait aucun espoir de secours, il céda et prit doucement son lot. Ainsi, sans guerroyer, sans perdre de sang ni d'argent, grâce à moi, la Prusse s'agrandit, et la Pologne fut partagée¹. »

Certes, il n'y a rien de moins croyable que le *trait de lumière* de Catherine et l'étonnement de Frédéric en recevant *pour la première fois*, comme quelque chose d'inattendu, une idée qui germaît déjà dans la tête de Metra, de l'abbé *Trente mille hommes*, de tous les nouvellistes en plein vent de l'arbre de Cracovie, et qui, en France, traînait depuis plus d'un siècle au dépôt des affaires étrangères. La contradiction saute aux yeux. Frédéric attribue la proposition à Catherine, le prince Henri à lui-même. Comment les deux frères pouvaient-ils avoir deux opinions différentes sur un pareil fait ? D'ailleurs, le faux et l'arrangement percent dans le récit du prince. Que dire de ce dialogue : *Ne seriez-vous pas bien étonné*, etc. ? Où est le naturel, où est la vraisemblance ? Le roi se garda bien d'envier à

¹ Ségur, *Mémoires et Souvenirs*, tome II, p. 144.

son frère l'initiative qu'il réclamait. Il voulut même le récompenser par une statue ; mais, au grand regret de l'avare Frédéric, Henri aimait mieux recevoir sa gloire en argent.

Ainsi, plus de doute, l'auteur du projet est connu : c'est Frédéric. La première proposition et l'accord entre l'Autriche et la Prusse doivent être fixés, non pas à Neiss, mais à Neustadt. Il est donc absurde d'en faire un coup de théâtre entre le prince Henri et l'impératrice Catherine. Voici la vérité sur leur entrevue : Frédéric l'avait préparée en l'attribuant au hasard ; Henri avait pris la route du Nord, sous prétexte de faire une visite à sa sœur Ulrique, reine de Suède ; le *hasard*, toujours le *hasard*, l'avait ensuite conduit jusqu'à Pétersbourg. L'entrevue avait été pompeuse et froide. Le prince négociateur emporta à Berlin le consentement éventuel de Catherine II ; mais aucun détail n'avait été débattu, aucune base arrêtée entre eux. L'impératrice n'avait encore admis le partage qu'en principe. La Pologne n'était pas entièrement sacrifiée ; elle tenait à un fil léger, dont un bout flottait en Russie et l'autre en France. Le duc d'Aiguillon, aussi bien que le duc de

Choiseul, avait pressenti le démembrement. Il ne se faisait aucune illusion sur la conduite de la cour de Vienne; mais comme, avant tout, il voulait plaire aux cabinets étrangers, comme ce système de complaisance lui semblait la base la plus solide de son crédit, il chercha, dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, ce qu'on appelle maintenant un *éditeur responsable*. Il lui fallait pour cela quelque apprenti diplomate qu'il lui fût facile d'accuser de négligence et d'impéritie, en rejetant sur lui le blâme d'un événement qu'il prévoyait sans songer à l'empêcher, et, soyons juste, sans pouvoir l'empêcher. M. d'Aiguillon s'efforça donc de trouver un homme d'un rang assez élevé pour représenter avec dignité, d'un esprit assez orné pour ne pas paraître trop au-dessous de sa place, mais dissipé, étranger à la politique par son état et par son âge, et qui, énervé par les petites convenances du grand monde, se laissât accuser, faute de cœur pour se défendre. Le ministre voulait surtout que ce négociateur novice fût très-dérangé dans ses affaires, afin que, si par extraordinaire il avait la velléité de parler, on pût le faire taire avec des abbayes, des pensions, enfin avec ce qu'on appe-

lait alors les bienfaits du roi. Il crut voir ces conditions réunies dans le prince Louis de Rohan, coadjuteur de l'évêque de Strasbourg, très-grand seigneur, d'une naissance presque souveraine, jeune et sans expérience, doué d'une vanité propre à le faire tomber dans tous les panneaux, et, chose encore plus précieuse, criblé de dettes. Aussi M. d'Aiguillon ne prit-il pas un instant de repos que M. de Rohan n'eût accepté l'ambassade de Vienne. M. de Breteuil l'avait obtenue du duc de Choiseul ; il n'eut que l'ambassade de Naples, ce qu'il ne pardonna jamais à son rival. Rancune funeste ! Vingt ans plus tard, elle éclata dans cette déplorable *affaire du collier*, premier degré de l'échafaud où des monstres ont osé faire monter une reine.

Mais un si horrible avenir se déroba dans un obscur et mystérieux lointain ; la victime déjà parée était alors dans tout l'éclat de la puissance et de la beauté. C'est à la cour de sa royale mère que se rendait l'ambassadeur avec un train d'une magnificence qui ne devait pas mettre un terme à de fâcheux embarras d'argent. Il prit au contraire le soin de les aggraver, et de justifier ainsi le choix du duc d'Aiguillon.

Toutefois il trompa l'attente de ce dernier par une perspicacité dont on ne saurait faire honneur au futur cardinal de Rohan, mais qui prouve qu'à cette époque du moins, le nouveau diplomate avait bien placé sa confiance. Après deux mois de séjour à Vienne, il démêla les artifices de cette cour, et au lieu de tenir le ministère français dans une ignorance stupide, ainsi que M. d'Aiguillon est parvenu à le faire croire depuis, il l'avertit de tout ce qui se préparait à Berlin, à Vienne et à Pétersbourg.

Au moment de livrer la Pologne au roi de Prusse et de s'indemniser par une partie des dépouilles de la république, Catherine II songea à la préserver du partage : non que l'impératrice eût pitié du malheur des Polonais ; elle en était assurément peu préoccupée ; les insultes dont les manifestes des confédérés avaient été remplis contre sa personne et contre son empire la disposaient peu à la bienveillance ; mais la reprise d'Azof, jadis possédée et perdue par Pierre le Grand, la réparation des désastres du Pruthi, un établissement sur la mer Noire, flattaient son orgueil et servaient ses intérêts beaucoup plus puissamment qu'un lambeau

de république à disputer entre trois monarchies copartageantes. Elle savait d'ailleurs que Marie-Thérèse éprouvait une répugnance réelle pour le démembrement de la Pologne, que le prince Kaunitz était revenu de Neustadt plus humilié que satisfait, qu'en France une administration nouvelle ne pouvait avoir épousé les passions du ministre renversé, et que par conséquent, il serait possible de s'entendre avec M. d'Aiguillon, précisément parce qu'on ne s'était pas entendu avec M. de Choiseul. Dans cette situation, Catherine, sans se compromettre par une démarche formelle, se tourna d'une manière indirecte vers la cour d'Autriche, lui faisant comprendre qu'elle ne serait pas éloignée d'admettre sous ses auspices, l'adjonction de la France à la médiation touchant les affaires de Pologne. C'était opposer un contre-poids aux projets de Frédéric sur le partage. M. de Kaunitz ne laissa pas ignorer cette ouverture à M. d'Aiguillon; mais le duc, qui avait fondé ce qu'il croyait son système sur l'union avec la Prusse, trahit Kaunitz pour Frédéric, qui se hâta de divulguer à Vienne les confidences du ministre français. Dès ce moment, tout fut perdu, et il ne resta plus aux

trois puissances qu'à se concerter aux dépens de la Pologne¹.

L'état intérieur de ce pays secondait plus que jamais les desseins de ses ennemis. Dans les cours étrangères, la situation des Polonais n'était pas meilleure. M. d'Aiguillon n'avait rien changé en apparence aux dispositions de son pré-

¹ Cela résulte formellement d'une lettre confidentielle écrite au roi Louis XV par le prince Louis de Rohan à la fin de novembre 1773, dont la copie est déposée aux archives des affaires étrangères.

« Sire, je ne me plains pas de M. d'Aiguillon, mais, quand même Votre Majesté pourroit soupçonner quelque partialité de ma part, elle en jugera, et je franchirai ce risque pour m'acquitter de mon devoir, en révélant à Votre Majesté ce que je ne puis taire plus longtemps : c'est, Sire, Popinon désavantagé que l'impératrice, l'empereur et le prince de Kaunitz ont de M. d'Aiguillon. L'empereur et le prince de Kaunitz m'ont dit qu'ils ne pouvoient avoir de confiance en lui, puisque c'étoit par son indiscretion, en instruisant l'envoyé du roi de Prusse près de Votre Majesté, et de la position critique de leur cour, et du peu de secours que la France lui porteroit, que la maison d'Autriche s'est trouvée dans la nécessité de changer de ton, d'être dans une sorte de dépendance du roi de Prusse, surtout depuis qu'il est si étroitement lié avec la Russie; liaison qui ne se seroit pas formée si la maison d'Autriche avoit été à portée de secourir la czarine. C'est d'après et par cette indiscretion que la cour de Vienne s'est vue dans l'impossibilité de prévenir et de détourner les malheurs qui ont accablé le Nord. Le roi de Prusse a révélé lui-même à la maison d'Autriche tout ce que M. d'Aiguillon avoit dit. Ensuite il a fait voir à cette cour que sa situation et les secours qu'elle pouvoit recevoir étoient connus et ne pouvoient la rendre redoutable, que la Russie, instruite par lui, ne comptoit plus sur cette alliance,

décèsseur à l'égard des confédérés, reconnus comme autorité constituée, le trône de Pologne étant censé vacant. Un envoyé accrédité par eux, le comte Wielhorski, résidait à Versailles et traitait directement avec le ministre, qui leur avait promis l'envoi d'officiers expérimentés

et a ajouté que les choses étant ainsi, la cour de Vienne eût à se décider promptement. Telle est la cause du secret qu'on a gardé si longtemps à Votre Majesté, et telle est la source de tous les malheurs qui ont ravagé la Pologne. Je ne puis douter de la vérité de ce que je révèle à Votre Majesté, puisque c'est l'empereur lui-même et le prince de Kaunitz qui me l'ont dit; mais il m'étoit impossible de le deviner. Je proteste à Votre Majesté que j'ai fait tout ce qu'il étoit en moi pour détruire cette prévention défavorable, et, voyant que je ne puis y parvenir, je vous en instruis. Sire, j'aurois à me reprocher si, en gardant un tel secret, mon silence étoit la cause de nouveaux malheurs; car je regarde comme un très-grand qu'on ait manqué une occasion aussi flatteuse et qui rendoit le roi arbitre de l'univers, sans le moindre risque de guerre. L'empereur m'a assuré que la seule chose que la cour de Vienne demandoit à la France, n'étoit pas un secours réel, mais la démonstration de lui en accorder, avec promesse secrète de ne point l'exiger, si cette démonstration ne suffisoit pas. Le prince de Kaunitz m'a parlé sur le même ton et dans les mêmes termes; mais la Russie alors n'étoit pas encore livrée au joug du roi de Prusse, et cherchoit, avant d'oser s'y soustraire, de l'appui dans la maison d'Autriche, qui de son côté augmentoit ses troupes et levoit une armée considérable pour en imposer. La France devoit donc la protectrice de l'Europe. Cette Ligue du Nord ne se formoit pas, et la révolution de Suède se faisoit sans risque. Je rends ce compte succinct à Votre Majesté. Il demanderoit plus de détails; mais, en m'a quittant de mon devoir, je ne dois pas m'exposer à l'ennuyer en devenant plus long. »

et la continuation d'un subside. M. de Viomesnil partit pour la Pologne, accompagné de M. de Choisy et d'autres militaires distingués ; efforts inutiles ! les affaires de la confédération étaient entièrement perdues. La discorde s'était mise entre Casimir Pulawski, vaillant condottiere, mais violent, indiscipliné, intraitable, et le colonel Dumouriez, dont la hauteur méprisante avait révolté les Polonais. La mésintelligence entre les chefs amena ses conséquences naturelles. Dans un combat décisif et sanglant livré sous les murs du château de Lanskorona, les confédérés désunis furent défaits par l'armée russe, et Dumouriez, qui avait bravement combattu dans leurs rangs, désespérant du salut de la république, emporta la correspondance du gouvernement français. Viomesnil arriva trop tard.

Un incident nouveau acheva d'ôter aux confédérés de Bar le crédit moral qui aurait pu survivre à leurs défaites. La nuit du 3 septembre 1771, trois d'entre eux, à la tête d'une escouade de trente-sept hommes armés, entrés à Varsovie sous un déguisement, enlevèrent le roi de Pologne de son carrosse, tuèrent quelques-uns

de ses heiduques à coups de pistolet, et le mirent lui-même à cheval, de force et sous peine de la vie, pour le conduire à Czenstochowa, dans ce même monastère où sa mort avait été jurée devant une image de la madone. Poniatowski allait payer de son sang cette couronne tant désirée. Son étoile le servit encore cette fois. Les conjurés s'égarèrent avec lui dans une forêt. Craignant les patrouilles russes qui stationnaient dans le voisinage, ils se dispersèrent. On perdit du temps. Stanislas resta seul avec Kosinski, l'un des chefs de la troupe. Le roi avait une éloquence naturelle et le don des larmes ; il parvint à fléchir son ennemi, qui le cacha dans un moulin, d'où il put revenir à Varsovie. Il avait été légèrement blessé, mais on contesta sa blessure, comme celle du roi de Portugal, peu d'années auparavant, dans la fameuse affaire des jésuites. La conjuration, la blessure surtout, furent vraies ou simulées, au gré des opinions ; cependant en général, on crut l'aventure authentique. Ce fut le coup de grâce pour les confédérés. Le dégoût, l'indifférence, remplacèrent le peu d'intérêt qui s'était attaché à eux en Europe ; car, il faut l'avouer, la Pologne n'y était

pas populaire alors, et son infortune ne fut pas consolée par de bien vives sympathies.

Frédéric se hâta de profiter de l'attentat dont Poniatowski avait failli périr victime. Jusque-là, il l'avait traité en parvenu qui s'oubliait. Maintenant c'était un grand monarque dont la cause devenait celle de tous les rois : « il n'y avait pas de tête couronnée qui n'en fût solidaire ; avant tout autre soin, il fallait songer à punir les régicides. »

Frédéric s'occupa aussitôt de ce devoir en étendant au delà de la frontière prussienne le cordon sanitaire qu'il y avait établi contre la peste. Chaque jour, chaque semaine, il le reportait un peu plus loin ; toujours dans l'intérêt de la sûreté publique. Il le fit avancer jusqu'à Plock ; établit ses magasins en grande Pologne, à Posén, à Marienwerder, à Elbing ; puis ses troupes poussèrent leurs excursions jusqu'à Kalisch et Gnesne, rançonnant les habitans sur leur passage, payant en fausse monnaie les vivres et les fourrages extorqués, enlevant les plus belles filles, qu'on envoyait en Brandebourg pour les marier à des Prussiens avec un bon pécule, traitant enfin la Pologne en pays conquis, et faisant désirer sa domination, qui seule pouvait mettre fin à son

invasion. Le principal objet du roi de Prusse était toujours Dantziëk ; mais , à l'instigation secrète de la France et de la Russie , qui , chacune de son côté et sans nulle entente réciproque , lui avaient donné le même conseil , cette ville s'était adressée à l'Angleterre. Le cabinet de Windsor s'opposa à la prise de possession de Dantziëk par le roi de Prusse. Frédéric s'en vengea en dévastant le territoire de cette ville libre et en s'efforçant de transporter le commerce du Nord à Königsberg. Il ne se contentait pas de pressurer les Polonais : il faisait encore un poëme contre eux et les persiflait en vers détestables.

Une dernière tentative de résistance fut faite par un des principaux magnats, le comte Oginski. Elle échoua. Au moment où Oginski fuyait devant les Russes , le vieux Branicki expirait dans son palais de Bialistock , emportant dans la tombe la vieille Pologne tout entière , avec ses lois , ses coutumes , son anarchie et sa grandeur. Le château de Cracovie , dernier boulevard de la confédération , tenait encore , défendu par le brave Choisy à la tête de quelques officiers français. Après une vigoureuse résistance , ils se rendi-

rent aux généraux russes, qui les traitèrent en prisonniers de guerre. Le duc d'Aiguillon n'osa les réclamer. Voltaire et surtout d'Alembert se montrèrent plus hardis. Ils s'adressèrent directement à l'impératrice; parlant au nom de l'humanité et de la philosophie, ils lui redemandèrent les prisonniers. Leur requête ne fut pas accueillie; mais dans cette circonstance, la France littéraire, tant accusée alors de manquer de patriotisme, donna à la France officielle une leçon d'esprit national.

Cependant l'Autriche commençait à jeter le masque. Jusqu'alors, elle s'était soigneusement séparée de ses secrets alliés; elle se présentait aux Polonais comme une libératrice, comme une amie; et, soit imbécillité, soit complaisance, le ministère d'Aiguillon l'avait fraternellement secondée dans ce manège. Nos agents en Pologne avaient reçu l'ordre de célébrer sur tous les tons l'innocence du cabinet de Vienne. M. de Kaunitz s'en montra médiocrement reconnaissant; il ne payait pas le compérage par la confiance. Plus la grande affaire approchait

¹ Correspondance de Voltaire avec Catherine II et avec d'Alembert.

de son dénouement, plus le chancelier devenait énigmatique et impénétrable. A l'exemple des oracles vainement consultés, il s'enveloppait d'ombres et de mystères ; son langage variait du jour au lendemain : quelquefois il semblait rejeter l'idée d'un démembrement comme impossible ; dans d'autres moments, il le faisait pressentir comme inévitable. Le plus souvent, il gardait un profond silence, et ne répondait à M. de Rohan que par monosyllabes, quoiqu'il le traitât avec une distinction recherchée, moins de ministre à ambassadeur que de prince à prince. A la fin, il lui témoigna une extrême réserve. Rohan, éclairé par le dépit, conclut de ces réticences qu'il se tramait à son insu quelque chose de grave. Malgré les dénégations intéressées de M. Durand, placé auprès de lui, en qualité de surveillant, sous le titre de ministre plénipotentiaire, il soupçonna le complot, et finit par le deviner tout à fait, lorsqu'un jour M. de Kaunitz, venant à lui d'un air riant qui lui était peu habituel, depuis quelque temps, s'écria comme un homme qui secoue un lourd fardeau : « Je suis bien las de griffonner, mais enfin je vais être bientôt à moi-même ! » Alors

Rohan avertit d'Aiguillon de ce qui se passait, et, à la suite d'une longue dépêche, écrivit un *post-scriptum* en ces termes : « La tranquillité avec laquelle la cour de Vienne a vu les démarches du roi de Prusse, cette union des Prussiens avec les Russes pour décider du sort de la Pologne, me portent à croire qu'il y a, comme je l'avais déjà prévu, un accord secret fait entre les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin pour un démembrement et pour s'attribuer le territoire qui sera le plus à leur convenance¹. »

Des renseignements si clairs irritaient M. d'Aiguillon. Il avait bien accordé lui-même à la force de la vérité quelques vagues aveux de crainte pour l'avenir ; il avait même poussé la hardiesse jusqu'à dire que « le silence de la cour de Vienne n'était pas naturel, et que les affaires de Pologne attiraient l'attention du roi ; » mais, n'ayant pas trouvé dans M. de Rohan l'aveugle instrument sur lequel il comptait rejeter tous les torts, le ministre résolut de le perdre en le rendant odieux à la reine. On fit accroire à Marie-

¹ 13 avril 1772.

Antoinette qu'il avait engagé avec M^{me} du Barry une correspondance injurieuse pour l'impératrice sa mère. La cour de Vienne, instruite également par ses espions de la clairvoyance de Rohan, le haït pour l'avoir pénétrée. Poursuivi par elle, il tomba victime d'une conduite patriotique, d'autant plus à plaindre en cela que la postérité elle-même, trompée par ses ennemis, lui a voué dès lors un mépris qu'il n'a mérité que plus tard.

Les réponses de M. d'Aiguillon trahissaient le dépit et dénotaient la maladresse. Tantôt il croyait aux projets de démembrement, tantôt il ne pouvait y croire. Voici ce qu'il écrivit à onze jours de distance :

« Nous ne prétendons pas ajouter foi aux bruits qui se répandent, ni même aux avis qui nous reviennent sur le concert établi entre les cours de Vienne et de Berlin. Nous sommes bien plus éloignés encore de croire que ce concert soit fondé sur la destruction de l'indépendance de la Pologne et sur des démembrements du territoire de la république en faveur des différentes puissances qui participent à la négociation, et dans lesquels la monarchie autrichienne aurait son lot comme le roi de Prusse. Cet arrangement paraît bien contraire

à tous les principes que les deux cours semblaient s'être faits sur cette matière¹. »

« Les discours de l'impératrice qui vous ont été rapportés paraissent peindre au naturel la situation de cette princesse, et l'agitation qui a régné depuis quelque temps dans les conseils de la cour de Vienne; le résultat de ces discours et des autres particularités que vous nous mandez est entièrement conforme à toutes les notions qui nous viennent d'ailleurs; et il n'est presque plus permis de douter que le concert entre les trois cours ne soit bientôt consommé. On ne peut que suspendre son jugement sur les conditions². »

M. de Kaunitz joua un rôle double jusqu'au bout. Quelques jours même avant la déclaration du traité de partage, il le nia avec audace, et ce fut seulement au mois d'avril que, sans s'expliquer positivement, il laissa transpirer son secret. Livré aux plus violents soupçons, mais averti par ses conjectures, sans être arrivé jusqu'à la certitude, le prince de Rohan se proposa d'arracher à Kaunitz des aveux positifs. L'entreprise était difficile; il essaya cependant, et demanda au ministre autrichien s'il était vrai que le

¹ 16 mars 1772.

² 27 mars suivant.

partage de la Pologne fût enfin décidé. A cet ordre inattendu, Kaunitz éprouva un embarras extrême; tous deux gardèrent le silence; puis, quelques minutes ayant été données à une hésitation réelle et à une méditation étudiée, le chancelier reprit son visage imperturbable, sa mine hautaine, et dit au jeune prélat qu'il ne pouvait répondre à sa question; qu'il y avait entre alliés des éclaircissements qu'on n'était pas en droit de se demander; parce qu'ils tenaient à des secrets d'État dont on ne devait compte à personne. Enfin, il ajouta d'un air ironique :

« Lorsque la France s'est emparée de la Corse et du Comtat, lorsque le roi de Naples est entré dans Bénévent, la maison d'Autriche n'a marqué ni curiosité ni inquiétude.

M. DE ROHAN.

« Veuillez considérer, prince, la disparité des circonstances. La maison d'Autriche n'avait aucun intérêt direct dans les actes que vous me faites l'honneur de me rappeler. Que lui importaient en effet, l'occupation d'un rocher stérile ou d'insignifiantes représailles contre le pape? Mais ici il s'agit de la Pologne!... Par les secours pécuniaires que le roi a donnés aux Polonais, avec l'approbation de la cour impériale, ou du moins sans aucune objection de sa part, il a peut-être quelque

droit de s'informer des décisions dont la Pologne est actuellement l'objet. Mais un motif plus noble le guide : ces secours n'ont été que l'expression d'un intérêt généreux. Des Français ont secouru la Pologne. Quel sera leur sort, quel sera celui des confédérés ?

M. DE KAUNITZ,

« Il m'est impossible de le prévoir. Cela dépend d'événements qu'on ne saurait encore calculer. Mon prince, votre mémoire vous trompe ; je n'ai jamais approuvé la confédération ; je n'en ai jamais fait le moindre cas ; jamais elle n'a eu ni consistance, ni ressource ; je n'ai jamais espéré qu'elle pût produire le moindre effet : c'est sur ce ton que j'en ai toujours parlé à M. Durand. Pour ce qui regarde la Pologne, ainsi que le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, nous sommes décidés à ne point souffrir que nos voisins s'y procurent aucun agrandissement qui puisse altérer l'équilibre ou diminuer l'égalité de la balance politique du Nord. C'est en conséquence de ce principe, dont nous ne nous départirons jamais, que nous sommes résolus de faire entrer incessamment une armée en Pologne, assez considérable pour imposer aux forces combinées qui s'y trouvent réunies, et pour pouvoir, en cas de nécessité, mettre obstacle à des projets d'invasion. D'ailleurs, avant ce temps et très-incessamment, il y aura un congrès. Les Turcs probablement ne feront pas beaucoup de difficultés sur le lieu ; la Russie n'y mettra pas d'entêtement. Ainsi, ce premier obstacle sera

bientôt levé; mais il y en a un autre qui offre de grandes difficultés, c'est l'indépendance de la Crimée. Catherine II l'exige absolument, et paraît d'autant moins vouloir s'en détacher, qu'elle fait, par pure générosité et par amour pour la paix, le sacrifice de la Valachie et de la Moldavie, que sa position actuelle la mettait à portée de conserver à titre de conquête.

M. DE ROHAN.

« Prince, dans un tel arrangement; n'y aurait-il pas quelque inconvénient, non-seulement pour l'indépendance ottomane, mais encore pour les frontières de l'Autriche ? »

M. DE KAUNITZ.

« Que faire? il y a des occasions où il vaut mieux laisser un torrent s'écouler que de lui opposer une digue. La stupidité, la faiblesse des Turcs ont trompé nos espérances; nous n'en pouvons plus rien attendre. »

M. DE ROHAN.

« Ainsi la Porte est obligée d'accéder aux conditions que lui impose la Russie ? »

M. DE KAUNITZ.

« Je le crois. »

Puis changeant d'objet :

« L'incertitude des négociations qui vont être promptement entamées empêche de prévoir ce que les puissances exigeront pour les confédérés. Mais ne parlons

plus de ce *mauvais ramassis* ; je ne puis rien pour eux ; je ne puis que les plaindre. »

L'ambassadeur insista ; le chancelier ne lui répondit que par le silence le plus obstiné. Rohan le comprit ; il sentit que tout était perdu. Aussi reprit-il plus que jamais l'air de la confiance. « Puisqu'il en est ainsi, » dit-il au vieux ministre, « vous êtes plus instruit que vous ne voulez le paraître. Je vois qu'il n'y a plus à compter sur la confédération. » Et comme il s'apercevait que sa feinte résignation plaisait à M. de Kaunitz, il ajouta : « Ne pensez-vous pas, mon prince, que nous ferions bien d'engager la généralité à faire son accord particulier ?... » A ce mot, Kaunitz devint radieux. « Assurément, » dit-il avec une vivacité qui lui était peu naturelle ; « c'est ce qu'il y a de mieux à faire ; les confédérés n'ont plus que deux moyens à prendre : révoquer l'acte d'inter-règne et recourir au roi de Pologne qui se chargerait de négocier leur paix, ou, ce qui serait mieux encore, remettre leurs places entre les mains des Russes. » M. de Rohan n'avait plus rien à apprendre ; il prit congé de M. de Kaunitz et se retira pour écrire au duc

d'Aiguillon cette conversation rapportée ici textuellement.

Cependant la nouvelle devenait publique. A Vienne, on s'en expliquait tout haut à la cour et dans le monde. L'impératrice-reine en parla à quelques dames de son intimité, et le prince Kaunitz ne se donna plus la peine de cacher le projet de démembrement au prince de Rohan. Pourtant, soit impossibilité de se plier à la franchise, soit désir de satisfaire la Russie, en dissimulant à l'ambassadeur de France ce qui était connu à Vienne de tout le corps diplomatique, M. de Kaunitz ne voulait entrer dans aucun détail avec M. de Rohan sur les conditions de partage, alléguant que le secret lui avait été demandé sous le sceau de sa parole d'honneur. A la fin, par grâce, M. le prince de Kaunitz voulut bien dire à M. de Rohan : « J'expédie un courrier à Versailles pour vous donner connaissance de tout ce qu'il est possible de vous communiquer dans le moment présent. »

Le courrier arriva et consterna d'Aiguillon sans le surprendre. Ce ministre n'avait plus

* Dépêches du prince de Rohan, dans le courant d'avril 1772 (*passim*). — Archives des affaires étrangères.

qu'une ressource ; il l'avait préparée depuis longtemps et la saisit avec avidité : il rejeta tout sur l'ambassadeur. Après avoir publiquement flétri à la cour et dans le monde l'imprévoyance supposée du prince de Rohan, le duc lui écrivit en ces termes :

« Vous avez jugé d'avance, monsieur, de la surprise que causerait au roi l'avis de la révolution survenue dans les vues et les déterminations de la cour de Vienne relativement au démembrement de la Pologne et à la réunion éventuelle de cette cour avec la Russie pour s'opposer aux projets ambitieux du roi de Prusse. Vos relations précédentes et les avis qui étaient parvenus d'ailleurs n'avaient point préparé à un changement aussi subit, qui ne paraît guère être dans le caractère ni dans les principes du cabinet de Vienne. »

Après un pareil démenti, M. de Rohan n'avait plus qu'une réponse à donner : sa démission. Malheureusement pour lui, son cœur était plus bouffi que haut. Il adressa quelques plaintes à un ministre qu'il ne devait traiter qu'avec le plus profond et le plus juste mépris ; il essaya quelques récriminations auprès du prince Kamnitz ; mais celui-ci, n'ayant plus rien à cacher, ne ju-

geant plus le duc d'Aiguillon digne de ses artifices et de ses réticences calculées, changea de rôle, substitua l'arrogance à la réserve, la prolixité au laconisme, cessa de se défendre pour attaquer à son tour, et d'accusé secret se fit accusateur public.

« La France, » dit-il au prince de Rohan, « la France a été la cause première de ces événements. Peut-être sommes-nous plus affligés qu'elle, mais c'est elle qui a voulu ce qui s'est passé. Pourquoi, dans l'origine, sur notre invitation, n'a-t-elle pas parlé avec fermeté au roi de Prusse? Pourquoi, malgré nos conseils, M. de Choiseul a-t-il constamment poussé les Turcs à la guerre?... Voilà la source unique des maux actuels. La faiblesse des Ottomans devait être écrasée par la Russie, et c'est vous qui les avez armés! Qu'avions-nous à faire? Une guerre contre les forces réunies de la Russie et de la Prusse? Ce dessein, raisonnable et glorieux avec des secours, devenait impraticable, insensé, sans appui. Pouvions-nous compter sur le vôtre? Nous auriez-vous soutenus dans cette crise, qui pouvait décider de l'existence de la maison d'Autriche? Ce parti écarté, il n'y en avait que deux autres à

prendre : voir avec une indifférence stoïque l'agrandissement de la puissance russe et prussienne ; ou se concerter avec Frédéric et Catherine pour conserver du moins l'équilibre européen par l'accession de l'Autriche à un partage qu'elle déplorait sans doute, mais qu'il lui était impossible de prévenir. Le premier parti était aussi humiliant qu'onéreux. Après les efforts que l'impératrice-reine et l'empereur ont tentés pour imposer à leurs voisins, après le sacrifice de sommes immenses à l'espoir de contenir une ambition rivale, ils s'exposaient par l'inaction, à une ruine financière complète et au mépris, ruine morale, la plus irréparable de toutes. Il ne restait donc plus que la détermination à laquelle ma cour s'est arrêtée, quoique avec les plus grands regrets et la plus extrême répugnance. Contrainte par la force des événements, sans être animée par aucune passion égoïste, elle se contente de s'assurer des acquisitions proportionnées à celles que fera la cour de Berlin. La balance de l'Europe exige ce dédommagement. Seul il peut maintenir la puissance autrichienne dans sa situation naturelle. En conséquence, Leurs Majestés Impériales suivront pas à pas les

démarches du roi de Prusse, et feront marcher de front avec les envahissements de ce prince leurs justes et antiques prétentions sur différents districts de la Pologne. »

Ensuite M. de Kaunitz revint sur ses griefs contre la France, mais avec un ton plus doux et même avec une nuance d'affection et de bonhomie. « Hélas ! mon cher prince, » dit-il à M. de Rohan, « ceux qui m'aiment doivent me plaindre ! »

Les confidences de Marie-Thérèse et de Joseph II suivirent celles de leur ministre. Le fond en était le même, mais la forme dramatiquement variée par le caractère naturel ou affecté des augustes interlocuteurs. Dans cette circonstance Marie-Thérèse prit, selon sa coutume, le ton du découragement et de la plainte. « Elle n'avait rien su, on lui avait tout caché ; un enchaînement imprévu et invincible d'incidents avait entraîné son consentement ; elle ne l'aurait jamais donné, même après la conclusion du traité entre l'impératrice de Russie et le roi de Prusse, si elle n'y avait vu cette clause : *Nous inviterons la maison d'Autriche à se joindre à nous, et si elle s'abstient, son refus de concours ne nous*

empêchera pas de poursuivre et de passer outre.

Après cela, que faire, à quoi se résoudre ? Il n'y avait qu'à céder et à prendre... Naturellement, » ajouta Marie-Thérèse, « je n'ai pu instruire votre cour de la perplexité de mes pensées et de l'embarras de ma situation. Aussi pour concilier la vérité avec une sage réserve, j'ai gardé un silence absolu. C'est aussi le parti qu'a pris M. de Kaunitz. »

Ici l'impératrice fit une pause. L'ambassadeur en profita pour lui déclarer avec plus de franchise que d'adresse ; « que le mystère était éclairci, mais qu'il l'avait trouvé longtemps incompréhensible ; qu'il lui avait été difficile de croire à l'ignorance de Sa Majesté Impériale, et même qu'il avait averti sa cour du contraire. » A cet ayeu, la physionomie de Marie-Thérèse, loin de trahir aucun mécontentement, étant restée toujours empreinte de sérénité et de bienveillance, le naïf ambassadeur termine ses explications par ces mots : « L'impératrice parut satisfaite¹. »

La conversation avec l'empereur, quoique

¹ Rohan à d'Aiguillon, 9 novembre 1772.

identique au fond, n'eut pas le même caractère. La sensibilité et la naïveté n'y jouèrent aucun rôle. « J'ai pris, » écrivit Rohan à d'Aiguillon, « le prétexte d'une lettre qui regarde les intérêts particuliers de l'évêché de Strasbourg dans ses rapports avec l'Empire, persuadé qu'à la façon dont l'empereur me parle à la chasse et dans toutes les occasions où nous nous rencontrons, je pourrais l'amener à un entretien suivi touchant les affaires actuelles. Mon attente a été remplie. Après avoir discuté l'objet qui regardait l'intérêt de l'évêché, l'empereur me parlant de manière à me faire voir qu'il désirait prolonger l'entretien, je l'ai conduit insensiblement à traiter les points les plus importants de la politique. Il les a saisis en me faisant parcourir les sujets qui en ce moment donnent le plus d'occupation, savoir : la Pologne, la Suède, l'agrandissement du roi de Prusse, la conduite que tiendra la czarine, et ce qu'on peut attendre de l'inertie du Turc.

« Après avoir politique avec lui, et souvent contradictoirement à ses idées, je me suis rabattu sur la Suède, sur le danger qu'elle courait, danger qui était à craindre après la menace qu'avait faite

le roi de Prusse, par écrit, dans une lettre à sa sœur... — Sans doute, dit l'empereur, mais vous ne me citez pas cette lettre tout entière : n'avez-vous pas ri à un certain article où il prétend que nous avons un accord qui régarde la Lorraine et l'Alsace?... — Je l'avais oui dire, Sire ; mais ma cour ne m'ayant envoyé qu'un extrait de la lettre ; ce projet prétendu sur la Lorraine et l'Alsace n'est venu à ma connaissance que par une espèce de bruit populaire, et je n'en ai fait aucun cas... — Cependant, monsieur, vous me croyez fort partisan du roi de Prusse... — Je ne puis le croire, Sire, car votre intérêt y est bien contraire ; mais j'avouerai à Votre Majesté que je l'ai craint ; bien plus, j'ai dû le suspecter. Vous êtes à la fleur de votre âge, Sire, vous avez consacré votre jeunesse à des occupations sérieuses ; vous joignez à des talents acquis beaucoup d'esprit naturel ; votre caractère particulier vous porte à calculer vos démarches, à vous proposer toujours un but et à donner fort peu au hasard. Vous voulez connaître par vous-même la situation de vos peuples futurs ; rien ne vous échappe là-dessus, ni au moral, ni au physique. Votre Majesté a

l'habitude d'écrire tout ce qui la frappé, de réfléchir sur tout ce qui la touché; qu'on y ajoute son goût pour le militaire, les changements utiles qu'elle a faits dans la tenue des troupes; l'augmentation forcée de son état de guerre; on aura l'idée d'un grand et puissant monarque. J'apprends qu'après une ou deux entrevues de Votre Majesté avec le roi de Prusse, il existe à notre insu un traité entre Pétersbourg, Vienne et Berlin. C'est un secret impénétrable pour nous; le ministère autrichien s'est voué au silence le plus opiniâtre. Tout ce que j'en puis découvrir c'est que le roi de Prusse acquiert un agrandissement dangereux pour la maison d'Autriche; agrandissement qu'elle n'aurait pas dû permettre. J'ai dû croire nécessairement qu'il y avait des dédommagements promis, et qu'un accord existait sur ce point entre l'Autriche et la Prusse. La politique s'est fatiguée à tâcher de deviner de quel côté allait se porter l'orage de ces forces combinées. Votre Majesté conviendra que, si mon jugement était faux, mes réflexions étaient justes. — Oui, dit l'empereur, vous aviez raison; les apparences étaient contre nous, et cependant nous n'étions

que malheureux. Nous nous sommes vus forcés de céder aux circonstances, ne pouvant résister seuls à la Russie et à la Prusse, et ce secret, que nous avions promis de garder, devait effectivement nous rendre suspects. Je vous dirai encore que si je rends justice d'un côté aux qualités du roi de Prusse, personne ne connaît ses défauts mieux que moi. Son intérêt est son seul guide. Dangereux dans ses moyens, il n'observe nulle fidélité dans ses traités. Semblable à un enfant, il fait tout ce que vous voulez tant que vous tenez à la main la pomme qu'il convoite, et vous plante là dès que vous l'avez accordée à ses instances. Vous voyez avec quelle ouverture, avec quelle amitié je vous parle. Quant aux propos qu'il tient par rapport à l'Alsace et à la Lorraine, ce sont de ses tours et de ses mensonges ordinaires pour tâcher de diviser les esprits; mais celui-là est par trop absurde, car rien ne serait moins à ma convenance que vos deux provinces. Par exemple, si l'on disait que je serais bien aise de joindre la Moldavie, la Valachie et la Silésie à mes États, l'arrondissement qui en résulterait pourrait accrédi-
ter une telle pensée. J'en suis pourtant bien éloi-

gné, et je veux, avant tout, rester fidèle à l'alliance.»

« La conversation, » poursuit l'ambassadeur, « étant tombée sur la Pologne, l'empereur me dit que les trois puissances exigeraient promptement la convocation de la diète, et que si Poniatowski s'y refusait, il s'en repentirait. — Certainement, lui répondis-je, vous êtes assez fort pour écraser un homme à terre; il ne peut lutter; mais la guerre peut sortir de sa ruine, et tôt ou tard la Pologne deviendrait pour la maison d'Autriche une source d'embarras; car j'ai peine à croire que les puissances intéressées à la balance du Nord laissent opérer la destruction totale de ce pays, permettent à ses dominateurs de jouir en paix de ce nouvel agrandissement, et n'aient pas toujours le projet de remettre les choses à peu près dans l'état où elles étaient auparavant. — Et qui voulez-vous, interrompit l'empereur, qui exécute ce projet? Les autres puissances ont aussi leurs occupations. — Oui, Sire, mais Votre Majesté et la czarine connaissent leurs intérêts et le caractère du roi de Prusse; il n'en faut pas davantage pour devoir tout espérer. »

« Comme je craignais de m'expliquer davantage et que j'étais bien aise d'en rester là, je pris la liberté de représenter à Sa Majesté qu'on avait ouvert deux fois la porte du côté de l'impératrice, et que toute la cour rassemblée dans le grand appartement attendait depuis plus d'une heure. — Adieu donc, dit l'empereur, puisqu'il faut nous quitter; mais c'est à regret; et je souhaite que nous puissions nous retrouver promptement¹. »

Ni Kaunitz, ni ses maîtres ne pouvaient tromper d'Aiguillon. Après tout, le duc ne manquait pas d'esprit; il sentit parfaitement ce qu'il y avait de faux dans les raisonnements du chancelier. Il les réfuta même avec raison et clarté dans une lettre à M. de Rohan. En même temps, il lui défendit de faire usage de sa dépêche, et lui interdit non-seulement le reproche, mais la plainte. Dans une situation tellement humiliante qu'elle aurait servi d'excuse au langage le plus véhément, M. d'Aiguillon ne parut occupé que du soin de ménager le cabinet de Vienne. L'annonce officielle du

¹ Rohan à d'Aiguillon, Vienne, 10 décembre 1772.

partage sembla ne lui suggérer qu'une seule idée, celle de ne point laisser échapper devant M. de Kaunitz le moindre signe de mécontentement ou d'humeur. Il croyait devoir demander grâce pour la France, dont le ministre autrichien avait pris la peine de se jouer.

L'abandon des Polonais fut résolu ; d'Aiguillon leur fit déclarer « que le roi ne pouvait plus se mêler de leurs affaires, que Sa Majesté ne voulait plus ni suggérer ni autoriser leurs déterminations futures, et que désormais ils n'avaient à prendre conseil que d'eux-mêmes. » A la suite de tant de promesses, ce langage était dur. Rohan, chargé de le transmettre, en adoucit l'expression par la délicatesse de ses procédés. Deux députés de la confédération résidaient depuis quelque temps à Vienne. M. de Rohan les avait introduits auprès du prince Kaunitz, qui les avait reçus avec une indifférence polie. Cet accueil bien médiocre les avait pourtant remplis d'espérances et d'illusions. Fermant les yeux à l'évidence, ils comptèrent sur les secours réunis de la France et de l'Autriche pour détrôner Stanislas-Auguste. Quant au partage, ils ne s'arrê-

tèrent pas un seul instant à cette pensée ; elle leur semblait folle, chimérique, impossible, et lorsqu'avec des égards nobles et touchants l'ambassadeur leur en eut appris l'accomplissement définitif, ils refusèrent absolument d'y ajouter foi. A Paris, l'aveuglement des réfugiés avait eu un caractère d'obstination encore plus marqué. A la veille du partage, Jean-Jacques Rousseau, consulté par le comte Wielhorski sur une constitution future de la Pologne, lui avait remis cet étrange écrit, qui causerait à quiconque le relirait aujourd'hui une surprise extrême ou plutôt une véritable stupéfaction, si on ne savait par expérience tout ce qu'on peut faire lire et entendre d'absurde à des contemporains. Rousseau conseillait aux Polonais d'entretenir soigneusement leur antique anarchie, d'exercer une surveillance jalouse sur le pouvoir royal, d'éviter surtout que la couronne devînt jamais héréditaire ; enfin il leur proposait pour souverain remède, des fêtes publiques dans le goût de celles qu'on a données à la France il y a soixante ans, et que nous avons revues nous-mêmes avec l'enthousiasme que chacun sait. L'homme de la nature leur indiqua encore un autre moyen, c'était de

faire monter le roi de Pologne sur l'échafaud¹.

A la nouvelle du partage, la Pologne jeta un cri de surprise et de douleur, mais elle ne protesta point par les armes. Quant à Stanislas-Auguste, dans sa monomanie de royauté, il se résigna à tout. « Je resterai, » dit-il, « dût mon royaume ne pas être plus grand que mon chapeau. » Les imprécations des Polonais s'adressaient surtout à la cour de Vienne; les Russes et les Prussiens étaient des ennemis, connus pour tels; mais Vienne leur avait promis son appui. « Vienne, » disaient-ils, « les avait trahis : ils comptaient sur cette Autriche dont ils avaient jadis brisé les fers; et voilà comme elle les traite! » On se récriait aussi très-amèrement contre la France; cependant on la plaignait plus encore qu'on ne l'accusait. Elle était sauvegardée par le nom de Choiseul, et les malédictions n'avaient pour objet que le successeur de ce ministre. On n'ignorait pas non plus que la Pologne avait été constamment défendue auprès de Louis XV par son conseil secret, au-

¹ « Gardez-vous de prendre envers le roi que ces cruels hôtes ont voulu vous donner aucun parti mitigé. Il faut, OU LUI FAIRE COUPER LA TÊTE, comme il l'a mérité, ou, SANS AVOIR ÉGARD à sa première élection, qui est de toute nullité, l'élire de nouveau. » — *Œuvres de Rousseau*, édit. Dalibon, 1824, tome VI, p. 364.

quel ce dénouement donnait en effet gain de cause. Les avis généreux ne coûtent rien aux agents irresponsables ; il leur est facile de jouer le beau rôle. Ici l'occasion était trop bonne pour la laisser échapper.

On a toujours éprouvé quelque difficulté à concilier la conduite de Marie-Thérèse avec son caractère. Elle-même sembla partager l'étonnement de l'univers, car son attitude fut celle d'une humiliation douloureuse. Elle versa des larmes sur le sort de la Pologne. Inquiète de l'opinion de ses amis, elle força le prince de Saxe-Hildburghausen à rompre un silence qu'il s'était promis de substituer désormais à des conseils mal écoutés. Le prince de Saxe supplia l'impératrice de ne pas l'exposer à lui manquer de respect par une appréciation équitable des derniers événements ; mais enfin il se rendit à ses instances, et profita d'une position indépendante pour ne point ménager les termes. « Oui, » lui répondit Marie-Thérèse après l'avoir bien écouté, « j'ai été séduite, entraînée ; ma situation est cruelle, le chagrin me tue : ma seule consolation est dans la droiture de mes intentions, dans la constance de mes efforts pour empêcher un ré-

sultat auquel j'ai été forcée de prendre part¹. » Marie-Thérèse ne tint pas un autre langage à M. de Rohan. On l'a taxée généralement d'hypocrisie. Cette appréciation est trop sévère. Une scène courte, mais caractéristique, racontée par hasard dans une dépêche, jette une vive lumière sur ce caractère complexe, mélange de dignité, de vertu et d'artifice. « J'ai sept petits-enfants, » dit-elle un jour au comte de Barck, ministre de Suède; « Marie-Thérèse est heureuse, l'impératrice-reine ne l'est pas. J'ai de cruels chagrins, comte de Barck; vous ne pouvez les ignorer; ils sont d'une nature très-sensible et portent sur un sujet trop délicat... » (Elle parlait de l'empereur Joseph.) Puis elle lui dit avec le ton animé, la parole brève et pressée d'une personne qui ne peut contenir son âme : « Comte de Barck, l'affaire de Pologne me désespère... C'est une tache à mon règne !... — Les particuliers, » reprit le ministre étranger, « n'ont point à prononcer en ces matières; les souverains ne doivent de compte qu'à Dieu. » L'impératrice était assise, elle se leva précipitamment, leva la

¹ Rohan à d'Aiguillon, 28 mai 1772.

main au ciel et s'écria : « C'est aussi le juge que je crains..... » La situation était violente pour un diplomate ; le Suédois se serait passé de cette confession. Interdit, embarrassé, il exprima en balbutiant le vœu modeste de voir ces débats terminés. « Qui, » reprit tranquillement l'impératrice tout à fait remise de son trouble, « tout cela finira, je crois, avec l'*uti possidetis*¹. »

Marie-Thérèse est là tout entière. Le premier mouvement est d'une âme pieuse, morale, sensible, capable d'un remords ; le second appartient tout entier au génie tenace de sa maison. Catherine II se trouvait dans une situation bien différente. Des larmes, des regrets, n'étaient ni dans son caractère, ni dans son rôle. Maîtresse de la Pologne par l'exercice d'une influence exclusive, elle n'en avait pas désiré le partage ; mais dès que ce partage était devenu une nécessité pour elle, dès qu'il y eut à choisir entre l'intégralité de la république et la perspective d'une guerre à soutenir seule contre les deux grandes puissances allemandes, elle en prit son parti ; il ne lui échappa ni récrimination, ni re-

¹ Rohan à d'Aiguillon, 9 novembre 1772.

grets; elle accepta la responsabilité de l'action qu'elle avait enfin consentie.

Frédéric agit moins simplement. Le traité signé, il ne songea plus qu'à en esquiver le blâme. Voltaire, avec cette adulation étourdie et empressée qui lui était trop naturelle; s'était hâté d'écrire: « On prétend que c'est vous, Sire, qui avez imaginé le partage de la Pologne. Je le crois; parce qu'il y a là du génie; et que le traité s'est fait à Potsdam. » Frédéric réprima aussitôt cet excès de zèle par une réponse froide et sèche. « Je ne connais point, » répliqua-t-il à Voltaire; « de traités signés à Potsdam ou à Berlin; je sais qu'il s'en est fait à Pétersbourg. Ainsi le public, trompé par les gazetiers, fait souvent honneur aux personnes des choses auxquelles elles n'ont pas eu la moindre part. » Pas la moindre part! L'ironie est un peu forte et montre encore moins de mépris pour les gazetiers que pour leurs lecteurs. C'est ce que dut penser Voltaire; toutefois il garda un silence prudent. Il se contenta d'en témoigner un peu d'humeur *in petto* avec d'Alembert: « Le roi de Prusse jouira bientôt de sa Prusse polonaise; en digérera-t-il mieux? en dormira-t-il mieux? en

vivra-t-il plus longtemps ? » Voilà toutes les représailles que le patriarche s'était permises. A la vérité, Frédéric lui avait envoyé un très-joli service de porcelaine, et lui-même était alors beaucoup moins occupé de la Pologne que de Lekain, qui malgré Jean-Jacques et ses pamphlets, venait de jouer Tancrède ou Gengiskan sur le théâtre de Genève. Le roi de Prusse rejeta tout sur Catherine II, mais dans les termes les plus magnifiques, comme pour lui faire honneur des faits accomplis. « Voilà enfin, » s'écria-t-il, « la pacification de la Pologne qui s'apprête ! Ce beau dénouement est dû uniquement à la modération de l'impératrice de Russie, qui a su mettre elle-même des bornes à ses conquêtes !... Je sais que l'Europe croit assez généralement que le partage qu'on a fait de la Pologne est une suite de manigances politiques qu'on m'attribue ; *cependant rien n'est plus faux*. Après avoir proposé vainement des tempéraments différents, il fallut recourir à ce partage, comme à l'unique moyen d'éviter une guerre générale. Les apparences sont trompeuses, et le public ne juge que par elles. Ce que je vous dis est aussi vrai que la quarante-huitième proposition.

d'Euclide. — Vous vous moquez de moi, mon bon Voltaire, » écrivait-il une autre fois en réponse à des hyperboles flatteuses du patriarche, « je ne suis ni un héros, ni un océan, mais un homme qui évite toutes les querelles qui peuvent désunir la société. » A force de le répéter, Frédéric finit peut-être par croire lui-même qu'il n'était qu'un bonhomme... à peu près comme son correspondant.

Croirait-on que d'autres écrivains aient également cherché à le faire passer pour tel? Lisez MM. Dohm, Gœrtz, Koch, Schœll, Preuss, Martens, etc.; ils vous diront que jamais Frédéric n'avait pensé au partage de la Pologne. Il est vrai qu'ils sont tous Prussiens, et que jusqu'à présent, ils ont parlé à peu près seuls sur ce sujet. L'histoire n'a pourtant pas été frustrée de tous ses droits dans cette conspiration patriotique; elle peut s'appuyer sur le témoignage de Frédéric lui-même, qui ne s'est pas toujours surveillé avec une attention scrupuleuse. En des moments d'abandon ou d'oubli, il a laissé échapper son secret : c'est ce qu'on a vu plus d'une fois dans ce récit. Il a suffi au lecteur de suivre le fil des événements, et, pour parler le

langage du royal historien, « d'en retrouver la généalogie, » Cette pudeur du conquérant devant sa conquête, ce soin de la voiler, de l'atténuer, de la répudier en quelque sorte, est une des preuves les plus manifestes du génie de ce grand homme, car il n'a pu que deviner, il a pu voir seulement dans l'avenir un blâme que ses contemporains ne lui ont pas fait entendre¹.

Aucun cabinet, aucun gouvernement, aucun peuple ne protesta contre le partage de la Pologne. Parmi les grandes cours, la France garda un silence désapprobateur, l'Angleterre un silence complice, et cependant, par une injustice assez commune à l'égard des deux pays, la conduite de l'une a été jugée avec la dernière rigueur, tandis que l'autre n'a pas même été accusée; mais enfin toutes les deux crurent devoir se taire. La Turquie vaincue n'avait plus qu'à demander la paix; les cours du Midi restèrent indifférentes, et l'Allemagne, sans en excepter la maison de Saxe, ne manifesta aucun intérêt

¹ Pour les détails géographiques du premier partage de la Pologne, voyez les collections diplomatiques de Martens et de Schœll, et surtout l'excellent recueil des *Traité de Paix*, publié par M. le comte de Gården, chez Amyot, rue de la Paix.

pour la Pologne. Le sentiment de répulsion qui suivit la chute de la royale république n'éclata qu'après les derniers partages.

Ainsi s'accomplit, en 1772, le premier démembrement, fruit d'une anarchie séculaire. Cet arrêt de la Providence est-il définitif? Dieu seul le sait; mais ce qu'on peut hasarder de dire sans trop craindre de se tromper, c'est que, dans le cas où la Pologne attendrait sa restauration de l'Allemagne, elle courrait le risque de l'attendre longtemps.

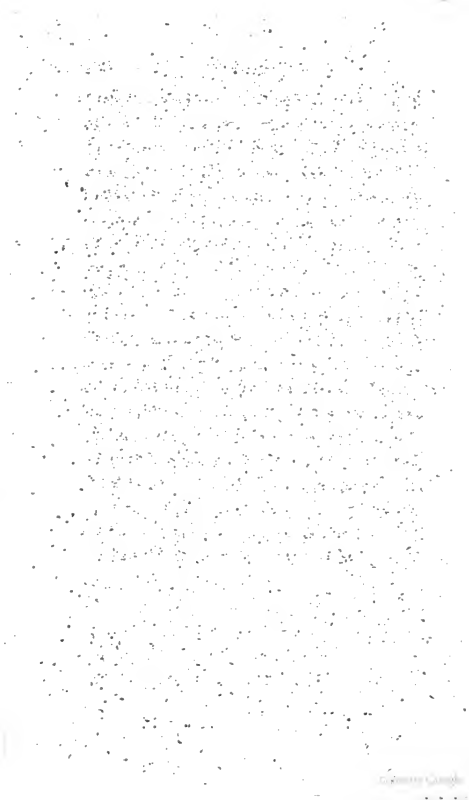
Il reste à tirer de ce grand événement une conclusion plus sûre et plus générale. La leçon qui en résulte ne doit pas être bornée au passé ou à l'avenir d'un seul peuple. Mille causes incidentes ont contribué à la chute de la république polonaise; une seule a consommé sa ruine. Sans doute, on peut l'attribuer en partie au maintien d'une organisation vicieuse, tant politique que militaire, en présence d'une transformation de l'Europe. Cette appréciation a certainement beaucoup de force sous ce double rapport, aggravé par tous les inconvénients d'une monarchie élective; mais, malgré son champ de Vola, malgré ses confédérations et

ses contre-confédérations, ses diètes et ses diétines; malgré son horreur pour l'infanterie et pour les places fortes¹; à une époque où le monde se hérissait de forteresses et se couvrait de fantasins, la Pologne aurait pu vivre. Elle aurait pu continuer à lancer contre l'Osmanli et le Tartare « cette cavalerie redoutable qu'on voyait fondre sur l'ennemi avec la vitesse de l'aigle; » ses mains auraient pu tenir longtemps encore « ces marteaux d'armes tant vantés et ces arcs qu'on ne vit jamais tendus en vain². » Revêtue de la panoplie rouillée du moyen âge, la Pologne aurait suppléé par le prestige de sa bravoure à la faiblesse d'un mode de défense trop suranné. D'ailleurs, parmi tant d'erreurs politiques, il en est de très-graves dont elle avait su se prémunir. Quelque danger qu'il pût y avoir

¹ « J'ai souvent ouï dire parmi nous que le nom de *Pologne* vient d'un ancien mot de notre langue (*Pole*) qui signifie campagne. On inferait de là que nous ne sommes point faits pour nous enfermer dans des villes : on croyait les places fortes peu utiles; peu s'en fait même qu'on ne les crût pernicieuses, et la raison qu'on en donnait, c'est que ces places une fois entre les mains des ennemis, leur deviendraient un moyen de nous subjuguer avec plus d'avantage et peut-être sans espoir de retour. Un paradoxe si étrange ne peut avoir lieu que parmi nous. » — Stanislas Leczinsky, *Oeuvres du philosophe bienfaisant*; tome II, p. LXXVII.

² Bossuet, *Oraison funèbre d'Anne de Gonzague*.

et qu'il y eût en effet dans le maintien de mauvaises lois, uniquement parce qu'elles étaient anciennes, le respect des Polonais pour la tradition des ancêtres, leur esprit de conservation excessive, n'en étaient pas moins un préservatif contre le goût du changement; plaie des temps modernes. Au plus fort de leur anarchie, on n'a pas vu les Polonais se lancer dans cette course éperdue, dans cette danse de Saint-Guy des générations nouvelles, à travers les constitutions de rechange et les révolutions de hasard. Ce qui les a perdus, c'est de n'avoir pas su se défendre d'un autre mal qui vient à bout des nations les plus vigoureuses, qui paralyse, qui énerve; qui menace de décadence des sociétés bien autrement constituées, civilisées, influentes, bien plus puissamment établies au centre même des intérêts européens que ne le fut jamais la Pologne. Mal affreux qu'il suffit, comme la Peste, d'appeler par son nom... la Discorde.



LA GUERRE
DE LA
SUCCESSION DE BAVIÈRE
ET
LE CONGRÈS DE TESCHEN

1777-1779

• A tout prendre, bien que l'énormité des événements de nos jours ait rapetissé les événements passés, bien que Rôsbach, Lissa, Liegnitz, Torgau ne soient plus que des escarmouches auprès des batailles de Marengo, d'Ansterlitz, d'Iéna, de la Moskowa, Frédéric souffre moins que d'autres personnages de la comparaison avec le géant enchaîné à Sainte-Hélène.

Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*.

LA

GUERRE DE BAVIÈRE

ET

LE CONGRÈS DE TESCHEN.

Quelle que soit l'opinion définitive de la postérité sur le partage de la Pologne, on n'a jamais contesté, on ne contestera dans aucun temps la gravité, la portée de cet événement mémorable. Peut-être aussi ne pourra-t-il plus y avoir aucun doute sur la pensée qui l'a conçu, préparé et accompli. En révélant le véritable constructeur de cette machine politique si étrangement compliquée, nous n'avons pas eu recours à des artifices de composition ou de langage. Une opinion équitable a pu s'établir sur des preuves presque matérielles. Nous n'avons

guère invoqué d'autre témoignage que celui de Frédéric lui-même, qui ne peut être récusé par personne ; mais ce n'est qu'un côté de cette curieuse étude. Considérer d'un point de vue isolé, cette vie si longue, si contrastée, ce serait méconnaître un personnage resté infailliblement le plus extraordinaire des temps modernes, s'il n'avait été éclipsé depuis, par une renommée plus grande, ou pour parler exactement, plus démesurée que la sienne. Frédéric n'est pas tout entier dans ce mélange de duplicité et d'arrogance, de patience et de résolution, dans ce machiavélisme profond, habile et heureux qui caractérise les négociations dont nous avons essayé de tenir le fil et de développer la trame. Varsovie ne suffit pas pour l'expliquer, pas plus que Bayonne ne suffit pour expliquer Napoléon. Le mensonge, la ruse, le cynisme ne sont que les parties subalternes, les cordes basses de ces hautes intelligences, et c'est malgré tout cela que Napoléon et Frédéric sont de grands hommes. Heureusement pour le dernier, cinq ans seulement après le premier démembrement, il trouva sans la chercher, une occasion de montrer ce qu'il y avait en lui d'élévation véritable, de

magnanimité et généreux courage. Alors, comme par un changement à vue sur un théâtre mobile, au conquérant sans conquête d'une nation désunie et désarmée on vit succéder dans le même homme, le champion de la patrie, le protecteur du faible contre le fort, de l'opprimé contre l'oppresser. Le héros de Machiavel fit place au héros de Plutarque, et l'inventeur du partage de la Pologne au défenseur des libertés de l'Allemagne.

Voici à quelle occasion Frédéric le Grand eut à les défendre contre l'agression de l'Autriche.

En 1777, Maximilien-Joseph, électeur de Bavière, mourut sans laisser de postérité directe. Ce fut un événement inattendu, une sorte de coup de foudre pour toute la diplomatie européenne qui se prépara au spectacle d'une guerre de succession. A force de désirer cet événement, Joseph II l'avait pressenti de loin, et s'était arrangé pour en profiter. Dès que l'électeur eut rendu le dernier soupir, l'empereur fit valoir les prétentions de la maison d'Autriche à l'héritage de la Bavière.

Remontant aux époques les plus obscures du moyen âge, ces prétentions étaient du nom

bre de celles qu'on peut appeler géographiques, et qui, toujours reproduites, ne se réalisent presque jamais, comme si par une loi mystérieuse de la Providence, rien de trop complet ne devait exister dans l'ordre physique, afin que la volonté humaine eût toujours des obstacles à vaincre et une arène pour s'exercer. C'est peut-être en vertu de cette loi que les barrières naturelles sont si difficilement conquises et si rarement obtenues. Quoi de plus naturel, en effet, que la réunion du Portugal à l'Espagne, du Sleswick à l'Allemagne, de la Savoie ou du Rhin à la France?... La configuration des lieux, le cours des fleuves, l'assiette des montagnes semblent indiquer impérieusement ces réunions poursuivies sans cesse par la négociation ou par la guerre, et cependant, à part de très-courts intervalles, elles ont résisté à tous les efforts. Il en est ainsi de la Bavière. Jamais l'Autriche n'a pu acquérir ce pays qu'elle convoite depuis tant de siècles. Depuis Rodolphe I^{er} jusqu'à Charles-Quint, tous les empereurs de la maison de Habsbourg s'en sont préoccupés avec plus ou moins de vivacité et d'éclat. Même, à des époques plus rapprochées, Joseph I^{er},

grand-oncle de Joseph II, et Charles VI, son grand-père, avaient donné une grande publicité à la proscription des électeurs de Bavière Maximilien-Emmanuel et Charles-Albert, convaincus du crime d'avoir été les alliés fidèles de la France. Ces princes furent mis au ban de l'Empire : leur prétendue rébellion servit de prétexte à leur déchéance ; mais, malgré l'avidité et l'injustice de la maison d'Autriche dans cette occasion solennelle, ni Joseph I^{er} au congrès d'Utrecht, ni Charles VI au congrès de Baden, n'avaient pu faire valoir leurs réclamations sur la Bavière ; l'électorat était resté intact, conformément au traité de Munster, qui avait prévu et réglé ce litige. Joseph I^{er} n'avait tenu aucun compte de cette décision si précise. A défaut d'un bon argument, il en avait fait valoir plusieurs essayant de remplacer la qualité par la quantité, et de suppléer par le nombre à la valeur réelle des documents diplomatiques. Indépendamment des droits plus ou moins fondés de la maison d'Autriche et de la couronne de Bohême, qui appartenait à Marie-Thérèse, Joseph II revendiqua la basse Bavière, comme fief de l'Empire, quoique depuis 1429 les empereurs eussent for-

niellement renoncé à leurs prétentions sur cet État, l'un des plus considérables de l'Allemagne. Au surplus, Joseph mettait si peu de ménagement dans l'aveu de ses desseins, il en étendait si loin la publicité, même du vivant de l'électeur de Bavière, que la mort de ce prince escomptée d'avance, était devenue un intérêt grave, non-seulement pour la cour de Vienne, mais pour l'Europe entière. On ressentit partout la plus vive émotion, lorsqu'en 1777, à la nouvelle de la mort inopinée de l'électeur Maximilien-Joseph, toutes les craintes furent justifiées par l'entrée d'un corps d'armée autrichien sur le territoire bavarois.

Les circonstances semblaient favorables à l'ambition de Joseph; seul, parmi les souverains de l'Europe, jeune et libre, plein de séve, d'ambition et de vigueur. Cathérine pouvait lui opposer une ardeur, une vaillance égale à la sienne, mais elle était occupée par la Porte ottomane qui rassemblait un reste de vie pour disputer aux Russes la possession de la Crimée. Tandis que les Turcs tenaient la Russie en échec, l'Angleterre occupait et paralysait la France. On était alors au plus fort de la guerre d'Amérique.

L'Europe assistait étonnée à cette lutte d'une colonie avec sa métropole, spectacle familier à l'antiquité, inconnu aux temps modernes, et qu'à aucune époque, on n'avait vu se déployer sur un théâtre plus vaste et dans de si larges proportions. Ce qui en faisait surtout la nouveauté, c'était la nature des réclamations et des griefs. Il ne s'agissait pas de l'interprétation plus ou moins sincère d'un passé litigieux et obscur, de quelque exigence tirée de la poussière des chartiers et des archives. Le débat était placé plus près et plus loin : plus près dans l'ordre matériel, puisqu'il ne reposait que sur des infractions récentes ; incomparablement plus loin dans l'ordre moral, car il remontait au principe, à l'existence des sociétés humaines. Certes, il y avait là de quoi dérouter la vieille diplomatie, mais elle ne se laisse pas facilement abattre. Sans prendre la peine de lire dans un avenir indéfini, elle tirait de l'issue de cette guerre, l'augure du triomphe de l'Angleterre et celui d'une défaite certaine pour les armes de la France. Elle espérait que l'état de nos finances nous réduirait à abandonner la cause des insurgés américains.

« L'inaction de la France dans les affaires de

Pologne avait démontré à toute la terre son indifférence ou sa faiblesse. « Qu'elle essaye de bégayer quelques représentations contre les projets de l'Autriche sur la Bavière, on saura comment lui répondre. Des plaintes étudiées sur l'oubli de l'alliance, des récriminations amères, des dénonciations contre tel ou tel agent diplomatique ; tous ces moyens qui ont refroidi la fougue d'un Choiseul, effrayé la pusillanimité d'un d'Aiguillon, contiendront aisément Vergennes, homme d'une capacité reconnue, mais étranger à la cour, isolé, sans influence personnelle, et ne s'appuyant pas comme ses deux prédécesseurs, sur le crédit d'une famille et sur la force d'un parti. Si d'Aiguillon et Choiseul n'ont pu résister au magnétisme autrichien, que pourra lui opposer un ministre forcé de ménager tout le monde et surtout la reine ? Ainsi point de crainte du côté de la France. A la vérité, il reste encore l'ancien rival de la maison de Hapsbourg, le plus redoutable de ses ennemis ; mais si le roi de Prusse est vivant, le grand Frédéric est mort. Agité de petites vanités et de petites craintes, absorbé par l'avarice et la métromanie, il rédige ses exploits,

incapable de les renouveler. Même l'existence physique lui échappe ; sa santé est délabrée au dernier point, et le docteur Van Swieten, le médecin de l'impératrice-reine, a mandé qu'il ne saurait résister à sa dernière attaque de goutte. Il n'y a donc rien à craindre de la jalousie des puissances étrangères, et ce serait manquer à la fortune de l'Autriche que de ne point lui procurer un accroissement aussi juste que facile. »

Ainsi pensait le prince Kaunitz. Marie-Thérèse, au contraire, désapprouvait des desseins si belliqueux, et ne songeait qu'au maintien de la paix. Peu sincère, nous l'avons vu, dans les négociations du partage de la Pologne, elle l'était devenue dans les craintes que lui inspiraient les conséquences de cet événement et surtout dans son amour passionné du repos ; fermement résolue à ne plus le laisser troubler non-seulement par sa propre ambition, que la piété et l'âge avaient déjà suffisamment amortie, mais par celle de son fils, bien plus difficile à combattre. La vieillesse de cette femme illustre, en proie à de tristes infirmités, l'avait conduite à la modération par la lassitude. Rien

n'était plus opposé aux vues de l'empereur. Leur lutte secrète avait pris la proportion de deux systèmes antipathiques.

C'est entre ces deux systèmes que manœuvrait l'habile chancelier de cour et d'État. Depuis le démembrement de la république polonaise, Kaunitz s'était dévoué plus que jamais à la politique de Joseph II. La sienne, jusqu'alors prudente, circonspecte et loyale, avait fait place à une soif d'acquisition, à une émulation de conquêtes, à une verve d'agrandissements qu'il emportait même sur le besoin et le goût de la paix européenne. Aussi son crédit auprès du jeune empereur s'était-il accru sans mesure. Les hommages que Joseph se plaisait à rendre à son ministre prirent toutes les formes de la piété filiale; il récompensa, avec une publicité éclatante et une magnificence inaccoutumée, les médecins dont la science avait sauvé Kaunitz d'une maladie jugée mortelle. La convalescence du sujet fut fêtée par le souverain lui-même. Le jour anniversaire de la naissance du chancelier, l'empereur voulut le surprendre à table au milieu de sa famille. Joseph s'y assit et porta la santé de son vieux ministre, comme un de ses fils.

Au bruit de cette scène patriarcale, le corps diplomatique s'attendit à quelque usurpation nouvelle.

Mais il fallait endormir les scrupules et ranimer la fatigue de Marie-Thérèse. Kaunitz y employa tout son art. Après lui avoir représenté que la guerre était improbable ; que ni l'Angleterre, ni la France, ni la Russie n'étaient en état de s'armer pour défendre l'intégralité de la Bavière ; après lui avoir démontré la possibilité de satisfaire en même temps à l'ambition de son fils et au maintien de la paix, il l'adjura de ne point porter un coup irréparable à la grandeur de sa couronne en laissant échapper une proie attendue et visée depuis tant de siècles.

Marie-Thérèse, subjuguée, consentit à tout ; mais soit retour d'équité, soit désir d'ôter tout prétexte à un débat domestique, elle désira des garanties : le consentement de l'électeur palatin lui sembla nécessaire. Contre toute espérance et par ce bonheur particulier à la maison d'Autriche, elle l'obtint de la faiblesse d'un prince qui seul pouvait seconder ses vues. Charles-Théodore, héritier de l'électorat de Bavière,

n'avait point d'âme ; en revanche il avait beaucoup de dettes et de bâtards. Au moyen d'établissements assurés à ses enfants naturels, on fit renoncer le Palatin à l'héritage de ses pères. En vain le peuple qu'il était indigne de gouverner, l'avait proclamé en hâte, pour sauver son indépendance. Séduit par les promesses de la cour de Vienne, intimidé par ses menaces, ébloui de sa puissance, Charles-Théodore avait cédé à ses volontés, et c'est dans l'existence voluptueuse des sultans hindous, tributaires d'une grande nation européenne, qu'il voulait désormais ensevelir sa honte, à défaut de ses remords.

Alors, d'un mouvement unanime, l'Allemagne se tourna vers Frédéric ; il n'y eut qu'une voix, qu'un regard, qu'une espérance ! La patrie était menacée ; elle attendit son salut d'un seul homme. L'Allemagne implora le roi de Prusse, moins comme membre de l'Empire, intéressé au maintien des traités et à la défense des privilèges d'une confédération de princes, que comme représentant de la famille germanique tout entière, sans distinction de souverains et de sujets ; comme Allemand de sang et de race, enfin comme le plus connu et le plus fort parmi

les enfants de la mère commune. En effet, cette succession de Bavière si inopinément, si ardemment convoitée, n'était pas seulement un débat de chancellerie, une matière à protocoles; c'était une affaire nationale où le droit naturel des peuples était encore ouvertement plus violé que le droit public des gouvernements.

A côté d'un prince qui abandonnait son héritage, en faveur de quelques avantages personnels, il y avait une population vendue, qui protestait contre cet odieux trafic. Les sentiments imprescriptibles du cœur humain, l'honneur, la liberté, la possession du foyer étaient encore plus en jeu que les coutumes de l'Empire et les décisions du traité de Westphalie. L'étranger venait envahir, morceler la patrie; on peut dire à bon droit l'étranger, car jamais la maison d'Autriche n'avait pu se faire passer en Allemagne, pour vraiment, pour sincèrement, pour complètement indigène. Ce qui manqua toujours à la descendance mâle de Rodolphe de Habsbourg, alors près de s'éteindre dans la personne de Marie-Thérèse, faisait bien autrement défaut dans cette maison de Lorraine, plus française que germanique, tenant par un lien également douteux

à deux pays, à deux nationalités différentes, caractère de toutes les races intermédiaires, de toutes les dominations limitrophes. Appelée alors tout récemment au trône des Césars, elle n'était pas encore naturalisée en Allemagne par une longue possession de l'autorité et du sol.

La situation de Frédéric était très-différente. Il possédait tout ce que n'avait pas son adversaire ; surtout il avait la gloire. Aussi, dans cette circonstance solennelle, les rivalités urbaines, provinciales ou princières gardèrent le silence et vinrent se ranger autour de lui. Cet accord bien rare partout, l'est particulièrement en Allemagne. En réalité, malgré le nombre prodigieux de ses princes, elle n'avait qu'un seul chef, dont tout le reste n'était que l'état-major. Ce qui est vraiment beau, ce qui sauva le pays, c'est que tous ces princes furent des lieutenants volontaires et dévoués ; c'est qu'ils se mirent d'eux-mêmes et de grand cœur, au service d'une intelligence supérieure ; c'est qu'au lieu de la contester et de la débattre, ils la reconnurent sans balancer. Peut-être est-il plus difficile de vaincre momentanément un préjugé, de

le suspendre devant un grand péril que d'y renoncer à jamais. C'est dans ce noble effort, dans cet *abaissement auguste* que le corps germanique trouva la volonté et le pouvoir de repousser l'invasion autrichienne. Il n'y eut plus ni Bavière, ni Hesse, ni Wurtemberg ; il n'y eut qu'une Germanie. Le patriotisme monarchique réalisa alors, du moins pour un temps, cette unité que plus d'un demi-siècle plus tard, l'Allemagne a cherchée en vain dans une théorie creuse et décevante. Toutes les animosités, toutes les rancunes personnelles, tous les souvenirs vindicatifs s'effacèrent devant l'intérêt général. La Saxe elle-même, naguère déchirée par la main du roi de Prusse, montra ses plaies à son vainqueur, non pour les lui reprocher, mais pour le supplier de les guérir. Il y eut là un moment incomparable dans la vie de Frédéric. Presqu'au faite de la gloire humaine, il ne lui manquait plus pour y atteindre que la grandeur morale. Il ne lui manqua plus rien, pas même la simplicité ; la simplicité véritable, sincère, on n'oserait dire naïve ; bien différente, par conséquent, de celle dont il avait fait profession jusqu'alors et qu'il avait poussée quelquefois jusqu'à l'affectation, trop

souvent jusqu'au cynisme. Détrompé de l'ambition, saturé de renommée, il n'aspirait plus qu'à donner le repos à son peuple, et à en jouir lui-même. Il vit avec un véritable regret, l'incident qui le rejetait dans le tumulte des négociations et des armes. La perspective d'une guerre heureuse brilla devant ses yeux sans l'éblouir ; aucun appétit d'agrandissement ou de victoire ne s'était réveillé dans son âme. Ce n'est point par une capitulation de conscience, en se donnant le change à lui-même, mais par une résolution ferme et bien arrêtée qu'après le démembrement, il avait clos son vieux système d'arrondissements et d'agressions. Il pensait avoir assez fait pour son pays, en lui donnant la Silésie et la Pologne ; il ne croyait plus lui devoir que les bienfaits de l'administration et de la paix. S'il n'avait écouté que les conseils de l'égoïsme, il aurait fermé les yeux sur des empiétements qui troublaient un repos acheté par tant d'épreuves ; mais, à la vue de l'Allemagne menacée dans sa liberté et dans son honneur, Frédéric ne voulut pas garder une neutralité oisive. Il reçut les envoyés des princes et des villes, écouta leurs plaintes, leur promit sa protection, fit parler au duc des

Deposition of _____

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Witness my hand and seal this _____ day of _____, 19____.

At _____, _____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

My Commission Expires _____.

Subscribed and sworn to before me this _____ day of _____, 19____.

Notary Public for the State of _____.

niellement renoncé à leurs prétentions sur cet État, l'un des plus considérables de l'Allemagne. Au surplus, Joseph mettait si peu de ménagement dans l'aveu de ses desseins, il en étendait si loin la publicité, même du vivant de l'électeur de Bavière, que la mort de ce prince escomptée d'avance, était devenue un intérêt grave, non-seulement pour la cour de Vienne, mais pour l'Europe entière. On ressentit partout la plus vive émotion, lorsqu'en 1777, à la nouvelle de la mort inopinée de l'électeur Maximilien-Joseph, toutes les craintes furent justifiées par l'entrée d'un corps d'armée autrichien sur le territoire bavarois.

Les circonstances semblaient favorables à l'ambition de Joseph; seul, parmi les souverains de l'Europe, jeune et libre, plein de séve, d'ambition et de vigueur. Cathérine pouvait lui opposer une ardeur, une vaillance égale à la sienne, mais elle était occupée par la Porte ottomane qui rassemblait un reste de vie pour disputer aux Russes la possession de la Crimée. Tandis que les Turcs tenaient la Russie en échec, l'Angleterre occupait et paralysait la France. On était alors au plus fort de la guerre d'Amérique.

L'Europe assistait étonnée à cette lutte d'une colonie avec sa métropole, spectacle familier à l'antiquité, inconnu aux temps modernes, et qu'à aucune époque, on n'avait vu se déployer sur un théâtre plus vaste et dans de si larges proportions. Ce qui en faisait surtout la nouveauté, c'était la nature des réclamations et des griefs. Il ne s'agissait pas de l'interprétation plus ou moins sincère d'un passé litigieux et obscur, de quelque exigence tirée de la poussière des chartiers et des archives. Le débat était placé plus près et plus loin : plus près dans l'ordre matériel, puisqu'il ne reposait que sur des infractions récentes ; incomparablement plus loin dans l'ordre moral, car il remontait au principe, à l'essence des sociétés humaines. Certes, il y avait là de quoi dérouter la vieille diplomatie, mais elle ne se laisse pas facilement abattre. Sans prendre la peine de lire dans un avenir indéfini, elle tirait de l'issue de cette guerre, l'augure du triomphe de l'Angleterre et celui d'une défaite certaine pour les armes de la France. Elle espérait que l'état de nos finances nous réduirait à abandonner la cause des insurgés américains.

« L'inaction de la France dans les affaires de

Pologne avait démontré à toute la terre son indifférence ou sa faiblesse. « Qu'elle essaye de bégayer quelques représentations contre les projets de l'Autriche sur la Bavière, on saura comment lui répondre. Des plaintes étudiées sur l'oubli de l'alliance, des récriminations amères, des dénonciations contre tel ou tel agent diplomatique ; tous ces moyens qui ont refroidi la fougue d'un Choiseul, effrayé la pusillanimité d'un d'Aiguillon, contiendront aisément Vergennes, homme d'une capacité reconnue, mais étranger à la cour, isolé, sans influence personnelle, et ne s'appuyant pas comme ses deux prédécesseurs, sur le crédit d'une famille et sur la force d'un parti. Si d'Aiguillon et Choiseul n'ont pu résister au magnétisme autrichien, que pourra lui opposer un ministre forcé de ménager tout le monde et surtout la reine ? Ainsi point de crainte du côté de la France. A la vérité, il reste encore l'ancien rival de la maison de Hapsbourg, le plus redoutable de ses ennemis ; mais si le roi de Prusse est vivant, le grand Frédéric est mort. Agité de petites vanités et de petites craintes, absorbé par l'avarice et la métronomie, il rédige ses exploits,

incapable de les renouveler. Même l'existence physique lui échappe ; sa santé est délabrée au dernier point, et le docteur Van Swieten, le médecin de l'impératrice-reine , a mandé qu'il ne saurait résister à sa dernière attaque de goutte. Il n'y a donc rien à craindre de la jalousie des puissances étrangères , et ce serait manquer à la fortune de l'Autriche que de ne point lui procurer un accroissement aussi juste que facile. »

Ainsi pensait le prince Kaunitz. Marie-Thérèse , au contraire , désapprouvait des desseins si belliqueux , et ne songeait qu'au maintien de la paix. Peu sincère, nous l'avons vu, dans les négociations du partage de la Pologne , elle l'était devenue dans les craintes que lui inspiraient les conséquences de cet événement et surtout dans son amour passionné du repos ; fermement résolue à ne plus le laisser troubler non-seulement par sa propre ambition , que la piété et l'âge avaient déjà suffisamment apaisée , mais par celle de son fils , bien plus difficile à combattre. La vieillesse de cette femme illustre , en proie à de tristes infirmités , l'avait conduite à la modération par la lassitude. Rien

n'était plus opposé aux vues de l'empereur. Leur lutte secrète avait pris la proportion de deux systèmes antipathiques.

C'est entre ces deux systèmes que manœuvrait l'habile chancelier de cour et d'État. Depuis le démembrement de la république polonaise, Kaunitz s'était dévoué plus que jamais à la politique de Joseph II. La sienne, jusqu'alors prudente, circonspecte et loyale, avait fait place à une soif d'acquisition, à une émulation de conquêtes, à une verve d'agrandissements qui l'emportait même sur le besoin et le goût de la paix européenne. Aussi son crédit auprès du jeune empereur s'était-il accru sans mesure. Les honnages que Joseph se plaisait à rendre à son ministre prirent toutes les formes de la piété filiale; il récompensa, avec une publicité éclatante et une magnificence inaccoutumée; les médecins dont la science avait sauvé Kaunitz d'une maladie jugée mortelle. La convalescence du sujet fut fêtée par le souverain lui-même. Le jour anniversaire de la naissance du chancelier, l'empereur voulut le surprendre à table au milieu de sa famille. Joseph s'y assit et porta la santé de son vieux ministre, comme un de ses fils.

Au bruit de cette scène patriarcale, le corps diplomatique s'attendit à quelque usurpation nouvelle.

Mais il fallait endormir les scrupules et ranimer la fatigue de Marie-Thérèse. Kaunitz y employa tout son art. Après lui avoir représenté que la guerre était improbable; que ni l'Angleterre, ni la France, ni la Russie n'étaient en état de s'armer pour défendre l'intégralité de la Bavière; après lui avoir démontré la possibilité de satisfaire en même temps à l'ambition de son fils et au maintien de la paix, il l'adjura de ne point porter un coup irréparable à la grandeur de sa couronne en laissant échapper une proie attendue et visée depuis tant de siècles.

Marie-Thérèse, subjuguée, consentit à tout; mais soit retour d'équité, soit désir d'ôter tout prétexte à un débat domestique, elle désira des garanties: le consentement de l'électeur palatin lui sembla nécessaire. Contre toute espérance et par ce bonheur particulier à la maison d'Autriche, elle l'obtint de la faiblesse d'un prince qui seul pouvait seconder ses vues. Charles-Théodore, héritier de l'électorat de Bavière,

n'avait point d'âme ; en revanche il avait beaucoup de dettes et de bâtards. Au moyen d'établissements assurés à ses enfants naturels, on fit renoncer le Palatin à l'héritage de ses pères. En vain le peuple qu'il était indigne de gouverner, l'avait proclamé en hâte, pour sauver son indépendance. Séduit par les promesses de la cour de Vienne, intimidé par ses menaces, ébloui de sa puissance, Charles-Théodore avait cédé à ses volontés, et c'est dans l'existence voluptueuse des sultans hindous, tributaires d'une grande nation européenne, qu'il voulait désormais ensevelir sa honte, à défaut de ses remords.

Alors, d'un mouvement unanime, l'Allemagne se tourna vers Frédéric ; il n'y eut qu'une voix, qu'un regard, qu'une espérance ! La patrie était menacée ; elle attendit son salut d'un seul homme. L'Allemagne implora le roi de Prusse, moins comme membre de l'Empire, intéressé au maintien des traités et à la défense des privilèges d'une confédération de princes, que comme représentant de la famille germanique tout entière, sans distinction de souverains et de sujets ; comme Allemand de sang et de race, enfin comme le plus connu et le plus fort parmi

les enfants de la mère commune. En effet, cette succession de Bavière si inopinément, si ardemment convoitée, n'était pas seulement un débat de chancellerie, une matière à protocoles; c'était une affaire nationale où le droit naturel des peuples était encore ouvertement plus violé que le droit public des gouvernements.

A côté d'un prince qui abandonnait son héritage, en faveur de quelques avantages personnels, il y avait une population vendue, qui protestait contre cet odieux trafic. Les sentiments imprescriptibles du cœur humain, l'honneur, la liberté, la possession du foyer étaient encore plus en jeu que les coutumes de l'Empire et les décisions du traité de Westphalie. L'étranger venait envahir, morceler la patrie; on peut dire à bon droit l'étranger, car jamais la maison d'Autriche n'avait pu se faire passer en Allemagne, pour vraiment, pour sincèrement, pour complètement indigène. Ce qui manqua toujours à la descendance mâle de Rodolphe de Habsbourg, alors près de s'éteindre dans la personne de Marie-Thérèse, faisait bien autrement défaut dans cette maison de Lorraine, plus française que germanique, tenant par un lien également douteux

à deux pays, à deux nationalités différentes, caractère de toutes les races intermédiaires, de toutes les dominations limitrophes. Appelée alors tout récemment au trône des Césars, elle n'était pas encore naturalisée en Allemagne par une longue possession de l'autorité et du sol.

La situation de Frédéric était très-différente. Il possédait tout ce que n'avait pas son adversaire ; surtout il avait la gloire. Aussi, dans cette circonstance solennelle, les rivalités urbaines, provinciales ou princières gardèrent le silence et vinrent se ranger autour de lui. Cet accord bien rare partout, l'est particulièrement en Allemagne. En réalité, malgré le nombre prodigieux de ses princes, elle n'avait qu'un seul chef, dont tout le reste n'était que l'état-major. Ce qui est vraiment beau, ce qui sauva le pays, c'est que tous ces princes furent des lieutenants volontaires et dévoués ; c'est qu'ils se mirent d'eux-mêmes et de grand cœur, au service d'une intelligence supérieure ; c'est qu'au lieu de la contester et de la débattre, ils la reconnurent sans balancer. Peut-être est-il plus difficile de vaincre momentanément un préjugé, de

le suspendre devant un grand péril que d'y renoncer à jamais. C'est dans ce noble effort, dans cet *abaissement auguste* que le corps germanique trouva la volonté et le pouvoir de repousser l'invasion autrichienne. Il n'y eut plus ni Bavière, ni Hesse, ni Wurtemberg ; il n'y eut qu'une Germanie. Le patriotisme monarchique réalisa alors, du moins pour un temps, cette unité que plus d'un demi-siècle plus tard, l'Allemagne a cherchée en vain dans une théorie creuse et décevante. Toutes les animosités, toutes les rancunes personnelles, tous les souvenirs vindicatifs s'effacèrent devant l'intérêt général. La Saxe elle-même, naguère déchirée par la main du roi de Prusse, montra ses plaies à son vainqueur, non pour les lui reprocher, mais pour le supplier de les guérir. Il y eut là un moment incomparable dans la vie de Frédéric. Presqu'au faite de la gloire humaine, il ne lui manquait plus pour y atteindre que la grandeur morale. Il ne lui manqua plus rien, pas même la simplicité ; la simplicité véritable, sincère, on n'oserait dire naïve ; bien différente, par conséquent, de celle dont il avait fait profession jusqu'alors et qu'il avait poussée quelquefois jusqu'à l'affectation, trop

souvent jusqu'au cynisme. Détrompé de l'ambition, saturé de renommée, il n'aspirait plus qu'à donner le repos à son peuple, et à en jouir lui-même. Il vit avec un véritable regret, l'incident qui le rejetait dans le tumulte des négociations et des armes. La perspective d'une guerre heureuse brilla devant ses yeux sans l'éblouir; aucun appétit d'agrandissement ou de victoire ne s'était réveillé dans son âme. Ce n'est point par une capitulation de conscience, en se donnant le change à lui-même, mais par une résolution ferme et bien arrêtée qu'après le démembrement, il avait clos son vieux système d'arrondissements et d'agressions. Il pensait avoir assez fait pour son pays, en lui donnant la Silésie et la Pologne; il ne croyait plus lui devoir que les bienfaits de l'administration et de la paix. S'il n'avait écouté que les conseils de l'égoïsme, il aurait fermé les yeux sur des empiètements qui troublaient un repos acheté par tant d'épreuves; mais, à la vue de l'Allemagne menacée dans sa liberté et dans son honneur, Frédéric ne voulut pas garder une neutralité oisive. Il reçut les envoyés des princes et des villes, écouta leurs plaintes; leur promit sa protection, fit parler au duc des

Deux-Ponts, héritier présomptif de l'électorat, et releva le courage de ce faible prince. Il le trouva étonné, tremblant comme tous ses pareils, devant l'audace, devant le bonheur de la maison d'Autriche. A l'exemple de Charles-Théodore, le duc des Deux-Ponts allait céder sans combattre. Frédéric le rassura ; il lui montra qu'en cette occasion, la sagesse était dans la résistance ; il le força d'entendre le langage de l'honneur ; il fit sentir à l'héritier de Wittelsbach ce qu'il devait à son nom, à ses ancêtres, à ce peuple resté fidèle à sa famille depuis tant de siècles, contre leur ennemi commun, contre un adversaire infatigable et perpétuel. Mais en cette occurrence, un appui effectif était encore plus nécessaire que de généreux conseils. Le roi dicta au duc une protestation publique et la couvrit de cette épée tant de fois victorieuse de l'aigle impériale. Ainsi, fort de son droit, surtout de son devoir, pénétré, mais non enivré de l'extrême beauté de son rôle, Frédéric devint l'arbitre de l'Allemagne. Toutefois, comme cette chance lui était échue sans qu'il l'eût cherchée, et que très-sincèrement, à cette époque avancée de sa vie, il préférerait la paix à la guerre, il résolut de con-

vaincre l'empereur avant de le combattre, et de tenter une transaction avant de recourir aux armes.

En dépit de la mesquinerie du siècle et du costume, malgré la perruque à trois marteaux, les grandes bottes à l'écuyère et la grosse canne à pomme d'or, Frédéric fit revivre, fit marcher devant le XVIII^e siècle ébahi, un de ces vieux Germains, un de ces chefs teutons ou cimbres couverts de la peau d'ours ou d'uroch, qui avant d'écraser les légions romaines, leur demandait de quel droit Rome venait troubler le calme de leurs forêts et les ossements de leurs pères. Le correspondant de Voltaire, le contemporain de Louis XV s'était métamorphosé en Arminius.

Cependant, il ne le devint pas assez, il ne se fit point assez complètement homme de l'antiquité pour négliger la diplomatie moderne. Afin d'arrêter le jeune empereur dans ses desseins sur la Bavière, le prudent Frédéric s'adressa en secret aux cabinets de Pétersbourg et de Versailles. Catherine était alors à la veille de recommencer les hostilités contre la Porte ottomane, qui, désespérée de la perte de la Crimée, se servait

des influences religieuses de l'islamisme pour exciter le khan des Tartares à secouer la domination de la Russie. Le capitan-pacha avait même essayé une promenade insultante autour de la presqu'île, et la fierté de l'impératrice ne devait pas faire attendre longtemps une réponse à ce défi. Occupée en Orient, elle ne pouvait guère se mêler des affaires de l'Allemagne. Le roi de Prusse désirait opposer la médiation russe aux empiètements de l'Autriche; dans ce dessein, il s'adressa à la cour de France, et lui demanda de réconcilier la Russie et la Porte. Louis XVI adopta cette politique. Pour amener une pacification entre Catherine et le sultan, M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, écrivit en ces termes à M. de Saint-Priest, ambassadeur de France près la Porte ottomane :

« Le peu d'activité que la Russie met en ce moment à ses préparatifs militaires, peut faire croire que cette puissance espère encore quelque succès de la négociation ; nous sommes d'autant plus satisfaits de ce moment de calme, qu'il peut donner aux Turcs le temps de réfléchir et les disposer à adopter quelque'un des moyens qui leur ont été indiqués pour prévenir la guerre. »
— « J'espère, monsieur, ne pas tarder à recevoir de

vous des nouvelles plus positives de l'état des choses en Crimée, et des dispositions du ministère ottoman, pour entrer dans les vues pacifiques dont Sa Majesté désire d'autant plus le voir s'occuper, qu'elle est persuadée que l'intérêt de la Porte se trouve réuni en ce point avec l'avantage de l'humanité'. »

Le texte de cette dépêche est d'autant plus important qu'on verra la politique de M. de Vergennes changer tout à coup dans le courant de cette guerre; brusque revirement dont les motifs appartiennent à l'histoire. En attendant, la France, à la demande expresse du roi de Prusse, chercha à *prévenir la guerre* près de s'allumer en Orient d'une part, et de l'autre en Allemagne. Cette conduite du cabinet de Versailles était à la fois humaine, généreuse et prévoyante. Néanmoins, on pouvait prendre un parti encore plus énergique : au nom même de l'alliance, on pouvait empêcher l'empereur Joseph d'interrompre le repos dont l'Europe jouissait, après tant de guerres; on pouvait jeter le poids du nom français dans la balance politique pour

¹ Vergennes à Saint-Priest, Versailles, 3 octobre 1778. — Archives des affaires étrangères.

maintenir l'équilibre européen , déclarer la France seule arbitre entre l'empereur et l'Empire dont elle avait en tout temps garanti les libertés , et contraindre enfin l'ambitieux César au respect de la paix. On se borna à tâcher de lui en inspirer le goût ; tentative innocente et stérile, conforme au génie sentimental d'une époque où les idylles de Gessner et les enfantillages de Berquin berçaient une société qui se croyait douce parce qu'elle était molle. La fierté , la noblesse d'un arbitrage armé convenait au petit-fils de Louis XIV mieux que des négociations avec le roi de Prusse, dont, après tout, l'Autriche, notre alliée, pouvait se plaindre avec quelque apparence de raison, et dont elle se plaignit en effet. Mais il y a des époques où la grandeur semble ridicule. De toutes les dépravations de l'intelligence et du sentiment, voilà celle qui marque le mieux la décadence et l'abâtardissement des États.

Peut-être Joseph II se serait-il d'autant plus aisément rendu à des représentations vigoureuses de la part de la France, qu'il s'était moins attendu à la résolution de la Prusse. Malgré son présomptueux enivrement, il s'étonna de l'énergie de ce

vieux roi, qu'il croyait plongé dans une métronomie léthargique ; incapable désormais d'agir, même de se mouvoir. En le trouvant toujours jeune, toujours actif, Joseph s'arrêta et réfléchit. Il espéra endormir son adversaire par une négociation. Un courrier partit du camp impérial, et se rendit au camp prussien, chargé d'une lettre autographe de l'empereur. Le ton en était poli, même déferent, mais le message ne contenait aucun amendement aux prétentions autrichiennes sur la Bavière. Frédéric répondit avec grandeur et fermeté :

« Monsieur mon frère, j'ai reçu avec toute la satisfaction possible, la lettre que Votre Majesté Impériale a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni ministre, ni scribe avec moi ; ainsi Votre Majesté Impériale voudra bien se contenter de la réponse d'un vieux soldat qui lui écrit avec probité et avec franchise sur un des sujets les plus importants, que la politique ait fournis depuis longtemps. Personne, plus que moi, ne désire de maintenir la paix et la bonne harmonie entre les puissances de l'Europe ; mais il y a des bornes à tout, et il se trouve des cas si épineux, que la bonne volonté ne suffit pas seule pour maintenir les choses dans le repos et la tranquillité. Que Votre Majesté me permette de lui exposer nettement l'état de la ques-

tion de nos affaires actuelles. Il s'agit de savoir si un empereur peut disposer, selon sa volonté, des fiefs de l'Empire. Si l'on prend l'affirmative, tous ces fiefs deviennent des timars, qui ne sont qu'à vie, et dont le sultan dispose après la mort du possesseur. Or, c'est ce qui est contraire aux lois, aux coutumes et aux usages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les mains; chacun invoquera le droit féodal, qui assure ces possessions à ses descendants, et personne ne consentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un despote qui tôt ou tard le dépouillera, lui et ses enfants, de ses possessions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie. Moi, comme membre de l'Empire, et comme ayant rappelé la paix de Westphalie par le traité de Hubertsbourg, je me trouvais directement engagé à soutenir les immunités, les libertés et les droits du corps germanique, les capitulations impériales, par lesquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire, afin de prévenir les abus qu'il pourrait faire de sa prééminence. Voilà, Sire, l'état des choses. Mon intérêt personnel n'y est pour rien; mais je suis persuadé que Votre Majesté me regarderait elle-même comme un homme lâche et indigne de son estime, si je sacrifiais basement les droits, immunités et privilèges que les électeurs et moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchise. J'aime et j'honore sa per-

sonné. Il me sera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités, et que j'estime personnellement. Voici donc, selon mes faibles lumières, des idées que je sou mets aux vûes supérieures de Votre Majesté Impériale.

« Je confesse que la Bavière, selon le droit de convenance, peut convenir à la maison impériale; mais comme, d'ailleurs, tout autre droit lui est contraire dans cette possession, ne pourrait-on pas, par des équivalents, satisfaire le duc des Deux-Ponts? Ne pourrait-on pas trouver de quoi indemniser l'électeur de Saxe sur les alléux de la succession de Bavière? Les Saxons font monter leurs prétentions à trente-sept millions de florins, mais ils en rabattraient bien quelque chose en faveur de la paix. C'est, Sire, à de telles propositions, en n'oubliant pas le duc de Mecklembourg, que Votre Majesté Impériale me verrait concourir avec joie, parce qu'elles seraient conformes à ce que demandent mes devoirs et la place que j'occupe.

« J'assure à Votre Majesté que je ne m'expliquerais pas, avec mon frère, avec plus de franchise que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire ses réflexions sur tout ce que je prends la liberté de lui représenter; Votre Majesté Impériale peut être persuadée que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire, que j'ai reçu du prince Kaunitz, ledit prince paraît avoir eu de l'humeur en le dressant. La réponse ne pourra arriver ici

qu'en huit jours. J'oppose mon flegme à ses vivacités, et j'attends. »

Puis, après le protocole d'usage, Frédéric ajoute :

« S'il m'est arrivé de manquer au cérémonial, j'en fais mes excuses à Votre Majesté Impériale; mais, d'honneur, à quarante milles à la ronde il n'y a personne qui pourrait m'en instruire. »

« De Schœnwalde, le 14 avril 1778. »

Un second courrier vint en toute hâte du camp impérial avec la réponse de Joseph :

« Monsieur mon frère, » écrivait l'empereur, « je vois Votre Majesté dans une erreur de fait, qui change entièrement sa longue tirade, mais surtout la question; cela m'engage donc, pour le bien de l'humanité, à la lui éclaircir par cette lettre. Dans tout ce qui s'est fait en Bavière, ce n'est point l'empereur qui a agi, mais l'électeur de Bohême et l'archiduc d'Autriche; qui, comme *coétat*, a fait reconnaître ses droits, et s'est arrangé, par une convention libre et amicale, avec son coétat et voisin; l'électeur palatin, devenu seul héritier des États de la Bavière. Le droit de s'entendre et de s'arranger avec son voisin, sans l'aveu d'un tiers, a

toujours paru jusqu'à présent un droit incontestable à quiconque n'est pas dépendant, et par conséquent tous les princes de l'Empire l'ont toujours exercé de droit et de fait. »

Joseph II entrant ensuite dans les détails techniques de l'affaire, ajoutait avec amertume et en très-mauvais langage :

« Je crois que Votre Majesté sera convaincue entièrement que le mot de despotisme dont elle se sert, et que j'abhorre pour le moins autant qu'elle, est de trop, et que l'empereur n'a fait autre chose, dans toute cette occurrence, que de promettre à chacun qui se plaindra à lui en bonne forme, et lui fera connaître ses droits, de lui administrer prompt justice, tout comme S. M. l'impératrice-reine n'a fait que faire valoir ses droits et les constater par une convention libre; et elle saura par conséquent, avec tous les moyens qu'elle a, défendre ses possessions. Voilà le vrai état de la question qui se réduit à savoir si quelque loi de l'Empire empêche un électeur de faire avec son voisin un arrangement et une convention, sans l'intervention des autres, qui leur convient mutuellement, ou non. J'attendrai avec tranquillité ce qu'il lui plaira de me répondre ou de faire. J'ai appris tant de choses vraiment utiles de Votre Majesté, que si je n'étais pas citoyen,

et que quelques millions d'êtres qui par là en souffriraient cruellement, ne me touchassent, jé lui dirais, presque que je ne serais pas fâché qu'elle m'apprit encore à être général. »

Il croyait l'être, et voulait le prouver. Un nouvel échange de courriers, de compliments et de sarcasmes n'aboutit qu'à rendre les hostilités inévitables. Elles commencèrent immédiatement. Joseph et Frédéric, qui étaient chacun à la tête d'une armée de plus de deux cent mille hommes, furent bientôt en présence, séparés seulement par l'Elbe. Il semblait qu'un choc terrible dût résulter du conflit de forces si considérables pour une époque où le maniement de masses énormes n'était pas encore devenu un jeu; mais il n'en fut pas ainsi. La disette régnait dans les deux camps; il n'y eut aucune affaire décisive; et tandis que Joseph II s'épuisait dans une agitation fébrile, Frédéric, pour faire montre du plus beau sang-froid, écrivait l'Éloge de Voltaire, mort tout récemment, prenant bien soin de le dater de son quartier général de Schatzlar; coquetterie de héros, plus affectée que piquante, imitée trente-quatre ans après,

à la gloire des soubrettes et des pères nobles de la Comédie-Française.

Enfin, après une inaction réciproque qui avait duré toute la seconde moitié de l'année 1778, le roi de Prusse, au mois de janvier, prit l'initiative; repoussa les Autrichiens, et les força de rentrer en Bohême.

Les nouveaux succès de Frédéric réveillèrent dans l'âme de Marie-Thérèse de cruels souvenirs et des pressentiments funestes. Elle ne partageait pas les audacieuses espérances de l'empereur qui s'irritait de ce qu'il appelait la pusillanimité de sa mère. Il la traitait avec une négligence dédaigneuse, n'entrait avec elle dans aucun détail, gardant même un silence si absolu que l'impératrice ignorait souvent ce qui se passait à l'armée. Au surplus, tout y allait fort mal. Joseph II n'était pas né général; mais il était fermement persuadé du contraire, et ne permettait pas à ses généraux de suppléer à sa propre insuffisance. Il dénaturait tous leurs plans, simplement pour avoir le plaisir de les corriger; se noyant dans les détails et érigeant son inexpérience en système. « Sa Majesté Impériale, » écrivait un diplomate français, « ne

vêut laisser à personne la considération de sa place¹. »

Les militaires disaient hautement qu'il n'entendait rien à leur métier. Il y avait guerre ouverte entre les maréchaux Lascy et Laudon. Par ses tracasseries, par l'inquiétude et l'inconsistance de son caractère, par ce défaut, si commun dans les princes, de se croire d'autant plus maîtres que leurs serviteurs sont plus désunis, Joseph semait la division entre les chefs de son armée. Toutes les petites affaires d'avant-poste qui remplirent cette guerre, car il n'y eut point de bataille décisive, tournèrent à l'avantage des Prussiens. Les armes de l'Autriche étaient humiliées, même avant d'avoir eu l'occasion d'être vaincues. Des corps avancés presque entiers disparaissaient, enlevés par surprise. Pour suppléer au manque de cavalerie, on pensa à faire monter à cheval la noblesse hongroise, sans prendre la peine de convoquer la diète ; mais les magnats, ceux même qui étaient le plus attachés à la cour, s'opposèrent à cette violation des droits du royaume. En Moravie et sur la frontière de

¹ Breteuil à Vergennes, 17 août, 19 novembre. — Archives des affaires étrangères.

la Silésie prussienne, on fit payer toutes les taxes une année d'avance. On leva un impôt extraordinaire, en sus des impôts accoutumés, de cinquante pour cent sur les propriétaires, de vingt pour cent sur les paysans, de dix pour cent sur le commerce et l'industrie. Toutes les pensions, tous les gages déjà chargés d'une retenue de dix pour cent, en supportèrent une nouvelle égale à la première. Non-seulement les maîtres de maison furent tenus d'acquitter une taxe pour leurs domestiques, mais les domestiques furent obligés de payer au fisc le dixième de leur salaire. Le gouvernement autrichien en vint à cet excès de fiscalité qu'il fit prélever une retenue sur toutes les pensions au-dessus de cent florins, même sur celle qu'un malheureux serviteur reçoit par testament de la gratitude ou de la bienveillance d'un maître¹. Ce qu'il y avait de plus triste, c'est que toutes ces exactions, disons mieux, toutes ces spoliations, renouvelées depuis par des gouvernements révolutionnaires, mais dont un gouvernement qui se dit monarchique par excellence n'aurait jamais dû donner l'exemple, n'atteigni-

¹ Breteuil à Vergennes, 24 décembre 1778, 31 janvier 1779.

— Archives des affaires étrangères.

rent pas même leur but, parce que malgré l'épuisement du trésor ils ne réalisèrent que des sommes exorbitantes dans l'épuisement des finances de l'Autriche, mais insuffisantes pour le maintien sur le pied de guerre d'un effectif de trois cent mille hommes *.

Marie-Thérèse aimait vraiment ses sujets. Sous l'aigle bicéphale qui couvrait sa poitrine, battait un vrai cœur de mère, et c'est là ce qui distingua surtout cette souveraine; noble compensation de quelques défauts, inévitables peut-être dans une situation toujours grande, mais souvent difficile. A la vue de ses armées décimées par une espèce de choléra-morbus, des campagnes devenues désertes faute de bras pour les cultiver (les pères de famille mêmes étaient enlevés par milliers à la charrue), Marie-Thérèse résolut de faire un signe et d'arrêter la guerre. Parvenue au terme de sa carrière², elle avait perdu le goût des aventures politiques; éprise de la paix; elle ne songeait plus qu'à entraver

* Breteuil à Vergennes, 20 février 1779. — Archives des affaires étrangères.

² Marie-Thérèse mourut le 29 novembre 1780, à l'âge de soixante-trois ans.

Joseph dans une entreprise qu'elle n'aurait pas dû jamais lui permettre. Il y avait d'ailleurs entre le fils et la mère une jalousie de pouvoir qu'augmentait la présence de l'empereur à la tête de ses troupes ; jalousie devenue des deux côtés une passion irritable et provoquante. Ce dissentiment troublait leur règne et partageait leur cour. D'ailleurs, la politique ayant cédé le pas à la guerre, Kaunitz s'était vu effacé dans l'attention de Joseph II par le maréchal de Lascy et par le parti militaire. Il y a telle circonstance où un aide de camp éclipse nécessairement un premier ministre ; mais le prince Kaunitz n'était pas homme à souffrir jamais cette substitution d'influence. Repoussé dans ses plans de finance, objet spécial de ses prétentions administratives ; blessé dans son amour-propre, il se rapprocha de Marie-Thérèse, qui le reçut avec la joie du père de famille au retour de l'enfant prodigue. « Enfin, » disait-elle à ses familiers, « j'ai retrouvé mon ministre. — Que Votre Majesté prenne bien garde de le laisser échapper une seconde fois, » lui répondit une femme de la cour qui n'aimait pas le chancelier. Malgré cet avis, un accord parfait régna entre eux comme aux beaux

jours du traité de Versailles ; tous deux se promirent d'imposer la paix à l'empereur¹, et ce fut à l'insu de ce prince qu'un diplomate autrichien, le baron Thugut, se rendit secrètement au quartier général du roi de Prusse à Welsdorff, sous le nom d'un secrétaire du prince Galitzin, ambassadeur de Russie. M. de Thugut remit à Frédéric une lettre autographe de l'impératrice-reine, qui contenait des propositions que la cour de Vienne estimait très-avantageuses à son ennemi. En récompense de la docilité de Frédéric à souffrir l'usurpation de l'électorat, on lui promettait d'appuyer ses prétentions à la réversibilité des margraviats d'Anspach et de Baireuth après la mort des titulaires, tant il est naturel à l'orgueil autrichien de croire faire grâce, même en se soumettant à la nécessité. Encore ne faisait-on pas la grâce tout-entière, stipulant qu'après s'être mise en possession de

¹ Cette nuance paraît avoir échappé au roi de Prusse qui, dans ses *Mémoires* sur la guerre de 1778, continue à montrer Kaunitz plus dévoué à Joseph II qu'à Marie-Thérèse, ce qui n'a été vrai qu'au moment du partage de la Pologne, et très-peu de temps après, si pourtant ce n'était pas même alors un plan concerté entre l'impératrice et son ministre. (Voir plus haut.)

deux margraviats, la Prusse les échangerait contre le comté de Lusace ou le duché de Mecklembourg. Frédéric reçut cette ouverture avec un mélange de respect et d'ironie : de respect pour la personne de Marie-Thérèse, d'ironie pour l'offre transmise de sa part. Par un singulier revirement de rôles, c'est lui qui dans cette circonstance gardait l'avantage de la moralité, de la dignité et surtout de la justice. Il en usa sans en abuser ; il répondit à la cour de Vienne qu'elle n'avait rien à lui offrir au sujet des margraviats, dont la succession éventuelle était un droit imprescriptible de sa maison et de sa couronne auquel un rescrit impérial ne pouvait ajouter ni force ni valeur. Puis, profitant adroitement de la méprise du cabinet de Vienne qui semblait ne le croire occupé que d'intérêts particuliers, il déclara « que, bien loin d'y songer, il ne pensait qu'à la défense des libertés du corps germanique ; qu'il ne voulait profiter de rien dans son intérêt propre, encore moins dépouiller qui que ce fût de son légitime héritage. » Ensuite, il fit avec modération, mais avec vigueur des contre-propositions qui toutes tendaient au maintien et à la garantie des droits de l'Allemagne :

princes et peuples, États grands ou petits, faibles ou puissants.

Il fallait bien que M. de Thugut se contentât de cette réponse, et repartit pour Vienne. Il en revint au bout de quelques jours au camp prussien, et reparut devant Frédéric armé de nouveaux protocoles, muni de nouvelles lettres de créance. Cette fois le roi refusa d'entrer en discussion avec le négociateur ; il ne lui parla que de la santé de l'impératrice-reine, du respect qu'il avait voué à ses vertus, du regret profond avec lequel il était forcé de la combattre, puis, s'étant fait ainsi un bouclier de son admiration même, il envoya Thugut au couvent de Braunau, où étaient réunis ses ministres. Frédéric les chargea de faire expier au diplomate autrichien, par leurs chicanes et leurs arguties les compliments dont il avait entouré sa souveraine. L'accueil changea en effet comme les interlocuteurs. Aux soins recherchés ; à la douceur affectueuse, à la bonne grâce du roi, ses ministres substituèrent une sécheresse, une roideur, une hauteur presque insultante. Quoique le baron Thugut, disposé à toute espèce d'accommodement, eût fort baissé de ton, le comte

de Hertzberg, ministre des affaires étrangères de Prusse, lui déclara que sa cour traiterait uniquement sur la base de l'entière indépendance de la Bavière, et répondit à toutes les ouvertures par un refus absolu et péremptoire de reconnaître à la maison d'Autriche aucun droit sur cette succession. Le baron ayant insisté, les négociateurs ne répondirent plus que par un profond silence. Les conférences furent rompues, et Thugut repartit une seconde fois sans avoir rien obtenu. Depuis le jour où Charles-Quint se vit forcé de fuir devant un petit prince allemand, un duc de Saxe, jamais les fiers Habsbourg n'avaient été si cruellement humiliés.

« La douleur que l'impératrice a ressentie, en apprenant l'effet de ses démarches pacifiques, » écrit M. de Bréteuil à M. de Vergennes, « ne saurait être plus marquée, suivant tout ce qui m'en est revenu. La peine de son ministre m'a paru également grande; tous ses discours avec moi m'ont fait voir une tristesse profonde, et plutôt l'abattement qui en est la suite, que la réflexion qui porte à la force. M. le prince de Kaunitz m'a fait le tableau de sa pénible position, et me l'a rendue touchante; il m'a montré une grande espérance dans l'amitié du roi pour l'impératrice; il m'a dit qu'il ne chargeait encore M. de Mercy que de vous instruire de

la fin des négociations avec le roi de Prusse, et de vous prier en même temps d'aviser au moyen de venir d'une manière quelconque, au secours de sa souveraine. Il m'a dit, sans attendre mes réflexions, qu'il voyait, qu'il sentait tous nos embarras avec l'Angleterre, qu'il n'avait point l'injustice de vouloir attirer de préférence notre attention sur les besoins de la cour impériale, mais que nous ne pouvions nous refuser à voir dans la conduite du roi de Prusse les principes et les vues d'un agrandissement hors de toute proportion ; que si le plan de ce prince acquérait jamais la consistance qu'il était en chemin de lui donner, nous n'aurions bientôt aucun moyen d'arrêter ce qu'il aurait de destructif bien plus pour l'Empire en général que pour la maison d'Autriche en particulier. M. le prince de Kaunitz a conclu de toutes ces réflexions, sans s'expliquer plus clairement, qu'il fallait trouver, dans le resserrement de nos liens, une digue capable de prévenir tous ces malheurs. Mais ce que M. le prince Kaunitz désirerait le plus, monsieur, et ce qu'il croit qui ferait le plus de bien à la maison d'Autriche, ce serait que le roi voulût bien faire écrire à tous ses ministres dans les cours étrangères une lettre qui reconnût assez le désintéressement de la cour impériale touchant la Bavière, pour détruire la funeste impression qu'a fait, suivant le ministre autrichien, dans tous les cabinets de l'Europe et sur l'opinion publique, la lettre du 5 février dernier, par laquelle le roi a déclaré n'avoir eu aucune connaissance ; ni pris aucune

part à la convention du 3 janvier entre la cour de Vienne et l'électeur palatin. M. le prince de Kaunitz ne m'a montré le désir de cette démarche, de la part du roi, que dans un entretien particulier et comme suite de conversation familière; ainsi je n'ai rien eu à y répondre¹. »

On le voit, l'astucieux ministre brûlait de compromettre la cour de Versailles avec le roi de Prusse, afin d'entraîner la France dans une querelle qui lui était étrangère; mais la colère de l'empereur n'avait pas recours à des moyens dilatoires et s'exhalait sans mesure contre l'impératrice elle-même. Joseph écrivit à sa mère des lettres remplies d'une indignation violente. Il traitait son désir de la paix de faiblesse indigne de la majesté impériale. Oubliant ce qu'il lui était, ce qu'il lui devait, il n'épargnait ni son orgueil de reine, ni sa dignité de mère. Il aggravait les reproches les plus poignants, les plus accablants, par la détermination de ne la plus revoir, s'il était contraint de signer une paix déshonorante; il allait jusqu'à menacer d'abandonner tant qu'elle vivrait la résidence de

¹ 31 août 1778. — Archives des affaires étrangères.

Vienne, et de transporter le siège de l'Empire soit à Aix-la-Chapelle, soit ailleurs¹. L'amour-propre blessé redoublait la fureur de Joseph II. Il sentait avec amertume ce qu'il y avait de dédaigneusement ironique dans la conduite du roi de Prusse, qui faisait retirer par ses ministres les concessions qu'il avait l'air d'accorder en face. Les hommes abandonnent plus difficilement leurs défauts que leurs vices : il était plus aisé à Frédéric d'abdiquer l'ambition que l'ironie.

Mais l'impératrice et son ministre s'étaient préparés d'avance aux emportements de Joseph, comme aux sarcasmes de son adversaire. Décidés à la paix, ils s'étaient endurcis contre les reproches du jeune empereur. Seulement, toujours fidèles au génie de la maison d'Autriche, qui s'agrandit par ses défaites et s'enrichit de ses pertes, ils voulaient cette paix égale aux résultats d'une campagne heureuse. Pour y réussir, l'impératrice-reine et le prince Kaunitz avaient besoin de l'appui du cabinet de Versailles. Ils savaient l'un et l'autre combien l'inquiète ambition de

¹ Breteuil à Vergennes, Vienne, 31 août 1778. — Archives des affaires étrangères.

Joseph déplaisait à la cour de France ; aussi Marie-Thérèse n'épargna rien pour nous convaincre de son dissentiment avec son fils. Par un singulier mélange d'indiscrétion réelle et de confiance jouée, artifice trop habituel à une si grande princesse et qui a jeté quelque ombre sur ses hautes vertus, elle se répandait en confidences et en plaintes non-seulement avec les personnes de sa cour, honorées de sa faveur particulière, mais avec les ambassadeurs. Au sortir de l'audience impériale, Bréteuil écrivit en ces termes à Vergennes.

« J'ai eu lieu d'être très-satisfait de tout ce que l'impératrice m'a montré de noblesse, de sagesse et de désintéressement : elle m'a fait voir un désir extrême et exclusif pour la paix ; elle m'a parlé avec beaucoup de franchise de son regret d'avoir cédé à l'impulsion ambitieuse de l'empereur sur la Bavière : elle m'a avoué qu'elle trouvait l'univers fondé à s'effrayer de ces envahissements rapides et successifs ; elle a gémi, pleuré même avec moi de leur cause, et m'a dit qu'elle entrevoyait de grands malheurs pour sa couronne et pour l'empereur, si la forte leçon qu'il recevait aujourd'hui ne lui apprenait pas la nécessité de contenir le feu de ses désirs et de combiner ses vues avec l'intérêt des autres

puissances. L'impératrice ne m'a pas dissimulé combien elle est contrariée dans tous ses principes, et malheureuse depuis l'ouverture de la succession de Bavière. Elle m'a répété plusieurs fois que le roi lui donnerait quelques mois de vie de plus, si son amitié lui procurait bientôt la paix.

« L'impératrice est convenue, sans que je l'en aie pressée, que le roi a été fondé à tous égards, à voir avec peine le silence et les mesures de l'Autriche dans l'affaire de Bavière : elle m'a fait clairement entendre qu'il fallait rejeter la faute du fond et de la forme de sa conduite tenue avec nous au moment de la mort de l'électeur sur la légèreté et l'excès de confiance qui accompagnaient l'empereur dans toutes ses entreprises. L'impératrice m'a dit qu'elle avait prévu tout ce qui est arrivé ; et je sais, en effet, que ses justes prédictions sur la succession bavaroise se trouvent consignées dans deux écrits de sa main, du 3 et du 13 janvier dernier. Elle a déploré l'état forcé où se trouvent toutes les parties de l'administration autrichienne : elle pense que tous les moyens essentiels, pour faire et pour soutenir la guerre, lui manquent : elle voit le mécontentement général des officiers de son armée : elle sait combien le poids insoutenable des impôts aliène son peuple ; mais en me développant toutes ces vérités et la peine qu'elle en éprouve, l'impératrice m'a fait voir dans toute son étendue sa faiblesse et sa soumission aux volontés de l'empereur. Enfin, cette princesse a achevé de me de-

montrer qu'elle ne règne et ne régnera plus que de nom.

« Pendant plus d'une heure que j'ai eu l'honneur de passer tête à tête avec l'impératrice, j'ai beaucoup écouté et peu parlé, sans cependant me refuser aux réflexions, qui se sont présentées naturellement, relatives aux principes qui m'ont paru bons à établir ou à fortifier. J'ai d'ailleurs toujours pris le parti de l'empereur, quand j'ai été forcé de dire quelque chose en réponse aux discours ainsi qu'aux affections de l'âme de l'impératrice, échappée en plaintes sur la conduite ou les faux systèmes de son fils. « Je vois, » m'a-t-elle dit en terminant cette audience, « je vois bien que l'empereur n'est pas content, et qu'il a un grand fonds de tristesse ; mais je ne cherche pas à approfondir si c'est la peine de voir que la paix est mon seul vœu, ou si c'est en l'envisageant comme moi sous le jour d'une nécessité impérieuse à laquelle il faut céder le plus tôt possible. »

Après ces épanchements combinés avec labeur en vue d'une médiation favorable, Marie-Thérèse essaya de marcher par une voie plus directe et plus sûre ; elle se plaignit à la reine, sa fille, des efforts que faisait la cour de Versailles pour réconcilier le sultan avec la Russie.

¹ Breteuil à Vergennes, Vienne, 21 décembre 1778. — Archives des affaires étrangères.

M. de Vergennes en indiquant cette marche à M. de Saint-Priest, n'avait pas osé en informer la reine Marie-Antoinette. Dans la crainte de déplaire à cette princesse, il essaya de désavouer l'ambassadeur et de revenir sur les instructions qu'il avait données lui-même; mais elles étaient trop claires, la mauvaise foi du ministre était trop évidente pour que cet artifice pût réussir, et d'ailleurs le comte de Saint-Priest n'était pas homme à se laisser calomnier impunément. Ainsi qu'il l'a prouvé plus tard dans les conseils de Louis XVI, où seul il montra de l'énergie, M. de Saint-Priest unissait la perspicacité au courage; le péril l'animait sans l'avengler : heureuse alliance de qualités souvent contraires, que cet homme de bien ne put faire prévaloir dans les décisions d'un roi malheureux. Saint-Priest s'attendait à toutes sortes de mauvais offices de la part de Vergennes, son prédécesseur à Constantinople, d'où, comme on l'a vu plus haut, Choiseul l'avait rappelé autrefois. Le ministre des affaires étrangères n'avait pas oublié les rancunes de l'ambassadeur près la Porte ottomane; aussi M. de Saint-Priest fut-il contraint de réduire M. de Vergennes au

silence, en lui opposant les ordres formels qu'il en avait reçus pour la pacification de la guerre d'Orient, ordres que nous avons cités textuellement¹.

La convention d'Ainaly-Cavac avait été signée en présence de l'ambassadeur de France. Dans l'intervalle, pour plaire à la cour de Vienne, M. de Vergennes avait envoyé ou fait semblant d'envoyer à Constantinople un courrier de cabinet, porteur d'un contre-ordre, mais le courrier arriva trop tard.

Ce ministre, il n'est que trop vrai, n'était exempt ni de petitesse, ni de rancune; il savait

¹ Notice sur François-Emmmanuel, comte de Saint-Priest, par M. le baron de Barante, à la tête des *Lettres de Louis XVIII*. Paris, Amyot. — *Mémoires manuscrits du comte de Saint-Priest*.

Pour se convaincre du peu de bonne foi de M. de Vergennes à l'égard de M. de Saint-Priest, il suffirait de parcourir les diverses correspondances de cette époque; mais ce genre de preuve n'étant pas à la disposition de tous les lecteurs, il serait déplacé d'insérer cette discussion de famille dans une histoire d'un intérêt général. Nous nous contenterons d'en appeler au témoignage public du roi de Prusse. Il dit en propres termes, dans ses *Mémoires*, en parlant de lui-même : « Le roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte; la cour de Versailles s'en chargea, et l'on verra par la suite de ces *Mémoires* que ses soins ne furent pas sans effet.... Par suite de la bonne harmonie qui s'établissait entre la France et la Prusse, le roi s'était adressé au ministère de Versailles, afin qu'il se chargât de la médiation entre les Turcs et les Russes; les Français avaient réussi à faire consentir

desservir par des voies souterraines ceux qu'il craignait d'avoir pour rivaux ; mais il était si neuf à la cour, il y trouvait si peu d'appui, la société de la reine lui était si peu favorable, qu'il croyait devoir appeler l'intrigue au secours d'une capacité réelle. Il faut même dire, à l'honneur de M. de Vergennes, qu'il fut toujours un courtisan très-maladroit. En revanche, il aimait l'État et voulait le bien de la France, toutes les fois qu'il n'y allait pas de son portefeuille. Dès qu'il le voyait en danger, il se déclarait même pour les mesures qu'il blâmait au fond de l'âme. Ce fut ainsi qu'il se prononça en faveur de la

la Porte à s'accommoder avec ses ennemis, en rendant les vaisseaux russes qu'elle avait pris aux Dardanelles, et à reconnaître le khan des Tartares protégé par Catherine. À peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Pétersbourg que l'Impératrice, rassurée sur la tranquillité de ses États, et flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne, se déclara ouvertement pour la Prusse.... » *Mémoires de la guerre de 1778*. Or, personne n'ignore qu'un ambassadeur n'agit point par lui-même, et n'est, entre les mains du cabinet, qu'un exécuteur, un simple instrument. Frédéric avait donc à traiter, non avec M. de Saint-Priest, mais directement avec M. de Vergennes. Ennemi personnel de son successeur, M. de Vergennes lui avait attribué son rappel, mais bien à tort assurément : la disgrâce d'un ambassadeur ne pouvait être l'ouvrage d'un autre ambassadeur, d'un jeune homme qui débutait dans la carrière diplomatique avec beaucoup d'éclat, il est vrai, mais sans pouvoir exercer aucune influence personnelle sur le sort d'un de ses collègues.

guerre d'Amérique, après l'avoir formellement déconseillée; mais lorsque aucune préoccupation personnelle ne le dominait, Vergennes voyait avec justesse et agissait avec fermeté.

Dans l'affaire de la succession de Bavière, soit qu'il n'ait eu égard qu'à la gravité des circonstances, soit qu'il ait compté sur l'appui du roi, qui seul le défendait contre sa cour, il prit une résolution noble, quoique tardive. Il savait que la France, déjà embarrassée de l'autre côté de l'Océan, ne devait pas poursuivre un intérêt particulier en Allemagne; mais il comprenait aussi que, dans aucun cas, elle ne pouvait refuser de prendre part aux grandes questions générales. Il voulait une France désintéressée; mais il ne la voulait pas neutre. Sa politique consistait à contenir à la fois, et les uns par les autres, Joseph, Catherine et Frédéric; à satisfaire aux justes réclamations des petits princes, sans trop humilier la maison d'Autriche; à asseoir enfin une pacification équitable sur une base solide. Vergennes suivit ce plan avec persévérance et l'accomplit avec bonheur. La France imposa la paix à l'Autriche et la donna à l'Europe.

Joseph II essaya de l'entraver. Ce fut inutilement ; la paix était devenue inévitable. Il en frémit d'indignation. Ne pouvant se résoudre à l'abandon de la succession de Bavière, tantôt il essayait de continuer les hostilités, tantôt il demandait à l'art des négociations ce que ne pouvait lui donner une guerre près de s'éteindre, faute d'aliment. Alors il conçut le projet de l'échange des Pays-Bas autrichiens contre l'électorat de Bavière et le proposa à sa mère, puis au cabinet de Versailles.

L'impératrice-reine ne voulut voir dans ce projet qu'une nouvelle preuve de l'instabilité des idées politiques de son fils. Elle n'en pressa que plus vivement la paix. Pourtant sa perplexité était si grande, que dans le même moment elle signait l'ordre d'augmenter son armée de quatre-vingt-mille recrues¹. Jamais, avant l'époque où nous écrivons ces lignes, la maison d'Autriche n'avait été livrée à de telles oscillations.

Seul, l'empereur s'obstinait encore à la guerre. Plus qu'un autre, cependant, il aurait dû désirer la paix. Ses talents n'avaient pas répondu à

¹ Mémoires de Frédéric.

ses espérances. Dans le vainqueur présumé de Frédéric, dans le jeune héros qui devait triompher du vieux capitaine, on n'avait trouvé en dernier résultat, qu'un théoricien douteux, minutieux et tracassier. Le prince Kaunitz et Joseph II ne pouvaient pardonner à la France de les avoir forcés à désarmer. En bornant l'essor de la convoitise autrichienne, il semblait que la France avait trahi son alliée, même qu'elle s'était révoltée contre sa suzeraine. Le comte de Mercy-Argentau, ambassadeur impérial près de Louis XV, fit retentir Versailles de plaintes sans ménagement et sans mesure. Vergennes en fut indigné¹.

L'irritation était réciproque et circulait de Vienne à Versailles et de Versailles à Vienne, car le dépit de Joseph II égalait celui de son ministre. La portion la plus intime de son amour-propre était engagée dans cet échec. Non-seulement il ne parvenait pas à cacher sa colère, il ne la soulageait qu'en l'exhalant. Persuadé que la nature l'avait destiné à devenir le rival de Frédéric, Joseph reprochait à la France de lui

¹ Vergennes à Breteuil. — Archives des affaires étrangères.

avoir arraché la palme militaire qu'il rêva jusqu'au tombeau, où il descendit avant le temps¹, consumé par une illusion dont il ne reconnut la vanité qu'en quittant la vie. Son ressentiment était d'autant plus vif qu'il sentait le blâme secret de son peuple ou plutôt de sa noblesse. Ce blâme avait changé d'objet; il s'était d'abord porté sur l'entreprise, maintenant il s'appliquait à son issue, mais il existait toujours. Pour en tempérer l'amertume et pour en détourner l'effet, Joseph s'y associa vivement. Dans les salons aristocratiques, au centre d'une coterie de grandes dames auxquelles il se plaisait à prodiguer les saillies d'un esprit amusant et les faux-semblants d'une simplicité prétentieuse, ce prince frondait la paix, soutenait qu'elle ne pouvait être durable, et que la cour de France n'aurait ni le courage de l'imposer, ni la force de la maintenir. A Schoenbrunn, dans l'intérieur de la famille impériale, toujours railleur et caustique avec sa mère, Joseph ne lui épargnait pas les épigrammes sur l'alliance française et sur son amour exagéré du repos. Au 1^{er} janvier

¹ Joseph II mourut le 20 février 1790, à l'âge de quarante-neuf ans.

de l'année 1779, M. de Breteuil ayant été reçu en audience pour les compliments d'usage, l'impératrice demanda avec empressement à l'ambassadeur s'il attendait un courrier de Breslau..... Joseph rougit, prit un air mécontent et garda un silence désapprobateur..... Pour ranimer la conversation, M. de Breteuil exprima sa joie de voir si bon visage à l'empereur après les fatigues qu'il avait essuyées dans la dernière campagne. « Bon visage, monsieur l'ambassadeur, reprit Marie-Thérèse, eh! voyez donc ce teint jaune... Malheureusement, repartit Joseph, on ne place pas sa bile comme on veut, » M. de Breteuil, qui raconte cette anecdote peut-être un peu frivole, se justifie et nous justifie nous-même, en écrivant à M. de Vergennes : « Je ne cite ce trait, monsieur, que pour vous faire connaître le ton de la maison! »

Le ressentiment du vieux chancelier était encore plus profond que celui de son maître. Il se sentait atteint dans sa réputation, dans son orgueil, dans cette infailibilité que lui avait conférée une habileté incontestée et surtout

¹ Archives des affaires étrangères.

un infatigable bonheur. M. de Kaunitz s'en était fait une habitude, presque une seconde nature. M. de Choiseul l'avait bien un peu gêné quelquefois; mais depuis la chute de ce ministre personne ne l'avait troublé dans son droit de possession. D'un consentement universel il marchait depuis trente ans à la tête de la diplomatie universelle; il en était le régulateur et l'oracle; mais voilà que cet oracle se voyait contrarié, contrôlé, presque méconnu! Profitant de ses embarras, une opposition s'était formée contre lui, sourdement d'abord, plus ouvertement ensuite, dans cette aristocratie viennoise dont il faisait partie lui-même et où il avait placé son point d'appui. Une situation analogue s'est reproduite de nos jours; on a vu disparaître tout à coup de ce même théâtre un long règne ministériel entouré des mêmes respects, des mêmes hommages, avec des apparences de stabilité plus imposantes encore. Mais quoique très-nouvelles de nos jours dans l'immuable Autriche; de telles péripéties étaient alors impossibles. Malgré l'opposition de ses ennemis, Kaunitz garda, sinon la réalité complète, du moins les formes entières du pouvoir.

Il continua à gouverner l'Empire du sein des plaisirs, des ridicules et des caprices ; sa cour, plus nombreuse, plus assidue que celle de l'impératrice elle-même assistait, comme par le passé, aux singuliers détails de sa longue et laborieuse toilette ; on applaudissait toujours avec respect à ses bons mots, à ses sarcasmes, à ses récits interminables. Dans ce temps-là, l'extérieur de la puissance, le faste dont elle était entourée, cachait aux yeux vulgaires ses déconvenues et ses mécomptes ; mais enfin le grand, le superbe Kaunitz n'en avait pas moins subi une sorte de décadence morale. Ses derniers succès en Pologne l'avaient mis en goût de nouveaux démembrements, d'acquisitions nouvelles, non plus aux dépens d'une nation étrangère, dans un pays lointain et affaibli, mais en Allemagne, dans le voisinage même de l'Autriche dont il avait voulu élargir et reculer la frontière. Il avait attaché à cette grande entreprise la gloire de son nom, l'honneur de son ministère. Quelle fut sa fureur de se sentir arrêté au plus fort de ses espérances, au plus vif de ses conceptions politiques, par qui ? par la France, par cette alliée longtemps docile, accoutumée depuis

le traité de Versailles à se plaindre pour ne rien obtenir, à fermer les yeux pour ne rien voir!

Au surplus, Kaunitz n'avait jamais aimé notre cour. Ambassadeur à Versailles, ni la pompe léguée par Louis XIV, ni l'éclat des noms historiques, ni même les charmes d'une société que l'Europe enviait et admirait à la fois, n'avaient pu séduire ni apprivoiser son orgueil. D'ailleurs, il était trop occupé de sa personne pour rendre des devoirs et des soins. La peau du visage enduite d'un jaune d'œuf pour enlever le hâle, le voluptueux diplomate négligeait les cercles aristocratiques pour les coterie de la haute finance et de la bourgeoisie parisienne où il était flatté et accueilli avec respect. Dans ses magnifiques appartements déserts comme les palais des Mille et une Nuits, il ne daignait pas même donner des fêtes aux courtisans, et lorsque ses familiers lui en témoignaient leur surprise, il leur répondait : « Je ne suis ici que pour deux choses : pour les affaires de ma souveraine, et je les fais bien ; pour mes plaisirs, et sur cet article je n'ai à consulter que moi. La représentation m'ennuierait et me gênerait ; voilà pourquoi je m'en dispense. Il n'y a pas à Versailles

une intrigante qui vaille la peine d'être gagnée. Qu'irais-je faire avec ces femmes? leur tri? leur cavagnole? J'ai deux personnes à ménager, le roi et sa maîtresse. Je suis bien avec tous les deux¹.

L'aristocratie viennoise partageait pleinement son hostilité contre la France, et, au fond, il en a été toujours ainsi. La révolution française a développé et fixé ces sentiments; mais ce n'est pas elle qui les a fait naître. Parmi ces coterie si puissantes, si exclusives, si hermétiquement closes à toute influence extérieure, qui, jusqu'à ces derniers temps, formaient à Vienne une ville dans la ville, et menaient au milieu de leur oisive capitale une vie de château, se connaissant toutes et ne connaissant qu'elles-mêmes, employant entre elles un langage particulier dont seules elles avaient la clef; dans ces cercles étroits où les femmes, toutes élevées ensemble, s'interpellaient jusqu'à l'extrême vieillesse par les petits noms d'amitié réservés ailleurs à l'enfance; dans cette société enfin qui se donne le titre bizarre, mais significatif, de *crème*, chez

¹ Marmontel, *Mémoires*.

les parents, chez les amis du prince Kaunitz, tous les cœurs, toutes les voix s'élevaient contre la France en faveur de l'Angleterre. Malgré la présence d'une archiduchesse sur le trône de Louis XVI, on ne nous souhaitait que des déboires. Là, les succès de nos armes étaient un deuil public, nos défaites un triomphe national (H).

A ces démonstrations malveillantes, M. de Kaunitz voulut joindre des hostilités plus marquées. Il chercha à détacher l'Espagne du Pacte de famille par l'influence de la grand-duchesse de Toscane, fille de Charles III, mais rendre les Français suspects aux Espagnols n'était qu'une inutile et impuissante tracasserie. La haine du ministre autrichien eut recours à de moins faibles moyens. En dépit de quelques échecs partiels, la supériorité de la France protectrice de l'Amérique devenait sensible dans les deux mondes. Il fallait suspendre ses progrès, afin de lui porter des coups plus sûrs. Kaunitz feignait de craindre pour nous les suites infaillibles d'une lutte inégale avec l'Angleterre; il s'efforçait de faire partager à nos ambassadeurs ses doutes affectés, ses appré-

hensions calculées, et tandis qu'il leur prodiguait les témoignages de sa sympathie, disons mieux, de sa compassion, il traitait en secret avec le cabinet de Windsor. Pour atteindre un double but, l'humiliation de la France et le triomphe des Anglais, Kaunitz, d'accord avec eux, résolut d'arrêter la guerre d'Amérique en nous imposant la médiation de la cour de Vienne. Ce n'était pas tout; il fallait gagner l'impératrice Catherine. Là vint échouer, du moins alors, toute l'habileté du ministre autrichien. En ce moment, Catherine était très-éloignée de se rapprocher de l'Angleterre, dont la jalousie avait failli compromettre ses succès en rappelant les marins anglais engagés en grand nombre au service de la Russie. D'ailleurs l'impératrice était encore très-attachée à l'alliance de Frédéric. Enfin, appelée sur le théâtre européen en arbitre de l'Autriche et de la Prusse; elle ne voulait pas renoncer à ce grand rôle qui servait ses intérêts et flattait sa gloire. Frustrée dans ses espérances, la cour de Vienne se vit contrainte, bien à regret, d'invoquer l'intervention amicale de la France. Ne pouvant se résoudre à renoncer à la Bavière,

Joseph II proposa formellement, cette fois, l'échange de l'électorat contre les Pays-Bas autrichiens, qui d'après ce plan, devaient être donnés en toute souveraineté à la maison de Wittelsbach sous la garantie et la protection du gouvernement français, à la réserve de Luxembourg et de Namur, que l'Autriche voulait garder.

Cette proposition était avantageuse à la France. Elle nous débarrassait d'un voisin incommode et puissant, sur la partie la plus exposée de notre frontière. C'était à peu près la combinaison qui se présenta trente-six ans plus tard au congrès de Vienne, lorsqu'on voulut mettre une dynastie saxonne sur le Rhin, en abandonnant la Saxe à la Prusse. Dans les deux circonstances, cette idée fut repoussée par des considérations de parenté et de famille. On ne voulut pas causer de chagrin à la maison de Bavière, l'intimider, la forcer d'échanger son héritage paternel contre des États où elle était étrangère. Le ministère français représentait à Louis XVI « que l'échange de la Bavière, consommé à la convenance de la maison d'Autriche, amènerait la destruction de la liberté

germanique, et deviendrait ainsi une cause de perpétuelle inquiétude pour la France. Dans l'intérêt de l'équilibre européen, il y avait tout à redouter d'un si formidable accroissement de la domination autrichienne. Par l'incorporation de l'électorat de Bavière, elle formerait une chaîne non interrompue depuis la Bukowine et la Pologne, depuis la mer Noire jusqu'au Rhin, qu'elle dominait déjà à l'aide de ses nombreuses possessions en Souabe. Ce ne serait plus cet amalgame d'États hétérogènes peuplés de races et de nationalités diverses, sans lien commun, sans cohésion, mais une force compacte dirigée par une volonté unique à laquelle l'Allemagne ne pourrait résister, et qui imposerait ses lois et ses intérêts à toute l'Europe continentale. L'Autriche, on le sait, a toujours pensé à s'élever et à s'agrandir sur les ruines de la monarchie prussienne. Quelques malheurs que la France ait éprouvés dans le cours de la guerre de sept ans, ils ont été compensés par l'heureux rétablissement d'un équilibre indispensable à sa puissance. On pourrait dire presque, qu'en amenant les revers de l'Autriche et les victoires de Frédéric, nos défaites militaires ont été des succès poli-

tiques. On allègue l'utilité d'un voisin peu redoutable ; l'histoire a prouvé suffisamment que les petits souverains le plus intéressés à nous ménager, ceux dont les Etats nous étaient ouverts, n'ont pas toujours été les alliés les plus fidèles, témoin les ducs de Lorraine. D'ailleurs que gagnerait-on à l'établissement de la maison de Bavière, dans les Pays-Bas, puisque l'empereur veut garder le comté de Namur et le duché de Luxembourg ? Une telle restriction n'a rien de rassurant pour la France. Par la conservation de ces points stratégiques, les canons autrichiens restent toujours braqués sur nous. Telles étaient les raisons déduites par le cabinet français. Le dernière avait seule quelque force.

Donner la Bavière à l'Autriche pour lui laisser le Luxembourg eût été, en effet, une duperie ; les autres objections n'avaient qu'une valeur relative et ne pouvaient prévaloir sur l'avantage qu'aurait trouvé la France à n'avoir plus l'Autriche sur sa frontière. Mais, en 1779 comme en 1815, les petites raisons l'emportèrent sur les grandes et les considérations personnelles sur l'intérêt général. M. de Vergennes ne voulut pas plus

de la maison de Bavière à Bruxelles, que M. de Talleyrand n'a voulu de la maison de Saxe à Cologne. Tant il est vrai que l'exemple est toujours perdu et que les mêmes fautes se renouvellent fatalement lorsqu'elles prennent leur source, moins dans les chances des événements que dans le tempérament d'une nation.

Le troc de la Bavière contre la Belgique fut donc refusé par Louis XVI. Le cabinet de Vienne ressentit ce refus comme un échec. Plus tard, lors de ses démêlés avec la Prusse au sujet de la navigation de l'Escaut, il renouvela ses offres; mais elles ne furent pas mieux accueillies par le cabinet de Versailles, et malgré le mécontentement qu'en éprouva celui de Vienne, ce fut une bonne fortune pour l'Autriche. Toujours heureuse, même malgré elle, cette fois comme tant d'autres, elle put s'applaudir de n'avoir pas réussi.

Ces divers expédients épuisés, il fallut consentir à la réunion d'un congrès, afin de régler les affaires de l'Allemagne sous les auspices de la Russie et de la France. On choisit pour le tenir, la ville de Teschen en Silésie.

Si la Providence, dans ses desseins impéné-

trables, avait écarté les révolutions qui bouleversèrent bientôt après l'Europe et le monde, le traité de Teschen, sans laisser dans les esprits la trace brillante du traité de Westphalie, n'aurait pas été entièrement effacé de la mémoire des hommes. La France y exerça un ascendant réel ; elle fit prévaloir son ancien droit de fixer, de protéger, de maintenir la balance de l'Europe. L'ambition ravivée de la maison d'Autriche, son éternelle rivale, y fut renfermée dans des bornes raisonnables ; succès véritable que nos négociateurs obtinrent par la patience et la justice, par une modération habile, courageuse et calme. Mais ce fut le dernier soupir de la vieille France diplomatique, de la France des d'Ossat, des d'Avaux et des Lyonne. Elle ne survécut pas à son œuvre. Même, avant de fléchir sous la force révolutionnaire, elle compromit son succès par des fautes. Après le congrès de Teschen, qui rétablit le droit germanique sur ses bases ébranlées, notre diplomatie ne présenta plus qu'une suite de maladresses et de malheurs. M. de Vergennes, peu appuyé par la cour, traversé par ses ennemis, faiblit pour conserver sa place. La Prusse fut sacrifiée à l'Autriche dans ses différends avec

les Pays-Bas, et la paix avec l'Angleterre, conclue en 1786, inaugura la ruine de notre gouvernement et de notre commerce.

Enfin, les troubles anarchiques ôtèrent à l'antique royauté non-seulement la faculté d'agir, mais la possibilité de vivre. Oublié comme tout le reste, le congrès de Teschen a pourtant jeté la semence de deux grands faits, dont l'un, surtout, subsiste dans toute son étendue. On avait déjà vu plus d'une fois la Russie s'introduire dans les affaires de l'Occident; mais jusqu'alors elle ne s'y était montrée que, par échappées, d'une manière épisodique et transitoire. A Teschen, elle y entra de plain-pied, pour n'en plus sortir. Le royaume de Prusse y reçut aussi son complément, et pour ainsi dire son baptême monarchique. Jusqu'alors la Prusse n'avait été parmi les couronnes qu'un brave et heureux capitaine d'aventure, quelque chose comme un *condottiere*, comme un Visconti ou un Sforza septentrional; à Teschen, elle prit son rang définitif parmi les grandes puissances. Jusqu'à ce moment, elle avait été réduite à payer de courage, d'audace et de fortune; maintenant, la voilà devenue assez grande dame pour oser être mo-

dérée. Ne rien prétendre, c'est prouver qu'on n'a plus rien à souhaiter; c'est se faire l'égal des pouvoirs satisfaits et accomplis. Frédéric était fait pour le comprendre, aussi mit-il sa dernière gloire à afficher le désintéressement et la justice. Il ne prit donc aucune part au projet d'un partage de la Bavière; bien plus, il arma pour l'empêcher, et se retira noblement, après avoir tout pacifié. Dans la vue de consolider et de fixer son œuvre, il forma le projet d'une ligue entre les princes allemands, d'une sorte de tribunal amphictyonique destiné à surveiller et à régler les affaires de l'Allemagne et à soutenir les droits de ses familles princières, sans distinction de religion, en vertu des anciens privilèges stipulés et fondés par la Bulle d'Or. « Une ligue telle que je la propose, dit Frédéric, ne tend qu'à assurer les possessions de chacun, et à empêcher qu'un empereur ambitieux ne parvienne à détruire la constitution germanique en la déchirant par pièces et par morceaux. » Le créateur de la Prusse ne vécut pas assez longtemps pour assembler et pour présider ce grand conseil; mais, par sa politique patiente et résolue, par la prépondérance que lui donnait le

titre de chef du protestantisme ; surtout par la gloire de son nom , il mit son royaume et sa patrie à la tête de l'Allemagne. L'Autriche cessa d'en être l'arbitre à partir du congrès de Teschen. C'est là le fait durable qui résulta de ces transactions et c'est ce qui nous a engagé surtout à en tracer une rapide esquisse d'après des documents certains. C'est là , c'est à Teschen que la Prusse est devenue ce qu'elle est encore ; le véritable chef des races germanes. Une longue série d'erreurs et de fautes politiques pourrait seule la faire déchoir du haut rang qu'elle doit à un grand homme.

FIN DU TOME PREMIER.

APPENDICES

40

PARTAGE DE LA POLOGNE.

A

Page 19.

DISCOURS DE JEAN-CASIMIR WASA ADRESSÉ AU SÉNAT
DE POLOGNE EN 1664.

S'il y a un axiome qui doive être gravé dans ma mémoire, c'est celui qu'a établi dans ses réflexions sur les affaires d'État, un homme très-clairvoyant qui disoit : « La république est immortelle, les princes ne le sont pas. » Quel être, en effet, est plus périssable que celui qui commence à avoir sur sa tête une longue suite d'années, à qui Dieu n'a point accordé la douceur de se voir renaître dans sa postérité, et qui se trouve le dernier rejeton de sa famille ? Il en est autrement de la république qui, sachant veiller à ses intérêts, ne peut périr. Plus il y a d'années qu'elle prolonge son existence, plus elle a acquis en gloire et en puissance. Elle jouit de la douce satisfaction d'avoir autant d'enfans

qu'elle compte de chevaliers dans l'ordre équestre. Personne n'est le dernier de sa maison, là où la maison de tout le monde n'est autre que la patrie. Le seul événement très-malheureux qui puisse affliger la république, c'est d'être privée de son chef, et qu'un funeste interrègne la menace d'une ruine prochaine, en la livrant à la haine des partis et à une confusion générale. Frappé de ces réflexions, plein d'amour et d'affection pour la patrie, sentant ma vieillesse s'avancer et mes forces s'affaiblir par des fatigues et des incommodités journalières; calculant aussi en moi-même, que d'un instant à l'autre je pourrois être obligé d'entrer dans la voie de l'éternité, je désirerois prévenir les malheurs auxquels cette république seroit exposée. C'est pourquoi je propose à Vos Seigneuries de songer de mon vivant à choisir mon successeur au trône. Je prie de croire que ce n'est point la première idée qui m'en soit venue. Il y a déjà sept ans, qu'après la mort de mon frère, me voyant sans postérité et sans aucune espérance d'en avoir, j'aurois fait sur-le-champ la même proposition, si je n'en eusse alors été détourné par les embarras où se trouvoit la république qui avoit à soutenir une irruption des Suédois et d'autres guerres très-sérieuses. A cette heure que le Dieu tout-puissant jette sur vous des regards de complaisance et vous accorde des momens plus fortunés, pour que nous puissions nous concerter ensemble sur ce que nous avons à faire autour d'hui pour notre plus grand avantage et votre plus

grande sûreté, je penserois qu'une délibération aussi essentielle ne sauroit être différée. Il ne vous faut que vouloir procéder, pendant que je vis encore, à l'élection de mon successeur. Depuis près de deux cents ans du côté maternel et depuis soixante-dix ans du côté paternel, le trône est dans ma maison par une élection libre de Vos Seigneuries. C'est un motif pour moi d'aspirer à perpétuer dans vos esprits le souvenir de ma reconnaissance, en laissant après ma mort la république dans le même état de liberté où je l'ai trouvée lorsque j'en ai reçu le gouvernement de la pure volonté de vos prédécesseurs, qui me garantissoit la vôtre. On ne sauroit vous répondre d'une heureuse stabilité, si vos assemblées ne vouloient prendre aucune résolution jusqu'à la fin de ma carrière. Au milieu de l'énorme confusion qui surviendrait à ma mort, je douterois que Vos Seigneuries conservassent le pouvoir de se choisir librement un chef. Dieu me sera témoin si, dans cette affaire, je suis mû par quelque intérêt personnel, et si j'ai autre chose en vue que le bien de la patrie. Après tout, le terme de mes jours sera celui de toutes mes destinées; Mais Vos Seigneuries, parmi lesquelles il se trouvera des hommes qui prolongeront seuls leur existence, et d'autres qui se perpétueront dans leurs descendans, doivent prendre d'assez justes mesures pour laisser d'elles une heureuse mémoire aux siècles à venir. Quelqu'un pourroit m'objecter qu'il n'est pas sans exemple qu'il soit mort précédemment des rois sans

postérité, et que pourtant il n'en soit résulté rien de fâcheux pour la république. J'en conviendrais, si l'on m'accorde que les tems passés sont différens de ceux d'aujourd'hui. Alors une antique simplicité contribuait à la réunion des esprits. Aussi ne voyoit-on pas tant de confusion et de division parmi les États qu'on en voit présentement. L'ambition n'avoit pas fait de si grands progrès, surtout chez nos voisins, et il y avoit en détail moins de germes de guerre. Personne ne cherchoit à prendre connoissance ou de notre puissance ou de notre foiblesse, les princes faisant peu d'attention à notre pays, parce qu'ils avoient médiocre opinion de ses ressources et de ses richesses. Actuellement ils ont tous les yeux fixés dessus, et sans doute ils concourront à l'inquiéter. Jadis il n'y avoit point d'armée soudoyée, et s'il y en avoit, c'étoit pour être employée à la guerre. On n'avoit point à craindre par conséquent qu'elle servît à un parti contre l'autre, pour lui donner de force un maître. Fasse le ciel que je sois un faux prophète, et que vous n'ayez pas à appréhender que la république ne devienne le partage des nations. *Les Moscovites et les Russes essayeront d'enlever le grand-duché de Lithuanie jusqu'au Bouget au Niester, et peut-être jusqu'à la Vistule. L'électeur de Brandebourg tournera ses vues sur la grande Pologne et d'autres palatinats qui sont dans son voisinage, et demandera à main armée la propriété de l'une et de l'autre Prusse. La maison d'Autriche jettera son dévolu sur Cracovie et sur les palatinats limi-*

trophes de ses États. Qui nous répond que notre propre armée, qui est si mal payée, ne se laissera pas séduire par quelqu'un qui aura plus d'argent à lui donner qu'il ne sera animé de bonnes intentions pour la république, ou que le même homme, formant une confédération, n'osera pas dicter violemment le choix d'un maître, comme nous en avons entendu courir quelques bruits pendant la dernière élection? Les Cosaques sortant de leur sommeil examineront-ils en faveur de qui la chance doit tourner, pour lui prêter secours. Voilà ce qui mérite d'être mûrement pesé par Vos Seigneuries, si elles ont également à cœur la conservation de la gloire de Dieu, le maintien de la foi catholique dans ce royaume, ses libertés et l'intégrité de sa puissance, comme il est de leur devoir d'y veiller. Pour moi, préférant la tranquillité publique à la mienne, et rejetant la crainte assez fondée que je pourrois avoir du choix d'un successeur, il me suffira d'avoir mis Vos Seigneuries sur la voie de pouvoir prendre les résolutions les plus convenables à leurs intérêts. Que mes conseils soient admis ou qu'ils ne le soient pas, j'aurai acquitté ma conscience à cet égard, n'ayant jamais souhaité à Vos Seigneuries que leur bien, et ne souhaitant aujourd'hui que ce que je crois être le mieux pour elles.

B

Page 30.

ORIGINE CAPÉTIENNE D'HEDWIGE D'ANJOU, ÉLUE
REINE DE POLOGNE.

Hugues Capet, huitième aïeul paternel de
Charles I^{er}, comte d'Anjou, roi de Sicile (fils de
Louis VIII et frère de saint Louis), père de
Charles II, dit le Boiteux, roi de Naples (marié à Marie,
héritière de Hongrie), père de
Charles Martel, roi de Hongrie, père de
Charobert ou Charles Robert, roi de Hongrie, père de
Louis I^{er} dit le Grand, roi de Hongrie et de Pologne
(marié à Élisabeth, princesse de Pologne), père de
HEDWIGE, reine de Pologne (épouse de Ladislas Jagel-
lon), morte sans postérité en 1399.

C

Page 37.

AFFAIRE DES REVERSALES. — LETTRE DU DUC DE
CHOISEUL AU COMTE PANINN.

Monsieur, le roi ne différeroit pas à nommer un suc-
cesseur à M. le marquis de Bausset, si Sa Majesté ne con-
sultoit que le désir qu'elle a de donner à l'impératrice,

votre souveraine, des preuves de son amitié et de son empressement à cultiver la bonne intelligence établie entre les deux cours. Mais cette nomination faisant renaître la discussion concernant le titre de *Majesté Impériale*, le roi m'a ordonné de m'expliquer directement avec Votre Excellence à ce sujet, et je m'acquitte avec la franchise qu'exige le désir que j'ai de lever tous les obstacles qui peuvent s'opposer à la bonne correspondance de nos souverains, et avec la confiance que m'inspirent vos lumières, ainsi que vos dispositions, pour concourir au même but.

Si les prérogatives de S. M. L. de toutes les Russies se trouvoient compromises dans cette discussion, le roi ne feroit aucune difficulté de se prêter à tout ce que cette princesse pourroit désirer. Sa Majesté a reconnu, dès 1744, le titre impérial sans aucune restriction, et elle le reconnoitra de même tant que les Reversales de l'impératrice Elisabeth seront exécutées. Dans tous nos actes publics et particuliers, on a donné, depuis ce tems, aux souverains de la Russie, les titres d'empereur, d'impératrice et de Majesté Impériale. La *Gazette de France* particulièrement est une déclaration journalière de ce fait et de cet usage ; cette lettre même en est une preuve, et ces preuves en sont aussi multipliées que le sont les occasions de parler des souverains de la Russie. Ainsi il ne s'agit point de savoir si l'épithète *impériale* leur appartient, mais si cette épithète doit, dans tous les cas, accompagner le titre de Majesté, même dans l'allocution

directe, et dans le corps du discours et des lettres que le roi écrit à Sa Majesté Impériale. Ce ne sont pas les inadvertances d'un copiste de bureau qu'il faut consulter pour décider la question, car une faute contre l'usage n'est point un contrat, mais il faut recourir à l'usage même et au génie de la langue françoise. L'un et l'autre, d'accord, prononcent pour la négative. L'usage constant est que le roi n'ajoute aucun titre distinctif à celui de Majesté ou d'*Altesse*. Sa Majesté, ainsi que ses prédécesseurs, ont toujours observé cet usage vis-à-vis des empereurs et des impératrices des Romains. On adopta littéralement le même protocole lorsque le titre impérial des souverains de la Russie fut reconnu. Les lettres que le roi reçoit de tous les souverains de l'Europe, en langue françoise, y sont également conformes. Personne n'écrit au roi Votre Majesté Royale ou Votre Majesté Royale Très-Chrétienne, quoique la suscription porte à *Sa Majesté le Roi Très-Chrétien*, parce que ce n'est que dans l'énumération des qualités ou en parlant d'un prince, à la troisième personne, que ses titres distinctifs peuvent être employés. Cet exemple paraît mettre dans la plus grande évidence la distinction que l'usage et le génie de la langue françoise ont établie dans notre protocole. Nous ne pourrions le changer sans substituer à nos titulatures accoutumées une manière de s'exprimer incorrecte, inusitée et inadmissible dans notre langue. Cette irrégularité dans l'idiome ne donneroit rien de plus à l'impératrice de Russie, à qui le roi, sans nulle

difficulté, accorde le titre de Majesté Impériale, mais jetteroit Sa Majesté dans l'embarras de changer son style pour tous les souverains à qui elle écrit, et réciproquement celui des souverains qui lui écrivent. Dans cet état des choses que j'ai rendu aussi clairement qu'il m'a été possible, il n'y a que trois partis à prendre que Sa Majesté soumet à la décision de Sa Majesté Impériale, l'un que l'impératrice consente à ce que le roi suive l'usage ancien et grammatical qu'il suit vis-à-vis de toutes les cours de l'Europe, l'autre que l'impératrice ne donne point de *Majesté* au roi dans ses lettres, non plus que le roi n'en donnera à l'impératrice; la suscription seule de la lettre désignant le titre impérial. C'est ainsi que le roi écrit au roi d'Angleterre et que le roi d'Angleterre lui répond : *A mon frère et cousin le Roi Très-Chrétien; à mon frère et cousin le Roi de la Grande-Bretagne*, et dans le corps de la lettre, Vous, au lieu de Votre Majesté.

Le troisième expédient enfin seroit que le roi n'écrivît plus à l'impératrice non plus que Sa Majesté Impériale au roi, et dans ce cas les deux cours ne pourroient pas avoir de ministres respectifs l'une chez l'autre.

L'amitié du roi pour l'impératrice répugnerait à prendre ce dernier parti qui seroit cependant forcé, ainsi que Votre Excellence le comprendra par le détail dans lequel je viens d'entrer, si Sa Majesté Impériale ne choisissoit pas un des premiers partis que j'ai l'honneur de vous proposer, et j'ose ajouter que le premier est sans

inconvenient pour la dignité impériale, et infiniment plus décent à ce qu'il me paroît pour les souverains qui veulent maintenir l'union des deux cours, trop éloignées l'une de l'autre pour que cette union soit interrompue à l'occasion d'une difficulté de grammaire. Le roi attendra la réponse de Votre Excellence avant que de nommer le ministre qui doit le représenter auprès de Sa Majesté Impériale. Et, en attendant, je prie Votre Excellence d'approuver que sieur Rössignol, consul du roi à Pétersbourg, suive la correspondance comme chargé des affaires de Sa Majesté auprès de l'impératrice, et que Votre Excellence veuille bien écouter favorablement ce qu'il aura à lui dire relativement aux intérêts de la France.

J'ai l'honneur, etc., etc., etc.

Versailles, 18 juin 1767.

RÉPONSE DU COMTE PANIN AU DUC DE CHOISEUL.

Monsieur, j'ai mis sous les yeux de l'impératrice la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire sur le point de difficulté qu'a occasionné, dans la correspondance des deux cours, l'omission d'*impériale* dans le corps des lettres du roi à Sa Majesté Impériale, difficulté si peu analogue aux sentimens de nos souverains, et contre laquelle il est à souhaiter que tant de bonne volonté de part et d'autre ne vienne pas échouer. Les or-

dres que j'ai reçus de Sa Majesté Impériale m'ont mis en état de répondre à Votre Excellence avec précision et définitivement. En le faisant, je suivrai la route que vous m'avez tracée en me communiquant vos raisons, et si votre propre sentiment ne vous permet pas d'admettre les nôtres, je me flatte du moins qu'elles vous paraîtront de nature à couvrir et défendre de toute espèce de soupçon tant notre bonne foi que le désir de ma souveraine d'entretenir la bonne intelligence entre les deux cours. Ce désir de Sa Majesté Impériale n'est point le sentiment seul de sa reconnaissance pour l'amitié de Sa Majesté Très-Chrétienne dont elle reçoit toujours les assurances avec une nouvelle satisfaction. Elle en trouve le principe dans ses propres dispositions et dans l'idée d'utilité, de décence et de dignité qu'elle attache à une correspondance directe entre deux puissances, telles que la Russie et la France. Dans la juste estime qu'elle en sait faire, elle ne balanceroit point à lui sacrifier un usage de langue, si c'étoit là la seule chose dont il s'agit pour elle dans le point que nous discutons. Il me seroit impossible, après ceci, de cacher à Votre Excellence que la difficulté présente s'offre sous deux faces différentes pour ma cour et pour la vôtre. La correspondance entre deux souverains doit comprendre, outre les relations de leur amitié personnelle et des intérêts de leur empire, tous les égards et toute l'attention due à la dignité de leur couronne. L'étiquette qui en règle les formes est d'autant plus rigoureuse qu'elle est la mesure

de leur estime l'un pour l'autre et du cas qu'ils font réciproquement de leur puissance. Refuser d'employer dans la correspondance tout ce qui appartient au titre d'un souverain, c'est contester soit directement soit indirectement ce titre; et je n'ai pas besoin de faire la remarque que l'élocution directe est celle-là même qui admet le moins de restrictions à ce sujet, parce qu'elle porte le caractère d'une reconnaissance plus immédiate et qu'aucun autre acte ne peut lui être comparé pour la valeur de l'expression. L'impératrice, en insistant sur l'énoncé en entier du titre attaché à sa souveraineté, ne fait donc que demander qu'on observe vis-à-vis d'elle les règles qui sont le fond de toute correspondance directe entre deux souverains. Quelque confiance qu'elle doive et qu'elle ait réellement aux assurances de votre correspondance, sur l'omission d'une partie de son titre, il doit paraître naturel à un souverain, jaloux lui-même de ses droits, de la voir écouter par préférence ce que lui représente la dignité de sa couronne. La chose ainsi examinée dans son principe et selon les loix ordinaires, la justice de la réclamation de Sa Majesté Impériale paroît dans tout son jour. Seroit-il étonnant qu'elle trouvât des raisons secondes, tirées des circonstances mêmes de se confirmer dans son sentiment? J'écarte toute idée de plainte de notre part, quand je rappelle les difficultés qu'a éprouvées la reconnaissance du titre Impérial de la part de la France, plus que d'aucune autre puissance. Les explications données par ses mi-

nistres sur la reconnaissance de 1744, tendroient à ne la faire regarder que comme personnelle à l'impératrice Elisabeth. De là la difficulté qu'elle a fait d'exiger des Reversales de son successeur, difficulté renouvelée par elle à l'avènement de l'impératrice au trône qui nécessita une suspension des audiences de son ministre, et ne fut terminée que par la déclaration de Sa Majesté Impériale à toutes les cours. Je soumettrai avec assurance à la décision d'un ministre aussi juste qu'éclairé, si ce n'étoit pas là le moment pour la France de s'expliquer sur ce qui lui convenoit ou ne lui convenoit pas, sur ce que l'usage de sa langue admettoit ou rejettoit. Le titre Impérial est déclaré et reconnu appartenir à la monarchie de toutes les Russies ; il ne pourra plus être exigé de Reversales, et Sa Majesté Impériale s'explique qu'elle ne pourra entretenir de correspondance qu'avec les souverains qui feront la reconnaissance sur ce pied-là. La correspondance, qui va suivre, va donc admettre la forme qui lui est naturelle, et se régler sur la reconnaissance dont elle est dépendante. Ainsi c'est alors seulement qu'on a vu un changement dans le style de la cour de France qui depuis a écrit, dans toutes les lettres à l'impératrice, Majesté Impériale, au lieu que sous l'impératrice Elisabeth, elle n'a jamais ajouté l'épithète à Majesté (qu'on me pardonne cette observation) parce que probablement elle se croyoit en droit de modifier l'étiquette, comme elle le faisoit intérieurement par rapport à la reconnaissance. Ce nouveau stile a été

suivi tout le tems que le baron de Breteuil a résidé auprès de l'impératrice et sous le ministère de Votre Excellence. Il a fait l'étiquette d'usage, comme il étoit l'étiquette de droit ; et c'est pour cette dernière qualité que nous nous croyons autorisés à lui donner la valeur d'un contrat. Il est d'autant moins en notre pouvoir de le reconnoître pour une erreur ou inadvertance de copiste, que l'addition qu'il portoit étoit indiquée par la circonstance même. Nous démentirions, si nous pensions autrement, le dernier ministre de France à cette cour, lequel à la première explication sur l'omission d'Impériale, dans ses lettres de créance, l'a traitée d'omission de chancellerie, et a écrit qu'elle ne devoit point supposer l'intention de rien changer à la forme de précédentes lettres, ni à la déclaration faite à ce sujet par le baron de Breteuil, son prédécesseur ; et, en effet, cette explication de sa part ne pouvoit être regardée par nous que comme le sentiment de sa cour. Si l'épithète d'Impériale, ajoutée pendant tout le tems du ministère de son prédécesseur, eût été une erreur de chancellerie, le moment où on a écrit les lettres de créance de M. le marquis de Bausset est celui où on a rectifié cette erreur. Le ministre chargé de présenter cette lettre, ainsi rectifiée, n'a pu ignorer ce changement ; il a dû être prévenu sur les raisons qui ont engagé sa cour à le faire, et cependant il s'explique comme convaincu que ce sont les lettres précédentes et la déclaration du baron de Breteuil qui ont fixé le stile. Sa Majesté Impériale n'entrera en

aucune discussion sur l'usage ou le génie de la langue française, comme lui étant étrangère; mais elle sait que l'étiquette, tenant de si près à la dignité des souverains, doit y satisfaire en entier, et elle ne mettra point en question, laquelle doit céder dans un cas pareil, de la chose ou de la langue employée à l'exprimer. Cette discussion faite dans les circonstances où elle auroit dû naturellement avoir lieu, si la France avoit insisté sur la réserve de ne point employer Majesté Impériale comme contraire au génie de sa langue, il auroit alors passé pour constant et entre les deux cours et aux yeux de toutes les autres que c'étoit la seule raison qui l'arrêtoit; les deux cours auroient pu, sans que qui que ce soit en fît la remarque, convenir d'un moyen d'éluder la difficulté, surtout en se donnant réciproquement des preuves de leur amitié et de leur sincérité. L'impératrice est bien éloignée d'en supposer d'autre, elle donne une croyance trop pleine et trop intime aux explications que j'ai reçues de Votre Excellence. Mais il n'est ni en son pouvoir ni en celui du Roi Très-Christien d'empêcher l'impression publique. Elle reçoit indistinctement de toutes les cours : Majesté Impériale, sans avoir égard au différent génie de leurs langues. Il résulteroit pour elle d'aussi grands inconvéniens que ceux que le roi, votre maître, veut éviter, si elle ne maintenoit pas scrupuleusement l'uniformité du style dans sa correspondance. Ce ne seroit peut-être pas une chose si extraordinaire qu'il se trouvât quelque cour qui, à l'exemple

de la France, voulût faire le même retour, opposer le même embarras, et renouveler une question qui doit être finie pour toujours, qui l'a été aux yeux de l'Europe dans le fond et dans tout ce qui y appartient. De toutes les raisons que j'ai eu l'honneur de vous exposer ci-dessus, Votre Excellence se représentera à elle-même que Sa Majesté Impériale, quelque désir qu'elle ait de perpétuer la correspondance directe avec le roi, votre maître, et d'en faciliter les moyens, se verra dans la nécessité de s'en tenir au dernier des trois partis dont Sa Majesté Très-Chrétienne lui laisse le choix, et que la persévérance de votre cour dans sa résolution, après les éclaircissemens que j'ai l'honneur de vous donner ici, produira naturellement la retraite de M. le prince Gallitzin. Je n'en parle à Votre Excellence que pour l'assurer qu'il n'entrera rien dans le rappel du ministre de l'impératrice qui soit étranger à la difficulté qui l'occasionne. L'interruption de la correspondance directe, si ce désagrément étoit inévitable pour les deux cours, n'apportera aucune diminution à l'amitié de l'impératrice pour le roi ; les intérêts de leurs États ne devront pas même en souffrir toutes les fois qu'il s'agira de les réunir vers le même but. Voilà, monsieur, quelle sera et restera toujours la façon de penser de l'impératrice, ma souveraine, et nous nous tenons assurés que les dispositions du Roi Très-Chrétien y sont conformes. Il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence, le cas existant du retour de M. le prince Gallitzin, de vouloir bien s'em-

ployer à le procurer de la façon qui réponde le mieux à ces sentimens respectifs de nos souverains.

J'ai reçu avec bien du plaisir la recommandation que Votre Excellence m'a faite de la personne de M. Rosignol, consul de France, comme chargé des affaires de votre commerce. Il me trouvera toujours disposé à l'écouter dans tout ce qui sera relatif à ses fonctions, et j'en ai déjà pris l'ordre de Sa Majesté. Pour nous, monsieur, si la réciprocité ne nous permet pas de conserver M. le prince de Galitzin à son poste, M. Chotinsky qui est actuellement en Espagne se rendra à Paris pour y veiller aux intérêts de l'Impératrice et continuer la correspondance en qualité de chargé d'affaires. J'ai l'honneur de vous demander pour lui vos bontés et votre confiance dans tout ce qui regardera son service.

Je suis, etc., etc., etc.

27 août 1767. — Archives des affaires étrangères.

D E F

Pages 64 et 94.

LE COMTE DE BROGLIE ET LA CORRESPONDANCE SECRÈTE.

Charles François, comte de Broglie, fils du second maréchal de Broglie (François-Marie) et frère du troisième (Victor-François), eut une singulière destinée.

politique. Nommé en 1752 ambassadeur de France en Pologne, il y déploya beaucoup de talent et de zèle. Rulhière le représente comme « un homme passionné pour la gloire du nom français, ne connaissant ni le luxe ni la mollesse, capable du plus profond secret dans ses longues et impénétrables intrigues, mais sans dissimulation dans la société. » C'est là ce qui le perdit. Après avoir créé un parti français à Varsovie il en fut rappelé par la jalousie des ministres, et à son retour il fut placé par Louis XV à la tête de la correspondance secrète qu'il dirigea pendant dix-sept ans, disgracié en apparence, consulté en secret. On trouve au sujet de cette correspondance beaucoup de détails dans la *Politique des cabinets de l'Europe* par le comte de Ségur. Ils sont trop connus pour être rapportés ici.

L'abandon de la Pologne par la France, système contre lequel M. de Broglie ne cessa de protester, était antérieur au ministère du duc de Choiseul et remontait aux cabinets précédents, notamment à celui de l'abbé de Bernis. « L'abbé s'embarrassait fort peu de la Pologne; écrivait le comte de Broglie à M. Tercier; pourvu qu'il parvint à réunir trois ou quatre puissances contre le roi de Prusse; et le roi, de son côté, ne mettait de suite à rien; il est bien fâcheux pour les affaires que Sa Majesté n'ait pas le loisir d'y donner un quart d'heure par semaine. » M. de Broglie, outre son ambassade de Pologne, se trouvait dans un singulier embarras; en dehors des instructions ministérielles, on lui en

avait remis de secrètes dans lesquelles le roi lui recommandait de tâcher de concilier les ménagemens indispensables pour la Russie avec les sentimens qu'il avait toujours eus pour la Pologne. Ces mêmes instructions finissaient par dire, qu'au cas qu'il ne lui fût pas possible de combiner ces deux parties, le roi voulait que les intérêts de la Pologne eussent la préférence. L'événement prouva que ces deux points étaient réellement inconciliables. En effet l'abbé de Bernis envoya à M. de Broglie des ordres directement opposés à la dernière partie de ceux du roi et en vertu desquels les deux cours impériales et le comte de Brühl lui firent des tracasseries perpétuelles. Son crime à leurs yeux était de s'efforcer de faire à la France un parti considérable en Pologne; le plus grand était d'y réussir. On ne le lui pardonnait pas; on s'en plaignait vivement et il était sans cesse obligé de recommencer son apologie. Dans une position aussi difficile, l'impatience commença enfin à s'emparer de lui; il supplia le roi de lui faire connaître d'une manière précise si ses idées sur la Pologne subsistaient encore.

Le récit de ces nouveaux embarras n'émut pas l'abbé de Bernis, qui n'y fit aucune réponse; poussé à bout, l'ambassadeur recommença ses instances pour obtenir un congé.

Il eut à Versailles une seconde conversation avec le ministre dont il rendit également compte au roi. C'était avec chagrin « qu'il voyait M. l'abbé de

Bernis décidé à ne compter pour rien les affaires de Pologne et à les sacrifier aux intérêts des deux cours impériales. Il ne m'a pas cédé, dit-il, qu'il ne conçoit pas ce qui peut y attacher. Il m'a paru regarder avec la même indifférence l'avenir que le présent et le passé, et ne pas sentir l'intérêt que nous pouvions avoir à préférer un des princes cadets de la maison de Saxe, au prince électoral. Je me suis facilement aperçu qu'il craint les observations que je n'ai cessé de faire sur le danger de la conduite que nous tenons actuellement, et pour les éviter je ne doute pas qu'il ne travaille à me dérober la connaissance de tout ce qui a rapport à cette partie; il m'en a donné la preuve la plus convaincante en me prescrivant de ne pas prendre connaissance, jusqu'à nouvel ordre, de la correspondance avec M. Durand¹ et M. de l'Hôpital². Quoique je sente très-vivement, Sire, combien ce manque de confiance est offensant pour moi, je n'ai fait aucune résistance à un ordre aussi extraordinaire. Tout ce que je crains, c'est que cela ne cause un préjudice notable aux affaires. Les circonstances présentes exigeraient au contraire que je pusse m'entendre avec les ministres de Votre Majesté sur les moyens de concerter les affaires de Pologne avec celles de la Russie et le reste du système général.

¹ Chargé d'affaires à Vienne.

² Ambassadeur en Russie.

Il y a longtemps que j'ai représenté que cela était possible et même facile ; mais on ne veut pas absolument en entendre parler... »

Le système du ministère Choiseul à l'égard des Polonais ne fut pas différent de celui du cardinal de Bernis. « Quoique le duc de Praslin, dit M. de Broglie, eût dû prévoir l'embarras où se trouvaient l'ambassadeur et le résident, il ne leur indique aucun moyen pour s'en tirer ; mais il leur mande du plus beau sang-froid qu'ils feront bien de se ménager, autant qu'il leur sera possible, la confiance des différens partis qui divisent la Pologne ; que les partisans de la maison de Saxe, ceux du grand-général et les Czartoryski même ne peuvent qu'envisager avec satisfaction l'assurance qui leur est donnée de la part du roi et de l'impératrice-reine en cas qu'ils parviennent à réunir librement la pluralité des suffrages. Il est très-simple, selon lui, qu'on ne croie pas devoir dépenser d'argent pour soutenir de tels principes ; et rien ne serait plus absurde que d'employer les mêmes voies qui conduisent à la corruption pour rendre les Polonais à la liberté. » Il conclut qu'il ne faut s'opposer à rien et persévérer dans la neutralité.

Persister dans la neutralité, c'était proclamer solennellement l'impuissance du gouvernement qu'il dirigeait. La réponse de M. Hennin fut équivalente, en d'autres termes, à cette objection. Il avait poussé le système de neutralité aussi loin qu'il avait été possible ;

« mais, observa-t-il, dès qu'un parti crie à l'injustice et recourt à nous, et que l'autre convient qu'il agit publiquement contre nos principes, par cela même nous ne sommes plus neutres. Nous savons qui attaque la liberté de la Pologne et qui la défend ; la déclaration du roi nous montre clairement qui sont ceux que nous devons soutenir et ceux auxquels nous devons nous opposer. »

Cependant ni le comte de Broglie ni M. Hennin ne laissaient les patriotes donner tête baissée dans tous les projets que le désespoir leur suggérait : ils les exhortaient à se tenir unis et à opposer la fermeté à la violence. Efforts inutiles. Il était trop tard pour se flatter raisonnablement de mettre obstacle aux projets de l'impératrice de Russie et du roi de Prusse ; c'est ce que M. Hennin venait de demander à M. Tercier. Sa lettre peignait énergiquement l'état des choses en Pologne, et cette considération nous détermine à en rapporter un fragment. « A moins, disait-il, que la cour de Vienne ne prenne la résolution de commencer la guerre, tout l'argent que nous pourrions employer ici et vingt ministres plus habiles les uns que les autres n'y feraient plus rien. Les Russes sont établis sur la Vistule à cinq milles au-dessus de Varsovie et ils vont porter un autre corps de l'autre côté. Nous en aurons même dans la ville, il y a un corps en Poïlaquie, un autre bien plus considérable sur les frontières. Encore une fois il est trop tard, à moins de commencer une guerre. Le roi

de Prusse a pris décidément son parti. Ce prince vient d'envoyer l'ordre de l'Aigle-Noir au Stolnick, avec une lettre de sa main, qui veut dire beaucoup. M. de Paulmy n'approuve pas plus que moi la conduite de M. Poniatowski ; mais il a les mains liées, on lui écrit ainsi qu'à moi, environ une fois par mois. On lui recommande de s'en tenir aux termes de la déclaration, et tout au plus d'aider M. le grand-général sans se compromettre. M. le grand-général est sans argent et sans munitions. Les princes de Saxe semblent avoir oublié que la Pologne existe ; tout le monde capitule... Que voulez-vous que nous fassions ? Encourager les patriotes pour nous voir reprocher de les avoir mis dans le cas d'être écrasés inutilement ? Promettre des secours qui, quand même ils viendraient, seraient vraisemblablement trop tardifs ? Je vous parle avec autant de franchise que de douleur, si les événemens ne viennent à la traverse avant qu'il soit trois mois, M. Poniatowski sera roi ; il le sera, et il ne nous restera pas même la satisfaction d'avoir tiré parti du moment pour procurer des grâces à nos amis. Il sera élu vraisemblablement avant le 20 septembre. Il a tous les talens qui peuvent le faire régner avec gloire, et de plus un véritable désir de s'unir, autant qu'il le pourra, avec la France ; soit pour sa gloire, soit pour l'intérêt de sa patrie. Cette raison semble d'autant plus naturelle que les cours de Vienne, de Russie, de Berlin *et de Londres* sont plus intéressées à maintenir les Polonois dans l'état d'anar-

chie et d'inaction où ils croupissent depuis la mort de Sobieski. Ce sera un bien plus réel pour la France, que si un prince étranger ou quelque autre Piast étoit élu...»

Dans ces circonstances critiques, l'ambassadeur et le résident essayoient des propos excessivement durs de la part des amis de la France. M. Mokranowski lui-même dit plusieurs fois à M. Hennin que nous ne pouvions compter sur la moindre influence en Pologne, si nous ne secourions pas les patriotes. Il se recommandoit aux bontés du roi, après avoir distribué jusqu'à ses meubles et ses bijoux pour soutenir la noblesse qui lui étoit attachée. Le comte de Mercy se donnoit de grands mouvemens et sembloit espérer de déterminer sa cour à agir; mais il résultoît encore un mal de l'activité que montrait l'ambassadeur autrichien, tandis que celui du roi étoit obligé de n'aller qu'à tâtons, de peur d'être blâmé ou même de se compromettre. Il étoit impossible de concevoir une situation plus fâcheuse que celle de M. de Paulmy et de M. Hennin. Cependant les troupes s'avançoient et se préparoient à cerner la ville de tous côtés.

Correspondance secrète. — Archives des affaires étrangères.

G

Page 217.

LETTRE D'HELVÉTIUS A M. LE COMTE DE ****

(sans adresse ni date précise).

Potsdam, avril 1763.

Monsieur le comte, vous m'avez recommandé, lors de mon départ de Paris, de profiter de toutes les occasions pour assurer le roy de Prusse de l'estime et du respect que la France a pour luy. Je puis vous certifier qu'il n'est point aigri contre la nation. Il est sûrement trop grand homme pour se conduire par humeur. Je vous diray de plus, qu'il m'a parlé avec estime de M. le duc de Praslin et de M. le duc de Choiseul. Il loue beaucoup ce dernier d'avoir fait le Pacte de famille; il regarde cette négociation comme un trait de génie. Il sent d'ailleurs combien il est intéressant pour le roy de France de conserver en faveur deux ministres qui peuvent luy être si utiles.

Je ne puis à cet égard douter de la vérité des sentimens du roy; j'ay l'honneur d'être connu de luy par milord Marchal; il sçait très-bien que je ne suis pas un espion, et je ne vous eus, en effet, rien dit de l'opinion qu'il avoit de MM. les ducs de Praslin et de Choiseul, si elle leur eût été désavantageuse.

Les dispositions du roy à notre égard ne peuvent donc être plus favorables; l'on pourroit profiter de ce mo-

ment pour luy faire quelques ouvertures , supposé que MM. les ducs de Praslin et de Choiseul eussent à cet égard quelque projet.

Vous savez, monsieur le comte, que je ne desire point d'être chargé de cette commission. Dans la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous avant mon départ, il me semble que vous pensiez comme moi sur les deux nations par leurs positions respectives. Si dans la dernière guerre nous n'eussions pas été l'amy de la reine de Hongrie, il est vraisemblable que nous nous fussions dédommagés, par la prise des Pays-Bas, de nos pertes en Amérique, ou que nous eussions forcé les Anglois d'abandonner leur conquête.

Vous pouvez je crois, monsieur le comte, montrer cette lettre à M. le duc de Praslin et à M. le duc de Choiseul ; elle leur sera du moins agréable, comme les assurances de l'estime d'un grand roy.

LETTRE D'HELVÉTIUS A D'ARGENTAL.

A Gotha, 4 juin 1763.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; j'ay saisi toutes les occasions d'assurer le roy de Prusse de l'attachement de MM. les ducs de Praslin et de Choiseul. Je me suis vanté près du roy des bontés que vous aviez pour moy, il m'a parlé de la manière la plus obligeante ; mais, m'a-t-il dit, son amitié pour

M. de Voltaire ne l'avoit-il pas éloigné de moy ? Je luy ai répondu comme je le devois, que vous admiriez avec toute l'Europe les ouvrages de votre amy, mais que vous ne vous donniez point pour le défenseur des torts qu'il pouvoit avoir eus avec Sa Majesté. Dans la suite de cette conversation j'ay eu occasion de luy faire sentir l'intérêt réciproque que les deux cours de Versailles et de Potsdam avoient d'être bien ensemble.

Voicy sa réponse :

La cour de France a eu avec moy les plus grands torts ; elle le sçait : elle m'attaqué à Rosback ; elle m'a fait la guerre apparemment pour faire un cardinal¹, je ne luy connois pas d'autre intérêt. Comment est-il possible qu'après avoir démoli les places des Pays-Bas, sans doute pour s'en emparer plus facilement, elle se soit alliée avec cette puissance, au moment où elle pouvoit la combattre avec plus d'avantage ?

J'ai éprouvé tant de mauvais traitemens de la part de la France, qu'il seroit bas à moy de faire les avances ; et d'ailleurs pourquoi le ferai-je ? quelles sont nos deux positions ?

Je suis bien avec la Russie ; mes derrières sont assurés ; la France est trop loin de moy pour m'attaquer, et la reine de Hongrie seule ne l'osera jamais.

La France, au contraire, sera certainement obligée de

¹ Le cardinal de Bernis.

faire la guerre à l'Angleterre; ce n'est que par la prise des Pays-Bas qu'elle peut s'indemniser des pertes que les Anglois luy feront peut-être supporter par mer; elle a donc intérêt d'être bien avec moi; il y a, de plus, du froid entre l'Angleterre et la Russie; la France peut en profiter pour conclure un traité de commerce avec l'impératrice, d'autant plus avantageux qu'il seroit très-nuisible aux Anglois. La France n'ignore pas que je puis la servir en Russie. La France a donc plus besoin de moy que je n'ay besoin d'elle. Répondez-moi; est-ce à celui qui a le moins de besoin, à faire des avances?

J'ay répondu au roy ce que le peu d'esprit et le peu de connoissances que j'ay des affaires m'a suggéré dans le moment. Le résultat de ma conversation, c'est que je suis chargé de la part du roy de Prusse de faire à MM. les ducs de Praslin et de Choiseul une proposition qui, je crois, leur sera agréable et qui ne compromet l'honneur d'aucune des deux cours. Si on l'accepte, l'affaire est finie; si on ne l'accepte pas, je doute qu'on puisse jamais renouer avec ce roy.

LETTRE D'HELVÉTIUS A LA DUCHESSE DE SAXE-GOTHA.

7 juin 1763.

Madame,

Pour user de mon privilège de tout dire, il faut que je dise à Votre Altesse un projet qui m'a passé par

la tête. Je suis las de voir ce froid qui subsiste depuis la paix, entre deux anciens alliés; j'aimois mieux une belle haine bien déclarée comme en 1757. Dailleurs je suis trop bon François et j'ai de trop bonnes raisons de l'être, pour ne pas désirer que le grand Frédéric ait en ce pays-ci encore d'autres liaisons que celle du philosophe d'Alembert et la mienne. Je sais depuis longtemps qu'il estime M. le duc de Praslin; j'ai appris depuis, qu'il fait cas de M. le duc de Choiseul. A quoi tient-il donc qu'on ne rétablisse entre les deux cours cette correspondance qui subsiste entre les cours les moins liées et dont l'interruption m'ennuie depuis longtemps? Si tout cela ne tient qu'à une petite cérémonie pour savoir qui nommera le premier son ministre, il faut convenir qu'on s'arrête à bien peu de chose, mais cela arrive souvent en politique. Moi je me suis mis en tête que Votre Altesse doit se mêler de cette affaire; que vous satisferez également, Madame, et votre goût pour la France et votre amitié pour le grand Frédéric, en faisant finir un froid qui a trop duré, et que votre sagesse trouvera pour cela aisément, ce que les Italiens appellent : *il mezzo termine*. Si vous me demandez, Madame, de quoi je me mêle, je dirai que je voudrois que toutes les choses bien faites fussent votre ouvrage.

LETTRES D'HELVÉTIUS A D'ARGENTAL.

Septembre 1763.

Je suis comme vous très-fâché qu'on regarde avec tant d'indifférence l'alliance du roy de Prusse, bien que nous ne nous en repentions un jour. Vous me conseillez d'écrire, je ne demande pas mieux ; mais je ne veux pas déplaire au gouvernement, ni exposer ma personne. La lettre de M. le duc de Praslin est si précise, qu'il me faudroit au moins une permission tacite.

A l'égard des princesses dont vous me parlez, il en est deux en Allemagne auxquelles on peut également s'adresser. L'une est la duchesse de Gotha et l'autre la princessé de Darmstadt, sœur du prince des Deux-Ponts. A laquelle des deux faudroit-il faire des ouvertures ? Car je n'imagine point que ce soit la czarine dont vous me parliez dans votre lettre. Nous sommes, dit-on, un peu en froid avec elle.

Au reste, je feray ce que vous me direz, lorsque vous aurez sondé le ministre.

J'ai enfin trouvé des fermiers généraux pour le roy de Prusse ; ils se préparent à se rendre à Berlin et à visiter toutes les possessions de Sa Majesté. Mais ils ne savent, disent-ils, comment demander un passe-port. Rien ne me paroît plus simple. Le ministère doit désirer d'être instruit des forces réelles du roy et charmé que des François aillent faire fortune en Prussé, pour

la dépenser à Paris. Je leur marque que je vous demandé la permission de vous les adresser et que si vous me l'accordez, vous leur ferez donner leurs passe-ports. Peut-être pourra-t-on se servir d'eux pour sonder les intentions du roy de Prusse.

Septembre 1763.

J'ai reçu les deux lettres de MM. les ducs de Praslin et de Choiseul. Ils veulent que je laisse là l'affaire du roy de Prusse, et comme vous le jugez bon je leur obéiray ; mais il me semble qu'ils prennent bien promptement leur party. S'il est important pour nous d'être bien avec le roy de Prusse, faut-il sitôt se rebuter ? Les ministres savent apparemment à ce sujet des choses que j'ignore.

Archives des affaires étrangères.

APPENDICE

LA GUERRE DE BAVIÈRE.

H

Page. 353.

M. BARTHÉLEMY¹, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE,
A M. DE VERGENNES.

Vienne, le 25 février 1780.

Je reconnois, Monsieur, l'importance et la nécessité de veiller sur les démarches de la cour de Vienne et sur les démonstrations de ses sentimens ; je pense que votre prévoyance et votre sagesse ont besoin de connoître avec vérité et précision quels sont ceux de l'allié du roi dans une crise qui a l'avantage de mettre en évidence les affaires des diverses puissances relativement aux intérêts de Sa Majesté. Je puis dire que je me livre à la suite de cette étude avec autant de zèle et d'attention que de ré-

¹ Neveu de l'auteur d'*Anacharsis*, mort pair de France, le 5 avril 1830, à l'âge de quatre-vingts ans.

serve et d'impartialité ; mais il est triste de voir que même cette dernière qualité ne se trouve nulle part ici. Tous les vœux des Autrichiens individuellement sont défavorables aux intérêts du roi. Si les armes de Sa Majesté avoient des revers à éprouver, ils ne seroient jamais assez proportionnés à la jalousie de cette nation ; le plus petit événement qui a l'air d'un échec est une joye publique. L'opinion de la force invincible de l'Angleterre est si profondément gravée dans les esprits que rien ne peut les désabuser. Il sembleroit que cette injustice devoit faire envisager à ceux qui la partagent le plus grand avantage de leur patrie dans les liens politiques qu'elle contracteroit avec l'Angleterre ; mais la démençe ne va pas à ce point dans toutes les têtes. Il est icy plus d'une personne principale qui, entièrement livrées aux intérêts anglois, daignent cependant reconnoître l'utilité de l'alliance du roi ; elles avouent que c'est à l'aide de cette alliance et de la longue paix qu'elle a procurée à l'Allemagne que la maison d'Autriche a fait tranquillement de vastes acquisitions au dehors, et qu'elle est rapidement parvenue sous le seul règne de l'impératrice au point de force et de grandeur où nous la voyons aujourd'hui ; au lieu que la suite de ses liaisons avec l'Angleterre auroit maintenu l'ancien état de guerre et la foiblesse intérieure de la cour de Vienne. Mais ces mêmes personnes déplorent que la maison d'Autriche ne joue pas le rôle que sa situation comporte ; elles veulent bien que son alliance présente sub-

siste, mais elles prétendent qu'elle doit donner la loy à la France et non la recevoir d'elle, comme il leur paroît qu'elle la reçoit. C'est sous ce point de vue que l'administration de M. le prince de Kaunitz est critiquée par ces personnes, est représentée par elles quelquefois à l'impératrice. Vous ne croirez pas facilement, Monseigneur, que M. le prince de Kaunitz mérite avec vérité ce reproche de faiblesse et de docilité.

Je ne me suis étendu sur la présomption qui règne ici, contre nous, que parce que je suis d'opinion qu'elle ne se borne pas seulement à la multitude et que chaque jour porte et fortifie sa contagion dans les plus hants rangs de l'Etat. Personne ici n'ignore quel est le sentiment de jalousie que l'empereur nourrit dans son oisiveté contre la couronne du roi. Les événemens de la guerre lui donnent fréquemment occasion de le laisser percer dans sa société particulière, et il est à désirer pour le repos général que Sa Majesté impériale soit à jamais réduite à le concentrer en elle-même.

Je ne reviendrai pas, Monseigneur, sur ce que j'ai eu l'honneur de vous mander de la conduite présente et des dispositions de M. le prince de Kaunitz ; ce ministre, aveuglé par un orgueil personnel, dont il est difficile de concevoir l'étendue et l'influence, s'est trop accoutumé à ne plus voir que lui seul en toutes choses et à croire que la destinée des empires devoit se régler sur sa suprême volonté. Il a reconnu une partie de son erreur dans les événemens de la Bavière, et il ne par-

donnera jamais le retour qu'il a dû faire sur lui-même. Vous avez, Monseigneur, la preuve de son ressentiment dans la manière aussi indécente, j'ose le dire, que maladroite, dont il affiche sa partialité pour l'Angleterre; les témoignages qu'il en donne sont constamment les mêmes; ses entours se livreroient moins publiquement et moins chaudement à leur ridicule anglomanie s'ils sa-voient lui déplaire.

Je crois fermement, avec Votre Grandeur, que ce ministre ne se borne pas à donner à M. de Keith des démonstrations extérieures d'intérêt pour la cause de sa cour, et qu'elle sait très-bien à quoi s'en tenir sur le fond de ses sentimens. Il sera difficile d'acquérir des preuves irréfragables d'une intelligence entre les deux puissances; mais en attendant, le roi n'est que trop averti par la peine extrême que M. le prince de Kaunitz prend depuis plusieurs années pour ne laisser aucun doute à cet égard. Toute l'Europe a su de quelle manière éclatante la cour de Vienne a rejeté M. Lee; on a su également que sa médiation, acceptée par l'Angleterre, ne l'a pas été par la France et l'Espagne; on a vu l'affectation constante de M. le prince de Kaunitz à conférer longuement et fréquemment avec M. Keith. Cette affectation continue; il n'est point de jour que je ne les voye ou que je ne les sache en conversation suivie et sérieuse. Indépendamment de toutes les raisons qui doivent faire suspecter ces entretiens, je me défie extrêmement du crédit que M. Stormont a conservé icy, et des moyens qu'il

auroit aujourd'hui de leur donner un objet et une réalité. Je vous prie, Monseigneur, de ne pas douter de toute mon attention à cet égard.

Les premières nouvelles de Gibraltar qui sont arrivées à Vienne y ont causé un contentement universel. M. le prince de Kaunitz s'est empressé de me parler pendant deux jours de cet événement, et de me le représenter sous le point de vue le plus déplorable. Selon lui, tout s'annonçoit bien mal pour cette année; la supériorité étoit entièrement perdue en Amérique; en Europe elle étoit prête à nous échapper. Notre position présageoit des malheurs; il en étoit extrêmement affligé. C'est en vain que je lui ai fait quelques observations, il a persisté à nous plaindre et à retourner de toutes manières les phrases de son amitié et de sa compassion. Puis, pour les rendre plus frappantes, il m'a parlé avec emphase du courage et de la constance des Anglois; il m'a témoigné la plus grande surprise de leurs efforts, de leurs ressources, de l'étendue de leurs mesures. « Ces gens-là, dit-il, sont capables de tout, quand ils ont un premier succès. » L'empereur, qui m'a fait aussi l'honneur de me parler longuement de cet événement, a mis plus d'adresse à marquer la joye qu'il en ressentait. Dans cette même conversation, Sa Majesté impériale m'a témoigné un si haut degré d'estime pour M. Necker et pour le comte d'Estaing, que je me suis proposé de le mander à Votre Grandeur.

Vienne, le 19 avril 1780.

Plus je me demande le motif, Monseigneur, du langage que M. le prince de Kaunitz me tient quelquefois et surtout de l'entretien dont je viens avoir l'honneur de vous rendre compte, et plus je me dis que ce ministre perdrait peut-être moins à nos yeux en gardant un silence absolu. S'il étoit de sang-froid, il s'apercevrait que ses confidences et la tournure qu'il leur donne le trahissent. Mais je suis persuadé qu'il n'est plus en situation d'être frappé de cet inconvénient. Son âme vaine est ulcérée, et fait fermenter ses idées de ressentiment. L'impuissance où il est de leur donner un effet actif ne lui laisse d'autre ressource, pour se soulager du supplice de son orgueil, que de former des vœux contre nous et de spéculer sur toutes les combinaisons qui peuvent tourner au désavantage du roi. Dans un état aussi violent, il n'est pas toujours facile de s'observer; et il paraît que M. le prince de Kaunitz, enveloppé du voile de l'amitié et de l'intérêt, trouve un secret plaisir, ou est entraîné par une forte impulsion, à nous manifester ses sentimens. Je crois, Monseigneur, qu'il est d'une grande vérité que la cour de Vienne et M. le prince de Kaunitz en particulier ont autant de désir que de besoin que la couronne du roy éprouve des revers et des malheurs dans la guerre présente, pour relever leur considération et leur valeur. Je crois également que c'est une vérité qui mérite essentiellement d'occuper la prévoyance

de Sa Majesté et d'entrer dans les mesures qu'elle prend pour obtenir elle-même sur les efforts de ses ennemis et sur les vœux de ses envieux les triomphes qu'ils recherchent.

Vienne, 19 avril 1780.

Le prince de Kaunitz, non content de vanter les Anglois, traite secrètement avec eux; il cherche aussi à donner à la France des soupçons sur une défection de l'Espagne; il cherche à l'aliéner de nous par l'influence de la grande-duchesse de Toscane, et prétend que l'Angleterre espère la détacher de nous, et s'efforce de nous faire peur de la Russie.

Archives des affaires étrangères.

FIN DES APPENDICES DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

LE PARTAGE DE LA POLOGNE.

CHAPITRE I.

La Pologne sur le point d'être partagée trois fois avant 1772. — Frédéric reprend ce projet. — Il le propose à Pierre III. — Catherine se refuse au partage pour conserver sa prépondérance en Pologne. — Le parti français et le parti de la France. — Les Tories et les Whigs de la Pologne. — Clément Branicki. — Alexandre et Michel Czartoriski. — L'anarchie et la réforme. — Stanislas Poniatowski. — Les Russes appelés. — Traité entre Frédéric et Catherine.....	17
--	----

CHAPITRE II.

Les ducs de Choiseul et de Praslin. — Indifférence de M. de Choiseul pour la Pologne. — Politique de Catherine. — Conversation de cette princesse avec M. de Breteuil. — Affaire de Courlande. — La cour de Vienne. — Affaiblissement de son alliance avec la cour de Versailles. — Marie-Thérèse, Joseph II et le prince Kaunitz. — Mort de M ^{me} de Pompadour. — Décadence de la Porte ottomane. — Mort d'Auguste III, roi de Pologne. — Vacance du trône. — Note franco-autrichienne. — Députation polonaise à Pétersbourg pour demander un roi. — Élection de Stanislas-Auguste Poniatowski.....	79
--	----

CHAPITRE III.

Règne de Stanislas-Auguste. — Dissentiment des cours de Versailles et de Vienne. — Affaire de San Remo. — Frédéric avertit Catherine. — Confédération de Radom. — Repninn. — Confédération de Bar. — Serment des confédérés. — Mission du chevalier de Taulès près des confédérés. — Guerre entre les Russes et les Turcs. — M. de Vergennes. — Les cours de Versailles et de Vienne, à l'insu l'une de l'autre, se rapprochent du roi de Prusse. 147

CHAPITRE IV.

Frédéric propose formellement à Catherine le partage de la Pologne. — Catherine s'y refuse. — Frédéric se tourne du côté de l'Autriche. — Entrevues de Frédéric avec Joseph II à Neiss et à Neustadt. — Victoires de Catherine sur les Turcs. — Chute du duc de Choiseul.. 212

CHAPITRE V.

Voyage du prince Henri à Pétersbourg. — Détails et réfutation. — Le duc d'Aiguillon successeur du duc de Choiseul. — D'Aiguillon pressent le partage de la Pologne. — Il envoie le prince Louis de Rohan ambassadeur à Vienne. — Intrigues politiques. — Le démembrement est décidé. — Envoi de Dumouriez en Pologne. — Défaite des confédérés. — M. de Rohan avertit en vain M. d'Aiguillon. — Correspondance de Voltaire avec le roi de Prusse. — Dissimulation de Frédéric. — Le partage est consommé..... 243

LA GUERRE DE BAVIÈRE

ET LE CONGRÈS DE TESCHEN..... 299

APPENDICES.

APPENDICES AU PARTAGE DE LA POLOGNE..... 363
APPENDICE A LA GUERRE DE BAVIÈRE..... 394

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

363540

1821







